

LE CRAPOUILLOT

conformiste

N Les nationalistes sont de retour...

● Berlusconi

● Bossi

● Dillen

● Fini

● Jirinovski

● Le Pen

● Alessandra

Mussolini

● Schönhuber

M 1440 - 119 - 36,00 F-RD



LE CRAPOUILLOT

NOUVELLE SERIE

**POUR RECEVOIR
RÉGULIÈREMENT
LES PROCHAINS
NUMÉROS**

**ABONNEZ-VOUS,
OFFREZ UN
ABONNEMENT**

LE CRAPOUILLOT

Jean Galtier-Boissière († 1966) - Jean-François Devay († 1971)

Magazine non conformiste

Directeur :

Roland Gaucher

Réalisation technique :

Stéphane Le Brieuc

Directeur de la publication :

Nicole Dupaty

Secrétariat de rédaction/iconographie :

Emmanuel Casenac

Maquette : **Guy Filter**

Publicité

Catherine Dages

Promévente : 11, rue de Wattignies 75012 Paris

Philippe Thoreau : 43 44 77 77

Sarl Le Crapouillot

RCS : Paris B 383 679 529

Siège social : 52 rue Madame 75006 Paris

Dépôt légal : Mai - Juin 1994 - N° CPPAP : 61. 147

Avenir Graphique : Torcy

Achat au numéro et courrier : 21, rue Tronchet 75008 Paris

Tél. 47 42 21 72 - Fax : 42 66 93 96

FRANCE METROPOLITAINE

5 NUMEROS : 150 F

EUROPE

5 NUMEROS : 190 F

HORS EUROPE (PAR AVION)

240 F

RÉDIGEZ VOTRE CHEQUE
À L'ORDRE DU CRAPOUILLOT
ADRESSEZ L'ENVELOPPE
AU NOM DE J.C. MULLER

J.- C. MULLER BP 32 33980 AUDENGE
TÉL. : 56 26 97 00

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

.....

.....

JE DÉSIRE M'ABONNER POUR

5 NUMÉROS ☐ F

CI-JOINT MON RÉGLEMENT
PAR CHEQUE
À L'ORDRE DU CRAPOUILLOT

DATE

Sommaire

Roland GAUCHER
Vladimir V. JIRINOVSKI
Alexandre DOUGUINE
Robert STEUCKERS
Radovan KARADZIC
Drago STIPAC
Dobroslav PARAGA
Maris GRINBLATS
Michel ROLAND
Robert STEUCKERS
Alessandra MUSSOLINI
Roland GAUCHER

Roland GAUCHER
Robert STEUCKERS
Robert STEUCKERS
Franz SCHÖNHUBER
Jean MABIRE
Xavier CHENESEAU
Michel ROLAND
Roland GAUCHER
Xavier CHENESEAU
Robert STEUCKERS

Robert STEUCKERS

Bernard LUGAN

Michel ROLAND
Roland GAUCHER
Les lettres

Gastronomie

Le choc des nationalismes	P. 5
Interview	P. 6
Interview	P. 9
Fondements du Nationalisme Russe	P. 14
(interview)	P. 17
(interview)	P. 18
(interview)	P. 19
(interview)	P. 21
Ukraine : Demain, la guerre civile ?	P. 22
Le nouveau nationalisme Hongrois	P. 23
(interview)	P. 25
Les victoires-éclaircs de Berlusconi ou panique dans les médias	P. 26
Finì, bon élève servi par la chance électorale	P. 27
La Ligue lombarde	P. 29
Les nouveaux nationalistes allemands	P. 31
Nationaliste de gauche ? (interview)	P. 39
Rouges-bruns et Bruns-rouges	P. 41
Le national-communisme à la française	P. 45
Les bruns, les rouges et le petit homme vert	P. 46
Le Front National avant les européennes	P. 47
Nationaux et nationalistes en France	P. 52
Le Vlaams blok	P. 60
Karel DILLEN (interview)	P. 63
Le Populisme néerlandais	P. 66
Les « progressiste » scandinaves	P. 68
Autriche : Jörg HAIDER	P. 70
Le nationalisme Zulu	P. 73
Le nationalisme Afrikaner	P. 75
Peron	P. 78
Non conforme	P. 79
Roland GAUCHER	
Jean BOURDIER	P. 81
Jean NOUYRIGAT	P. 82

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

POUR RECEVOIR RÉGULIÈREMENT
LES PROCHAINS NUMÉROS

ABONNEZ-VOUS

Pour tout journal, l'abonné constitue un soutien privilégié.

Lorsqu'il rédige un chèque (150 francs) pour *Le Crapouillot*, il nous assure de sa fidélité pour une année entière.

Ce n'est pas rien, en cette période de crise de la presse, et compte tenu que *Le Crapouillot* ne peut espérer bénéficier que d'appuis publicitaires modestes.

Le Crapouillot, en effet, journal anti-conformiste par essence, qui se situe dans la ligne de **Jean Galtier-Boissière** et de **Jean-François Devay**, n'est pas un organe qu'on peut "acheter" (sauf dans les kiosques).

Il traite librement des sujets choisis par son comité de rédaction. Il n'est soumis à aucune pression politique ou financière. Il entend aborder librement tous les sujets d'enquête. Pour se développer, *Le Crapouillot* a donc besoin d'élargir son audience, et de compter sur des **concours fidèles**.

L'abonnement reste, dans ce domaine, l'apport le plus important pour nous permettre de **maintenir et développer un titre, créé en 1915**.

Alors, n'hésitez pas ! Abonnez-vous ! Faites abonner vos amis ! A l'heure où la désinformation bat son plein, de façon éhontée, donnez les moyens au *Crapouillot* de devenir l'instrument numéro 1 dans la lutte contre le « bourrage de crânes ».

Roland GAUCHER

Bulletin d'abonnement

Nom prénom.....

Adresse

.....

.....

Je désire m'abonner pour 5 numéros et joins mon règlement de 150 F

par chèque bancaire ☐ postal ☐ libellé à l'ordre du **CRAPOUILLOT**

Date

Rédiger l'enveloppe au nom de J-C MULLER BP 32 - 33980 AUDENGE - Tél. 56 26 97 00

Avant-propos

« Pour lui, il voyait des rapports entre la Prusse orientale et la Mandchourie. Le front unique des peuples opprimés était le front du nationalisme se dressant contre les puissances impérialistes. »

Ernst von Salomon — *Le Questionnaire*

Le choc des nationalismes

Quel est le phénomène capital qui marque notre époque, après la dislocation du régime soviétique et la chute du Mur de Berlin ?

Sans aucun doute, l'explosion des nationalismes.

Avant toute revendication matérielle — et Dieu sait s'il peut y en avoir chez ces peuples saignés à blanc par le système bolchévick —, les hommes et les femmes veulent une chose : être lettons, lituaniens, ukrainiens, géorgiens, arméniens, croates, serbes, ou bosniaques.

Et russes, bien entendu !

Le choc des nationalismes ne s'exprime pas seulement en Europe.

Il se manifeste aussi, par exemple, et avec quelle violence, chez les Zulu et les Afrikaners. Blancs ou noirs, ils se refusent à être englobés dans un « melting pot » à la Mandela.

Oui, les nationalistes sont de retour.

On avait cru les anéantir. Avec **Berlusconi**, **Bossi** et **Fini**, ils effectuent en Italie une percée spectaculaire. Croates ou Serbes, ils sont là, les armes à la main. Ils font scandale avec **Jirinovski**. Dans les rangs des mondialistes, des cosmopolites, et chez ces messieurs-dames des mass-media, ils sèment la consternation et la rage. Voire la panique.

Avec ces grandes lueurs à l'Est, et en d'autres points du monde, aucun doute n'est possible. Un combat d'une envergure planétaire commence entre les peuples qui veulent être eux-mêmes, affirmer leur identité, préserver leurs cultes, et le camp du cosmopolitisme, du capitalisme libéral, des « fortunes anonymes et vagabondes », dont la principale force de frappe est américaine.

Voilà qui doit être clair, à l'heure où les bateleurs de la télécratie, de l'humanitarisme, qui réclament de plus en plus fort la guerre, s'emploient à nous attendrir avec les malheurs des enfants de Sarajevo. Ces malheurs existent, certes. Mais quand donc les mêmes bons apôtres ont-ils eu un mot, ou projeté une image sur les souffrances des enfants de Bagdad, soumis aux raids des B-52, pendant la sale guerre du Golfe ?

Au début des années 20, dans l'Allemagne du chômage et de la défaite, il y a des approches, des rencontres, voire des convergences entre des nationalistes allemands comme **Ernst Jünger**, voire terroristes, comme **von Salomon**, dressés contre le Traité de Versailles, et des communistes allemands. Le camarade **Radek**, l'agent du Komintern, rôde dans les parages. **Ernst Niekisch** développe ses thèses d'un national-bolchévisme. Il y a aussi les frères **Strasser**.

Aujourd'hui, des rapprochements identiques sont en cours à l'Est, et peut-être même chez nous. Il est trop tôt pour porter un jugement sur ce processus. Contentons-nous de le noter. Mais relisons **Georges Sorel**, et **Georges Valois**, et **Drieu La Rochelle**.

Un dernier mot : j'ai confié la responsabilité rédactionnelle de ce numéro à **Robert Steuckers**, Flamand, d'éducation française, directeur de la revue "Vouloir". Sur le sujet, il est d'une érudition fantastique. Prenez-le comme guide, dans ce voyage chez les nationalistes.

Vladimir Volfovitch Jirinovski :

« Mon modèle c'est Bismarck »

*Jirinovski,
kalachnikov
en moins !*



— **Monsieur Jirinovski, vous êtes incontestablement le grand vainqueur des élections russes. Comment jugez-vous l'état actuel de votre pays ?**

— Notre parti est désormais la force motrice du pays, nous représentons véritablement la cause du peuple russe. Nous luttons simultanément pour défendre les intérêts vitaux de la Grande Russie et des humbles. Nous voulons une autre politique étrangère et nous sommes en faveur de la propriété privée. Nous nous distinguons des autres partis du gouvernement parce que nous adoptons, sans fard, une position nationale russe et que nous voulons instaurer un Etat russe puissant et riche, capable de soutenir la culture russe dans le monde. Mais nous voulons également des réformes. Sans détruire le secteur

économique étatisé. Nous ne détruirons pas les kolkhoses dans le domaine agricole, mais nous créerons les conditions pour que toutes les formes d'économie et d'agriculture puissent s'épanouir. Nous ne voulons ni les perturber par un excès d'interventionnisme, ni les détruire par un excès de dogmatisme libéral ou communiste, mais nous voulons que tous les citoyens puissent travailler et prospérer dans de bonnes conditions.

Les communistes n'ont toléré que les formes de propriété collective et les gouvernements post-communistes n'ont misé que sur l'économie libérale privée. Ces deux attitudes sont des dogmatismes ! Nous, libéraux-démocrates, voulons une économie mixte où les deux secteurs, le collectif et le privé, soient harmonieusement liés. Dans une première étape, le secteur économique étatisé conservera sans doute tout son poids.

— *On vous reproche d'être un « fasciste »...*

— C'est clair : c'est le bon vieux système de démonisation qui est à l'œuvre ici, comme en bien d'autres domaines. Je n'ai absolument rien à voir avec le fascisme ni avec aucune de ses formes historiques. Mes adversaires politiques qui manipulent sans arrêt cet argument-massue sont de fieffés menteurs, des calomnieurs de bas étage. Mon modèle, c'est **Bismarck** [qui a introduit le système de sécurité sociale en Allemagne et unifié le pays, lui conférant le statut de grande puissance, ndt]. De plus, au contraire de beaucoup de personnalités politiques russes actuelles, qui occupent des postes importants dans les partis gouvernementaux, je n'ai jamais été communiste et le communisme n'a jamais exercé la moindre séduction sur moi. Mon parti et moi approuvons sans réserve le système pluripartite et nous considérons que l'économie mixte est la meilleure des solutions.

Hitler et moi ? Aucun rapport !

— *On dit aussi que vous êtes un « Hitler » russe...*

— Quel rapport y a-t-il entre **Hitler** et moi ? Il y a un demi-siècle qu'il est mort, lui et son système national-socialiste ! Ma famille a beaucoup souffert dans la lutte contre le fascisme. Quant à moi, je ne me suis jamais référé à **Hitler**. Les inventeurs de cette fable, qui prétend que je suis une réplique russe du dictateur allemand, sont des calomnieurs, ce qui m'amène à leur poser une question capitale : **Hitler** a-t-il lutté pour une Russie libre et souveraine, pour une Russie qui soit un Etat de droit démocratique, pour une Russie riche et grande ? Non ! Or c'est là mon programme. Il est diamétralement opposé à la vision hitlérienne de la Russie. Leurs affirmations sont bel et bien calomnieuses : ils réécrivent l'histoire à leur façon, ils falsifient.

— *Parlez-nous de votre idéal « bismarckien », puisque Bismarck est votre grand modèle allemand ?*

— Mon idéal, c'est de transposer le grand art politique de **Bismarck** dans la Russie actuelle. En politique étrangère, il faut que Russes et Allemands reprennent à leur profit la politique bismarckienne de consultation réciproque entre Berlin et Moscou. Les leçons des deux guerres mondiales de ce siècle nous y obligent : seules paient les politiques de paix entre l'Allemagne et la Russie. Quant à la politique sociale de **Bismarck**, elle est une voie royale vers le bien-être économique.

— *Comment voyez-vous l'avenir des rapports germano-russes ?*

— Nos relations reposeront sur le principe de l'égalité des partenaires. Nous visons une harmonisation globale de nos relations, qui doivent devenir de plus en plus étroites dans les domaines de la politique, de la culture, de l'économie et de la chose militaire. Tous ceux qui veulent servir la paix dans le monde et la prospérité des peuples doivent soutenir ce projet de rapprochement entre Allemands et Russes. Une telle politique est au service de la stabilité en Europe et dans le monde entier. Je vous promets que sous l'influence de notre fraction au Parlement ce projet avancera et que la politique étrangère russe s'y conformera. Une alliance durable, voire éternelle, entre la Russie et l'Allemagne, serait une véritable bénédiction pour l'Europe et la planète.

— *Donc plus de guerres entre Allemands et Russes comme dans le passé...*

— Nous ne pouvons plus tolérer que l'on nous excite les uns contre les autres. Personne ne peut disposer des moyens d'empoisonner nos relations. Il faut mettre fin aux menées anti-allemandes et anti-russes de certains services secrets.

— *A la fin du mois d'août 1994, les dernières troupes russes auront quitté l'Allemagne. Comment jugez-vous ce retrait ?*

— Les Allemands n'ont pas besoin de troupes étrangères chez eux. Je crois par ailleurs qu'il n'est nullement raisonnable pour le peuple allemand de permettre le stationnement de troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale, d'une part, et d'accepter que les armées allemandes soient placées sous des commandements étrangers. L'Allemagne n'est tout de même pas un protectorat ! C'est une puissance qui compte.

— *Paris et Londres voient d'un mauvais œil l'amélioration des relations germano-russes...*

— En effet, les mémoires des diplomates occidentaux révèlent des constantes ; parmi celles-ci, la volonté d'entraver les mouvements de l'Allemagne, de la maintenir au tapis et de lui confisquer sa souveraineté. A Washington, on considère que l'OTAN est un instrument destiné à préserver « l'équilibre des forces en Europe », comme l'a formulé explicitement **Henry Kissinger**. Aujourd'hui, cela signifie que l'Allemagne réunifiée doit être contenue et entravée, tandis que des Etats plus faibles doivent être indûment favorisés. **Kissinger** a dit que le plus grand danger de l'avenir serait un rapprochement entre Berlin et Moscou, qu'Allemands et Russes déterminent leur politique de concert en se consultant, comme doivent le faire de bons voisins. Nous n'allons tout de même pas nous faire une troisième fois la guerre pour les beaux yeux des « amis occidentaux » de l'Allemagne. Je le répète : personne n'a le droit de nous pousser à la guerre.

— *Contrairement à l'opposition classique, nationale et communiste, vous avez accepté la nouvelle constitution russe sans la moindre hésitation...*

— Nous avons un nouveau Parlement et une nouvelle Constitution. Dans le fond, il n'y avait pas, jusqu'ici, de véritable Parlement, parce que les conseils, qui ont été transformés ultérieurement en « soviet suprême », n'étaient que des appendices du PCUS. En fait, toutes les décisions émanaient du parti. Ce sera dès lors le premier Parlement où des forces politiques différentes seront réellement représentées, ce qui aura des effets bénéfiques sur la vie politique du pays et nous aidera à faire passer plus vite des réformes intelligentes pour le bien de la population. En même temps, la nouvelle Constitution



Le même, en train de se faire une démonstration...



...et de dialoguer

renforce le pouvoir du Président. C'est une bonne chose. La Russie a besoin d'un pouvoir présidentiel fort, de façon à ce que le pays et son économie puissent retrouver la santé.

— *Reprochez-vous à Eltsine de détruire le pays ?*

— Eltsine commet des erreurs, mais ne détruit pas le pays. Il se trompe lourdement en certains points. Mais, en son for intérieur, il souhaite une plateforme patriotique.

Les communistes de la Douma...

— *Que se passera-t-il en Russie dans un proche avenir ?*

— Il n'y aura pas d'explosion. Il n'y aura pas de grands bouleversements sociaux non plus. L'inflation se réduira petit à petit. L'année 1994 sera encore très difficile, mais, dans les années qui suivront, l'économie se redressera lentement. Le triomphe de mon parti aux élections aura des résultats bénéfiques. La vie politique se normalisera. La Russie aussi. Ceux qui avaient misé sur une destruction et une dissolution de la Russie se sont fondamentalement trompés.

— *Dans l'actuelle « Douma », vos rapports avec vos collègues communistes sont constructifs, dépourvus de toute hostilité stérile. Comment expliquez-vous cela, alors que vos rapports avec Eltsine sont bons et que leurs rapports avec le Président sont franchement mauvais...*

— Les communistes de la Douma ne sont pas responsables de ce qui s'est passé sous Staline. Les Russes et les Allemands d'aujourd'hui doivent avoir le droit de vivre libres, sans être chargés du ballast du passé. Ils ont le droit de travailler pour l'avenir. Les communistes russes d'aujourd'hui sont des hommes honnêtes, ce ne sont pas des traîtres à la patrie qui se sont mis au service d'une puissance étrangère. Pourquoi installerions-nous un ostracisme dans la Russie malheureuse

d'aujourd'hui, qui rappelle l'Allemagne de l'immédiat après-guerre, pourquoi raviverions-nous des plaies à peine cicatrisées, pourquoi créerions-nous des oppositions artificielles ?

— *Selon vous, quels sont les intérêts qui sont en jeu dans le conflit qui déchire l'ex-Yougoslavie ?*

— La France et la Grande-Bretagne ont créé l'ancienne Yougoslavie pour en faire un « tremplin » contre l'Allemagne. Ils ont utilisé ce pays à cette seule fin, ce qui va à l'encontre des intérêts des peuples qui y vivent. Français et Britanniques n'ont rien à faire dans cette zone. Les Russes ont des intérêts en Serbie et les Allemands en Europe centrale. Pour l'ex-Yougoslavie, je suis en faveur d'une solution négociée, appuyée par un compromis raisonnable entre la Russie et l'Allemagne, ce qui, à long terme, constitue la meilleure garantie de paix. Les intérêts allemands et russes dans les Balkans sont parfaitement conciliables.

— *Dans la guerre contre l'Irak, vous avez pris des positions diamétralement opposées à celles des médias...*

— Ma conclusion est la suivante : on aurait pu connaître l'opinion réelle des Koweïtiens en organisant un référendum populaire contrôlé par des instances internationales. L'agression contre l'Irak est foncièrement contraire au droit. Pour justifier cette entorse flagrante au droit devant les opinions publiques occidentales, les médias nous ont débité une quantité de fables sur les « atrocités » irakiennes, sur Saddam Hussein qui aurait possédé une armée redoutable, sur ce petit pays qui a à peine plus d'habitants que la Hollande. Les malheureux Irakiens croupissent dans la misère à cause des sanctions, et des dizaines de milliers d'enfants meurent des effets du blocus. Mais, en même temps, l'Occident assiste sans broncher à l'extermination du peuple kurde par les Turcs. Au fond, qu'avait-il perdu en Irak, le bel Occident ?

Sources :

Interviews de Vladimir V. Jirinovski dans la *National-Zeitung* du Dr. G. Frey. Cfr. numéros, 51/1993, 1-2/1994, 7/1994, 8/1994. Voir également les articles sur les idées de Jirinovski (Schirinowskij en graphie allemande) : 52/1993, 9/1994. Adresse pour toutes commandes : DSZ-Verlag, D-81.238 München (RFA).

Alexandre Douguine
(directeur de la revue *Elementyi*)

"Créer l'Europe des ethnies"

*Alexandre Douguine est à Moscou le directeur de la revue trimestrielle de politologie et de géopolitique **Elementyi** (50.000 ex.). Il est aussi l'auteur de cinq livres sur la tradition, la métaphysique, l'histoire des religions et la politologie. Deux d'entre eux ont été traduits à l'étranger : **El Misterio de Eurasia en Espagne** (Grupo Libro 88 Madrid 1992) et un autre en Italie, **Continente Russia** (Edizioni all'insegna del Veltro Parma, 1991). Il est encore l'éditeur en Russie d'auteurs comme René Guénon, Julius Evola, Gustav Meyrink, etc. Ancien dissident anticomuniste, persécuté par le KGB, Douguine édite aussi la revue traditionaliste **Mily Anguel** et collabore régulièrement aux principaux journaux de l'opposition national-patriotique comme **Dien** (100.000 ex.) et **Sovietskaya Rossia** (500.000 ex.).*

Le Crapouillot — Pensez-vous que le phénomène le plus important, après la chute du communisme, soit l'explosion des nationalismes, pas seulement dans l'ex-Empire soviétique, mais en Europe occidentale, voire dans d'autres régions du monde (Afrique du Sud, Afrique du Nord, etc.) ?

Alexandre Douguine — Oui. Effectivement, je suis sûr que, dans la situation actuelle de la politique, ce sont les phénomènes nationalistes qui auront le rôle le plus important dans le développement de la société. C'est assez logique, d'ailleurs. Pour le comprendre, on peut faire quelques remarques très simples.

Dans notre siècle, il y a eu seulement trois idéologies politiques qui se sont réalisées dans des sociétés concrètes et qui ont prouvé leur efficacité. A savoir : 1) le libéral-capitalisme, 2) le socialisme (communisme) et 3) le nationalisme (fascisme). Dans les années 30-40, ces trois formes idéologiques étaient présentes. Après 1945, il n'y en avait plus que deux (libéralisme, communisme), le nationalisme n'existant plus que sous la forme d'une virtualité. Maintenant, ne subsiste que le libéralisme, le communisme devenant également une réalité virtuelle, comme le fascisme, 45 ans plus tôt. Mais ce système capitaliste est très loin d'être parfait, irréprochable, et sans défaut (malgré les prétentions de ses défenseurs). Donc, il existe un grand camp des forces politiques, économiques, religieuses, sociales, qui ne peuvent pas s'inscrire dans le système libéralo-capitaliste, qui veut s'imposer au monde entier comme la seule et unique solution. Toutes ces forces se rassemblent pour la lutte contre le libéralisme, en utilisant les désordres qui ont suivi la désagrégation du système communiste. La solution communiste selon le modèle soviétique a connu une chute trop récente et trop spectaculaire pour être attirante pour les diverses tendances anti-libérales. Donc, il ne reste que le modèle nationaliste ou « fasciste » (révisé et corrigé, bien sûr).

Paradoxalement, il est plus facile d'arriver à cette solution

dans les pays qui appartenaient à la coalition antifasciste qu'en Allemagne ou en Italie, parce que la formule d'un « fascisme russe », « serbe », « polonais », « ukrainien », ne provoque pas nécessairement des amalgames avec les crimes de guerre (supposés ou réels) des nazis allemands.

« Le temps de la gauche anti-capitaliste est définitivement passé... »

Après la chute du communisme, les tendances anti-libérales sont contraintes d'adopter la forme nationaliste ou d'associer le nationalisme à d'autres éléments idéologiques (socialistes, démocratiques, etc.). C'est ce qui se passe dans presque tous les pays de l'ancien bloc de Varsovie, et dans les pays de l'ex-URSS, à quelques exceptions près. Quelque chose de semblable se déroule dans plusieurs pays du Tiers-Monde. Je suis convaincu que, tôt ou tard, le nationalisme (et surtout le nationalisme anti-libéral) sera d'une grande actualité politique également en Europe occidentale. Le temps de la gauche anti-capitaliste est définitivement passé. Nous entrons dans l'ère de la droite anti-capitaliste — donc nationaliste, identitaire, différencialiste et organiciste.

— Pour vous, le nationalisme russe équivaut-il au maintien des frontières de l'ex-Empire soviétique, ou bien admet-il l'indépendance des pays baltes, de l'Ukraine, de la Géorgie, de l'Arménie, etc. ?

— Le nationalisme russe a toujours été et est toujours essentiellement impérial et non ethnique ou social. Pour les



La rédaction du journal " Dien "

Russes, il est important de conserver l'Empire sur une base géopolitique : **l'Empire lié à l'espace, au sol, et non pas au sang**. L'Etat russe est considéré, dans l'esprit des nationalistes russes, comme quelque chose de sacré et non pas de conventionnel. L'immense majorité des nationalistes russes considère qu'il faut restaurer, voire même élargir encore, l'espace de l'ancienne Union soviétique. La majorité du peuple biélorusse (qui ne diffère que de très peu des Russes proprement dits) et une très grande partie du peuple ukrainien sont pour le retour à la Russie, en tant qu'Empire, et non pas à la domination ethnique des Russes (qui n'existaient que dans l'imagination des « petits nationalistes », irresponsables et opportunistes).

Certaines Républiques de l'Asie sont aussi d'accord avec l'idée impériale (les conséquences économiques de la restauration de l'Etat eurasiatique sont aussi très fortes et très positives pour eux).

Certains nationalistes russes (en quantité négligeable d'ailleurs) veulent fonder l'Etat russe nouveau sur une base purement sociale et mono-ethnique. Je trouve ces projets irréalisables et étrangers à notre esprit national. Je suis contre l'indépendance des pays baltes, mais je crois qu'il faut prendre en considération, dans cette question, les intérêts géopolitiques de la *Mittel-Europa*, de l'Europe centrale et surtout de l'Allemagne, sinon la Russie aura trop de problèmes avec ses voisins occidentaux. Je crois qu'il faut revenir à quelque chose de semblable au pacte **Ribbentrop-Molotov**.

Quant au Caucase, il est dans la zone des intérêts géopolitiques de la Russie. On ne peut pas laisser entrer cet espace dans la zone d'influence de la Turquie.

■ « Soutenir les Serbes »

— Pensez-vous que le devoir de la Russie est d'accorder tout son soutien — jusques et y compris, éventuellement, le soutien armé — au peuple serbe dans la crise yougoslave ?

— Je pense qu'il faut soutenir les Serbes par tous les moyens possibles. Mais il faut en même temps trouver la solution du problème balkanique, en considérant la légitimité géopolitique des intérêts des Croates (représentants de la *Mittel-Europa*) et des Bosniaques (les représentants symboliques des régions musulmanes du Sud). A la différence de nombreux patriotes russes qui sont pro-Serbes et anti-Croates et anti-Bosniaques, je suis totalement pro-Serbe mais non pas hostile aux Croates et aux Bosniaques. Parce que je considère le problème, non seulement sous l'angle de la solidarité religieuse, ethnique et historique, mais aussi d'un point de vue géopolitique et continental, européen et eurasiatique. Dans cette optique, il faut trouver la balance des intérêts, et non pas insister sur la victoire définitive d'un seul camp. Ce serait une voie sans issue.

Il y a déjà des volontaires russes qui combattent en Bosnie, et je pense que leur expérience là-bas sera très utile en Russie, particulièrement dans la crise politique qui est inévitable. Mais au-delà de ce soutien militaire symbolique, je suis allé en Serbie, et, là, on m'a assuré que les Serbes n'ont pas vraiment besoin de soutien militaire. Selon eux, leurs propres forces militaires leur suffisent. C'est le soutien politique russe qu'on doit apporter aujourd'hui aux Serbes.

— Des phénomènes séparatistes se font jour en Europe occidentale. Par exemple, en Espagne, il y a un séparatisme catalan et un séparatisme basque. En France, un séparatisme corse, voire basque, ou breton. En Italie, existe, depuis peu, la Ligue lombarde. Avez-vous un jugement sur ces problèmes et, si oui, lequel ?

— J'appartiens personnellement à un grand peuple et, pour moi, il est très difficile de comprendre les problèmes de « petits peuples » opprimés ou supposés tels par le centralisme étatique. Mais, sur un plan théorique, je pense que le temps des Etats-nations est passé. Non pas parce qu'ils sont trop grands, comme le pensent les séparatistes, mais parce qu'ils sont, au contraire, trop petits.

« Créer l'Europe des ethnies »

Je crois qu'il faut revenir à l'idée impériale au-delà des Etats, à l'Empire de dimensions continentales. Paradoxalement (ou en suivant une certaine logique interne), les tendances séparatistes, en Europe, sont très fréquemment européistes en même temps.

Donc les hommes qui inspirent cette tendance ne sont pas contre l'Empire, mais pour l'Empire. **Nietzsche** a dit que la liberté (et la lutte pour la liberté) est légitime — quand cette lutte est utilisée pour quelque but suprême. Donc, je suis d'accord avec les séparatismes des peuples européens, quand ils envisagent la création d'un nouvel Empire européen. Les Etats-nations ne correspondent plus aux critères géopolitiques actuels. Ils sont donc destinés à disparaître. Mais, au lieu d'Etats ethniques indépendants, qui apparaîtraient comme la caricature amoindrie et grotesque des Etats traditionnels, **il faut créer l'Europe des ethnies, une et non divisible, aux dimensions continentales.**

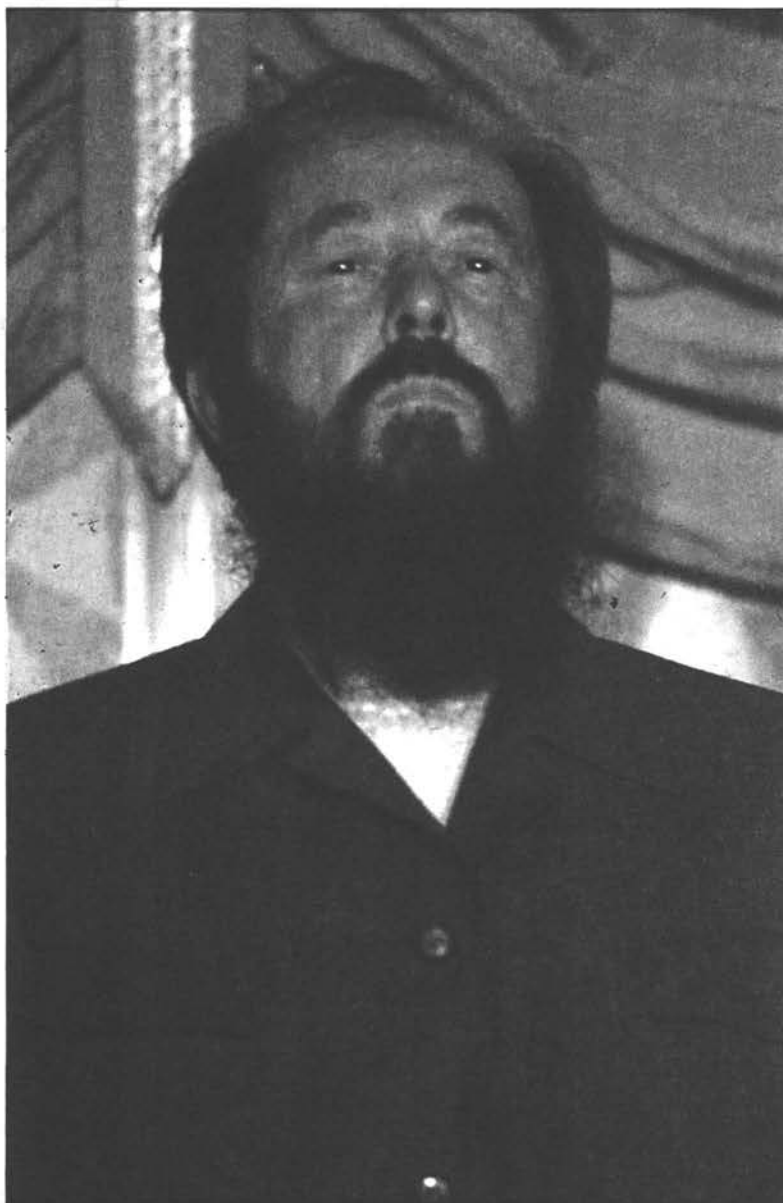
La même chose vaut pour l'Orient, où il faut créer l'Empire eurasiatique, comme la contre-partie orientale de l'Empire européen. L'Empire, d'ailleurs, est toujours plus tolérant par rapport aux différences ethniques, culturelles, linguistiques, religieuses, que l'Etat-nation, centraliste et uniforme. **Le principe de l'Empire réconcilie, en soi, le centralisme politique et géopolitique et l'autonomie culturelle et ethnique locale.**

— En Occident, à la télévision, à la radio, au cinéma, dans la presse, il est constamment question de la Shoah, qui aurait fait six millions de morts, chiffre contesté par certains. La terreur de Lénine, Staline and Co, aurait fait plusieurs dizaines de millions de morts. En Occident, on n'en parle, pour ainsi dire, jamais. En est-il de même chez vous ?

— Chez nous, on parle de la Shoah assez rarement, mais on essaie de culpabiliser les Russes en évoquant constamment les crimes de **Lénine** et de **Staline**. Nous avons perdu trop de Russes (plus de 20 millions) pendant la guerre contre l'Allemagne de **Hitler**, pour nous préoccuper des juifs. Il existe aussi, chez nous, un courant historique comparable au courant des historiens révisionnistes européens. Mais, chez nous, on essaie de montrer que le chiffre des morts au goulag a été totalement inventé par les ennemis de la Russie et par **Soljenitsyne**, et qui a servi à la CIA qui voulait « diaboliser » le peuple russe (l'ennemi géopolitique des USA), à travers la campagne mondiale anticommuniste.

D'un autre côté, les commentateurs objectifs constatent aujourd'hui, qu'une certaine antipathie contre les juifs existe toujours en Russie, dans les rangs de l'opposition antilibérale, mais, aussi, parmi les libéraux et démocrates eux-mêmes.

Les mass-médias eltsinistes, par exemple, ont accusé **Jirinovski** d'être juif. C'est pourquoi il est peu probable que les histoires sur les juifs persécutés par les nazis puissent réveiller chez les Russes quelque sympathie ou quelque intérêt. Les nationalistes, les communistes, les démocrates et libéraux n'aiment pas trop ce peuple. Je crois que la grande majorité des Russes ne connaît même pas des mots comme « holocauste » ou « Shoah ». On parle rarement des chambres à gaz, mais cela se raccorde à l'extermination (vraie ou supposée) des Slaves par les nazis.



"Soljenitsyne a servi surtout à la CIA pour diaboliser le peuple russe".

— **Toujours la terreur lénino-stalinienne : des poursuites ont-elles été engagées contre les auteurs de ces crimes contre l'Humanité ? Sinon, pourquoi ?**

— Il n'y a aucune poursuite, pour autant que je sache. Pourquoi ? Les nationalistes affirment que les responsables pour les crimes du goulag étaient des hommes de sang juif. Pour soutenir leur thèse, ils citent des centaines de noms juifs, parmi les chefs des camps de concentration.

Donc, pour la droite russe, il s'agit d'un complot. Peut-être une enquête sérieuse sur ces crimes pourrait-elle dévoiler des détails affreux sur le passé communiste, en évoquant les responsabilités de clans entiers de tueurs et de bourreaux, dont les membres peuvent bien occuper aujourd'hui des postes élevés. Souvenons-nous qu'Eltsine, lui-même, a fait détruire la maison où le dernier tsar a été tué, et certains affirment qu'il a fait ça pour effacer les traces des crimes auxquels aurait été mêlé un membre de sa famille, le commissaire Eltsine, qui, juste après la Révolution, a occupé un poste élevé à Sverdlovsk. Il y a peut-être des cas semblables pour les « nouveaux démocrates » qui ont un passé aussi rouge que récent.

« Je crois que le KGB a éclaté »

— **A l'époque du régime soviétique, le KGB était une énorme puissance politique, bureaucratique, financière. Cette puissance s'est-elle maintenue, ou bien a-t-elle éclaté en plusieurs réseaux ?**

— Je crois qu'elle a éclaté. La force du KGB a été vraiment immense et certains pensent que c'est lui qui a développé la « Perestroïka ». Gorbatchev a été le protégé d'Andropov, ancien chef du KGB. Nombre de ces hommes s'occupent aujourd'hui de « business ». D'autres se sont regroupés dans les mafias. Les troisièmes sont passés au service d'Eltsine. Il y a, enfin, les ex-KGB, qui ont basculé dans le camp de l'opposition.

— **En France, le moindre écrit ayant une connotation antisémite fait l'objet de poursuites judiciaires. En Russie existe une organisation antisémite, Pamiat, qui a fonctionné dès la fin des années 70, donc avec l'accord du KGB. Dans les médias occidentaux, il n'est jamais question de Pamiat. Avez-vous une explication sur cette discrimination tout à fait surprenante ?**

— J'ai déjà expliqué ce phénomène, en parlant des relations historiques entre les Russes et les juifs. D'un autre côté, en France, il y a peut-être un certain complexe de culpabilité par rapport aux juifs, complexe qui repose sur le souvenir de certaines dénonciations concernant les juifs pendant l'occupation allemande. C'est pourquoi les intellectuels juifs jouent un rôle prépondérant en France. En Russie, on n'aime pas les juifs, c'est vrai, mais il n'y a jamais eu de persécution organisée (en dépit de ce qu'affirment certains mythomanes russophobes). Pamiat a aujourd'hui une existence éphémère. On n'y trouve que quelques personnes névrotiques et paranoïaques.

« Naissance d'une nouvelle idéologie »

— **Il y a en Russie des manifestations réunissant les communistes et les nationalistes. Nombre d'entre eux ont participé à la tentative de putsch. En Serbie, une solidarité identique se manifeste. Quelle est votre opinion sur ce phénomène ? Pensez-vous qu'elle soit appelée à se développer dans d'autres pays ?**

— Ce phénomène confirme ce que j'ai dit au début de notre entretien. Toutes les forces antilibérales, identitaristes et logiquement anti-américaines (les USA sont la forteresse privilégiée du libéralisme planétaire) sont obligées d'utiliser les thèmes nationalistes. Ce qui explique les sympathies nationalistes de certains communistes. D'un autre côté, l'idée même de la justice, pour la nation, est assez étroitement liée à celle de la justice sociale. Je pense que l'alliance entre les communistes et les nationalistes n'est ni pragmatique ni circonstancielle. Nous sommes en présence de la naissance de la nouvelle idéologie anti-libérale, qui unira, en son sein, trois tendances politiques collectivistes, à savoir : **le nationalisme, le socialisme et la démocratie**, en opposition à la tendance libérale qui est essentiellement individualiste.

Les nationalistes défendent le collectif qui a pour nom « la nation » ; les socialistes « la société », les démocrates « le demos », le peuple.

Les libéraux défendent, au contraire, l'individu, « l'homme ».

Aujourd'hui, les libéraux sont les vainqueurs au niveau planétaire, et toutes les forces antilibérales sont obligées de réunir leurs efforts dans le nouveau mouvement idéologique synthétique. En Russie, c'est un fait accompli. Contre le libéral pro-américain Eltsine, combattaient, en octobre, en défendant la Constitution et le Parlement, les nationalistes monarchistes, ceux de la nouvelle droite russe, les national-révolutionnaires, etc. ; les démocrates (les social-démocrates, les démocrates-chrétiens, les démocrates constitutionnels, etc.) et les communistes (les staliniens, les modérés, les « roses », les anarchistes, etc.).

En Serbie, la situation est semblable. Je suis absolument sûr que la même union se produira nécessairement en Europe parce qu'elle correspond à la logique objective du développement de la situation politique dans le monde actuel. Et cela malgré les dénonciations des « polices de pensée » qui voudraient « éterniser » les clivages politiques totalement dépassés (comme les intellectuels qui ont signé « l'appel à la vigilance » — ce document remarquable et digne de notre chef du KGB Beria, écrit dans le plus pur style stalinien).

En Italie, cette union commence à se réaliser peu à peu. En Espagne aussi, tôt ou tard, le Front antilibéral et anti-américain sera formé par toutes les tendances idéologiques qui rejettent la logique simpliste et unidimensionnelle d'un marché planétaire et du « nouvel ordre mondial », fondé sur ce marché et les valeurs marchandes.

« Jirinovski ? Je ne l'aime pas... »

— **Jirinovski était, en France, un illustre inconnu. Du jour au lendemain, les jugements sur son compte (presque tous défavorables) ont surgi : psychopathe, fasciste, agent du KGB... On a même pu lire qu'il était à la fois un nouvel Hitler, et doté d'un père juif. Votre opinion sur l'homme ?**

— Je ne l'aime pas. Il est le représentant de l'extrême droite libérale, assez semblable à **Le Pen** en France. Il est cynique, pragmatique, mais doté de capacités économiques et démagogiques extraordinaires. Il est comparable aux prêcheurs protestants américains qui hypnotisent et provoquent la joie de la foule en évoquant des thèmes sacrés, pour mieux organiser leurs bénéfices financiers.

Il joue sur les sentiments nationalistes, tout en restant intérieurement très froid. Pour les besoins de la propagande, il peut se présenter tantôt comme « fasciste », « nazi », tantôt comme « libéral », « anticommuniste », ou « philo-communiste », etc. Il dit n'importe quoi et se contredit chaque fois. Parfois, il dépasse les limites. Mais sa popularité est due, surtout, à l'absence aux élections de représentants des nationalistes plus authentiques et plus enracinés dans la société russe.

Donc, le peuple a voté pour Jirinovski mais surtout contre



Le groupe (antisémite) "Pamiat" manifeste à Moscou.

Elsine. Il est un « trickster » (1) typique comme **Loki**, dans la mythologie scandinave. Jirinovski peut faire certaines choses positives pour le mouvement de l'opposition nationale, mais, en même temps, il porte en lui le grotesque, la tromperie, l'équivoque, la caricature. Jirinovski c'est la caricature faite pour parodier le type du nationaliste russe. Tout est reconnaissable, mais tout est excessif en lui. Un détail important : quand quelqu'un en Russie prononce le nom de Jirinovski, tout le monde continue automatiquement par sourire.

— **Pensez-vous qu'au-delà des divergences et des affrontements passés, l'essentiel soit la guerre sans merci des nationalistes contre le mondialisme, le cosmopolitisme et les lobbies dont la force de frappe principale a pour centre les Etats-Unis ?**

— Oui, c'est précisément ce que je pense. Mais il s'agit précisément pour moi, dans cette lutte, non seulement de l'alliance pragmatique, mais d'une **création idéologique nouvelle et originale, enracinée dans l'histoire des peuples, mais orientée vers le futur**. Les démocrates, les nationalistes et les communistes ensemble pour l'Empire continental, pour la justice sociale, pour la conservation des ethnies et des cultures, pour la liberté des peuples et des traditions, contre la dictature de l'argent des valeurs marchandes, contre la « police de pensée », contre l'exploitation, contre le « melting pot » forcé, contre l'« atlantisme ». Tout cela dans un Front unique antilibéral.

— **Dernière question. Voici une liste d'écrivains français**

(essayistes et romanciers) nationalistes : Abellio, Bardèche, de Benoist, Boutang, Brasillach, Brigneau, Coston, Drieu la Rochelle, Guénon, Madiran, Saint Loup. Sur cette liste, quels sont les trois que vous retenir.

— 1) **René Guénon** que je considère comme mon guide spirituel et comme l'autorité la plus haute dans les questions intellectuelles. Il est difficile quand même de l'appeler « nationaliste ». Il est plutôt traditionaliste, dans le sens le plus élevé.

2) **Drieu la Rochelle**, chez lequel j'aime surtout l'union des idées socialistes et nationalistes. Dans un de ses contes, il parle de l'agent double, tsariste et bolchevik, la conclusion est paradoxale : non pas les bolcheviks ou le tsar, mais les bolcheviks avec le tsar. La même idée a été envisagée par notre grand philosophe russe **Constantin Léontieff**, *Le socialisme monarchiste et chrétien orthodoxe*. (Par ailleurs, je préfère aux autres écrivains **L.-F. Céline** que vous n'avez pas mentionné).

3) **Alain de Benoist**. C'est le philosophe contemporain brillant. Je trouve certaines idées de la nouvelle droite française, dont il est le chef incontestable, vraiment géniales et préfigurant le monde de demain, au-delà de la gauche, de la droite, de l'impérialisme et du libéralisme. J'admire cet homme remarquable.

(Propos recueillis par Roland GAUCHER)

(1) Trickster : personnage spécialiste des mauvais tours.

Fondements du nationalisme russe

La Russie, dans son histoire, a toujours été étrangère aux dynamiques européennes. Son nationalisme et son idéologie nationale sont marqués par un double jeu d'attraction et de répulsion envers l'Europe, en particulier, et l'Occident en général. Le célèbre slaviste italien **Aldo Ferrari** nous le rappelle : du Xe au XIIIe siècles, la Russie de Kiev est bien insérée dans le système économique médiéval. L'invasion tatar l'arrache à l'Occident, puis la Principauté de Moscou, en se réorganisant et en combattant les résidus de l'Empire tatar, se veut une nouvelle Byzance orthodoxe, différente de l'Occident romain ou protestant. La victoire de Moscou amorce l'élan de la Russie vers les immensités sibériennes. De l'avènement de **Pierre le Grand** au règne de **Catherine II** et au XIXe siècle, s'opère un timide rapprochement avec l'Ouest. Pour bon nombre d'observateurs, la révolution communiste inaugure une nouvelle phase de fermeture autarcique, de désoccidentalisation, en dépit de l'origine ouest-européenne de son idéologie, le marxisme.

Mais l'occidentalisation du XIXe siècle n'a pas été unanimement acceptée. Dès le début du siècle, un courant fondamentaliste, romantique, nationaliste, se manifeste avec véhémence dans toute la Russie : contre les « occidentalistes », il se veut « slavophile ». Le clivage majeur opposant la gauche et la droite venait de naître en Russie, dans le sillage du romantisme allemand. Il est toujours vivant aujourd'hui, où le débat est de plus en plus vif à Moscou. Le chef de file des occidentalistes du XIXe siècle était **Piotr Tchaadaïev**. Les figures les plus marquantes du camp « slavophile » étaient **Kiréïevski**, **Khomiakov** et **Axakov**. L'occidentalisme russe s'est éparpillé en plusieurs directions : libéraux, anarchistes, socialistes. Les slavophiles développèrent un courant idéologique reposant sur deux systèmes de valeurs : la chrétienté orthodoxe et la communauté paysanne. En termes moins propagandistes, cela signifie l'autonomie des Eglises nationales (« autocéphales ») et un anti-individualisme farouche qui considèrent le libéralisme occidental, surtout l'anglo-saxon, comme une véritable abomination.

Au fil des décennies, ce dualisme va se complexifier. La gauche va, dans certaines de ses composantes, évoluer vers un particularisme russe, vers un socialisme anarcho-paysan anti-capitaliste. La droite slavophile va se muer en un « panslavisme » manipulé par le pouvoir pour assurer l'expansion russe en direction des Balkans (appui aux Roumains, aux Serbes, aux Bulgares et aux Grecs contre les Ottomans). Parmi ces « panslavistes », le philosophe **Nikolaï Danilevski**, auteur d'une fresque historique audacieuse où l'Europe est considérée comme une communauté de peuples vieux, vidés de leurs énergies historiques, et les Slaves comme une phalange de peuples jeunes, appelés à régir le monde. Sous la direction de la Russie, les Slaves doivent s'emparer de Constantinople, reprendre le rôle de Byzance et construire un empire impérissable.

Face à ce programme de Danilevski, le philosophe **Konstantin Leontiev**, lui, veut une alliance entre l'Islam et l'Orthodoxie contre les ferments de dissolution libérale que véhicule l'Occident. Il s'oppose à toute guerre entre Russes et Ottomans dans les Balkans. L'ennemi est surtout anglo-saxon. La perspective de Leontiev séduit encore beaucoup de Russes aujourd'hui. Enfin, dans le *Journal d'un écrivain*, **Dostoïevski** développe des idées similaires (jeunesse des peuples slaves, perversion de l'Occident libéral) auxquelles il ajoute un anti-catholicisme radical qui inspirera notamment les « nationaux-bolchéviques » allemands du temps de Weimar (**Niekisch**, **Paetel**, **Moeller van den Bruck** qui fut son traducteur).

■ « L'eurasisme »

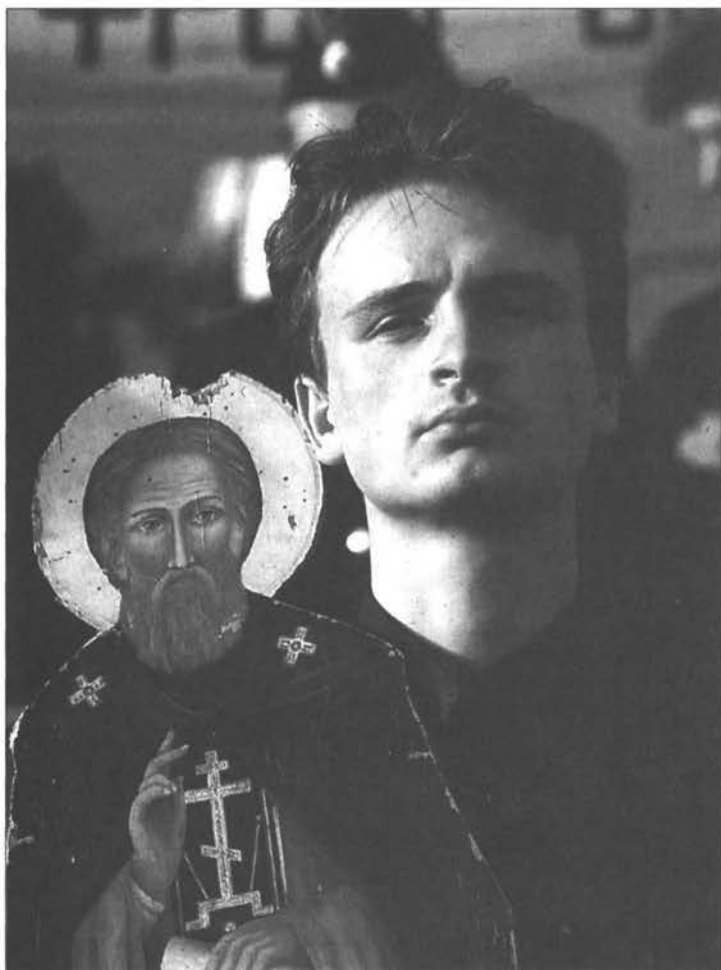
A la suite de la construction du chemin de fer transsibérien, sous l'énergique impulsion du ministre **Witte**, émerge une idéologie pragmatique et autarcique, l'« eurasisme » qui veut se mettre au service de l'espace russe, que celui-ci soit dirigé par un tsar ou par un *Vojd* (un « chef ») soviétique. Les idéologues « eurasiens » sont **Troubetzkoï**, **Savitski** et **Vernadsky**. Pour eux, la Russie n'est pas un élément oriental de l'Europe mais un continent en soi, qui occupe le centre des terres émergées que le géopoliticien britannique **Halford John Mackinder** appelait la « Terre du Milieu ». Pour Mackinder, la puissance qui parvenait à contrôler la « Terre du Milieu » se rendait automatiquement maîtresse de la planète. En effet, cette « Terre du Milieu », en l'occurrence la zone s'étendant de Moscou à l'Oural et de l'Oural à la Transbaïkalie, était inaccessible aux puissances maritimes comme l'Angleterre et les Etats-Unis. Elle pouvait donc les tenir en échec. La politique soviétique, surtout à l'heure de la guerre froide, a toujours tenté de réaliser dans les faits les craintes du géopoliticien Mackinder, c'est-à-dire de rendre le centre russo-sibérien de l'URSS inexpugnable. Même à l'ère du nucléaire, de l'aviation et des missiles transcontinentaux. Cette « sanctuarisation » de la « Terre du Milieu » soviétique a constitué l'idéologie officielle de l'Armée rouge, de **Staline** à **Brejnev**. Les néo-nationalistes impériaux, les nationaux-communistes, les patriotes actuels s'opposent à **Gorbatchev** et à **Eltsine** parce qu'ils les accusent d'avoir dégarni les glacis est-européens, ukrainiens, baltes et centro-asiatiques de cette « Terre du Milieu ».

Voilà pour les prémisses du nationalisme russe, dont les multiples variantes actuelles oscillent entre un pôle populiste-slavophile (« narodniki », de « narod », peuple), un pôle panslaviste, et un pôle eurasiens. Pour Aldo Ferrari, le nationalisme russe actuel se subdivise entre quatre courants : a) les néoslavophiles ; b) les eurasiens ; c) les nationaux-communistes ; d) les nationalistes ethniques.

Les néoslavophiles sont essentiellement ceux qui épousent



Au coude à coude, les Rouges et les Bruns.



*Une icône : La sainte
Russie est dans la rue.*

les thèses de **Soljénitsyne**. Dans *Comment réaménager notre Russie ?*, l'écrivain exilé aux Etats-Unis prône une cure d'amalgamisme pour la Russie : elle doit abandonner toutes ses velléités impériales et reconnaître pleinement le droit à l'autodétermination des peuples de sa périphérie. Soljénitsyne préconise une fédération des trois grandes nations slaves de l'ex-URSS (Russie, Biélorussie et Ukraine). Il vise ensuite la rentabilisation maximale de la Sibérie et suggère une démocratie fondée sur de petites communautés, un peu sur le modèle helvétique. Les autres néo-nationalistes lui reprochent de mutiler la patrie impériale et de propager un utopisme ruraliste, irréalisable dans le monde hyper-moderne où nous vivons.

Les eurasistes sont partout dans l'arène politique russe actuelle. Le philosophe auquel ils se réfèrent est **Lev Goumilev**, une sorte de **Spengler** russe, qui analyse les événements de l'histoire d'après le degré de passion qui anime les peuples. Quand les peuples sont passionnés, ils créent de grandes choses. Quand la passion intérieure s'estompe, les peuples déclinent et meurent. Tel est le sort de l'Occident. Pour Goumilev, les frontières soviétiques sont intangibles mais la Russie nouvelle doit respecter le principe du pluri-ethnisme. Pas question donc de russifier les peuples de la périphérie, mais d'en faire des alliés définitifs du « peuple impérial ». Goumilev, décédé en juin 1992, interprétait dans un sens laïque les idées de Leontiev : peuples turcophones d'Asie centrale et Russes devaient faire cause commune, sans tenir compte de leurs différences religieuses. Aujourd'hui, l'héritage de Goumilev se retrouve dans les colonnes d'*Elementy*, la revue de la « nouvelle droite » russe d'**Alexandre Douguine**, et de *Dyeïnn* (devenu *Zavtra*, après l'interdiction d'octobre



De gauche à droite ; Staline, Brejnev, Gorbatchev et Eltsine.

1993), le journal d'**Alexandre Prokhanov**, chef de file des écrivains et journalistes nationaux-patriotiques. Mais on le retrouve aussi chez certains musulmans du « Parti de la Renaissance islamique », notamment **Djemal Haïdar**. Plus curieux, deux membres du staff d'Eltsine, **Rahr** et **Tolz**, sont des adeptes de l'eurasisme. Leurs conseils n'ont guère été suivis d'effet jusqu'ici.

Les nationaux-communistes

Les nationaux-communistes revendiquent la continuité de l'Etat soviétique en tant qu'entité historique et espace géopolitique autonome, précise Aldo Ferrari. Mais ils ont compris que les recettes marxistes n'étaient plus valables. Ils se revendiquent aujourd'hui d'une « troisième voie » où la notion de solidarité nationale est cardinale. C'est notamment le cas du chef du PC de la Fédération de Russie, **Guennadi Zouganov**.

Les nationalistes ethniques s'inspirent davantage de l'extrême droite russe d'avant 1914, qui entend préserver la « pureté ethnique » du peuple. En un certain sens, ils sont xénophobes et populistes. Ils souhaitent le retour des Caucasiens dans leur pays et manifestent parfois un antisémitisme virulent, selon la tradition russe.

Le néo-nationalisme russe s'inscrit bel et bien dans la tradition nationale et s'enracine dans des corpus doctrinaux du XIXe siècle. En littérature, dans les années 60, les néo-ruralistes (**Valentin Raspoutine**, **Vassili Belov**, **Soloïkhine**, **Fiodor Abramov**, etc.) parviennent à évincer totalement les « libéraux occidentalistes », amorçant de la sorte une véritable « révolution conservatrice », avec la bénédiction du pouvoir soviétique ! La revue littéraire *Nache Sovremenik* s'est faite le véhicule de cette idéologie néo-orthodoxe, paysanne, conservatrice, soucieuse des valeurs éthiques, écologistes. Le communisme, disent-ils, a extirpé la « conscience mythique » et créé une « humanité de monstres amoraux », totalement « dépravés », prêts à accepter les mirages occidentaux. Enfin, cette « révolution conservatrice » s'imposait tranquillement en Russie tandis qu'en Occident la « chienlit » soixante-huitarde (**de Gaulle**) provoquait la catastrophe culturelle que nous subissons encore. Les conservateurs russes mettaient aussi un terme au fantasme communiste du « filon progressiste de l'histoire ». Les communistes, en effet, sélectionnaient dans le passé russe ce qui annonçait la révolution et rejetaient tout le reste. Au « filon progressiste et sélectif », les conservateurs opposaient le « flux unique » : ils valorisaient du même coup toutes les traditions historiques russes et relativisaient mortellement la conception linéaire du marxisme.

Robert STEUCKERS

Bibliographie :

- Aldo Ferrari, « Radici e prospettive del nazionalismo russo », in *Relazioni internazionali*, janvier 1994.
- Robert Steuckers (éd.), Dossier « National-communisme », in *Vouloir*, n° 105/108, juillet-septembre 1993 (textes sur les variantes du nationalisme russe d'aujourd'hui, sur le « national-bolchévisme » russe des années 20 et 30, sur le fascisme russe, sur V. Raspoutine, sur la polémique parisienne de l'été 93).
- Gerd Koenen/Karla Hielscher, *Die schwarze Front*, Rowohlt, Reinbeck, 1991.
- Walter Laqueur, *Der Schoß ist fruchtbar noch. Der militante Nationalismus der russischen Rechten*, Kindler, München, 1993.
- Mikhaïl Agurski, *La Terza Roma. Il nazionalbolsevismo in Unione Sovietica*, Il Mulino, Bologne, 1989.
- Alexandre Soljenitsyne, *Comment réaménager notre Russie ?*, Fayard, Paris 1990.
- Alexandre Douguine (Dughin), *Continente Russia*, Ed. all'insegna del Veltro, Parme, 1991. Extrait dans *Vouloir* n° 76/79, 1991, « L'inconscient de l'Eurasie. Réflexions sur la pensée "eurasiatique" en Russie ». Prix de ce numéro 50 FF (chèques à l'ordre de R. Steuckers).
- Alexandre Douguine, « La révolution conservatrice russe », manuscrit, texte à paraître dans *Vouloir*.
- Konstantin Leontiev, *Bizantinismo e Mondo Slavo*, Ed. all'insegna del Veltro, Parme, 1987 (trad. d'Aldo Ferrari).
- N.I. Danilevsky, *Rußland und Europa*, Otto Zeller Verlag, 1965.
- Michael Paulwitz, *Gott, Zar, Muttererde : Solschenizyn und die Neo-Slawophilen im heutigen Rußland*, Burschenschaft Danubia, München, 1990.
- Hans Kohn, *Le panslavisme. Son histoire et son idéologie*, Payot, Paris, 1963.
- Walter Schubart, *Russia and Western Man*, F. Ungar, New York, 1950.
- Walter Schubart, *Europa und die Seele des Ostens*, G. Neske, Pfullingen, 1951.
- Johan Devriendt, *Op zoek naar de verloren harmonie-mens, natuur, gemeenschap en spiritualiteit bij Valentin Raspoetin*, Mémoire, Rijksuniversiteit Gent/Université d'Etat de Gand, 1992 (non publié).
- Koenraad Logghe, « Valentin Grigorjevitsj Raspoetin en de Russische traditie », in *Teksten, Kommentaren en Studies*, n° 71, 1993.
- Alexander Yanov, *The Russian New Right. Right-Wing Ideologies in the Contemporary USSR*, IIS/University of California, Berkeley, 1978.
- Wolfgang Strauss, *Rußland, was nun ? Österreichische Landmannschaft/Eckart-Schriften* 124, Vienne, 1993.
- Pierre Pascal, *Strömungen russischen Denkens 1850-1950*, Age d'Homme / Karlinger Verlag, Vienne (Autriche), 1981.
- Raymond Beazley, Nevill Forbes & G.A. Birkett, *Russia from the Varangians to the Bolsheviks*, Clarendon Press, Oxford, 1918.
- Jean Lothe, *Gleb Ivanovitch Uspenskij et le populisme russe*, E.J. Brill, Leiden, 1963.
- Richard Moeller, *Russland. Wesen und Werden*, Goldmann, Leipzig, 1939.
- Viatcheslav Ogryzko, Entretien avec Lev Goumille, in *Lettres soviétiques*, n° 376, 1990.
- Thierry Masure, « De cultuurmorphologie van Nikolaj Danilevski », in *Dietsland Europa*, n° 3 et n° 4, 1984 (version française à paraître dans *Vouloir*).

(ex)-Yougoslavie

Deux Serbes parlent

1) Radovan Karadzic, chef des Serbes de Bosnie : « Nous n'avons jamais eu l'intention de pratiquer des épurations ethniques... »

— *Vous êtes un maximaliste serbe. Dans toutes les négociations, vous ne reculez pas d'un pouce. Pensez-vous sérieusement que les instances internationales accepteront sans broncher que les revendications serbes soient concrétisées à 100 %, même au détriment des autres ethnies de l'ensemble ex-yougoslave ?*

— Les communistes yougoslaves avaient eux aussi divisé le territoire de manière arbitraire. D'où la guerre actuelle. Si la Yougoslavie avait été divisée selon des critères ethniques, pas une goutte de sang n'aurait coulé ! Nous aurions eu un « divorce de velours » comme les Tchèques et les Slovaques. Personne ne peut obliger des peuples différents à vivre de force sous un même toit institutionnel.

— *Vous vous opposez donc au projet du président bosniaque Alija Izetbegovic qui veut une Bosnie unitaire ?*

— Les Musulmans ont été les seuls, en effet, à vouloir une Bosnie unitaire,

parce qu'ils y étaient dominants et pouvaient régner sur les Serbes et les Croates de la région.

— *Comment voyez-vous l'avenir de la Bosnie ? Comment les ethnies seront-elles réparties, après les échanges de populations et les exodes dus à la guerre ?*

— Dans les nouvelles entités territoriales, les populations devront être homogènes. Nous n'avons jamais eu, au départ, l'intention de pratiquer des « épurations ethniques », comme le raconte la presse occidentale. Les « épurations ethniques » sont un résultat de la guerre, des exodes volontaires. La presse occidentale, et surtout la presse française, oublie qu'un très grand nombre de Serbes ont dû fuir les régions contrôlées par les Musulmans et les Croates. Ces Serbes ont donc été « épurés ethniquement ». Mais l'Occident n'en tient pas compte.

(Entretien réalisé par Dimitri Baskovitch)



2) Le Métropolite Amphilohiye :

« Pour le divin, contre le mondain... »

— *Vous alignez-vous sur le nationalisme du Patriarche Pavel, qui rappelle, dans chacune de ses déclarations publiques, que les Serbes sont un peuple héroïque, un peuple qui accomplit une mission céleste, qui est contraint par Dieu de se donner en sacrifice ? Ne croyez-vous pas que la répétition de ce mythe de la « Guerre Sainte » des orthodoxes serbes risque d'être banalisée et ne plus avoir aucun effet ?*

— Dans les sociétés traditionnelles, les êtres d'élite parient toujours pour le « règne des cieux » contre la banalité quotidienne, pour le divin contre le mondain. Pour les sociétés modernes, cela relève peut-être de la fiction. Mais les Serbes ne sont pas encore entièrement pourris par la modernité : le pari pour le « règne des cieux » fait encore partie de l'éthique spontanée de nos frères. Je veux bien concéder qu'aujourd'hui la promptitude de nos soldats à offrir leur vie en sacrifice prend parfois une tournure irrationnelle, qui fait penser au monde biblique, au monde hébraïque. Il n'empêche que notre sens du sacrifice est pluri-séculaire : il remonte au XIV^e siècle, depuis la fameuse bataille du Kosovo que nous avons perdue face aux Turcs.

— *Mais le Kosovo est peuplé d'Albanais aujourd'hui...*

— Le problème du Kosovo est un problème grave, pour lequel il faut trouver une solution humaine. En effet, nous avons d'une part le droit historique du peuple serbe et, d'autre part, la réalité quotidienne, prosaïque. Les faits démographiques de cette région ont une origine non naturelle, ils sont le résultat d'une occupation ottomane qui a duré plusieurs siècles.

— *L'Eglise orthodoxe serbe acceptera-t-elle un partage du Kosovo entre Serbes et Albanais, en tenant compte des données démographiques actuelles ? L'ex-président yougoslave Tchossitch y avait songé...*

— Pour nous, ce sera difficile, car toute forme de cession de la terre du Kosovo à l'Albanie réduirait à néant le travail pluriséculaire de notre Eglise dans cette région, qui, pour nous, revêt un caractère sacré.

(Entretien réalisé par Dragos Kalabatch)

Entretien avec Drago Stipac, président du Parti paysan « Notre slogan ? Oui à l'Europe des patries »

De l'avis général, le Parti paysan, le vieux Parti paysan croate, rejailli de ses cendres, est le parti qui monte. A sa tête, l'homme qui, avec le président **Franjo Tudjman**, est sans doute l'homme le plus connu de Croatie : **Drago Stipac**. Il nous dit pourquoi, à court terme, le Parti paysan, né il y a 90 ans pour résister déjà aux prétentions serbes, devrait devenir un parti de gouvernement.

— **Monsieur le Président, comment expliquez-vous la grande popularité dont jouit le Parti paysan en Croatie ?**

— Par le fait que c'est un parti très ancien, bien sûr. Mais surtout par le fait qu'interdit pendant les cinquante dernières années, il ne s'est jamais compromis avec le communisme. C'est, de surcroît, un parti qui a été très actif dans l'émigration.

— **Les paysans sont, certes, plus nombreux en Croatie qu'en France, mais ils sont loin de composer la majorité de la population croate. Alors un Parti paysan, aujourd'hui...**

— Vous avez raison : les assises paysannes ne représentent que 22 % du pays aujourd'hui. Mais nous sommes un parti qui a largement dépassé le cadre de la paysannerie et qui s'adresse aux petits entrepreneurs, aux petits propriétaires, à tous ceux qui partagent des valeurs où la famille, le travail, le pays sont à l'honneur. Notre ambition est de regrouper tous les partis proches, mais aussi — et ça, c'est en très bonne voie — les associations de paysans.

— **Aux dernières élections, le Parti paysan a obtenu 12 % des suffrages. Combien « pèse »-t-il aujourd'hui ?**

— Il faut laisser au peuple le soin de dire, par son vote, combien nous « pesons ». Mais je pense que nous talonnons le Parti libéral que l'on s'accorde à donner comme le second parti du pays, après le HDZ de Franjo Tudjman. Nous avons largement progressé depuis les dernières élections. Nous comptons, à l'heure actuelle, plus de mille sections en Croatie.

— **Vous avez un programme de privatisations et de dénationalisations. Mais le HDZ aussi...**

— Certes... Sauf que vous n'ignorez pas, puisque vous venez très souvent en Croatie, la mascarade que sont ces dénationalisations et ces privatisations... Pour nous, le processus est très simple : 1) il faut une loi de dénationalisation des terres arables et des forêts ; 2) il faut dénationaliser le commerce et l'industrie ; 3) il faut, enfin, dénationaliser les habitations. Pour l'instant, on en est loin...

— **D'après ce que je crois savoir de votre programme, le Parti paysan n'est pas vraiment « européiste »...**

— Qui voudrait de cette « Europe » en Croatie ? Cette « Europe » dont on a pu juger la nocivité et l'impuissance chez nous et en Bosnie ? Mais nous sommes pour une Europe bien comprise. Notre slogan est « Oui à l'Europe des patries ».

— **C'est celui des Droites européennes...**

— Mais cela n'est pas pour me gêner.

Propos recueillis par
Alain SANDERS

De gauche à droite (lors d'un récent séjour en Croatie) :
Alain Sanders, Bernard Antony, Drago Stipac





*De gauche à droite :
Alain Sanders,
Dobroslav Paraga*

Croatie Une rencontre avec Dobroslav Paraga, leader du Parti du Droit

Quand ils évoquent le Parti du Droit (HSP) et son tout jeune leader (il a 32 ans), la plupart des médias ont la bave aux lèvres. Jadis, avant qu'il soit occupé par la police, le siège du Parti du Droit se trouvait dans un splendide bâtiment situé à proximité du plus bel hôtel de Zagreb, « L'Esplanade ». Les soldats du HOS, le bras armé du HSP (Parti du Droit), étaient jugés « inquiétants » parce que vêtus de noir. En fait, les militants du HSP, pour la plupart de très jeunes gens, unis surtout par un rejet total du communisme, sont accusés avant tout d'être des nostalgiques d'un **Ante Pavelic** (le chef des Oustachis) que leurs papas eux-mêmes n'ont jamais connu...

Un peu agacés par tous ces clichés, nous sommes allés voir par nous-mêmes. **Dobroslav Paraga** nous a immédiatement reçus. Pendant plus d'une heure, nous avons pu nous entretenir avec lui. Et notre impression fut, bien sûr, aux antipodes des descriptions phantasmatiques des médias, mal débarbouillés de leurs tendances philo-marxistes.

Emprisonné à l'âge de 19 ans par les Rouges (et torturé en prison), anticommuniste résolu dans une « Yougoslavie » titiste, Paraga, étudiant en droit, fils d'un avocat, est issu d'une famille catholique très pratiquante.

Dans les escaliers qui conduisaient au bureau de Paraga jadis, il y avait, collés sur les murs, des dizaines de faire-part de deuil. Ils portaient les noms de ces hommes du HOS, catholiques et musulmans, de ces soldats en noir qui sont tombés en première ligne. A Osijek, à Vukovar, à Vinkovci, à Bosanski Brod, à Zadar.

— *Monsieur le président, vous avez souvent parlé de l'ennemi intérieur...*

— Oui, cette camarilla gouvernementale composée majoritairement d'ex-communistes ou de créatures des communistes. Ceux-là croient qu'il suffit de repeindre leur façade et leur fonds de commerce marxistes pour se refaire une virginité démocratique. Eh bien, malgré leurs manœuvres et leurs « trucs » directement hérités du titisme, le peuple croate s'y trompe de moins en moins. Notre peuple, hébété par 45 ans de communisme, a, certes, encore des réflexes de peur face à l'autorité. Surtout quand celle-ci est brutale et sans scrupules. Mais les choses bougent. Et la Croatie se réveille.

— *Vous sentez-vous menacé ?*

— On le serait à moins : ils m'ont jeté en prison, ils ont perpétré des attentats — heureusement déjoués — contre moi et ils ont tué mon adjoint sur le bord d'une route, comme un chien...

— *Mais vous avez porté des accusations très graves. Vous dites, par exemple, que Vukovar a volontairement été abandonnée aux Serbes.*

— Et je le prouve. Ce sont nos camarades du HOS qui, jusqu'au bout, ont défendu la ville. On les a laissé crever. Sans munitions. Des centaines de jeunes volontaires que j'avais acheminés vers Vukovar ont été arrêtés par la police militaire,

détournés sur Osijek, et détenus jusqu'au jour où Vukovar est tombée. Le commandant en chef de Vukovar, **Mile Dedokavic**, vous dira à quel degré de trahison on en était arrivé en Slavonie...

— **Que pensez-vous de la présence de l'ONU dans diverses zones de la Croatie ?**

— Le plus grand mal. Je le dis très nettement : il y a eu de la part de la CEE, de l'ONU et de la France une volonté de reconstituer une « Yougoslavie ». Ils n'ont pas digéré notre indépendance. Ils ont toujours souhaité maintenir la Fédération « yougoslave ». Pourquoi auraient-ils changé ? Ça fait 75 ans que vos gouvernements roulent pour la Serbie. Et qu'ils la financent. Et qu'ils la chérissent. Et qu'ils lui accordent de larges crédits pour son développement. Ils ont, bien sûr, continué du temps du communisme, prolongeant du même coup le martyre du peuple croate. Le drame, c'est qu'au cœur même de notre gouvernement, il y en a pour rencontrer secrètement — mais il n'y a plus rien de secret à notre époque — le communiste serbe **Milosevic**. Les vieux larrons du communisme n'ont pas perdu les liens de sang qui les unissaient...

— **Comment analysez-vous la situation en Bosnie-Herzégovine ?**

— Je voudrais d'abord dire qu'il n'y a pas de problème « ethnique ». Les musulmans de Bosnie-Herzégovine sont des Croates de religion musulmane. Un point c'est tout. La nationalité « musulmane » a été inventée de toutes pièces, par **Tito**, ennemi farouche de la religion, comme on le sait, pour diviser la nation croate, pour briser le fait nationaliste croate.

— **Mais les musulmans de Bosnie, comment se définissent-ils ?**

— Ils sont souvent perdus. Pendant des années et des années, les communistes leur ont expliqué qu'ils étaient des « musulmans ». Eux sentaient bien que cela ne voulait rien dire. On a des racines identitaires communes. Alors, aujourd'hui, ces Croates « musulmans » qui ont les mêmes traditions, la même culture, la même langue, le même sang que les Croates catholiques, se souviennent que leurs parents, leurs arrière-grands-parents étaient croates. Et vous avez pu vérifier, ne serait-ce que dans la liste de nos martyrs tombés au combat, hélas, que de très nombreux musulmans militent dans nos rangs. On a longtemps refusé de nommer l'agresseur en Bosnie. Le résultat est là...

— **Vous voulez dire que les autorités bosniaques ne pensaient pas être traitées comme la Croatie ?**

— Exactement. Et nous les avons prévenus, cependant. Mais les responsables bosniaques, à commencer par l'actuel président de la République de Bosnie, passaient leur temps à dire que tout ça, cette guerre, c'était une histoire entre gens de « nationalité serbe » et gens de « nationalité croate ». Et qu'eux, gens de « nationalité musulmane », seraient épargnés par les combats. Mais les Serbes, eux, savent qui est croate. De religion catholique ou de religion musulmane, mais croate. Et le jour où les Serbes ont massacré des dizaines de Croates musulmans rassemblés dans leur mosquée pour la prière du vendredi, la Bosnie a commencé à comprendre. Mais trop tard. Ne s'étant pas préparée à la guerre, la Bosnie, qui a appris, de la manière forte, hélas, qu'il faut une identité nationale pour savoir qui est l'agresseur, est un véritable cimetière.

Propos recueillis par
Alain SANDERS



Des religieuses croates après un bombardement, une image qu'on ne voit pas souvent à la "Télé"

Maris Grinblats, leader du mouvement « Pour la Patrie et la Liberté » « L'indépendance de notre pays est encore formelle »

Le mouvement letton « Pour la Patrie et la Liberté », mouvement anticommuniste impeccable, dispose à l'heure actuelle de 6 députés sur les 100 que compte le Parlement de Lettonie. Tous les 6 sont membres de l'Alliance du 18-Novembre, parti national-conservateur, qui regroupe les mouvements nationalistes lettons authentiquement anticommunistes. La situation en Lettonie, comme dans les autres pays Baltes, n'est pas bonne. **Maris Grinblats**, leader de « Pour la Patrie et la Liberté », nous explique pourquoi.

— **La Lettonie a, non sans mal, arraché son indépendance. C'est une grande satisfaction pour les nationalistes lettons, non ?**

— L'indépendance de la Lettonie est encore formelle. La Russie a encore les moyens de peser lourdement sur notre destin, notamment avec l'aide de centaines de milliers de gens qu'elle a, contre notre gré, installés dans notre pays. C'est la raison pour laquelle le premier de nos soucis est politique : ne pas accorder, en tout état de cause, la citoyenneté lettone aux citoyens de l'ex-URSS et les maintenir à l'écart de toute participation aux élections municipales.

— **Et sur un plan plus général ?**

— Nous comprenons parfaitement les raisons qui font que la France — et de nombreux autres pays d'Europe de l'Ouest — s'oppose à l'« invasion agricole » américaine, l'agriculture de notre pays elle-même étant incapable de survivre sans un certain protectionnisme. Chaque jour qui passe nous donne à penser qu'il faut aussi établir des barrières contre l'américanisation à outrance de la télé et du cinéma.

— **Vous n'êtes pas très « européiste », somme toute ?**

— En ce qui concerne l'Europe, nous ne voulons pas des « Etats-Unis d'Europe », une Europe cosmopolite, mais une Europe « désaméricanisée », capable de vivre en ses diversités régionales et nationales. Nous ne concevons pas le « bien-être » comme un accroissement sans fin de la consommation, mais comme la possibilité pour tous et chacun de vivre selon ses propres conceptions de l'existence.

— **Victimes vous-mêmes d'une immigration-invasion en provenance de l'ex-URSS, comment ressentez-vous la lutte contre l'immigration-invasion en Europe de l'Ouest ?**

— C'est avec beaucoup de satisfaction que nous avons appris que de nombreux pays européens avaient pris des mesures en vue de durcir leur politique d'immigration, face à plusieurs millions d'immigrés en provenance de l'Afrique et de l'Asie, millions d'immigrés qui altèrent les standards traditionnels de la vie à l'européenne. Et les politiciens de l'Ouest, qui jugent ces mesures contre l'immigra-

tion-invasion « inacceptables », feraient bien de venir en Lettonie pour juger des effets d'une immigration sans limites...

— **La Lettonie n'appartient plus aux Lettons ?**

— Imaginez une personne sur trois étant un étranger entré illégalement en France, avec Paris contenant 2/3 d'une telle population, la majorité de ladite population ne parlant quasiment pas le français et n'ayant aucune intention de l'apprendre, et vous aurez une idée de la Lettonie aujourd'hui...

— **Et sur le plan international, vous n'espérez rien des instances internationales ?**

— Si vous voulez mon avis, l'Europe de l'Ouest, et l'Occident en général, ne seront jamais capables de faire face aux tumultes qui agitent en ce moment les pays de l'Est et l'ex-URSS. Et d'abord parce que les nombreuses structures, les institutions créées par l'Ouest, se révèlent douloureusement inefficaces. L'ONU, pour ne prendre que cet exemple, est incapable de régler quoi que ce soit en Somalie, ou en ex-« Yougoslavie ». Si les puissances occidentales sont incapables de défendre efficacement les musulmans en Bosnie, comment éviter que les pays islamiques soient tentés de le faire ? Et qui gagnerait quoi que ce soit à cet état de fait ?

— **Vous vous méfiez terriblement de la Russie ?**

— A mon sens, l'OTAN devrait graduellement s'étendre à l'Est. Mais en laissant absolument la Russie en dehors du coup. Accepter la Russie dans l'OTAN, ce serait rendre la sécurité de la Lettonie et des autres pays d'Europe vide de sens. Le principal point de déstabilisation de l'Europe, c'est la Russie. Pas le nationalisme des petits et moyens Etats de l'Est. Ce qu'on appelle « nationalisme » en Russie, aujourd'hui, n'est rien d'autre qu'un *impérialisme* qui menace les pays de l'Est, petits ou moyens.

— **Vous vous basez sur les récentes élections russes ?**

— Les récentes élections en Russie ont montré que des forces ouvertement impérialistes, que ce soit ce **Jirinovski** ou les communistes, étaient encore puissantes. Assez pour faire pièce aux partisans d'**Eltsine** eux-mêmes impliqués, d'ailleurs, dans une politique impérialiste et néo-colonialiste à l'égard des nations baltes, des pays de la CEI et de l'Europe de l'Est. Et nous estimons que le résultat des élections en Russie devrait commander que l'on n'accorde plus de soutien économique et financier à la Russie sans, au préalable, poser de sérieuses conditions politiques et sans s'intéresser de près à l'emploi des fonds versés aux Russes. En commençant par s'assurer que l'on en a bien fini avec leur complexe militaro-industriel qui, pour l'heure, reste quasiment intouché...

Propos recueillis par
Alain SANDERS



Ukraine: Demain, la guerre civile ?

La situation en Ukraine, où, en mars et en avril, des élections importantes étaient en cours, est un bon exemple des contradictions, parfois dramatiques, entre les nationalistes.

Avant tout, l'indépendance de l'Ukraine débouche sur un fiasco économique. Et son président, **Leonid Kravtchouk**, est loin d'avoir l'autorité, pourtant déjà très contestée, d'un **Boris Eltsine**.

L'Ukraine, *a priori*, semblait pouvoir disposer d'atouts sérieux. Elle regorge de richesses en céréales, en charbon et en acier. Et elle est la troisième puissance nucléaire du globe.

Et, pourtant, selon un rapport de la CIA, elle serait au bord de la guerre civile. Comment en est-elle arrivée là ?

Peut-être parce qu'en dépit de l'indépendance et de la chute du communisme, la *nomenklatura* est restée au pouvoir.

« Depuis dix-huit mois, les "barons rouges" de l'industrie et de l'armement — écrit **Jean-Jacques Mevel**, envoyé spécial du *Figaro* (26 mars) à Kiev — font la pluie et le beau temps au gouvernement comme à la Rada, avec l'appui de néo-communistes de moins en moins repentis... « L'erreur a peut-être été de s'allier avec les communistes plutôt que de s'en débarrasser, avoue aujourd'hui **Dmitro Ponomartchouk**, porte-parole du Roukh, l'opposition nationaliste modérée. Mais sans cette alliance, nous n'aurions jamais obtenu l'indépendance. »

Résultat : une misère économique catastrophique et des élections qui révèlent un très grave partage du pays : en Ukraine orientale, du côté de la Crimée, de Kharkov, du Donetz, où sont implantées de très fortes minorités russes, les résultats électoraux (en cours à l'heure où nous écrivons) donnent un très net avantage aux partisans de l'union avec la Russie. Et les anciens communistes crient déjà victoire. Au contraire, l'Ukraine occidentale, autour de Lviv (Lvov dans l'ex-URSS) vote résolument nationaliste. Elle est tournée vers l'Ouest.

Alors, guerre civile demain ?

Oui, c'est possible.

Michel ROLAND



Leonid Kravtchouk : de gros problèmes.

Un crime contre l'Humanité dont on ne parle jamais

Nous publions ci-dessous des extraits d'un article de L'Est européen (janvier-mars 1994), publication ukrainienne en français, qui paraît dans notre pays depuis de nombreuses années.

■ Un Colloque international, sur la famine de 1932-1933 en Ukraine, a eu lieu à Kiev le 9 septembre 1993, à l'initiative de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences ukrainienne et de l'Association de recherche sur la famine. Prenant la parole lors de l'ouverture du Colloque, le président Leonid Kravtchouk a souligné que ce génocide avait été perpétré contre le peuple ukrainien par Moscou, dans le but de détruire tout ce qui était ukrainien. Nous publions ci-après les passages essentiels de son intervention. **NDLR.**

« La pression forcenée exercée sur l'Ukraine fut en fait une tentative en vue d'extirper l'esprit même de l'existence

ukrainienne. De nombreux ukases et circulaires anti-ukrainiens, la création de conditions de vie insupportables provoquaient la dispersion de l'ethnie ukrainienne, d'une part par son établissement en dehors de l'Ukraine, par exemple sur les confins de la frontière extrême-orientale de l'Empire russe et en Sibérie, et d'autre part par le peuplement des territoires ancestraux ukrainiens par des personnes originaires d'autres pays, tout cela dans le but de transformer l'Ukraine en une colonie au centre de l'Europe.

« ...L'Ukraine a survécu également aux famines artificielles de 1921 et de 1946-1947, quand moururent, selon les statistiques, près de 5 millions de gens. Il en résulte que la famine seule a

emporté en Ukraine près de 15 millions de nos concitoyens.

« Je suis d'accord avec l'affirmation qu'il s'agissait d'une action planifiée, d'un génocide contre son propre peuple. Mais je ne pense pas qu'il faut dire ici "point à la ligne". Certes, contre son propre peuple, mais sur l'ordre d'un centre extérieur. C'est ainsi qu'il convient de traiter cette page terrible de notre histoire.

« En France, pays des Droits de l'Homme, on préfère ignorer cette tragédie. La Mémoire concernant les crimes des forces de gauche et de plus "en Russie" n'est pas de mise... »

C'est le moins qu'on puisse dire.

Le nouveau nationalisme hongrois : un refus tardif du Traité du Trianon !

Le dégel de la *perestroïka* a eu ses premiers effets en Hongrie. Dès 1987, le pluralisme des partis était institué. Au printemps 1990, les premières législatives libres se déroulent au pays de l'envoûtante *puszta*. La transition avait été bien préparée et acceptée. La Hongrie ne connaît plus de conflits de nationalités ; elle est largement homogène : les Magyars représentent 89,5% de la population et les diverses minorités ne revendiquent pas la sécession. En revanche, 3,5 millions de Hongrois vivent en dehors des frontières et tous les partis, quelles que soient leurs affinités idéologiques, se posent comme les défenseurs de ces « co-nationaux » de l'extérieur. Le nationalisme est donc présent dans toutes les strates de la population et sur l'ensemble de l'échiquier politique. Deux exemples :

— Dans le réseau écologiste, on le retrouve dans le mouvement de protestation contre les barrages sur le Danube dès 1988. Les écologistes s'insurgeaient contre un projet tchécoslovaque qui aurait ruiné la pêche hongroise en raréfiant les eaux du Danube. Revendications économiques (celles des pêcheurs), écologiques et nationales (ressentiment anti-tchèque) s'interpénétraient étroitement dans ce mouvement circonstanciel.

— Dans le mouvement de protestation contre l'éradication des villages roumains (dont beaucoup étaient peuplés par des

ressortissants de la minorité hongroise), du temps de **Ceausescu**. La thématique nationaliste (sentiment anti-roumain) se mêlait étroitement à celle des droits de l'homme.

La majorité silencieuse hongroise, qui était sous tutelle à l'époque du communisme paternaliste de **Kadar**, ne se mobilisait que pour des revendications où démocratisme et nationalisme étaient étroitement entremêlés. Par la suite, des défilés au flambeau ont ponctué la vie politique à Budapest, pour réclamer le départ des troupes soviétiques et la neutralisation du pays. Cette revendication était à la fois démocratique et nationaliste : elle renouait avec la volonté du « socialisme hongrois » d'**Imre Nagy**, lors des événements tragiques de 1956. Le 16 juin 1989, 250 000 personnes se massent sur la Place des Héros à Budapest pour les nouvelles obsèques officielles de **Nagy** et de ses collaborateurs.

Le système du socialisme d'Etat a toujours été perçu en Hongrie comme un « système octroyé » qui brisait la souveraineté nationale. Celle-ci avait déjà été sérieusement endommagée par le Traité du Trianon, à l'origine d'un véritable traumatisme national magyar. En 1989, un sondage établit que 78% des Hongrois considéraient encore aujourd'hui ce traité comme une injustice qui attend réparation. La Hongrie avait perdu les deux tiers de son territoire et 60% de sa population, au profit de deux nouveaux Etats nés de Versailles, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et de deux autres, la Roumanie et l'Autriche.



Pour le 25^e anniversaire des obsèques de Nagy liquidé par les staliniens. 250.000 personnes dans la rue à Budapest.

Depuis lors, les Hongrois ne se considèrent plus comme un peuple disposant de sa pleine souveraineté, sauf la parenthèse de 1940-44, où les Arbitrages de Vienne leur avaient rendu la Transylvanie, l'Ukraine subcarpathique, le flanc méridional des Carpathes slovaques et une partie de la Voïvodine.

Aujourd'hui, l'Etat démocratique hongrois se pose comme le protecteur des minorités magyares vivant au-delà de ses frontières. Le 2 juin 1990, jour du 70e anniversaire du Traité du Trianon, le chef du gouvernement, **Antall**, déclare : « En esprit, je me sens le Premier Ministre de 15 millions de Hongrois. » Le président du « Parti des Petits Paysans », qui participait au gouvernement d'**Antall**, **József Torgyán**, est allé plus loin : « Il est urgent de forger un nouvel ordre européen. Nous attirons l'attention de l'Ouest : pour le cas où l'on créerait un nouvel ordre de paix, il ne faudra pas négliger la volonté du peuple qui vit ici. Comme les enfants pleurent sur le tombeau de leurs parents, comme les Juifs pleurent au Mur des Lamentations à Jérusalem, nous avons, nous les Hongrois, le droit de pleurer et de nous agenouiller devant notre propre Mur des Lamentations, le Mur du Trianon. » (2 sept. 1991)

Cette volonté bien tranchée d'en finir définitivement avec les implications du Traité du Trianon, s'inscrit pleinement dans la Charte de Paris et les Accords d'Helsinki. Les minorités, partout en Europe, et les minorités hongroises dans le bassin du Danube, doivent recevoir toutes les protections prévues par les Traités internationaux de notre après-guerre. Nationalisme et

idéologie des Droits de l'Homme vont donc de pair en Hongrie: le gouvernement et l'opposition nationaliste réclament l'application pure et simple des clauses relatives aux minorités de la CSCE, du Conseil de l'Europe et de la Charte Européenne des Minorités.

Courant populiste et courant urbain

Le nationalisme hongrois actuel se subdivise en deux courants : un courant populiste et un courant urbain. Les « Libres Démocrates » et les « Jeunes Démocrates » représentent un courant urbain, au nationalisme de très faible intensité, qui cherche à acclimater les modèles occidentaux en Hongrie et à y promouvoir les principes des Droits de l'Homme et du Citoyen. Les partis du gouvernement sont plus populistes : le « Forum Démocratique », le « Parti des Petits Paysans » et les « Chrétiens-Démocrates ».

Les « Urbains » développent une idéologie « volontariste », où le citoyen décide subjectivement de faire valoir ses idées et ses droits politiques, sans tenir compte des legs du passé, des ancrages sociaux traditionnels, etc. Les « Urbains » entendent donc appliquer tels quels les principes de la Déclaration des Droits de l'Homme. Les « Populistes » donnent la priorité aux valeurs traditionnelles et veulent adapter l'idéologie des droits de l'Homme à la réalité hongroise. Les positions les plus radicales des « Populistes » sont « hungaro-centrées ». Priorité absolue est donnée au maintien et à la survie de la nation magyare, victime d'un « génocide culturel », perceptible « dans le déclin des bonnes mœurs, le recul démographique, l'alcoolisme, la brutalité de la modernisation économique, l'occidentalisation de la vie quotidienne ».

Depuis quelques mois, le « populisme » le plus radical est représenté par **István Csurka**, un dramaturge très populaire depuis vingt ans en dépit du régime communiste. **Csurka** tonne sans cesse contre la « conspiration cosmopolite et capitaliste » qui menace « les valeurs sacrées de l'hungarité ». Ces discours radicaux trouvent écho auprès du gouvernement et du nouveau Premier ministre **Péter Boross**. Celui-ci a aligné les programmes de la radio et de la télévision sur l'idéologie nationale-conservatrice, car, a-t-il dit : « Les journalistes ont le devoir de satisfaire les besoins élémentaires des citoyens, c'est-à-dire l'ordre et la stabilité ; ils y parviendront en leur fournissant de bonnes informations. »

Csurka avait annoncé la couleur dès 1987. Lors d'une réunion d'intellectuels à Lakitelek, un village pittoresque au milieu de la *puszta*, où l'on préparait l'après-communisme, il avait mis en garde contre l'« explosion de modernité » qui attendait la Hongrie et contre le risque de « mort de la nation ». En 1989, il participe à la fondation du « Forum Démocratique Hongrois » qui accède au pouvoir en 1990 et gouverne en coalition avec les Chrétiens-Démocrates et les « Petits Paysans ». Mais cette voie médiane déplaçait au bouillant dramaturge. Il voulait que la société hongroise réponde à ses idéaux ruraux et identitaires. En 1993, il quitte le « Forum » et fonde le « Parti de la Vérité hongroise et de la Vie ». Reste à savoir si cette forme de nationalisme, très littéraire, où l'emphase compte beaucoup, où les effets de style dominent parfois sur le contenu, aura un avenir devant elle. Le « Csurkisme » sera-t-il une composante de la vie politique hongroise ?

R.S.

Bibliographie :

— Kathrin SITZLER, « Ungarn: Im Spannungsfeld von Demokratie und Geschichte », in Margareta MOMMSEN, *Nationalismus in Osteuropa. Gefährliche Wege in die Demokratie*, Beck Verlag, München, 1992.

— Peter SZUTRELY, « Schriftsteller und Politiker: István Csurka. Der ungarische Nationalpopulist », in *Junge Freiheit*, 13/94.

— « Die alten Dämonen tanzen », in *Der Spiegel*, 1/94.



Antall, chef du gouvernement, au Conseil de l'Europe le 20 octobre 1990.



Alessandra Mussolini.

— *Chère Alessandra Mussolini, donnez-nous, je vous prie, une définition politique de votre charmante personne...*

— Je ne me sens pas conservatrice pour un sou ! Le fascisme était une pensée politique originale, issue des idées révolutionnaires et progressistes de mon grand-père. La droite ne peut pas, ne doit pas être conservatrice. Le fascisme n'est ni de gauche ni de droite : c'est une pensée purement mussolinienne ! Et c'est cette pensée mussolinienne que je suis !

— *Donc la pensée de votre grand-père demeure pour vous un point de référence ?*

— Oui, et un point de référence stable. Dans ma chambre à coucher, il y a son buste... Il me plaît, il me réconforte, pour ainsi dire d'outre-tombe. Parfois, je dois dire, mon mari se sent mal à l'aise, mais il n'y a rien à faire, c'est ainsi...

— *A la Chambre, votre siège est-il celui de votre grand-père ?*

— Oui. Mais je trouve que je suis trop près de la Démocratie Chrétienne...

— *Pourquoi avez-vous mis un terme à votre carrière d'artiste ?*

Alessandra Mussolini :

« Je ne suis pas conservatrice pour un sou... »

— J'y ai mis un terme parce j'en avais marre de la neutralité. J'en avais marre de ne pas pouvoir exprimer mes idées ; quand on est actrice, voyez-vous, il faut toujours adopter une position neutre dans le travail. Cela me posait de gros problèmes et j'ai pris la décision d'abandonner ce métier, d'aller de l'avant et de poser ma candidature.

— *Vous avez choisi le bon moment, avec l'avènement de la politique-spectacle...*

— Je ne crois pas que nous sommes aujourd'hui encore dans la politique-spectacle. Je crois plutôt que la politique a changé en Italie. Était-ce mieux avant, quand les politiciens étaient silencieux ou quand ils vous ovationnaient, tout en en faisant des vertes et des pas mûres dans les coulisses ? Aujourd'hui, le titre « d'honorable député » est une honte ; de nos jours, les gens en ont tant vu que ce titre est devenu une marque de déshonneur. Rien d'honorable, en tout cas.

— *Y a-t-il un féminisme de droite, une voie fasciste vers le féminisme ?*

— Je ne me sens absolument pas féministe, surtout parce que les féministes en général veulent devenir les égales de l'homme et prennent ainsi toujours l'homme en exemple. Moi, au contraire, je ne prend pas l'homme en exemple parce que je sais que la femme est différente de l'homme et que cette différence est juste. Mais il ne faut pas venir me dire « les femmes au foyer », parce qu'alors là je ne marche plus ! La femme doit avoir un rôle dans la société, un rôle qu'elle ne détient pas encore aujourd'hui, ni dans la vie quotidienne ni en politique.

— *Vous avez vos positions personnelles sur l'avortement, le divorce, etc. Sont-elles différentes de celles de votre parti ?*

— Ne parlons pas du divorce... mes divergences sont aujourd'hui moins mal perçues qu'au temps d'Almirante. L'avortement est un problème très grave. Je suis en faveur de l'avortement thérapeutique mais je refuse de considérer l'avortement à la légère, comme s'il s'agissait de boire un verre d'eau.

— *Je tiens absolument à connaître votre position sur le divorce...*

— J'y suis absolument favorable. Même si je suis jeune mariée et si je crois à la famille. Je suis fille de parents divorcés. Je peux donc dire que vivre avec des parents divorcés, même sur le seul plan civil, c'est mieux que vivre avec des personnes qui sont contraintes de vivre ensemble et qui ne le désirent plus. Almirante aussi était divorcé et s'était remarié.

(propos recueillis par Fabio Andriola pour l'hebdomadaire romain *L'Italia Settimanale*, n°45/1993 ; adresse : Viale Gorizia 53, I-00.198 Roma, Italie ; abonnement étranger : 200 000 Lire, 52 numéros).

La victoire éclair de Berlusconi ou panique dans les médias

Berlusconi : avant de commenter sa percée triomphale aux législatives en Italie, faisons rapidement le tour de son empire.

Un empire essentiellement médiatique.

• **Fininvest** : un des plus grands ensembles multimédias d'Europe : 300 sociétés, 40 000 personnes et un chiffre d'affaires en 1993 de 12 milliards de lires.

• **Télévision** : trois chaînes privées (*Canal 5*, *Retequattro* et *Italia Uno*). Environ 45 % de la TV italienne et 516 stations locales.

Le pouvoir de communication de Fininvest s'étend en Allemagne, par le biais de la chaîne *Telefunke*, et en Espagne par *Telecinco*.

• **Editions** : la grande maison « Mondadori » (15 000 titres).

• **Presse** : le quotidien *Il Giornale* de Milan et quantité de magazines (*Panorama*, *Epoca*, etc.).

• **Sports** : le club de football, le Milan AC (l'équivalent en Italie de l'OM).

• **Grande distribution** : 550 magasins italiens de la *Standa*.

Incontestablement, Berlusconi est une puissance médiatique et financière. Il a même eu des intérêts dans la chaîne V en France. Pourtant, je n'ai pas le souvenir qu'il ait fait, dans notre pays, l'objet d'une campagne dénonçant l'influence de ce potentat.

■ De la « Télécratie »

Sur quoi, je me reporte à l'éditorial du nouveau directeur du *Monde*, **Jean-Marie Colombani**, et, en première page, dans le numéro daté du 26 mars, sous le titre « Télécratie », je lis ceci :

« Le risque, sinon la menace, est clairement identifié. Entré en politique il y a tout juste deux mois, Silvio Berlusconi et son mouvement *Forza Italia* sont en tête des intentions de vote. Allié aux néo-fascistes de l'ex-MSI et à la droite populiste de la Ligue, l'homme d'affaires, magnat de la télévision, de la presse et de l'édition, a des chances de réussir son OPA sur un pays que l'opération "Mains propres" a fait entrer, au nom de l'Etat de droit, en révolution, discréditant doublement sa classe politique. Un raid électoral facilité par la manipulation sans vergogne des relais médiatiques que possède l'ancien bailleur de fonds de **Bettino Craxi**... M. Berlusconi est parti à la conquête des électeurs en entrepreneur télécraté... Chaque époque de troubles secrète son extrémisme. Le voici... il serait grave que les Italiens rendent crédible cette illusion-là. »

Hélas ! Hélas ! Hélas ! pour le sieur Colombani, les électeurs italiens viennent de rendre crédible cette illusion, concoctée dans le cerveau d'un « télécraté ». Mais voyons ! Cette télécratie abominable existait déjà depuis de nombreuses années. Quand M. Colombani et l'un ou l'autre de ses distingués confrères (et consœurs), les **Yvan Levaï**, les **Anne Sinclair**, les **Paul Amar**, etc. ont-ils jugé utile de dénoncer ce pouvoir sur les esprits et de le combattre ? Quand M. Berlusconi avait des intérêts dans la chaîne V, y a-t-il eu un mot des rédacteurs du *Monde*, un **Edwy Plenel** ou un **Biffaud** pour s'en émouvoir ? J'avoue que je n'ai pas en tête la liste de leurs articles et je serais heureux qu'ils me communiquent leurs éventuels réquisitoires.

Colombani évoque les anciennes collusions entre Berlusconi et le socialiste Craxi. Incontestablement, elles ont existé. Quand les a-t-il dénoncées ? De même, quand il parle de « télécratie », a-t-il, lui ou un de ses confrères du *Monde*, mené campagne contre le capitaliste **Bouygues** à TF1, contre le potentat **Hervé Bourges**, ou contre FR3 où prolifèrent les cloportes communistes ? A ma connaissance, jamais.

C'est que la télécratie au service de la gauche, en l'espèce une gauche corrompue, mais peut-être pas davantage que la gauche française, c'est sacré. Et si, brutalement, le pouvoir

médiatique bascule du côté de la droite, voire de « l'extrême droite », c'est l'horreur !

A peine Berlusconi est-il entré en campagne qu'il a fait l'objet d'une fantastique contre-offensive internationale. L'explication est très simple : ce qu'on ne lui pardonne pas, ce n'est pas tant d'avoir remporté une victoire politique que d'avoir ouvert une brèche dans le mur médiatique. Le mur de la **désinformation**.

Ce monde médiatique, en France, aux Etats-Unis, en Allemagne, etc., est mondialiste, cosmopolite, trilatéraliste, quasiment hier, sans fissure. Berlusconi a participé à cet univers, il en a été le partenaire. Donc il en conçoit les rouages, les combines, les secrets.

Soudain il rompt, et avec une rapidité foudroyante, pousse en avant ses pions, crée ses clubs, grâce à l'impact de la télévision, effectue une percée foudroyante, gagne la bataille des élections.

Ajoutons qu'il a l'outrecuidance de combattre **Occhetto**, le communiste italien et de lui reprocher d'avoir été stalinien. Stalinien ? Quelle idée saugrenue ! Anne Sinclair en suffoque presque, quand elle interviewe Berlusconi sur TF1. « Alors, dit-elle, vous revenez à 1950 ? » Comprenez que faire seulement allusion aux crimes de Staline, aux dizaines de millions de morts en URSS, et à la servilité des communistes occidentaux, c'est une effarante faute de goût ! Ce qui est non seulement convenable mais hautement recommandable, c'est d'évoquer les 6 millions de juifs, la période 33-45 (ça ce n'est pas dépassé) et les infâmes néo-nazis.

A sa façon, Berlusconi peut se comparer, mais à un niveau infiniment supérieur, au parfumeur **François Coty** avant guerre. Coty avait pris le contrôle d'une presse nationaliste (*Le Figaro*, *L'Ami du Peuple*) qui s'opposait au trust **Hachette**. Ruiné par la crise des années 30, il finit par perdre la partie.

L'influence de la presse avant-guerre était infiniment moins grande que celle de la télé aujourd'hui. Coty n'avait aucune ambition politique, apparemment du moins. En aurait-il eu qu'il n'aurait eu aucune chance de s'imposer aux élections, contrairement à Berlusconi.

■ Déroute pour la gauche

La déconvenue est d'autant plus amère pour les adversaires des nationalistes, que la gauche était à la veille de l'emporter. Les magistrats enquêteurs sur les crimes de la mafia étaient en effet souvent de gauche. A force d'obstination, et même au péril de leur vie, ils avaient fini par obtenir cet extraordinaire résultat : démolir la démocratie chrétienne.

La route était libre pour la gauche, et en particulier pour les communistes italiens, avec à leur tête Occhetto. Et — patatras ! — c'est la droite nationaliste qui l'emporte : celle de Berlusconi, de **Finì**, de la Ligue lombarde.

Il faut avouer que c'est un coup terriblement dur à digérer pour la gauche.

Ouf ! A peine Berlusconi a-t-il emporté que nos mé(r)diateurs français ont trouvé un lot de consolation : Berlusconi, Bossi et Fini ne parviennent pas à s'entendre.

A l'heure où nous « bouclons » ce numéro (aux alentours du 20 avril), il semble bien que ces difficultés soient en passe d'être surmontées. Malheureusement pour la gauche qui n'aura même pas cette prime de consolation. Heureusement pour les nationalistes dont, il faut bien le dire, le souci de l'entente et le sens du réalisme ne sont pas souvent les vertus premières, et qui, même, trouvent leurs délices dans la culture des querelles.

Roland GAUCHER

Finì, bon élève servi par la chance (électorale)

Fini (Gianfranco). Un grand garçon, mince, très bon orateur. Je l'ai croisé à plusieurs reprises lors des réunions du groupe des Droites européennes à Strasbourg, entre 1986 et 1989. Il n'était pas député du MSI : il évoluait dans le sillage de celui qu'on pouvait considérer comme son manager, **Giorgio Almirante**, et qui le poussait à prendre sa succession. Ce qui advint.

L'Histoire est pleine de surprises et, disons, d'injustices. J'avais fait la connaissance d'Almirante à Rome, en 1969, en marge du Synode, à propos duquel j'effectuais un reportage pour *Minute*. Dans le cadre de ce Synode, nous nous étions heurtés violemment, **Pierre Debray** et moi, aux prêtres contestataires sur la Place Saint-Pierre, et nous avions « cassé » leur entreprise. Un ami italien me fit rencontrer Almirante, que j'interviewai — toujours pour le compte de *Minute*.

Je fus frappé par l'intelligence politique d'Almirante, alors numéro un du MSI, par son sens de l'analyse aiguë, et par son côté pas du tout méridional expansif, mais au contraire très « british ».

Dès cette époque, le MSI avait une représentation parlementaire d'une relative importance, contrairement à l'« extrême droite » française, très marginalisée. Mais elle n'en était pas moins mise à l'écart et « ghettoisée » au sein du Parlement italien, tout comme le Front national l'est aujourd'hui, quand interviennent des scrutins à deux tours.

Au cours des années 70, je revis Almirante plusieurs fois, notamment lors d'un grand meeting à Madrid avec la participation de **Blas Pinar** et, du côté français, pour le PFN — alors en lutte ouverte avec le Front national — de **Tixier-Vignancour**, **Pascal Gauchon** et **Alain Robert**.

Un autre dîner-débat devait réunir un peu plus tard les mêmes personnalités, à un restaurant de la Tour Eiffel.

Par la suite, les dirigeants du MSI devaient se rapprocher de ceux du Front, et leur cohabitation, au sein du groupe des Droites européennes, ne posa jamais de gros problèmes.

Almirante toutefois, dans cette période, était très diminué par la maladie. Il avait subi les atteintes d'une congestion cérébrale et il présentait la mort qui, en effet, le frappa bientôt. Il était manifestement angoissé par la crise qui menaçait de survenir dans son parti. Il voyait monter dans « l'appareil » une force qu'il n'appréciait pas, celle qui avait pour chef de file **Pino Rauti**, et qui entendait donner au MSI un style **national-révolutionnaire**.

Pour faire barrage à cette tendance et pour lui succéder, Almirante, avant de mourir, entreprit de mettre sur orbite le jeune Gianfranco Fini, qui, à l'époque, avait une trentaine d'années. J'ai dit plus haut que c'était un excellent orateur. Mais c'était à peu près les seules qualités que je lui reconnaissais. Dans l'ensemble, je le trouvais pâlichon. J'avais eu autrefois l'occasion de rencontrer brièvement à

Rome Pino Rauti. Même s'il appartenait à une tendance disons « gréciste », qui n'était pas ma « tasse de thé », j'estimais que cet homme intelligent et cultivé avait une autre allure.

L'immigration, sujet de discorde

Il y avait un autre problème qui, au Front, nous séparait de Fini : celui de l'**immigration**. Fini ne voulait pas entendre parler de lutte contre les immigrés. Il s'était même fait photographier dans un quartier ouvrier de Rome, élevant dans ses bras la fillette d'un couple noir. Il convient toutefois d'ajouter que cette



Gianfranco Fini au Parlement européen en 1989 : il fait ses débuts.

répugnance à combattre l'immigration était partagée par l'ensemble des députés MSI, et peut-être par Rauti lui-même.

A quoi attribuer cet état d'esprit ? Au fait que l'immigration était en Italie moins forte qu'en France ? A une réaction typiquement italienne, dans un pays qui avait compté quantité d'immigrants ?

Quoi qu'il en soit, Fini, mis en place par Almirante, fut vivement contesté et Rauti prit sa place. Il en résulta une crise sérieuse à l'intérieur du MSI et une chute considérable des votes pour ses candidats. Le parti se trouva marginalisé.

En même temps, les relations avec le Front national se tendirent. **Bernard Antony**, qui était allé faire une conférence aux jeunes du MSI fut plutôt fraîchement accueilli par eux. Il leur reprocha leur tenue débraillée et leurs allures « gauchistes ».

UNE IDÉE DE CADEAU POUR LA FÊTE DES MÈRES

*Faites réaliser votre
portrait ou celui d'un
être cher, sans même
vous déplacer !*



Il vous suffit de nous envoyer une photo
d'un format supérieur ou égal à une photo
d'identité pour recevoir chez vous, par la
poste, dans un délai de 15 jours maximum
un superbe portrait réalisé au fusain
sur papier blanc
(format 24 cm / 32 cm) signé par l'artiste*.

COUPON RÉPONSE À RENVOYER À
S. LE TIRANT. 55, GRANDE RUE 60390 VILLOTRAN

NOM..... PRÉNOM

ADRESSE

Je vous commande un portrait au prix exceptionnel de :

390 F TTC franco de port

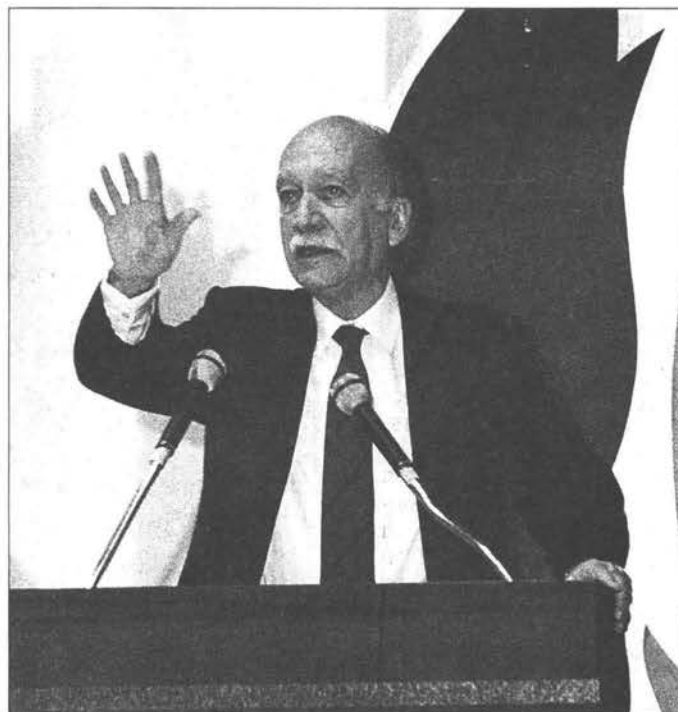
Paiement par

☐ CHEQUE ☐ CONTRE REMBOURSEMENT ☐ CCP ☐ MANDAT

RÈGLEMENTS À L'ORDRE DE S. LE TIRANT

*Satisfait ou remboursé sous réserve du renvoi
du dessin dans un délai de 5 jours.

Nous nous engageons également à restituer et à ne pas utiliser à des fins
publicitaires ou commerciales les documents fournis par notre clientèle.



Giorgio Almirante : l'homme qui " créa " Fini.

Les choses n'allaient pas mieux côté Fini. Quand, en 1989, intervint la constitution du groupe technique des Droites européennes, avec **Schönhuber**, les MSI refusèrent d'entrer dans cette coalition. Ce qui les opposait aux Allemands, c'était la question de la minorité germanique du Haut-Adige. Celle-ci a toujours manifesté sa volonté d'être rattachée à l'Autriche, ce qui trouvait un large écho dans les rangs du parti de Schönhuber. Mais, pour les dirigeants du MSI, il n'était pas question de toucher à l'unité italienne.

Ce sont des difficultés de ce type qui opposent les nationalistes européens entre eux : Ukrainiens, Lettons, Géorgiens, etc. et Grands-Russiens ; minorité hongroise et Roumains ; Slovaques et Tchèques... La liste est longue et il faut reconnaître que les contradictions internes des nationalismes sont multiples.

En tout cas, au début des années 90, rien n'indiquait, tant du côté de Rauti que du côté de Fini, que le MSI allait être promu à un grand succès électoral. Il a fallu pour cela que les partis traditionnels, minés par les scandales et les compromissions avec la mafia s'effondrent, à la suite des révélations faites par les magistrats.

Ceux-ci étaient plutôt de gauche. Leurs enquêtes aboutirent à déstabiliser la démocratie chrétienne. Elle devait logiquement promouvoir la gauche, et en particulier les communistes italiens, présentés systématiquement en Europe comme des « libéraux » et dont la collaboration avec **Staline** était systématiquement occultée.

Le score de la Ligue lombarde, qui s'était déjà imposée, était attendu. La surprise, ce fut la montée rapide du MSI, qui, en quelque sorte, renaissait de ses cendres. Cela se fit au prix d'une opération Fini, qui tendait à recentrer le MSI et à faire oublier ses origines fascistes. Ce qui pourrait poser des problèmes avec la petite-fille de **Benito Mussolini**, qui a mené, même si elle a été battue au second tour, une campagne courageuse et efficace à Naples.

Toujours dans le cadre de son recentrage, Gianfranco Fini a fait savoir qu'il espérait rencontrer **Chirac**. Façon de faire comprendre que les ponts étaient coupés avec **Le Pen** et les « fascistes » du Front national. Définitivement ?

R.G.

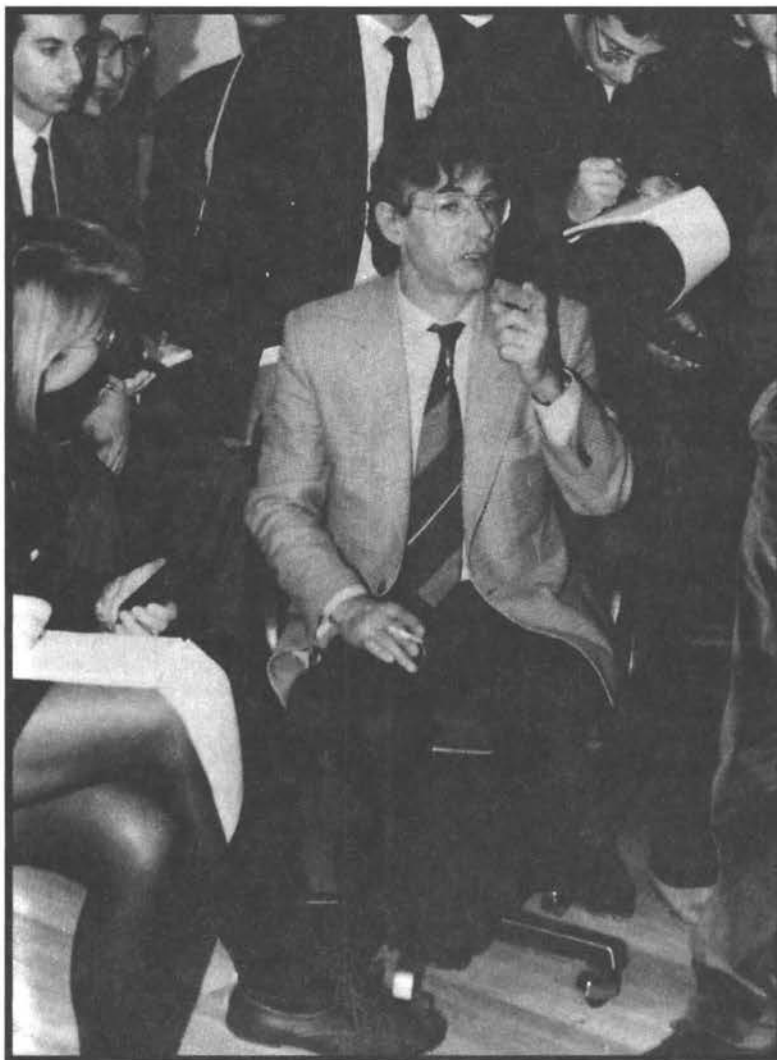
La Ligue lombarde

La Ligue lombarde, disent certains observateurs, est un produit de la *perestroïka*. Dans l'immédiat après-guerre italien, en effet, les services occidentaux ont parié pour la Démocratie chrétienne (DC), unique barrage contre le communisme qui aurait arraché la « botte méditerranéenne » du giron de l'OTAN. Avec la chute du Rideau de Fer, la peur des masses s'est estompée : elles ont voté autrement, au détriment de la DC, pour des formations populistes moins capillarisées dans la société italienne. Parmi les bénéficiaires de ce changement : la Ligue lombarde d'**Umberto Bossi**, qui, après un processus d'unification des ligues nord-italiennes éparpillées au flanc des Alpes et dans la plaine du Pô (Piémont, Vénétie, Ligurie, Emilie, Trentin, Frioul), deviendra la Lega Nord, une formation appelée à défendre les intérêts de toutes les régions septentrionales de la péninsule.

L'optique de Bossi était de lutter contre la fiscalité lourde, qui frappe le Nord pour subventionner le Sud malade, organisé par la mafia qui redistribue, par toutes sortes de canaux et de détours, l'argent prélevé par la fiscalité. Ces transferts injustes, Bossi veut y mettre fin en transformant l'Etat italien en un Etat fédéral de modèle allemand, de façon à ce que la fiscalité soit du ressort des « régions » et que la délocalisation des impôts génère des « garde-fous » institutionnels contrôlés par l'électorat. Ce qui empêcherait les grands partis et les réseaux mafieux de gérer et de distribuer l'argent public à leur guise.

Le professeur Miglio

Derrière ce Bossi, ce tribun au verbe haut en couleurs, se profile une autre figure, une éminence grise, un théoricien hors ligne, le professeur **Gianfranco Miglio**, 74 ans. Miglio enseigne les sciences politiques et le droit depuis 50 ans à l'Université catholique de Milan. Issu d'un réseau de résistance de droite, d'orientation fédéraliste, Miglio s'est insurgé dès les années 50 contre les pratiques douteuses de la DC, qui, dit-il, trahissait



Umberto Bossi, hier inconnu, aujourd'hui très attentivement écouté.

allègrement ses idéaux chrétiens. Pour faire face aux communistes, la DC acceptait toutes les alliances, y compris avec le monde interlope de la mafia. Elle imposait de la sorte au peuple italien un pouvoir « consociatif » (ce néologisme est de Miglio) qui consistait à se répartir les postes à pourvoir au prorata des voix obtenues, opération fort complexe dans un régime de proportionnelle absolue !

Cette situation a été un défi pour Miglio : en tant que professeur de sciences politiques, il ne s'est plus contenté, comme bon nombre de ses collègues, de décrire la situation, de répéter les fonctionnements du système politique italien sans les critiquer. Il a forgé une synthèse de toutes les traditions classiques de la science politique pour critiquer sur le fonds cette démocratie boiteuse qui grugeait le peuple, enrichissait politiciens, fonctionnaires et mafiosi, pourrissait le pays, affaiblissait son économie et sa devise. De 1955 à 1985 environ, le système des prébendes a fonctionné et a accumulé

les désordres : toute la classe politique en profitait, de même qu'une large partie de la population « clientélisée ». L'Italie était dans l'impasse.

Comment changer ?

En 1988, Miglio se lance dans la bataille aux côtés des ligues, après avoir tenté d'influencer la DC et les socialistes qui laissaient entrevoir un renouveau au temps de la présidence de **Craxi**. En 1992, dans un petit ouvrage significativement intitulé *Comment changer ?*, il énonce clairement les réformes qu'il souhaite voir advenir : 1) Eliminer la pléthore des politiciens professionnels qui dévorent les budgets de l'Etat ; 2) Adapter à l'Italie le système fédéral allemand, avec large autonomie financière des « régions » ; 3) Revaloriser le rôle des garants de la moralité politique : président, Cour constitutionnelle, Cour des Comptes, juges.

L'encouragement tacite donné par Miglio et la Lega Nord a permis à certains magistrats indépendants de commencer le

travail, en citant en justice les politiciens corrompus. Le signal de la curée était donné. Le grand nettoyage pouvait commencer.

Par ailleurs, Miglio critique la notion d'un Etat rigide qui s'impose durement aux citoyens inventifs et créatifs, oblitère l'économie et ruine les familles par une fiscalité aberrante. Miglio veut une représentation claire, avec une majorité distincte mais qui ne soit pas indéboulonnable. La démocratie survit s'il y a des alternances variées qui corrigent à intervalles réguliers les excès de leurs prédécesseurs et remettent les pendules à l'heure. Cette option majoritaire repose sur une critique du « parlementarisme intégral » qui, lui, ne permet pas de dégager des majorités nettes, et ouvre la voie aux compromis boiteux qui ne résolvent aucun problème.

La Ligue de Bossi est donc un mouvement qui repose sur un corpus doctrinal et juridique solidement étayé, nourri des meilleures théories des sciences politiques. Les objectifs de cette Ligue sont donc limpides. Mais les subtilités du droit constitutionnel sont difficilement accessibles au commun des

électeurs. A ce « poujadisme » anti-fiscal, il fallait ajouter d'autres ingrédients : un sentiment particulariste alpin et « nordique », un refus de l'Italie unitaire et « méridionale », un vague souvenir d'appartenance à l'Autriche ou au Saint-Empire, une histoire qui garde en mémoire les libertés des fières et riches cités du Moyen-Age et de la Renaissance, un rejet de l'immigration attirée par la santé économique lombarde et piémontaise. Cette fusion de sentiments hétérogènes, Bossi l'a réussie, grâce à son charisme personnel et à son autorité naturelle.

Pour obtenir suffisamment de voix et ébranler l'édifice italien de notre après-guerre, Bossi se rend compte de la nécessité vitale, pour l'Italie entière comme pour sa Lombardie, d'une frange électorale forte de 15 % et capable de contrôler le jeu politique tout en empêchant les gros partis de poursuivre leurs magouilles. Accusé de fascisme pour les besoins de la propagande régimiste, Bossi n'a pourtant rien de « mussolinien » dans ses plans : il n'a pas formé de milices prêtes au coup de force, indépendamment du verdict des urnes.

Le phénomène de la Lega Nord est intéressant à plus d'un titre :

— Il est porté par un homme « quelconque », un simple citoyen sorti du rang, sans profil précis, qui propose une synthèse personnelle, **mêlant des éléments populistes de gauche et de droite.**

— Ce phénomène populaire, que l'on a cru spontané et dépourvu de toute ligne directrice, était en réalité étayé par le plus formidable arsenal conceptuel et intellectuel qui ait jamais été mobilisé dans l'histoire européenne. L'œuvre de Miglio, éminence grise du mouvement, embrasse véritablement toute l'histoire des sciences politiques et toutes les doctrines de droit constitutionnel. **Un mouvement réussit donc quand il joue simultanément sur les « tripes » du peuple et sur un appareil intellectuel de grande dimension.**

Modèle fédéral contre Etat jacobin

— L'idée fédéraliste, préconisée par Bossi et Miglio, s'est consolidée dans la zone alpine de l'Europe. Le modèle fédéral de facture germanique ou helvétique prend racine en terre latine, sur les franges du Saint-Empire défunt. **Ce modèle entre en concurrence avec celui de l'Etat centralisé, de facture jacobine, dans toute l'Europe.**

— L'épopée de la Lega Nord permet aux autres Européens de découvrir les recettes d'une révolte efficace contre les magouilles partitocratiques. Les victoires de la Ligue sont autant de coups mortels portés aux deux principales formations transnationales en Europe : les socialistes et les démocrates-chrétiens. Allemands, Belges, Autrichiens, qui connaissent les mêmes clivages, sauront en tirer profit. Les Français, en adaptant la théorie de Miglio, découvriront comment éliminer les magouilles politico-financières qui pourrissent la vie politique de l'Hexagone.

Robert STEUCKERS

Bibliographie :

- Robert Steuckers (éd.), Dossier « Ligues nord-italiennes », in *Vouloir* n° 109/113, nov./déc. 1993. Adresse : vzw Europa, BP 55, B-1190 Forest 1 (Belgique). Prix : 70 FF (chèques à l'ordre de R. Steuckers). Textes de Miglio, Bossi, Campi, Pivetti, Gallerani, etc.
- Toni Visentini, *Die Lega. Italien in Scherben*, Ed. Raetia, Bozen, 1993.
- Philippe Quamier, Le cerveau qui est derrière la « Ligue lombarde », in *La Lettre du Club du Beffroi*, n° 5, été 1993. Même adresse que *Vouloir*. Prix : 10 FF.
- Gianfranco Miglio, Interview dans *Der Spiegel*, n° 52/1992.
- Gianfranco Miglio, *Come cambiare. Le mie riforme*, A. Mondadori Ed., Milan, 1992.
- Irène Pivetti, « Rifondare lo Stato », in *L'Italie Settimale*, n° 35/1993.

LE CRAPOUILLOT
Magazine non conformiste

Mitterrand LE GRAND BÉTISIER

NUMÉRO HORS SÉRIE

30 F



**en vente chez votre
marchand de journaux**

Les nouveaux nationalistes allemands



Le Mur tombe : la foule s'engouffre.

Il faut avoir vécu de près le coup de théâtre de novembre 1989, quand le Mur de Berlin est tombé. L'euphorie était indescriptible. Des dizaines de milliers de personnes se sont rendues à Berlin pour voir la fin de cette honte qui a tant enlaidi notre après-guerre.

Nationalistes engagés ou simples citoyens sans histoires, électeurs de gauche comme électeurs de droite, communiaient à l'unisson dans la joie : l'absurdité inouïe de cette ville divisée cessait d'être cette présence angoissante, qui a hanté l'après-guerre.

Mais cette euphorie bouleversait le paysage politique. Toutes les droites, les nationalismes et les fractions de la gauche socialiste ou gauchiste, qui avaient conservé une fibre nationale, avaient axé leur travail politique sur le dépassement de la division allemande. Les années 80 ont vu se succéder colloques, conférences, débats, tous pluralistes, où l'on a spéculé

sur la fin de la division allemande et espéré ardemment son avènement, ébauché des plans de confédération inter-allemande ou de neutralisation du territoire national dans sa globalité, pour le soustraire aux zones de conflits potentielles entre les deux blocs. Les nationalistes étaient très présents dans ces débats, mais sur le plan électoral, et dans les assemblées communales, régionales ou fédérales, ils étaient totalement absents.

La chute du Mur a changé l'optique des partis nationalistes, classés un peu rapidement à l'« extrême droite » par les journalistes pressés, qui ne font pas dans la dentelle, et ne réfléchissent pas à la pertinence des concepts qu'ils manipulent à tort et à travers. En effet, avant l'automne 89, les nationalistes se mobilisaient pour faire bouger le statu quo, pour faire avancer, même à l'allure de l'escargot, le processus de rapprochement inter-allemand.



Gerhard Frey, éditeur de *Deutsche National Zeitung*.

Fondée en 1964, la NPD s'est d'emblée voulue un parti de rassemblement des droites, éparpillées par la défaite du IIIe Reich, la censure des Alliés, la répression des années 50 et à l'affaiblissement du nationalisme dû au miracle économique et à la consommation croissante des *Golden Sixties*. Sous l'impulsion de la figure charismatique d'**Adolf von Thadden**, elle a connu quelques succès entre 1965 et 1969 (où elle a obtenu des sièges dans les parlements régionaux), mais sans parvenir à franchir la fameuse barre des 5 % qui lui aurait permis d'accéder au parlement fédéral (4,3 %). Cet échec de 1969 a amorcé la lente érosion du parti, passant de 30 000 membres à 6 000 en 1993. Mais la grande nouveauté de ces dernières années, c'est l'alliance électorale de ce parti, désormais dirigé par **Martin Musgnug**, avec la DVU de **Gerhard Frey**, sous le sigle « DVU-Liste D ». A la suite de la victoire des Républicains de **Schönhuber** à Berlin en février 1989, la NPD remporte un succès notable à Francfort, bastion rouge : avec 6,6 % des voix, elle envoie sept mandataires au conseil municipal. A leur tête, l'ingénieur **Winfried Krauss** ; parmi les élus, le jeune **Josef Graf**, issu de l'aile nationale-révolutionnaire du parti.

Coup de théâtre au cours de cette élection : dans le faubourg de Wölfersheim, la NPD (17,5 %) dépasse la CDU de

LES « NATIONAUX-DÉMOCRATES » DE LA NPD

Kohl (17,4 %) ; les Verts ne franchissent pas la barre des 5 % et la SPD socialiste perd sa majorité absolue. Dans l'interrègne entre la chute du Mur (novembre 1989) et la réunification *de jure* (3 octobre 1990), la NPD tente en vain de s'implanter dans les villes de la RDA. L'alliance NPD / DVU s'est ensuite relâchée pour être reconduite en 1991, à l'étonnement de tous. Coopération qui a permis de réélire les élus de Brême (1990) et de gagner des sièges dans le Schleswig-Holstein (1992). Ailleurs, la coalition a été un échec. Après la victoire de la DVU en avril 92 dans le Schleswig-Holstein, la NPD reprend quelque peu vigueur, sous la houlette de son nouveau président, **Günter Deckert**, professeur d'anglais et de français. Le parti s'établit dans les nouveaux *Länder* de l'ancienne RDA ; en Thuringe, sous l'impulsion de **Frank Golowksi**, il recrute une masse de jeunes (90 % de ses membres ont là-bas moins de 25 ans), ce qui pose un sérieux problème d'encadrement.

Les élections en Hesse, début 93, n'accordent que 0,7 % des voix à la NPD (score précédent : 1,4 %), les Républicains remportant le gros des voix nationales (8,3 %). Mais malgré ce ressac, la NPD passe de 30 à 47 mandataires communaux, notamment grâce à de très bons scores locaux, comme dans son fief de Wölfersheim où elle passe de 17,5 % à 20,9 %.

Un futur axe Berlin-Moscou ?

● La *National-Zeitung* rappelle, presque dans chacune de ses éditions, les grands moments historiques où Allemands et Russes ont coopéré : contre Napoléon, pendant la guerre de Crimée, à Rappallo, en 1922, lorsque **Rathenau** et **Tchitchérine** signent un pacte d'assistance économique mutuel permettant aux deux puissances de contourner les clauses du Traité de Versailles. **Jirinovski** semble être, aux yeux de **Frey**, l'instrument d'un nouvel axe Berlin-Moscou. Outre ces plans de grande ampleur, les deux hommes projettent de « neutraliser » la zone de Königsberg (Prusse orientale), qui fait officiellement partie de la République de Russie et est coincée, depuis l'indépendance de la Lituanie, entre ce pays et la Pologne. Le territoire de Königsberg deviendrait « zone franche », serait co-gouverné par l'Allemagne et la Russie et les citoyens ex-soviétiques de souche allemande, dispersés sur tout le territoire de l'ex-URSS, pourraient s'y installer en priorité.

Jirinovski, facteur de division

En janvier 1994, une discussion vive a eu lieu à l'intérieur de la NPD à propos de **Jirinovski**. Ami de Frey, qui l'a invité à un congrès de la DVU, le leader russe compte aussi des admirateurs dans les rangs de la NPD. Mais l'aile jeune du parti a tenu à prendre ses distances par rapport à ce nouvel engouement : Jirinovski serait, aux yeux des jeunes de la NPD, un « impérialiste grand-russe » et non un « nationaliste de libération ». Or, la NPD a toujours défini doctrinalement son nationalisme comme une idéologie et une pratique émancipatrices, soulevant les enthousiasmes des petits et des sans grade qui ont la volonté de secouer le joug des puissants. Les rododromes de Jirinovski, estiment les jeunes NPD, et ses menaces à l'encontre des nationalistes baltes et ukrainiens le mettent véritablement en marge de cet humanisme national et émancipateur qu'entend défendre la NPD.

LA DEUTSCHE VOLKSUNION



Schönhuber, figure charismatique.

En 1971, au moment où von Thadden se retire de la vie politique, le Dr Gerhard Frey, éditeur et propriétaire de l'hebdomadaire *Deutsche National-Zeitung* (de 100 000 à 170 000 exemplaires), fonde un mouvement de rassemblement des forces de droite qui, dans un premier temps, n'entend pas se structurer comme un parti : c'est la DVU (*Deutsche Volksunion* ou « Union du peuple allemand »).

Seize ans plus tard, en 1987, ce vaste mouvement de rassemblement des citoyens, satellisé autour de l'hebdomadaire ultra nationaliste et d'associations diverses, se constitue en véritable parti politique et s'allie à la NPD, sans qu'il y ait pour autant harmonie entre le riche financier Frey et les militants de base nationaux-démocrates.

Disposant de moyens énormes, Frey est en mesure d'envoyer à chaque ménage allemand un courrier personnalisé présentant les grandes lignes du programme de son parti ou de sa coalition. Ce type d'opération lui permettait, début 89, de compter sur un fichier comprenant 31 000 membres et 700 000 sympathisants. Obtenant 1,6 % aux européennes, largement battu par les Républicains (7,1 %), le cartel de Frey déclare, après le scrutin, représenter seul une « force nationale authentique », laissant sous-entendre que Schönhuber et son parti n'étaient que les émanations d'une « droite inauthentique ». Les bases de la querelle, qui dure toujours, étaient jetées.

Schönhuber ? Connais pas !

La presse du Dr Frey ne mentionne jamais Schönhuber, l'ignore délibérément. Quand le projet de la *Deutsche Allianz* fait surface, avant de devenir la *Deutsche Liga*, Frey prend aussitôt les devants et refuse tout contact avec ceux qui, dans cette formation, espèrent réaliser l'unité de toutes les droites nationales allemandes. Cette intransigeance provoque un déchirement de la NPD.

En avril 1992, la DVU connaît certes l'échec dans le Baden-Wurtemberg, mais, dans le Schleswig-Holstein, elle obtient 6,3 % des voix et 7 sièges au parlement régional. Le chef de cette faction est Ingo Stawitz. Un résultat que personne n'avait prévu. Avec ce score, la DVU devenait le troisième parti du Land, devançant les libéraux et les écologistes.

En été 1992, la collaboration entre Frey et Jirinovski, patron des libéraux-démocrates russes, s'amorce. Frey se rend à Moscou où il est ovationné et Jirinovski prend la parole à un meeting de la DVU, à Passau en Bavière, où 5 000 personnes l'acclament. Sur la tribune : un représentant du *Vlaams Blok* flamand et Janmaat, chef des *Centrumdemokraten* néerlandais, député du parlement d'Amsterdam.

Entre-temps, Frey se profile de plus en plus comme l'interlocuteur allemand de Vladimir Jirinovski : les interviews du leader libéral-démocrate russe se succèdent dans les colonnes de la *National-Zeitung*.

Les deux hommes plaident pour une alliance germano-russe contre les puissances occidentales « mondialistes et cosmopolites », « colonialistes et criminelles ». Paris, Londres et Washington sont systématiquement accusés de fomenter des guerres, en manipulant l'ONU au bénéfice de leurs vieux projets impérialistes, de vouloir régenter la planète entière, d'exciter les opinions publiques, via leur mainmise sur les médias internationaux, contre les peuples récalcitrants et fiers de leur indépendance nationale (Allemands, Russes, Irakiens, Algériens, Somaliens, Japonais). Seuls les Allemands et les Russes, peuples raisonnables et cultivés, pourraient établir une paix durable en Europe et lui donner une structure juridique cohérente, les Occidentaux étant « dépravés, intéressés, non objectifs et civilisés » (ce qui, dans la logique populiste des Allemands et des Russes, constitue une tare et une marque d'« inculture », d'hypocrisie et de froideur d'âme).

LES REPUBLIKANER

La fondation du parti des Républicains date de 1983. Au départ, il compte dans ses rangs et à sa direction de nombreux dissidents de la CSU bavaroise de Franz-Josef Strauss, aile droite de l'union des partis confessionnels démocrates-chrétiens.

La figure charismatique de ce nouveau mouvement est un journaliste de la télévision, talentueux, truculent, au verbe magique, Franz Schönhuber. Motif de la dissidence, qui ne se voulait ni nationaliste ni d'extrême droite : les positions trop centristes, basées sur d'éternels compromis boiteux que concocte la coalition démocrate-chrétienne / libérale.

Le choix du terme « républicain » n'est pas innocent : il n'a jamais été utilisé par la droite ou l'extrême droite pour se désigner elles-mêmes. La notion de « république », en Allemagne, signale une volonté de s'opposer à toutes les formes d'arbitraire et de privilèges ; le parti de Schönhuber



Franz-Josef Strauss, numéro un de la C.S.U. bavaroise.
Nombre de ses adhérents passent aux "Republikaner."

entend donc lutter contre les privilèges de toutes sortes que se sont auto-octroyés les socialistes et les démocrates-chrétiens ainsi que la presse et les intellectuels de gauche, considérés comme un nouveau « clergé » intolérant et anachronique.

Toutefois, pour étayer son parti et lui donner une armature militante, Schönhuber fait appel à des groupes issus de la NPD ou formés par des activistes plus musclés, nationalistes nostalgiques (y compris de certains aspects du IIIe Reich) et nationaux-révolutionnaires antifascistes (la tradition NR est antinazie et antifasciste en Allemagne).

En 1985, Schönhuber nomme secrétaire général du parti un rédacteur du journal de Frey auparavant inscrit à la NPD : **Harald Neubauer**. Ce qui mécontente son aile conservatrice issue de la CSU. Les premiers succès sont fort modestes : 3 % en Bavière en 1986. Mais sa propagande sous les chapiteaux où se déroulent les célèbres beuveries bavaroises ne fléchit pas et aborde de nouveaux problèmes comme celui du **flot des demandeurs d'asile**. Les foules accourent mais aucune structure cohérente ne peut les encadrer.

Ces revers forcent le parti à préciser son programme ; début décembre 1988, un bureau politique élargi se réunit dans la pittoresque cité médiévale de Dinkelsbühl et lance ses objectifs sous forme de slogans percutants dans l'univers médiatique :

« Oui à l'Europe, non à la CEE » ; « La réunification avant l'union européenne ». Ces mots d'ordre seront porteurs quelques mois plus tard.

■ Miracle en 1989 !

Le succès, inattendu, vient en 1989 à Berlin où la liste atteint 7,7 %. Pour Schönhuber, c'est un miracle. La propagande contre la CEE a marché à fond : les Allemands seraient les « cochons de payeurs », les paysans les « victimes de Bruxelles », la CEE préparerait « la société multiethnique qui transforme les villes du continent en jungles de criminalité et en territoires partagés par les trafiquants de drogue ».

A la suite de cette victoire dans la capitale allemande, Schönhuber déclare que son parti peut se suffire à lui-même et que jamais il ne formera une coalition avec les extrémistes de droite de la NPD et de la DVU. **Thorsten Thaler**, président des jeunes démocrates-chrétiens de Berlin rejoint le parti, élargissant de la sorte sa base électorale potentielle. Il ne sera pas le seul et plusieurs mandataires socialistes suivront son exemple (notamment à Hersbruck).

Le 16 mai, le parti téléguide la création d'une association d'étudiants et d'universitaires (le RHV, *Republikanische Hochschulverband* ou Association républicaine des Universités et Grandes Ecoles), appelé à devenir une réserve de cadres.

Bagarres internes

● Parmi les bagarres mémorables, il y eut celle qui opposa le président de la section de Berlin, **Bernd Andres**, à l'attaché de presse berlinois **Carsten Pagel**, dès mai 1989. En septembre et en octobre, la querelle tourne au vinaigre : Andres, dont les liens avec la pègre et le monde interlope des souteneurs sont connus, est sacrifié par **Schönhuber**, mais le parti ne se remet pas du choc. Le malaise se répand dans toutes les sections, notamment en Basse-Saxe où l'ancien NPD **Margraf** emporte la présidence régionale contre la volonté de Schönhuber. A Cologne, les jeunes élus (**Beisicht, Rouhs**, etc.) ne savent pas trop bien sur quel pied danser ; ils finiront par rejoindre la *Deutsche Liga*. Dernier sursaut avant un long déclin provisoire : 9,8 % à Mannheim en octobre 1989. Les sections du Nord suivent plus la direction munichoise. Les Républicains deviennent un phénomène méridional.

En janvier 1990, Schönhuber élabore un nouveau programme, avec l'appui de quelques têtes pensantes de la « Nouvelle Droite » allemande, dont le professeur d'histoire **Hellmut Diwald**, et **Arwin Mohler**, théoricien de la « révolution conservatrice ». Ce programme, dit « de Rosenheim » insiste sur la nécessité de donner priorité à la réunification et de soustraire l'Allemagne à l'OTAN par l'adoption d'une neutralité armée, selon le modèle helvétique. Les Républicains doivent apparaître comme le seul parti réclamant haut et fort la réunification, après la chute du Mur de Berlin. L'option prise à Rosenheim n'est pas occidentaliste : l'Allemagne, comme le souligne Diwald dans ses nombreux livres, est au centre du continent et doit entretenir des rapports parfaitement équilibrés entre l'Ouest et la Russie, sans privilégier ni l'un ni l'autre. Mais contre les pacifistes de gauche, les Républicains affirment la nécessité d'une armée puissante, capable de recourir à la guérilla contre n'importe quel envahisseur. De surcroît, les Républicains réclament une « réunification complète », c'est-à-dire une Allemagne rétablie dans ses frontières de 1937, englobant la Poméranie et la Silésie aujourd'hui polonaises, et la Prusse orientale sous double administration russe et polonaise.

En juin, Schönhuber remporte six sièges aux européennes.

En chiffres, cette élection constitue un record absolu pour la droite nationale allemande de l'après-guerre : 2,5 millions de citoyens ont voté pour des listes nationales ; le record précédent était détenu par la NPD : 1,4 million de voix en 1969. La droite nationale obtenait 9 % du total des votes (7,1 % pour les Républicains ; 1,6 % pour le cartel DVU / NPD et le reste pour de petites listes diverses).

Mais la fragilité de l'appareil du parti a du mal à encaisser ces succès électoraux inattendus. **Les Républicains ne parviennent pas à encadrer leurs troupes fraîches et leurs nouveaux adhérents.** Ce chaos interne, où disputes et exclusions se succèdent à un rythme infernal, à la grande joie des médias bien pensants, fait retomber le parti dans l'insignifiance en 1990.

■ Traversée du désert

Dès le début de l'année 1990, Schönhuber essaie en vain de se rendre en RDA pour y fonder des sections et participer aux premières élections libres. Il se heurtera sans cesse à des interdictions. Mais lors des élections régionales de Basse-Saxe, les résultats ne sont guère probants : les querelles fractionnent le camp nationaliste et six listes antagonistes se disputent les voix de l'électorat patriotique (0,2 % pour la NPD, 1,8 % pour les Républicains, alors que les études statistiques des universités et des renseignements généraux avouent que cet électorat potentiel s'élève à 15 %).

En mai 1990, las des querelles qui secouent son mouvement, Schönhuber démissionne, accusant les « extrémistes de l'intérieur », dont Neubauer et **Johanna Grund**. Ce coup d'éclat divise le parti entre partisans et adversaires de Schönhuber. Pourtant, lors de la diète du parti à Ruhstorf, Schönhuber est réélu par 376 voix sur 563. Il exige aussitôt que tous les membres ayant exercé une quelconque fonction dans un autre parti national, comme la DVU ou la NPD, ne puissent plus obtenir de fonctions chez les Républicains. Neubauer est immédiatement visé et contraint de se retirer, malgré son mandat de député européen. Les querelles se prolongent indéfiniment. Schönhuber quitte le « groupe technique des droites européennes » et vilipende ses collègues allemands et français dans une interview accordée au *Figaro*.

Les finances du parti sont dans un état si déplorable que le trésorier, **Horst Rudolf Übelacker**, quitte le navire à son tour. Lors des élections du 2 décembre 1990, les premières dans l'Allemagne réunifiée, les Républicains n'atteignent même pas 1,5 %, Kohl engrangeant le bénéfice de « sa » réunification. Les droites nationales allemandes sont victimes de leur désunion, car les résultats de la NPD sont encore plus catastrophiques.

La traversée du désert se poursuit en 1991, malgré le retour de Schönhuber aux affaires. Mais les élections dans le *Land* de Baden-Wurtemberg, en avril 1992, permettent au phénix républicain de renaître de ses cendres : sous l'énergique impulsion de **Christian Käs** et du jeune avocat et médecin **Rolf Schlierer**, issu des corporations étudiantes et des réseaux qu'elles contrôlent dans toute la société allemande, les Républicains obtiennent d'un coup 10,9 % des voix et 15 sièges au parlement régional de Stuttgart, formant désormais la troisième force du *Land*, battant les libéraux et les écologistes. Cette victoire et cette consolidation permettent aux Républicains de sortir de l'ornière où ils s'étaient enlisés, à la suite de leurs innombrables querelles.

■ Quartiers rouges

En mai, nouveau succès : les « Reps » reprennent pied à Berlin lors des élections du 24, où les scandales autour de la

personne de **Andres** se sont estompés. Une fois de plus, ce sont les quartiers rouges qui donnent les meilleurs scores, comme Wedding où 14,4 % des électeurs choisissent les Républicains et abandonnent les socialistes.

A Steglitz, c'est une vieille figure de l'agitation étudiante nationale-révolutionnaire de 67-68 qui est élue : **Sven Thomas Frank**, dont l'idéologie fait référence à **Niekisch**, chef de file des nationaux-bolchéviques des années 30 et incarcéré sous le IIIe Reich. Frank, ancien éditeur des revues activistes *Ideologie & Strategie* et *Neue Zeit*, justifie son engagement au nom de l'ethnopluralisme : « Chaque culture doit conserver son propre espace. Nous devons contribuer à maintenir la pluralité du monde. Cela n'a rien à voir avec la xénophobie. » « Si un ethnopluralisme sainement compris n'a pas le dessus, la porte est ouverte au racisme violent. Les Républicains, en optant pour cette école de pensée, pourront canaliser le mécontentement populaire et l'induire sur des voies démocratiques, poursuit Frank dans une interview accordée au journaliste hollandais **Rinke van den Brink**. Par insouciance, les partis du pouvoir ont laissé pourrir la situation, ajoute-t-il, ce sont donc eux qui ont mis la démocratie en danger. » Son collègue, **Günter Reich**, national-révolutionnaire marxisant, ajoute : « Les dangers qui guettent la démocratie sont ceux qui procèdent de la "paupérisation", qui se traduit par un démantèlement de la Sécurité sociale (les prix de la participation de l'assuré ont été multipliés par cinq !), par l'assèchement des caisses des communes les plus pauvres (à Potsdam, on ne peut plus payer les fonctionnaires municipaux), par l'impossibilité de réparer les bâtiments d'utilité publique. »

En juin 1992, se crée la *Republikanische Jugend* (Jeunesse républicaine), dont l'objectif est « d'inculquer à la jeune génération un refus total de la société multiculturelle ». Lors d'une élection locale à Berlin, où les « Reps » obtiennent 10 %, les statisticiens constatent que **72 % des électeurs du parti ont moins de 45 ans**, alors qu'à titre de comparaison, 59 % des électeurs de la PDS néo-communiste ont plus de 45 ans.

■ Les querelles continuent

Les élections hessoises, début 93, confirment la progression des Républicains par un score de 8,3 % (score précédent : 0,7 % !). Mais la présence de la DVU et de la NPD (séparément !) empêche de justesse de torpiller définitivement la coalition rouge-verte au pouvoir. A cause des divisions du camp national, les Rouges et les Verts se maintiennent en selle, même si les électeurs républicains proviennent en majorité des zones ouvrières, traditionnellement socialistes. Mais ce franc succès ne tempère pas pour autant les ardeurs querelleuses des chefs de file du parti : mises à pied et démissions sont une nouvelle fois au goût du jour, notamment en Thuringe. Pire, il semble y avoir de l'eau dans le gaz entre Schönhuber et le dynamique **Rolf Schlierer**, chef de la fraction républicaine au parlement régional de Stuttgart. Le nouveau favori de Schönhuber au poste de « dauphin » est désormais le Bavarois **Alexander Hausmann**.

En mai 1993, coup de théâtre : un député démocrate-chrétien de la *Bundestag*, le Dr **Rudolf Krause**, issu du nouveau *Land* de Saxe-Anhalt, passe aux Républicains qui entrent ainsi sans coup férir dans le parlement fédéral de Bonn. Ensuite, la CSU bavaroise encaisse une nouvelle défection au profit des hommes de Schönhuber qui peuvent accueillir dans leurs rangs un procureur et haut fonctionnaire de l'Etat bavarois, le Dr **Manfred Ritter**, auteur d'un ouvrage audacieux, scientifique et bien documenté sur l'immigration et le flot des demandeurs d'asile en Europe (*Sturm auf Europa*).

RALLIEMENTS

Ce livre du Dr **Ritter (Sturm auf Europa)**, irréfutable, qui ne tient compte d'aucune phobie et ne s'appuie que sur des chiffres, avait soulevé un tollé, car il ruinait tous les arguments en faveur d'un accroissement inconsideré de la masse immigrée en Allemagne, pays où la population actuelle s'entasse déjà à 250 habitants par km². Le Dr Ritter avait dû subir une véritable persécution : il en a tiré les conséquences et a rejoint les rangs de ceux qui s'opposent à ses persécuteurs. Enfin, en cette fin de printemps 93, **Schönhuber** ne recrute pas qu'à droite : le professeur **Günter Bernard**, sociologue de l'Université de Leipzig et ancien membre de la SED communiste est-allemande, prend sa carte : il mènera les « Reps » au combat en Saxe. Schönhuber déclare que son parti est ouvert à tous les anciens cadres de la SED et aux officiers de la NVA est-allemande (*Nationale Volksarmee*), à condition qu'ils n'aient pas été membres de la *Stasi*. Plus tard, en Thuringe, nouvelle défection pour la CDU démocrate-chrétienne : le député **Matthias Ritter**, économiste, rejoint à son tour les « Reps ». A Berlin, un autre professeur, auteur d'un livre également consacré à l'afflux continu des réfugiés en Europe occidentale, le Dr **Werner Müller**, a accepté de présider la section républicaine de la capitale.

Mais, incontestablement, la meilleure recrue de Schönhuber est l'ancien maire de Würzburg, l'ex social-démocrate Dr **Klaus Zeitler**, réélu à quatre reprises par ses concitoyens, avec 62 % des voix ! Toute sa vie, Zeitler a milité chez les socialistes et son passage aux Républicains ne signifie nullement, dit-il à **Rinke van den Brink**, un abandon de ses convictions éthiques et sociales. Mais voilà, conclut-il, non sans une certaine amertume, la SPD actuelle ne mène plus une politique qui va dans les intérêts du simple citoyen. Le pauvre gars, le travailleur, n'intéresse plus les intellectuels et les caciques du parti socialiste : désormais, ils s'engouent pour le demandeur d'asile, lui accordent des privilèges, des logements sociaux, en ôtant au sans-grade autochtone le fruit de 200 ans de luttes sociales.

La SPD a perdu un atout considérable : la *Bürger Nähe*, la proximité des élus et des citoyens. Et a renoncé à la tradition nationale d'un **Kurt Schumacher**, leader incontesté de la sociale-démocratie dans l'immédiat après-guerre. **Zeitler est un avocat du régionalisme et de l'Europe des peuples (et non des « patries »), comme les Ligues nord-italiennes et le Vlaams Blok, ce qui le différencie de Le Pen.** La réunification a été financée par le petit contribuable, dit-il, alors que les méga-firmes allemandes ont planqué leurs avoirs au Luxembourg à l'abri du fisc, sans que les socialistes aient trouvé à protester. Pire, elles ne réinvestiront pas ces sommes dans la reconstruction de l'ex-RDA ou même de la République

tchèque ou de la Pologne, mais les dirigeront essentiellement vers Hong-Kong. Une option antinationale et antieuropéenne.

Les Républicains élargissent donc leur électoral, non pas en ratisant large à droite, mais en réanimant la dimension nationale de la sociale-démocratie et l'héritage en jachère de Kurt Schumacher. Les chefs de file républicains du Baden-Wurtemberg semblent emprunter à leur tour cette piste.

Immigration massive

Parmi eux, le Dr **Helmut Simon**, porte-parole du parti face à la presse, qui n'hésite pas à parler de son passé : il a milité dans la SDS, c'est-à-dire la gauche étudiante la plus virulente de l'époque 67-68, dirigée par le fameux **Rudi Dutschke**. Son analyse reste marxiste, notamment en ce qui concerne l'immigration : « L'immigration massive en Allemagne et en Europe occidentale est, en termes marxistes, l'importation d'une armée de réserve pour l'industrie, qui fait chanceler les acquis de 150 ans de lutte ouvrière » (déclaration à van den Brink). Il a partiellement convaincu son collègue **Schlierer**, issu de la CDU et des cercles néo-conservateurs. Celui-ci déclare : « Nous sommes le parti des petits. Nous luttons pour ceux que le jargon des sociologues nomme les "perdants de la modernisation", ceux qui ne peuvent plus suivre l'évolution de la société ».

Autre ralliement spectaculaire : **Hans Hirzel**, ancien membre du réseau de résistance antihitlérien et catholique, *La Rose Blanche*, animé par **Hans** et **Sophie Scholl**, qui ont péri sous la guillotine bavaroise en 1943. A dix-huit ans, Hirzel est condamné à cinq ans de bagne par le fameux **Freisler**, président du Tribunal du Peuple, Fouquier-Tinville du national-socialisme de guerre. Après 1945, il étudie la philosophie et appartient à la fameuse « école de Francfort », avec **Adorno**, **Marcuse**, **Horkheimer** et **Habermas**, les philosophes de Mai-68. Mais Hirzel n'est pas révolutionnaire : si son analyse de la société s'inspire de certaines méthodes de l'école de Francfort, il n'adhère pas au marxisme révolutionnaire et s'inscrit plutôt à la CDU. Il explique son passage aux Républicains à van den Brink : « Il s'agit de maintenir l'ordre juridique démocratique. La discrimination à l'endroit des Républicains est un scandale. Leurs droits constitutionnels sont sans cesse foulés aux pieds. C'est un recul de l'Etat de droit, comme sous le IIIe Reich, où l'on a discriminé les juifs. La discrimination à l'endroit des Républicains est un retour à Hitler. La discrimination des Allemands par rapport aux immigrés et aux demandeurs d'asile est un signe de mauvaise augure. » Hirzel sera suppléant sur la liste républicaine aux européennes de 1994.

Le ralliement de toutes ces personnalités donne au parti de Schönhuber un surplus de crédibilité. Mieux : l'Etat bavarois, qui avait réclamé une surveillance des « Reps » par la sûreté, est débouté par le tribunal constitutionnel. Toute opération de fichage de la sûreté conduira à la condamnation des agents coupables. Une victoire pour Schönhuber. Mais qui n'est en rien définitive. La CSU, pour tenter de regagner le terrain perdu, met désormais ses personnalités les plus à droite en avant, comme, par exemple, le ministre **Gauweiler**, qui avait exigé des mesures draconiennes pour enrayer la progression du sida et s'était heurté aux laxistes de la démocratie chrétienne allemande (**Süssmuth** et **Geisler**). A l'heure actuelle, l'électorat conservateur bavarois est encore indécis : s'il revote en masse pour la CSU, il pourra certes chasser du pouvoir, notamment dans la ville de Munich, les coalitions rouges-vertes, mais sans obtenir de majorité absolue, du moins dans les grandes villes. Le fractionnement des voix

conservatrices entre « Reps » et CSU pourraient consolider les Rouges-Verts et empêcher la constitution d'un front uni et cohérent des droites modérées et nationales.

En juin 1993, lors d'un congrès à Augsburg, les Républicains avaient mis au point un nouveau programme pour les nombreuses échéances électorales de 1994, dont les européennes. Parmi les nouveaux points, citons : pas d'envoi de troupes allemandes en dehors du territoire de la RFA (donc pas d'intervention aux côtés de l'ONU) ; un siège permanent pour l'Allemagne au Conseil de Sécurité ; référendum pour toute modification de la Constitution ; empêcher la Turquie de devenir membre de la CEE ; l'allemand doit devenir la troisième langue officielle de la CEE ; favoriser la pluralité syndicale (les délégués de la Ruhr étaient réticents) ; pénalisation de l'avortement (la majorité des délégués étaient en faveur, mais bon nombre de cadres s'y opposaient).

DEUTSCHE ALLIANZ ET DEUTSCHE LIGA

Quand tous croyaient à la disparition du parti de Schönhuber, quelques activistes dynamiques, dont le député européen **Harald Neubauer**, qui venaient de quitter volontairement ou sous la contrainte le parti des Républicains, fondent, le 3 octobre 1991, la *Deutsche Liga für Volk und Heimat* (la ligue allemande pour le peuple et la patrie). Des anciens de la NPD ou de la DVU les rejoignent dans l'espoir de former enfin le mouvement unitaire des droites nationales allemandes, qui mettra définitivement fin aux incessantes querelles intestines. Les fondateurs avaient d'abord eu l'intention de créer la *Deutsche Allianz*, mais le gros consortium d'assurances du même nom s'y est opposé.

La *Deutsche Allianz* est officiellement constituée le 18 janvier 1991, sans prendre immédiatement le statut de parti politique. Son programme en onze points promet de défendre les intérêts vitaux du peuple allemand, de maintenir l'« économie sociale de marché » sans verser dans le néo-libéralisme, de limiter le nombre des demandeurs d'asile, de rétablir la sécurité dans les grandes villes, de pratiquer une politique écologique en développant les technologies alternatives, de promouvoir une politique de neutralité en Europe centrale, etc.

■ Solidarité avec l'Irak

De tous les mouvements nationaux de droite, la *Deutsche Allianz* s'est montrée la plus favorable à l'Irak, obtenant le concours de diplomates irakiens à quelques-unes de ses manifestations, destinées à empêcher l'envoi de soldats allemands en Arabie Saoudite ou en Turquie, lors de la guerre du Golfe. L'antiaméricanisme, comparable à celui de la Nouvelle Droite en France, était nettement dominant. Mais on retrouvait exactement les mêmes accents chez Frey, où l'on condamnait la guerre aérienne contre **Saddam Hussein** en évoquant le souvenir des villes allemandes détruites par les « tapis de bombes » de l'USAF et de la RAF. Les droites nationales allemandes prônaient la solidarité entre toutes les victimes de l'*air power* américain.

En janvier 1991, la fraction républicaine du conseil municipal de Cologne passe à la *Deutsche Allianz*. Début 92, la DL prépare les élections du 25 février dans le Baden-Wurtemberg en axant sa propagande sur la sauvegarde du DM, contre l'ECU, qualifié de « monnaie espérantiste ».

La victoire républicaine d'avril 92 à Stuttgart a surpris les militants de la *Deutsche Liga* ; ils espéraient franchir la barre des 5 % et n'obtiennent que 0,4 %, derrière la NPD (0,9 %). Par manque de moyens, la DL n'a pu s'imposer. Et elle ne disposait pas d'hommes aussi charismatiques que Schönhuber et Schlierer.

■ Presse

La DL bénéficie pourtant d'une presse régulière, originale, jeune, comme la *Deutsche Rundschau* ou *Europa Vorn*, et reçoit l'appui du magazine *Nation Europa* de **Peter Dehoust**.

La cheville ouvrière de la presse DL est **Manfred Rouhs**, membre de la fraction DL au conseil municipal de Cologne. Infatigable, travailleur acharné, propagandiste inné, il édite un mensuel local *Domspitzen* (Les flèches de la cathédrale), qui exploite à fond les maladroites des partis au pouvoir à Cologne : abus de toutes sortes, corruptions, laxisme, etc. y sont impitoyablement dénoncés, sans jamais verser dans la difamation.

De bon niveau, le magazine bimensuel *Europe Vorn*, publie des interviews de personnalités universitaires, de généraux,

etc. et s'aligne sur les acquis de la Nouvelle Droite française ou belge, sans pour autant verser dans la spéculation gratuite.

Les liens entre la DL et les mouvements flamands (*Vlaams Blok*) et wallons (*Agir*) sont assez forts. Des représentants des trois formations se rencontrent souvent lors de réunions publiques, tant à Anvers qu'à Liège ou à Cologne. Plus récemment, Rouhs s'est lancé dans la création d'un troisième périodique, *Hammer*, destiné au public lycéen et aux jeunes ouvriers. Outre les thèmes politiques, abordés superficiellement et sur le mode du slogan, cette publication s'intéresse essentiellement à la musique alternative de groupes comme *Endstufe*, *Störkraft*, *Noie Werte*, *Böhse Onkelz* qui oscillent entre le hard rock et l'univers skinhead, ce qui effraie assurément les bons bourgeois. Cette musique n'est pas dénuée de qualités artistiques mais génère, dans ce milieu politique habituellement austère, un contraste étonnant, bizarre, un peu comique, entre, d'une part, cette puissance brute en décibels, en gestuelles saccadées, en hystérie juvénile et, d'autre part, ces syllogismes froids et pondérés qu'énoncent les philosophes néo-conservateurs ou néo-droitistes.

Une citadelle : Cologne

● La citadelle de la *Deutsche Liga* est sans aucun doute la ville de Cologne. Maîtres-ès-agit-prop, **Rouhs** et **Beisicht** multiplient les interventions et les questions embarrassantes, harcelant le maire socialiste **Burger** et les partis conventionnels ; ils font feu de tout bois. Ainsi, en mars 1992, Rouhs publie une interview d'un célèbre professeur de sociologie de l'Université de Cologne, **Erwin K. Scheuch**, auteur d'un ouvrage dénonçant les mécanismes de corruption qu'engendrent les partitocraties. Pour Scheuch, la ville de Cologne est la plus corrompue d'Allemagne ; elle est le modèle à ne pas imiter, le plus proche des mœurs italiennes ou belges (Liège n'est pas loin !).



Manfred Rouhs,
conseiller municipal
de Cologne, animateur
de la *Deutsche Liga*.

Dans une réponse donnée à Rouhs, Scheuch disait en substance qu'il fallait régulièrement glisser un billet de 500 DM aux fonctionnaires de la ville pour obtenir une concession ou un avantage quelconque. Pour avoir dit cela, la ville a cité le professeur en justice ! Scandale qui a fait du bruit au profit, bien entendu, du parti de Rouhs ! En novembre 1992, nouveau tollé : Beisicht, sous la pression de ses électeurs, demande l'autorisation à la ville de constituer des « milices d'auto-défense des citoyens » encadrées par la police. Et si à Cologne le conseil municipal n'accepte pas la suggestion des mandataires de la *Liga*, à Villingen-Schwenningen dans le Baden-Wurtemberg, **Jürgen Schützinger** obtient gain de cause : la première milice d'auto-défense (*Bürgerwehr für Recht und Ordnung*) a patrouillé en toute légalité dans les rues de la ville, au grand scandale de la presse de gauche et des journalistes de la télévision.

Rouhs dans ses journaux et fanzines, Neubauer dans les meetings qu'il anime partout en Allemagne ne cessent plus de réclamer l'unité des droites nationales, seule garantie d'un succès durable et historique. Leurs exhortations sont effectivement suivies de quelques effets : à Brême, deux mandataires de la DVU (**Nennstiel** et **Altermann**) rejoignent la *Deutsche Liga*. Dans le sud du pays, nouveau ralliement : **Walter Eyrich**, un élu d'une petite liste indépendante, celle des *Freie Wähler* (Libres électeurs), rejoint également la formation de Neubauer. Ces défections de la DVU et ces ralliements divers permettent à la DL de s'étoffer et de gagner en crédibilité. En été 93, nouvelles adhésions de mandataires déjà élus dans le Baden-Wurtemberg (un « Rep » et un CDU) et en Hesse (le président régional de la DVU, **Bernd Frankenberger**). La croissance du parti lui permet de se doter d'un organe de presse supplémentaire, orienté vers les problèmes spécifiques aux *Länder* du nord, *Der Nordlicht*, dirigé par un nouvel universitaire engagé, le Dr **Rigolf Hennig**.

CONCLUSION

Quel sera l'avenir des formations nationalistes et démocratiques en Allemagne ? Quels résultats peuvent-elles espérer lors des multiples élections de cette année ? Quels sont les facteurs qui n'ont pas encore joué ?

Apparemment, la propagande habituelle contre les droites nationales ne joue plus ; les défilés aux flambeaux contre la violence urbaine des skinheads, la tentative de faire porter le chapeau à toutes les formations politiques nationales et contestatrices du *statu quo* se sont soldés par un échec. L'électeur sent d'instinct qu'il y a manipulation médiatique, voire manipulation policière.

De plus, règne la *Parteienverdrossenheit*, la lassitude à l'égard des partis. Lors des dernières élections en Hesse, 33 % des électeurs ne se sont même pas dérangés. Les grands partis socialistes et démocrates-chrétiens voient leur majorités s'effiloche. La présence des Républicains ou de la DVU rend impossibles les coalitions socialistes / libérales et Rouges / Vertes. Reste à tenter ce qui a toujours été évité en Allemagne : une coalition entre démocrates-chrétiens et socialistes, comme en Belgique ou en Italie. Mais ce type de coalition conduit à des compromis boiteux qui ne résoudront aucun problème dans les délais voulus et augmenteront le mécontentement de la base.

C'est avec l'objectif de maintenir la possibilité d'une alternance entre les socialistes et les partis confessionnels que certains services spéciaux organisent et orchestrent la campagne médiatique contre les droites nationales et les Républicains. La menace que les gouvernements régionaux du Sud font peser sur tous les fonctionnaires qui adhèrent au parti des Républicains, ou à une autre formation de la droite nationale, est claire : il s'agit d'empêcher les challengers du *statu quo* de consolider leurs positions.

Enfin, il y a le risque d'un fractionnement complémentaire du

camp contestataire : en Bavière, par exemple, où Schönhuber risque de provoquer un raz-de-marée, le président des libéraux, **Manfred Brunner**, annonce qu'il se présentera aux européennes à la tête d'un « Mouvement des citoyens pour une Europe des nations » (*Bürgerbewegung für ein Europa der Nationen*), hostile à Maastricht et développant des arguments susceptibles de séduire les électeurs républicains. A Berlin, un autre mouvement conservateur, *Aufbruch 94 - Deutscher freier Wählerbund* (« Réveil 94 - Ligue allemande des électeurs libres »), mené par le professeur **Emil Schlee**, député européen dissident des Républicains, risque de coûter quelques voix à Schönhuber. Toujours en Bavière, le parti social-conservateur dissident de l'ex-RDA, la DSU (*Deutsche Sozial-Union*), mêlant idéologie chrétienne et solidarisme, entend se présenter aux électeurs sous la direction de **Peter Recknagel** (ex-CSU, ex-NPD, ex-Rep, ex-DL !)...

Dans les nouveaux *Länder* de l'Est, où les nationaux et les Républicains ont de fortes chances, viennent de se créer un « Parti des chômeurs » et un « Parti de l'Est et de l'Unité allemande », tous deux marquant une volonté de régler les problèmes spécifiques de la population locale. A Berlin, un groupement *Wähler in Berlin* se propose aux suffrages des « électeurs centristes ». A Hambourg, on voit se profiler à l'horizon un *Statt-Partei*... D'autres créations « spontanées » verront sans doute le jour d'ici peu... Il s'agit vraisemblablement d'absorber et de neutraliser les voix protestataires : la stratégie habituelle...

Dix points

Les observateurs de la presse nationaliste, qui souhaitent conserver une stricte neutralité dans les querelles de personnes, appellent à l'unité et montrent que le désordre et la division empêcheront la plupart des partis d'opposition nationale de franchir la barre fatidique des 5 %. Le philosophe national-marxiste Dr **Reinhold Oberlercher** estime que le message des nationaux doit être clair et se limiter à dix points :

- 1) Eliminer le chômage. 2) Mettre fin à la pénurie des logements et régler le problème des sans-abri. 3) Mettre un terme au chaos de la circulation routière. 4) Gagner la bataille contre la drogue. 5) Briser les reins à la criminalité organisée. 6) Rétablir le droit, l'Etat et la souveraineté. 7) Sauver la nature et l'écosystème du peuple allemand. 8) Forger un plan cohérent pour reconstruire l'ex-RDA. 9) Rénover la Sécurité sociale et l'assurance maladie-invalidité. 10) Stopper la catastrophe culturelle qui s'est abattue sur l'Allemagne.

Un programme simple qui ne séduira pas que les fans du camp nationaliste mais tous les citoyens, indépendamment de leurs options philosophiques ou religieuses personnelles.

Robert STEUCKERS



Nouvelle
Allemagne :
un avenir
incertain...



Franz Schönhuber à la tribune en 1989 : il menait campagne pour les européennes.

Franz Schönhuber, un nationaliste de gauche ?

— **Monsieur Schönhuber, dans les années 50, vous avez écrit un article dans un hebdomadaire communiste, ensuite vous avez été éditorialiste de plusieurs quotidiens, qui se situaient dans la ligne des sociaux-démocrates d'abord, de la CSU démocrate-chrétienne ensuite. Dans votre autobiographie, vous affirmez que vous avez toujours été du côté des barricades, là où se trouvent les vrais révolutionnaires. Êtes-vous un « nationaliste de gauche » ?**

— De mon point de vue, le journal dans lequel j'écrivais à l'époque n'était pas communiste. C'était un hebdomadaire remarquable qui rassemblait les signatures de bon nombre d'intellectuels de gauche. Il s'appelait *Deutsche Woche*. Ce journal m'a offert une chance d'écrire, pour la toute première fois librement, en toute indépendance. J'y étais reporter sportif. J'écrivais des articles aussi bien sur une grande admiratrice de Hitler, la skieuse **Christl Cranz**, qui avait obtenu une belle victoire aux Jeux Olympiques, ou du boxeur que j'admirais beaucoup, **Werner Seelenbinder**, un communiste que les nationaux-socialistes avaient exécuté. Lorsque j'ai eu l'occasion d'assister aux Jeux de la Jeunesse internationale et de voir le communisme de près, l'idylle s'est terminée. J'ai été fortement ébranlé quand je suis arrivé en 1953 à Bucarest et que j'ai pu voir le communisme réel, celui qui se cachait derrière les belles façades... Je suis revenu et je me suis dit : non, ce n'est pas cela que je veux.

Ma rupture avec la gauche, ou plutôt avec la « fausse gauche », s'est déroulée ainsi : je me sentais plus proche des *Jusos* (des Jeunesses socialistes, ndlr) que de la SPD proprement dite. J'aimais et j'aime encore partiellement les conceptions socio-politiques que développaient les *Jusos* à l'époque, surtout

au niveau communal. Mais ces idéaux étaient en contradiction avec l'*Ostpolitik* que menait le parti et qui n'était qu'une politique de capitulation. J'ai dit : « Les amis, vous allez trop loin, je ne peux plus vous suivre. »

— **Dans cette rupture, quelle a été l'importance des « droits de l'homme » ?**

— Elle a eu une grande importance. La première chose que j'ai vue à Bucarest, dans la gare en débarquant, c'est des gens que l'on expédiait en camps de concentration. J'ai compris que ceux qui se nommaient eux-mêmes « combattants de la liberté » et qui collaboraient au même journal que moi étaient soit des corrompus, soit des lâches.

— **Vous avez servi dans la « Waffen-SS » et on vous le reproche souvent. Qu'avez-vous à répondre ?**

— Je suis révolté du fait qu'on ne puisse pas, aujourd'hui, honorer la mémoire de pauvres garçons de dix-huit ou dix-neuf ans qui sont morts en combattant, loin de leur patrie, sans avoir commis le moindre crime de guerre. Je trouve écœurant que le général **Hildebrand** ait osé dire que la Bundeswehr (l'armée de la RFA, ndlr) n'a désormais plus le droit de participer à des cérémonies dans les cimetières où sont enterrés des soldats de la Waffen-SS ! Il oublie que d'anciens soldats de la Waffen-SS ont participé de tout leur cœur à la construction de notre République fédérale démocratique. Combien de ministres socialistes n'ont-ils pas servi jadis dans cette même Waffen-SS ? Combien d'anciens Waffen-SS n'ont-ils pas joué un rôle prépondérant dans les syndicats qui ont défendu bec et ongles notre classe ouvrière ? Par exemple, si je me rendais aujourd'hui à Dortmund et si je voulais

serrer la pince au maire, je pourrais lui dire : « Cher camarade **Samtlebe** — il n'était pas sous-officier comme le gamin que j'étais, mais officier, plus exactement *Obersturmführer* — tu te produis si souvent aujourd'hui sur les tribunes des comités anti-fascistes et tu salis le blason de la *Waffen-SS*, mais, à l'époque, où étais-tu ? » Ce sont de telles situations qui me scandalisent.

— **On raconte que votre parti est antisémite et xénophobe. Que répondez-vous ?**

— Notre position ne se réduit pas à un simple concept. Pire : ce concept n'existe pas parce que les médias ont tout fait pour empêcher son éclosion. Je suis pour ainsi dire condamné à expliquer cent fois ma position, comme dans le cas de la communauté juive allemande, sujet sensible s'il en est ! Il faut que l'excellent écrivain israélien **Ephraïm Kishon** vienne dire noir sur blanc à la télévision que *Schönhuber* n'est pas un « nazi » pour qu'on commence à réfléchir. Quant à la xénophobie, il faut que vous sachiez qu'un citoyen turc a figuré sur nos listes à Hambourg.

Mais, effectivement, ma clientèle électorale provient des quartiers et des arrondissements où les étrangers et les demandeurs d'asile sont trop fortement représentés. A mes anciens amis de Munich, je dis : « Vous habitez à Grünwald, là, il n'y a pas ces horribles containers où l'on parque les demandeurs d'asile ; il n'y a pas de quartiers où Turcs et Kurdes se livrent une sorte de guerre civile permanente. Vous observez ces situations à la longue-vue. Les demandeurs d'asile se concentrent dans les quartiers ouvriers. Je demande alors aux bons bourgeois d'Allemagne de comprendre les gens qui y habitent et qui ne peuvent plus encaisser cette misère et cette violence... »

— **On vous reproche de confondre la situation des travailleurs étrangers qui vivent depuis plusieurs décennies en**

Allemagne sans poser de problèmes et le flot ininterrompu de demandeurs d'asile qui s'est levé depuis quelques années...

— Je fais la différence, car il faut faire la différence. Il y a effectivement des étrangers qui ont enrichi l'Allemagne en venant s'y installer, que ce soit dans les domaines culturel, artistique ou économique. Je parle en tant que vieux Munichois. Que serait la peinture à Munich sans **Kandinsky** et tant d'autres ? Que serait l'écriture et le théâtre sans **Ibsen** qui a résidé dans ma ville ? Ces étrangers sublimes et bien intégrés ne posent pas problème. Le problème c'est l'immigration plus ou moins camouflée de groupes démographiques qui sont des « réfugiés économiques » : ils sont une charge pour notre pays. Et si nous avons eu le devoir d'en accueillir quelques-uns, notre capacité d'absorption a désormais atteint sa limite.

— **Daniel Cohn-Bendit, celui que les Français de droite surnommaient en 1968 Dany-le-Rouge, a manifesté récemment son opposition radicale à toute immigration incontrôlée, car cela mettrait en danger le rêve d'une véritable société multi-culturelle. Qu'en pensez-vous ?**

— En disant cela, **Daniel Cohn-Bendit** prouve qu'il est un homme intelligent, porteur en lui de plusieurs cultures : la française, l'allemande, la juive. Il a raison : son opinion sur l'immigration incontrôlée est absolument juste. Son attitude en ce domaine est « républicaine ».

(Interview issu de l'hebdomadaire *Junge Freiheit*, n° 14/1994 ; propos recueillis par **Dieter Stein** et **Roland Wehl** ; trad. franç. : **R. Steuckers** ; adresse : *Junge Freiheit*, Postfach 60 14 51, D-14.414 Postdam ; abonnement un an : 169 DM).

Le Barnum néo-nazi...

Outre les partis nationaux-démocratiques et républicains, que nous évoquons dans ces colonnes, la scène politique allemande compte encore, d'après les fiches de la Sûreté, reprises récemment dans l'hebdomadaire *Focus* (n°5/1994), un cinquième parti qui mérite, lui, le qualificatif de « néo-nazi » : la *Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei* (FAP ; Parti Libre des Travailleurs Allemands), dirigé par **Friedhelm Busse**. Il compte environ 220 membres et se fait remarquer par des défilés martiaux et des actions militantes.

Fin 1992, trois organisations qualifiées de « néo-nazies » ont été interdites par décision judiciaire. Il s'agit : 1) de la *Deutsche Alternative* (DA) de **Frank Hübner**, basée essentiellement dans les nouveaux *Länder* de l'ancienne RDA (Saxe, Brandebourg). Ce mouvement aurait compté 350 membres ; 2) du *Nationalistische Front* (NF) de **Meinolf Schönborn** (130 membres) ; 3) de la *Nationale Offensive* (NO) de **Michael Swierczek**, qui entendait se spécialiser dans la constitution de « structures autonomes ».

Au-dessus de ce microcosme éparpillé par les interdictions et les surveillances policières, se place une organisation-parapluie, la *Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front* (GdNF ; Communauté de Conviction du Nouveau Front), appelée à chapeauter les activités des mouvements ultra-radicaux, militants et marginaux. Elle est dirigée par **Christian Worch**. Celui-ci est par ailleurs le dirigeant d'un minuscule parti à Hambourg, la *Nationale Liste* (NL), qui n'aurait que 30 membres, issus des groupes de partisans de **Michael Kühnen**, décédé en 1991. La scène extrémiste allemande compte encore un groupe dénommé *Deutsches Hessen* (DH ; Hesse allemande), animé par **Heinz Reisz** (60 membres), un *Förderwerk Mitteldeutsche Jugend* (FMJ ; Œuvre de Promotion de la Jeunesse d'Allemagne Centrale), dirigé par **Andreas Pohl** (une centaine de membres, principalement dans le Brandebourg).

La Sûreté signale également deux autres organisations : la *Wiking Jugend* de **Wolfgang Nahrath** (WJ ; 400 membres), qui n'a toutefois aucune activité politique. Il s'agit d'un mouvement de jeunesse dont le style rappelle les années 30. Enfin, le groupe *Wotans Volk* (WV « Peuple de Wotan »), sous la houlette d'**Arnulf Priem**, qui se veut « un groupe de sport de défense » et se revendique d'un néo-paganisme honorant le dieu germanique Wotan, que l'on retrouve également dans la trilogie de **Wagner**. Ce groupe compterait 40 membres.

Tous fichés

Ces groupuscules sont insignifiants, et comptent énormément de psychopathes dans leurs rangs. Tous sont fichés. Ils existent pour servir d'épouvantail, pour freiner l'avance des partis challengeurs sérieux pour entretenir la psychose du néo-nazisme dans les médias, pour permettre aux journalistes de fabriquer de beaux reportages avec des trognes de tueurs (comme dans les films !), crânes rasés, beuglements sinistres, etc. Bref, de l'« information objective ». Effectivement d'après les chiffres de la Sûreté, que nous avons reproduits ici, les forces militaires effectives du néo-nazisme allemand s'élèvent à... 450 individus sur 80 millions d'habitants. Plus 400 petits scouts. Les 63 membres des trois partis extrémistes interdits en 1992 se sont fondus dans les 450 qui restent, les autres se sont dispersés dans la nature. Bref, de quoi former à peine deux compagnies plus ou moins aguerries (quand on a enlevé les ivrognes, les vieillards gâteux, les handicapés qui rêvent d'être beaux et forts, etc.). Comme les chiffres de la Sûreté allemande sont généralement très justes, le monde n'a plus qu'à trembler devant cette redoutable phalange de gugusses qu'on voit arriver de loin.

Tant ils sont typés.

Au temps de la République de Weimar

Rouges bruns et bruns rouges

Tentations, passerelles et impasses

Une récente campagne médiatique, qui montre surtout la malveillance et de la nullité de la plupart des journalistes dénonciateurs, a prétendu révéler un gigantesque complot international, né de la conjonction des pseudo-fascistes et des paléo-communistes. Finalement, la montagne a accouché d'une souris, et même pas d'un rat noir.

Ce tapage est l'occasion de se demander, d'un point de vue strictement historique, ce qu'il en fut, durant la République de Weimar, de quelques collusions entre les nationalistes et les bolchéviks.

Dans un premier temps entre les Blancs et les Rouges, puis entre les Rouges et les Bruns, c'est-à-dire les nationaux-socialistes qui, comme leur nom l'indique, n'étaient certes pas des nationaux tels, à l'époque, les Croix de Feu du colonel **de La Rocque**, ancêtres de toutes les droites bourgeoises, destinées à fournir les gros bataillons du pétainisme puis du gaullisme de ce côté du Rhin.

Les Blancs d'abord. Blancs dans le sens d'une réaction primaire, viscérale, contre le communisme, génératrice d'une véri-

table guerre civile. Ce fut le cas des volontaires des *Freikorps*, les corps-francs.

La destinée de quelques-uns de leurs chefs ne fut certes pas celle qu'imaginent les observateurs pressés.

Ainsi **Beppo Römer**. Ce capitaine du style condotierre, fonde à Munich, après la reprise de la capitale bavaroise, tombée quelques mois auparavant au pouvoir de la République des Conseils — c'est-à-dire des Soviets —, une association plus ou moins clandestine.

Avec un ami, le capitaine **Ernst Röhm**, un ancien de Verdun et du corps-franc **von Epp**, il donne à ce petit groupe le nom d'*Eiserne Faust*, ou « Poing de Fer ». C'est une ligue paramilitaire classique, que l'on peut qualifier d'extrême droite. Les deux officiers en mal de complot propulsent sur le devant de la scène politique un caporal d'origine autrichienne qui révèle vite de sérieux dons d'agitateur. Il se nomme **Adolf Hitler**. On connaît la suite.

Ce que l'on connaît moins, c'est le destin de Römer : l'ex-capitaine est ensuite recruté par le KPD, le Parti communiste allemand !

Ce même KPD, au temps de l'occupation française de la Ruhr, soutiendra les actions de résistance d'un **Schlageter**, nationaliste intransigeant, qui devait finir fusillé par les troupes d'occupation.

Tandis que les corps-francs avaient noyé dans le sang toutes les tentatives d'insurrection spartakistes, quelques hauts responsables de la petite Reichswehr de cent mille hommes, sans avions et sans blindés, prenaient langue avec leurs collègues de l'Armée rouge. Leur but : permettre l'entraînement clandestin de militaires allemands comme spécialistes d'un armement interdit par les Alliés.

Ce n'était là, pour les Russes, que rendre la politesse à ceux qui avaient permis à Lénine et à quelques-uns de ses compagnons de traverser l'Allemagne impériale dans un wagon plombé pour abattre le pouvoir tsariste.

Pangermanisme et panslavisme

Il a toujours existé en Allemagne une *Ostpolitik* qui fait du rapprochement avec la Russie une nécessité absolue pour une Europe centrale menacée par l'Occident. Cette démarche dépasse largement les rapports conflictuels des Blancs et des Rouges. Le communisme n'y a que peu de part, même si l'ancienne Guépéou tirait les ficelles. Il s'agissait avant tout d'une alliance objective entre les nationalistes allemands et les nationalistes grand-russes. Pangermanisme et panslavisme peuvent parfois marcher du même pas, dans un grand bruit de bottes. Il leur suffit seulement de se trouver un ennemi commun.

En ce temps des lendemains de la Grande Guerre, celui-ci se nommait tout simplement le capitalisme américain, c'est-à-dire l'adversaire intrinsèque du monde européen, relayé sur le continent — ou sur ses franges — par le libéralisme britannique et le chauvinisme français.

La montée en puissance du national-socialisme, à la fin des années vingt, va provoquer d'autres rapprochements entre des hommes que tout semblait devoir séparer, et d'abord le sang d'une véritable guerre civile en 1919. Ainsi le sous-lieutenant



*Drapeaux et tambours :
un défilé, un de plus...*



Ernest Röhm (à gauche) chef des sections d'assaut du parti nazi, liquidé lors de la nuit des longs couteaux.

Scheringer se trouve en prison en 1930 pour avoir créé une cellule nationale-socialiste parmi ses camarades de la garnison d'Ulm. Il sera défendu beaucoup plus par le KPD que par le NSDAP hitlérien, lequel montre un évident désir de légalisme pour tenter de séduire les masses bourgeoises.

Scheringer va alors passer du national-socialisme au communisme. Il sera emprisonné après la prise du pouvoir par ses ex-camarades, mais bénéficiera de la protection de son ancien complice, le sous-lieutenant **Ludin**, promu, lui, *Obergruppenführer* de la SA, grade équivalent à celui de général de corps d'armée dans la milice brune. Scheringer deviendra alors paysan, avant d'être mobilisé pendant la guerre comme officier d'artillerie et envoyé sur le front de Pologne. On le reverra après la défaite de son pays comme militant communiste.

Au moment de l'affaire Scheringer, un groupe de sept officiers de la *Reichswehr* signe un manifeste déclarant leur ralliement au bolchévisme. Parmi eux, le comte **Alexander Stenock-Fermont**, authentique aristocrate et ancien des corps-francs du *Baltikum*.

Un itinéraire assez parallèle est celui de l'écrivain **Bodo Uhse**, ancien du corps-francs munichois *Oberland*, véritable pépinière de nazis, dont le célèbre **Sepp Dietrich**, futur général d'armée de la *Waffen SS*. Il adhère parmi les premiers au parti national-socialiste, passe au mouvement paysan, puis rejoint le Parti communiste. Il émigre en 1933, mais réapparaît en 1945, plus communiste que jamais.

Le mouvement paysan, particulièrement actif et violent dans le Schleswig-Holstein, va favoriser de tels passages du blanc au rouge. Ainsi **Bruno von Salomon**. Son frère, le romancier **Ernst von Salomon**, évoquera d'ailleurs un tel itinéraire dans

Les frères Strasser ou la gauche des nazis

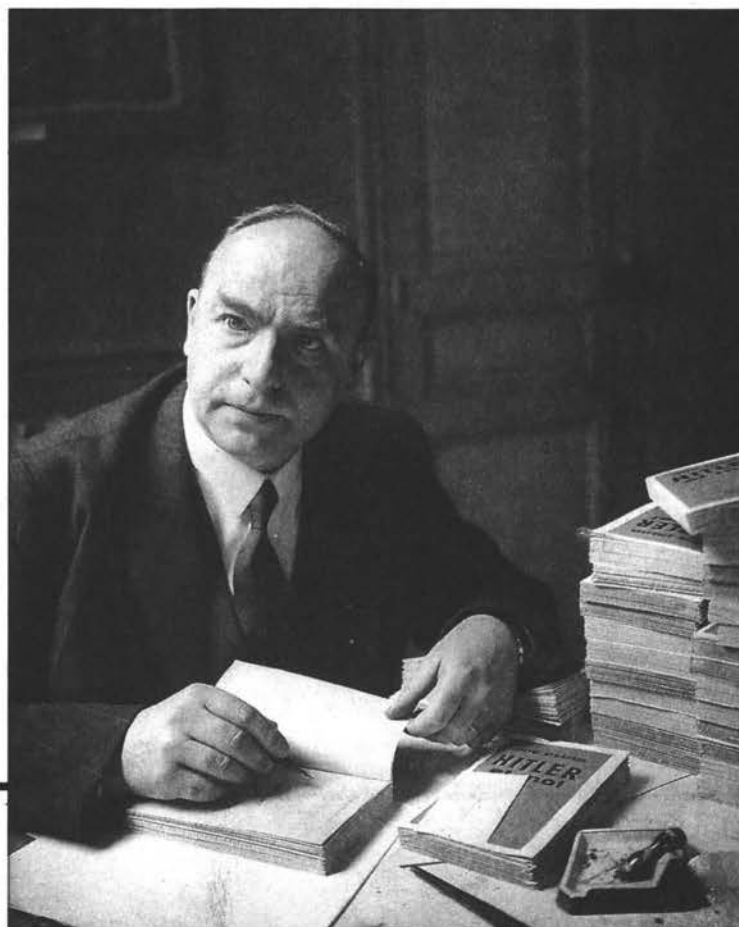
A l'intérieur du parti national-socialiste (NSDAP), les frères **Strasser** (**Otto** et **Gregor**) furent à la tête de l'aile gauche de ce parti.

Il en résulta des luttes de tendances acharnées, aggravées en outre, ce qui est inévitable, par le choc des ambitions humaines.

Réfugié à l'Ouest, Otto Strasser publia un livre de souvenirs intitulé *Hitler et moi*, édité chez Grasset, en février 1940. Nous en extrayons quelques passages destinés à montrer les divergences, très oubliées aujourd'hui, qui ont pu se manifester à l'intérieur du NSDAP.

Au début de son ouvrage, Otto Strasser raconte sa première entrevue avec Hitler, accompagné par le célèbre général **Ludendorff**. La rencontre a eu lieu le 1er octobre 1920, au domicile de son frère Gregor, son aîné en Basse-Bavière. Six mois plus tôt a éclaté à Berlin le putsch de **Kap** Otto Strasser, à cette occasion, a défendu les armes à la main le régime de Weimar contre la brigade du célèbre capitaine **Erhardt**, d'où sortirent des terroristes à la **Von Salomon**, qui lutteront plus tard contre l'occupation de la Ruhr par les troupes françaises.

Otto Strasser, ou la garde du parti des nazis





Gregor Strasser liquidé comme Röhm.

Pour donner une idée du climat de cette rencontre, nous citerons le passage suivant :

« Brusquement, il [Hitler] m'attaqua de front :

— Je ne comprends pas, monsieur Strasser, qu'un ancien officier de votre trempe et de votre loyauté ait pu commander les « centuries rouges », lors du putsch de Kapp, au mois de mars.

Il devait avoir appris l'histoire par mon frère, et tenait enfin son sujet.

— Mes centuries rouges, monsieur Hitler, soutenaient le gouvernement égal. Ce n'étaient pas des rebelles, comme vous semblez l'insinuer, mais bel et bien des patriotes qui essayaient de mater les hommes révoltés de quelques généraux réactionnaires.

Hitler riposte que le putsch contre Weimar, pour lui, c'était le gouvernement de Versailles (celui qui avait accepté le Traité). »

Par la suite, Otto, dans le sillage de son frère, adhère au parti nazi en 1925. Avec Gregor, il publie une sorte de lettre confidentielle, réservée aux fonctionnaires du parti, *Les lettres national-socialistes* (dirigées à l'époque par un certain Joseph Goebbels). Ils établissent aussi un programme économique « dirigé aussi bien contre le marxisme que contre le capitalisme ». Le programme prévoit aussi un Etat fédéraliste, la nationalisation de l'industrie lourde, une fédération européenne.

Les choses ne tardent pas à se gâter. Les frères Strasser tiennent à Hanovre un congrès de la Fédération du Nord, qui soutient, « à la grande honte de Hitler », ce programme « gauchiste ». Lequel prévoit en particulier l'expropriation d'aristocrates allemands, et qui s'oppose aux 25 points du NSDAP.

Dans ses *Mémoires*, Otto Strasser accuse Hitler d'avoir, dès cette époque, pactisé avec les capitalistes.

Cette crise entraîne la démission d'Otto. Goebbels a rallié le « Führer » et est accusé, de ce fait, par l'auteur, d'être un « traître ». Gregor reste, mais continue à maintenir à l'intérieur du parti une ligne de gauche, en agissant en liaison avec les SA, auxquelles vont s'opposer les SS, Goering, Schacht, Himmler, etc.

L'issue de cette crise, c'est la « Nuit des longs couteaux », en juin 1934, avec la liquidation de Röhm, celle de Gregor et de nombre de leurs compagnons.

Valterus

Bibliographie

— Otto Strasser, *Hitler et moi* — Grasset.

— Ernst von Salomon, *Les Réprouvés* — Plon. *Le Questionnaire* — Gallimard.

— Lorrain Noël Kemski, *Les longs couteaux*. — Gallimard.

un de ses meilleurs livres, *Die Stadt* (La Ville), où il décrit, sous le nom d'Ive, un activiste : après avoir milité chez les ruraux en colère et porté la chemise brune des sections d'assaut, celui-ci trouve la mort dans une bagarre de rue opposant les militants communistes, avec lesquels il se trouve, et les forces de police, représentant la défense d'un ordre bourgeois qu'il abomine.

Nazis : l'aile droite et l'aile gauche

Le Parti national-socialiste possède, bien entendu, une aile droite et une aile gauche. A la tête de la première : **Hermann Göring**, ancien as de l'aviation en 14-18 mais surtout homme de la liaison avec les milieux industriels et financiers, au nom d'un nationalisme revanchard. A la tête de la seconde : **Gregor Strasser**. Son frère **Otto** a déjà quitté Hitler pour fonder un parti concurrent du NSDAP, le *Schwarze Front*, ou Front Noir. Gregor reste dans le Parti, mais il y est de plus en plus marginalisé. Il s'oppose à l'alliance avec les éléments réactionnaires qui permettra cependant, le 30 janvier 1933, la prise du pouvoir.

Gregor Strasser, le plus rouge de tous les bruns, sera assassiné le 30 juin 1934, en même temps qu'Ernst Röhm, chef d'état-major de la SA, à qui l'on prête des tendances prolétariennes, mais qui reste plutôt attaché à une conception soldatesque et parfois corrompue de la politique.

Se trouver à la tête de trois millions de SA avait de quoi troubler un agitateur qui n'avait jamais dépassé, dans l'armée régulière, un grade d'officier subalterne.

On a présenté Röhm comme un « gauchiste ». Ses fonctions dans l'Armée brune le désignaient même comme une sorte de Trotski. Mais la situation, depuis que le vieux maréchal **Hindenburg** avait appelé le Führer du NSDAP à la Chancellerie du Reich, était fondamentalement différente de celle de l'URSS.

S'il avait existé, jusqu'à la fin de 1932, un mouvement de quelques Bruns vers les Rouges, mouvement limité d'ailleurs à des cas individuels et finalement peu significatifs, il y eut, par contre, un véritable raz-de-marée des Rouges vers les Bruns au cours de l'année 1933. **Des sections entières de militants du Front Rouge passent alors à la SA.** Ces bagarreurs se souviennent qu'ils ont naguère participé, avec les nationaux-socialistes, à la fameuse grève des tramways qui a paralysé Berlin et montré une menaçante conjonction des éléments extrémistes.

On va appeler ces ralliés des « beefsteacks » : bruns à l'extérieur et rouges à l'intérieur...

Adolf Hitler lui-même s'expliquera très clairement sur ce phénomène, alors qu'il est arrivé au pouvoir grâce à l'alliance avec les éléments nationaux, conservateurs et même réactionnaires :

« Il y a plus de choses qui nous lient au communisme que de choses qui nous en séparent, dit-il un jour à **Hermann Rauschning**. Il y a par-dessus tout le sentiment révolutionnaire. J'en ai toujours tenu compte et j'ai donné des ordres pour que les anciens communistes soient admis au Parti aussitôt. Le social-démocrate et le syndicaliste petit-bourgeois ne sera jamais national-socialiste, mais le communiste le sera toujours. »

Ernst Niekisch, national-bolchévik

Il est des hommes qui pourtant ne furent jamais nationaux-socialistes, ni non plus jamais communistes, et qui revendiquèrent pour seule étiquette politique celle de nationaux-bolchéviks.

Même si les écrits de certains d'entre eux, tels qu'ils s'expriment dans la revue *Widerstand* (« Résistance »), ne manquent pas d'intérêt, ils n'en sont pas moins des « ratés de l'Histoire », totalement incapables d'exercer la moindre influence politique

réelle. Ce sont des intellectuels sans militants, coincés entre les deux grandes forces antagonistes des Bruns et des Rouges.

Le plus connu est **Ernst Niekisch**, dont on a publié assez récemment en langue française un choix de textes. (1)

Ernst Niekisch qui se voulait, avant tout, un « Prussien » était né sur les marches de l'empire wilhelmien en 1889, en Silésie, la même année que son futur ennemi Adolf Hitler.

Il n'a pas connu l'épreuve du front. Son service militaire pendant la Grande Guerre est plus que modeste : il la terminera comme adjudant et gardien d'un camp de prisonniers russes.

Il va rejoindre très tôt les rangs des révolutionnaires après la défaite de son pays. Il participe aux activités d'un conseil d'ouvriers et de soldats en Bavière, mais il ne va pas être impliqué dans la révolution rouge, car il quitte Munich pour Berlin avant l'instauration de la sanglante République des Conseils.

Il reste farouchement « de gauche ». Il considère cependant qu'il faut libérer non seulement une classe sociale, mais aussi l'Allemagne toute entière, devenue à ses yeux une nation « prolétaire » depuis la victoire des Alliés et le « Diktat » de Versailles.

La seule solution est donc, pour lui, une alliance avec la Russie, autre nation prolétaire. Il se sent d'autre part Allemand du Nord, très opposé à toute imitation du fascisme à la romaine. Le national-socialisme est pour lui un mouvement méridional et il serait même tenté de dire catholique.

Il défend l'idée d'une Allemagne des travailleurs et entreprend une lutte à mort contre tout ce qui lui semble libéral et « occidental », à commencer par le national-socialisme, qu'il considère comme un mouvement idéologiquement modéré, malgré un activisme forcené et une violence génératrice de conflits.

Niekisch fonde donc la revue *Widerstand* et va essayer de toucher des intellectuels avant de réunir des militants. **Ernst Jünger** va se montrer un moment sensible à ses thèses. Mais il n'a guère de succès et ne peut déboucher sur l'action de masse dont il rêve, face aux nationalistes et aux communistes, frères ennemis chez qui il va pêcher quelques-unes de ses idées, sans parvenir à leur arracher des militants.

On dit que les cercles organisés autour de la revue et du « courant national-bolchévik » regroupent tout au plus cinquante adhérents et cinq mille sympathisants.

C'est infime par rapport aux masses gagnées par le NSDAP ou le KPD.

Curieusement, les nationaux-socialistes, en prenant le pouvoir le 30 janvier 1933, n'interdisent pas tout de suite la revue *Widerstand*. Ils attendront pour cela la fin de l'année 1934. Les ennemis de Niekisch au sein du parti ne cessent pourtant de le dénoncer, car ils sentent qu'il peut avoir une certaine influence sur leur aile gauche, et notamment sur des hommes comme **Joseph Goebbels** ou **Gregor Strasser**. Mais la dynamique de la prise du pouvoir et de la mise au pas de la nation emporte tout.

Niekisch ne représente rien, même si ses prophéties annonçant une inéluctable catastrophe ne sont pas sans quelque prémonition.

Il sera arrêté en mars 1937, après avoir accompli plusieurs voyages à l'étranger, sans jamais songer à s'exiler hors d'une patrie qu'il ne veut pas quitter. Au début de l'année 1939, il est condamné à la prison à vie et détenu dans une cellule de Brandenburg-sur-l'Oder. Il sera libéré par l'Armée rouge en avril 1945.

Il tentera vainement de refaire surface en RDA comme en RFA, mais ses idées n'ont aucune chance de trouver un public tant dans l'Allemagne ralliée aux Américains que dans celle occupée par les Soviétiques. A la fois « nationaliste » et « bolchévik », il fait figure d'original, si ce n'est de farfelu.

Il meurt le 23 mai 1967, sans rien avoir renié de sa démarche intellectuelle et sans se douter qu'elle pourrait un jour avoir une postérité singulière. Mais correspondrait-elle à ses vœux ?

Jean MABIRE

(1) Ernst Niekisch : *Hitler, une fatalité allemande et autres écrits nationaux-bolchéviks*, textes choisis et préfacés par Alain de Benoist, 318 pages, collection « Révolution conservatrice », édition Pardès, 1991.



Ernst Jünger un moment tenté par les thèses de Niekisch.

Le « national-communisme » à la française

Le terme de « national-communisme » a été utilisé avant la guerre pour un petit parti qui devait devenir par la suite le premier mouvement collaborationniste à se manifester en zone occupée en août 1940.

Son fondateur venait de la gauche — encore un ! Non de la gauche extrême, socialiste ou communiste, mais de la gauche radicale.

Pierre Clémenti, né en 1910, d'origine corse, aurait d'abord été ouvrier métallurgiste avant de devenir journaliste sportif à *La République*, le quotidien radical-socialiste que dirige **Emile Roche**.

Au lendemain du 6 février 1934, le jeune chroniqueur, très frappé par la conjonction des émeutes d'extrême droite du 6 février et de celles d'extrême gauche du 9 février, contre ce que **Drieu La Rochelle** appelle « le radicalisme corrupteur », décide de rompre totalement avec le parti pour lequel il travaille.

A-t-il entendu chanter en même temps *La Marseillaise* et *L'Internationale* sur la place de la Concorde, comme le racontera Drieu ?

Il fonde un groupuscule extrémiste, auquel il donne le nom, volontairement provocateur de Parti français national-communiste ou PFNC. Il prend alors pour bras droit **Maurice Maurer**, qui rejoindra le Parti franciste pendant l'Occupation et sera tué accidentellement en 1944, après avoir été le théoricien le plus antisémite du mouvement de **Marcel Bucard**.

Clémenti fonde un journal qui n'aura qu'une parution irrégulière et lui donne pour titre *Le Pays Libre*. Parmi ceux qui écrivent dans cet organe, l'historien **Henry Coston** cite le futur général **Guillaume de Bénouville**, héros de la Résistance...

« National-communisme », le rapprochement des deux termes est audacieux, mais il indique surtout une volonté de décalque du terme allemand de « national-socialisme », avec un peu de surenchère. Il ne s'agit en rien, comme ce sera, deux ans plus tard, le

cas avec **Jacques Doriot**, de la dissidence « nationale » de certains éléments du Parti communiste français. Clémenti, à vingt-quatre ans, prétend faire du neuf. Il n'a pas de racines politiques françaises réelles, ni à droite ni à gauche, si ce n'est le souvenir d'**Edouard Drumont** et des antisémites de *La Libre Parole*. Son modèle, il va le chercher outre-Rhin et il assiste, ébloui, à un des congrès de Nuremberg.

La violence de ses articles classe Clémenti et ses quelques partisans au rang d'énergumènes. Il parvient à dépasser en provocation verbale les Francistes mussoliniens de Bucard ou les militants du Front Franc de **Boissel**, ouvertement racistes pourtant.

Le Pays Libre ne paraît qu'irrégulièrement et le PFNC n'est qu'un groupuscule.

On verra Clémenti ressurgir à Paris au mois d'août 1940. Il s'installe au 28 de l'avenue des Champs-Élysées, en compagnie de deux « filiales » : le Jeune Front et les Gardes françaises. Le PFNC refait surface à la faveur de l'Occupation. Mais les Allemands trouvent sans doute le terme « national-communisme » trop équivoque et c'est finalement celui de « national-collectivisme » que va adopter Clémenti, en conservant les initiales d'avant-guerre.

Le chef du PFNC s'engage dans la LVF et rejoindra la Légion sur le front russe, où il servira comme aspirant au 2^e bataillon, avant de regagner Lyon, où s'est replié en 1941 *Le Pays Libre*. Ceux qui se réclament alors de l'ancienne mouvance « nationale-communiste » d'avant 1939 ne sont qu'une poignée d'activistes, totalement surclassés par les PPF, les RNP, les Francistes et bientôt les miliciens !

Pierre Clémenti est mort en 1982, après avoir animé, dès sa sortie de prison, après la guerre, des petits mouvements et journaux néo-fascistes, d'inspiration très antisémite.

Henri Landemer

Des nazis convertis au communisme...

L'histoire officielle occulte, et on le comprendra facilement, le fait que d'anciens nazis aient rejoint le PC est-allemand, et que ces derniers aient apporté une forte contribution à l'établissement d'un régime et moscoutaire, sur une large partie de l'Allemagne.

● Dans un premier temps, la proposition fut faite à **Rudolf Hess**, le dauphin désigné de **Hitler**, de venir aider à la construction du socialisme en RDA, il refusa et mourra à la prison de Spandau.

Ancien commissaire du Reich dans le premier gouvernement Hitler, et condamné à la suite de malversations, **Günther Gereke** fut ministre de l'Intérieur en Basse-Saxe (zone britannique) de 1945 à 1952. C'est à partir de 1952 qu'il passe en zone soviétique, il entre alors au Présidium de la « coalition des partis bourgeois ». Les Soviétiques se servent de lui comme ancienne figure du national-socialisme, ce, afin de donner une légitimité au nouveau pouvoir en RDA. Les Soviétiques le décoreront de l'Ordre du mérite patriotique de RDA en 1963.

Ernst Melsheimer. Né en 1897, il entre au parti nazi en 1935. En 1952, il devient membre de l'Académie des sciences de RDA. Peu après, il est nommé procureur général et accusateur public de la Haute Cour politique de RDA. A ce titre, il sera condamner à mort huit cents personnes et dix-neuf à la prison à vie. Il se suicidera en 1960.

Heinz Eichler. Né en 1927, il rejoint le parti nazi le 20 avril 1944 (matricule 9 983 126). On le retrouve en 1953 secrétaire du bureau du Conseil des ministres et de la Chambre du peuple, avant de finir comme secrétaire de la présidence de la République et adjoint personnel de **Walter Ulbricht** en novembre 1971.

Vincenz Mueller. Nommé par Hitler général, en 1945, il est, à ce titre décoré de la Croix de chevalier. Il commanda le 2^e corps d'armée et fut commandant adjoint de la 4^e Armée. En 1944, il capitulera à Minsk. Il est libéré par les Soviétiques en 1948, et devient secrétaire général, puis vice-président du parti néo-nazi de RDA (NDPD). En 1953, Vincenz Mueller est com-

mandant en chef de la police populaire et chef d'état-major de la « police populaire encasernée » (futur noyau de l'armée est-allemande). Mueller devient vice-ministre de l'Intérieur avant de mourir en tombant de sa fenêtre le 2 mai 1961.

Quant à **Siegfried Dallman**, il devient membre du parti en 1934 (matricule 2 910 766). Il sera l'un des responsables des étudiants nazis de Thuringe jusqu'en 1938. De 1950 à 1952, on le retrouve ministre des Finances de la province est-allemande de Brandebourg. En 1967, il sera président du groupe du parti néo-nazi est-allemand (NDPD) à la Chambre du peuple de RDA. A partir de 1972, il a siégé au présidium de la Fédération de la culture socialiste de RDA.

Karl Kurt Hampe, lui, est né en 1911. Il sera chef du parti nazi à Goerlitz de 1931 à 1934, date à laquelle il est nommé à la direction nazie de la Saxe pour « services rendus au cours de la déjudéisation de la presse allemande ». A partir de 1940, c'est lui qui dirigera le service de presse des SA. En 1952, on le retrouve au collectif de rédaction des *Dernières nouvelles de Thuringe*. Jusqu'à sa disparition, en 1975, il dirigera le journal du parti néo-nationaliste officiel de la RDA (le NDPD).

La liste est loin d'être close de ces mauvais nationalistes devenus bons communistes, cependant nous ne résistons pas à vous livrer une des meilleures « bio » que nous ayons retrouvée. Il s'agit de celle d'**Arno von Lenski**, qui sera juge honoraire au tribunal du peuple des nazis de 1939 à 1942. C'est à ce titre qu'il a participé à vingt condamnations à mort. En 1949, on le retrouvera membre du NDPD, en RDA, il en sera même vice-président à Berlin-Est. En 1952, il devient membre du présidium central de la société d'amitié germano-soviétique. Entre 1952 et 1956, il sera général de la police populaire de RDA. Notre brave homme était titulaire de plusieurs médailles dont celle « des combattants contre le fascisme de 1933 à 1945 ».

Un drôle de passage de l'histoire soigneusement gardé sous silence.

Xavier CHENESEAU

A Paris Les Bruns, les Rouges et le petit homme vert

Beaucoup de bruit pour vraiment pas grand-chose.

● L'affaire débute le 14 mai 1992, quand la revue *Éléments* organise un débat entre **Jean-Marie Domenach**, ex-rédacteur en chef de la revue *Esprit*, **Marc Cohen**, membre des Jeunesses communistes et rédacteur à *L'Idiot International* de **Jean-Edern Hallier** et **Alain de Benoist**, directeur de *Krisis*.

Dans la salle, il y a un petit homme tout vêtu de vert, « tout en rondeurs et très parfumé, très BCBG... Pendant toute la soirée, il a pris force notes, avec beaucoup de virtuosité avec une petite écriture nerveuse et saccadée, poussant de temps à autre de petites exclamations ». C'est en ces termes que **Robert Steuckers**, qui assiste au débat, décrit **Olivier Biffaud**, correspondant du *Monde*. (1)

De cette rencontre, Biffaud, dans un numéro du 26 juin 1993, fera toute une histoire, co-signée par **Edwy Plenel**. **René Monzat** (pseudonyme de **René Scherrer**), auteur d'un livre, *Les droites extrêmes et radicales*, prendra le relais quelques jours plus tard, reprochant notamment à Alain de

Benoist d'avoir chez lui des candélabres imités d'un modèle préhistorique, modèle qu'affectionnaient, paraît-il, **Himmler** et de hauts dignitaires SS.

Crime, on en conviendra, infiniment plus grave que de violer et de massacrer deux fillettes, comme l'honorable pédophile **Van Geloven**.

La campagne se développe. Elle provoque les foudres de **Georges Marchais** contre les camarades déviationnistes. Jean-Edern Hallier, directeur de *L'Idiot International*, qui a de sérieux ennuis financiers dus aux poursuites du très honnête **Tapie**, prend peur à son tour. Marc Cohen et un autre rédacteur, coupables des mêmes forfaits, sont virés de *L'Idiot*. (2)

C'est cela la liberté de discussion dans la France des « intellos », en 1993. Et cela continue en 1994.

(1) *Vouloir*, juillet-septembre 1993.

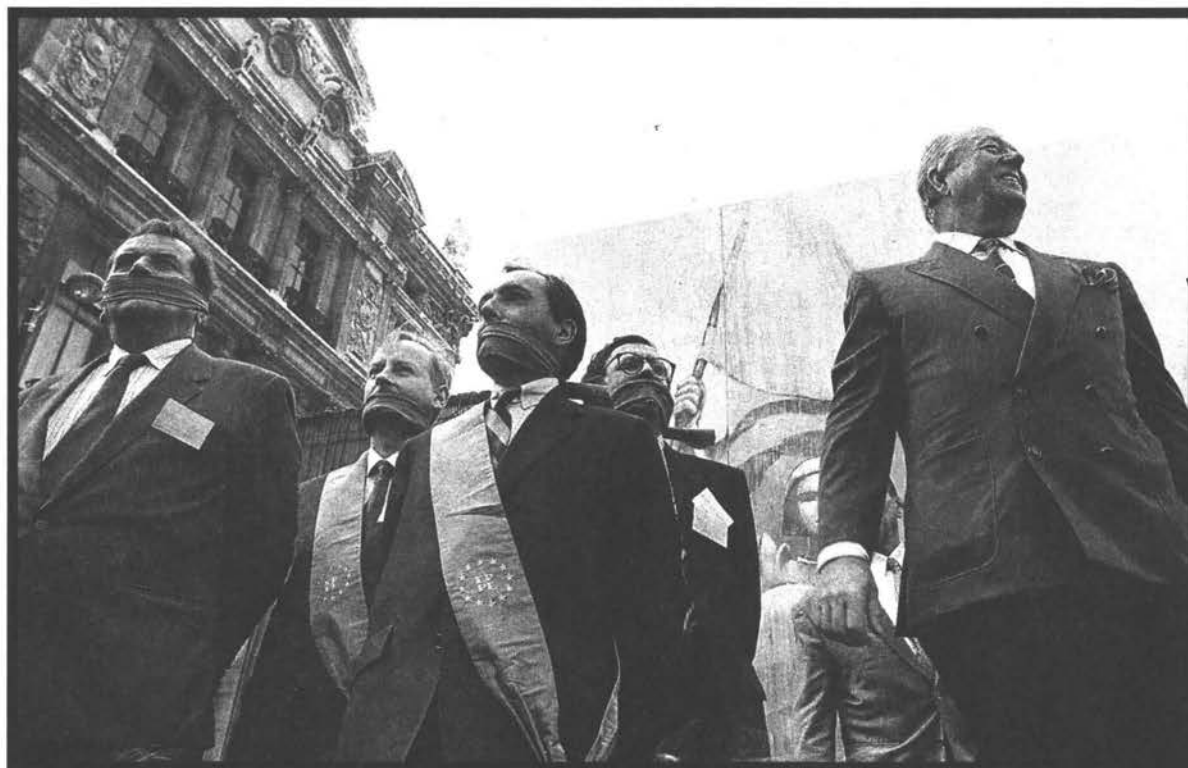
(2) Selon certaines sources, **Pierre Joxe** et son frère **Alain** auraient été à l'origine de la campagne du *Monde*. Nous ne donnons cette information que sous toute réserve.



Alain de Benoist.



Le Front national Avant les européennes



*Manifestation traditionnelle le 1er mai devant la statue de Jeanne d'Arc :
un baillon contre l'ostracisme.*

Le **Front national** est-il en déclin ? C'est ce qu'assurent instituts de sondages et médias. Pour les premiers, il n'a jamais été aussi isolé, « ghettoïsé ». Pour les seconds, les consultations électorales indiqueraient qu'il est en baisse.

Prenons le cas d'**Olivier Biffaud**. Celui qui, dans *Le Monde*, dirigé désormais par **Colombani**, est chargé de suivre les activités de « l'extrême droite », publie (n° du 4 février) des graphiques qui démontreraient — pourcentages à l'appui — le recul électoral du Front. M. Biffaud compare des consultations qui ne sont pas comparables : européennes, législatives (à la proportionnelle), législatives (à deux tours), régionales, présidentielles. Ajoutons-y les cantonales et les élections partielles.

Chacun de ces scrutins correspond à un certain type de course. Le Front n'est pas compétitif pour toutes. Les cantonales ou le scrutin à deux tours ne sont pas précisément sa tasse de thé, comme disait **Edith Cresson**. Il peut s'imposer à la proportionnelle. Au second tour, il est quasi inévitablement battu par la coalition constituée contre lui, comme on a pu le voir à Nice.

Bref, lorsque Biffaud tente de faire sa démonstration, c'est

un peu comme s'il demandait à un coureur d'obtenir d'aussi bons résultats sur 800 ou 1 500 mètres que sur 100 ou 200. Tout amateur de sport comprendra sans peine qu'un athlète est doué pour un certain type de distance, mais que, sur une autre, ses résultats ne peuvent être que médiocres.

Pour leur part, les instituts de sondages évoquent l'**isolement** du Front national. Cet isolement existe peut-être, mais on ne saurait oublier qu'il a été **fabriqué** :

1) Par le silence rigoureux des médias à l'égard de **Jean-Marie Le Pen** et des principaux dirigeants du Front. Silence qui contraste avec la **diabolisation** de la phase précédente. Il s'agit là d'une véritable **conjurat**ion médiatique qui contraste avec la publicité que les mêmes médias continuent d'octroyer au Parti communiste, par exemple, dans les émissions matinales d'**Ivan Levaï**, à *Europe 1*, ou dans un article de **Michèle Stouvenot** (*Le Journal du Dimanche* du 6 mars) consacré à la réception donnée par **Roland Leroy** quittant la direction de *L'Huma*. D'où il appert que ce dernier est vraiment un « Tovaritch » BCBG, adulé du Tout-Paris balladurien, à commencer par **Carignon**.

De toute façon, les directeurs des instituts de sondage

« Ne dites pas à ma mère que je suis parano »



Le docteur Bachelot en compagnie de Yann Piat, avant la réunion du bureau politique du Front National, le 6 septembre 1988.

● A qui mieux mieux, les médias ont souligné que Yann Piat avait rompu avec **Le Pen**.

La réalité : l'agent provocateur de cette rupture ne fut autre que le docteur **Bachelot**. A une séance houleuse du bureau politique, il interpella avec véhémence **Le Pen** et les autres dirigeants. Et quand il quitta l'immeuble de la rue du Général-Clergerie, où se déroulait la séance du BP, en tenant par la main Yann Piat, en présence des photographes et des cameramen qu'il avait convoqués, il prononça, comme le rappelle *Minute* (16 mars 1994), ces mots historiques :

— Viens ! Nous allons reconstruire le Parti !

Trois semaines plus tard, plus personne ne parlait de lui. Un peu plus tard, son nom fut vaguement évoqué dans le cadre d'une opération immobilière qui devait se faire dans le Sud-Ouest. Puis il sombra dans l'oubli.

Bachelot était un homme actif, énergique, dynamique, ambitieux. Je participais à la réunion du BP où il exécuta sa « sortie ». Il donnait l'impression d'être convaincu que l'ère **Le Pen** était terminée, et que l'heure Bachelot avait sonné au cadran de l'Histoire.

C'était évidemment absurde. Certes, **Le Pen** avait dû affronter les campagnes de « diabolisation » forcée qui avaient succédé à son « détail » et à son « Durafour crématoire ». En dépit de quoi, aux présidentielles, il avait fait le score remarquable de 14,39 %.

Il n'était donc pas près d'être dégommé.

X..., qui l'avait observé de près au Front, explique son comportement par la mégalomanie :

— C'était un fils à maman. Tout lui réussissait. Il avait l'argent, les filles, les succès. Il s'était cru invincible.

Sans doute a-t-il raison. Il faut quand même noter que c'est **Bachelot** qui va négocier avec **Pandraud** l'élection de Yann, du moins si l'on en croit ses dires. Manipulant Yann, n'était-il pas manipulé lui-même ? Question que l'on peut se poser mais à laquelle, faute d'éléments, il est impossible de répondre.

auraient intérêt à se rappeler la façon dont ils ont « gonflé » l'audience des écologistes, estimés avant les régionales à 17 % des suffrages, baudruche qui s'est piteusement dégonflée. Après ce « bide », ces mêmes directeurs n'ont jamais battu leur coulpe.

On voit par là le crédit qu'on peut leur accorder.

2) Par le **boycott** des candidats du Front au second tour. Ce boycott a fonctionné à fond, aux législatives de Nice, contre **Peyrat**. Il a rassemblé au second tour, dans une alliance contre nature, les voix RPR, UDF, socialistes, écologistes, MRG et communistes.

Test : les européennes

Le prochain scrutin, celui des européennes, scrutin proportionnel, permettra **seul** de tester, dans environ six semaines, la véritable audience du Front à l'égard de la population.

Dans cette perspective, le Front affronte deux concurrents essentiels :

— la liste de **Villiers**,

— la liste Chasse, Pêche, Nature et Tradition.

Personnellement, je pense que la liste de Villiers, avec la présence de **Jimmy Goldschmitt**, et surtout du petit-fils de **De Gaulle**, sans parler de celle, éventuelle, de **Marie-France Garraud**, enlèvera plus de voix à la droite du RPR qu'au Front national.

Chasse, Pêche, Nature et Tradition, qui a rassemblé, au cours de ses dernières manifestations, des foules considérables pourrait être un danger plus redoutable mais les deux premiers sondages qui attribuaient à cette liste, l'une à 2 % l'autre à 3 % ne lui sont pas très favorables..

Au-delà des européennes, le maintien de Jean-Marie **Le Pen** à la tête du Front et son score aux futures présidentielles constituent évidemment des questions capitales.

Après son échec à Nice, certains l'ont décrit comme fatigué. Ce ne sont là que des rumeurs, l'activité remarquable que déploie **Le Pen**, avant les cantonales, avec des déplacements incessants et de nombreuses conférences de presse, est un **fait** qui témoigne que « **Le Menhir** » n'est pas près de baisser les bras.

Quid, des présidentielles ? Il est vain, à ce propos, de se livrer à des pronostics. Nous ne sommes pas **Madame Soleil**.

Ces élections auront-elles lieu à la date prévue, c'est-à-dire au printemps 95 ? Ce n'est pas sûr. Le président du Front national semble croire dur comme fer à une dissolution de l'Assemblée nationale effectuée par **Mitterrand** à la fin de l'année 1994. Hypothèse qu'on ne peut écarter.

Si les présidentielles se déroulaient à la date prévue, tout pronostic est incertain tant que l'on ne sait pas s'il y aura un candidat unique de la Droite molle, ou si **Chirac** et **Balladur** seront en lice, sans parler de **Monory** et de **Barre**.

La seule chose qui paraisse probable, c'est que si **Le Pen** arrivait en tête au premier tour (à la faveur de la multiplicité des candidatures à droite), il verrait au second tour se former une coalition comparable à celle qui a provoqué à Nice l'échec de **Peyrat**.

Mais les choses se dérouleront-elles dans un climat politique ménageant le fonctionnement tranquille du système démocratique ? Rien n'est moins sûr.

Le Pen tire la sonnette d'alarme et prévoit l'effondrement du système.



Jean-Marie Le Pen et Jean-Pierre Stirbois.

Face à l'émeute ?

Cette perspective n'est nullement à écarter. Nous sommes entrés dans une phase de pré-guerre civile où l'agitation étudiante, stimulée par les agitateurs communistes, et surtout trotskistes, s'articule aux bandes des banlieues, et la France peut basculer dans un nouveau Mai-68.

Avec cette différence qu'en Mai-68, alors que je suivais, nuit après nuit — pour le compte de *Minute* — le développement de l'agitation, j'ai vu les colonnes de loubards, attirés par le tam-tam des radios, venir rejoindre les manifestants universitaires.

Ces loubards étaient des **Français**. Ils sont aujourd'hui, en grande majorité, des **immigrés**.

Dans cette perspective d'émeutes prolongées, de climat d'anarchie, de multiplication de désobéissances, voire de banditisme, présentés avec une extrême indulgence, voire avec complicité par les médias, encouragés par la propension balladurienne, véritablement stupéfiante, à battre en retraite dès qu'un **Rocard** ou un **Blondel**, ou n'importe quelle nénette de l'Education nationale, se mettent à tousser, le président du Front national peut-il apparaître comme un recours ?

Incontestablement, oui. Il en a en tout cas la dimension oratoire. Mais peut-être pas les qualités « organisationnelles » que possédait **Jean-Pierre Stirbois**.

Encore faut-il établir un parallèle avec des situations comparables, comme celles de la guerre d'Algérie, ou le climat de

Mai-68. Comparaisons qui ne lui sont pas automatiquement favorables.

Au moment de la guerre d'Algérie, les généraux avaient à leur disposition les troupes aguerries de la guerre d'Indochine, et des unités d'élite comme les « paras » qui combattaient les « fellouzes ». Ils ont stupidement gâché leurs chances. 1) En rappelant au pouvoir Charles de Gaulle. 2) En se révélant incapables d'exploiter rapidement en métropole le putsch qu'ils avaient déclenché à Alger. Or, en matière de guerre civile, il faut marquer des points très vite.

De son côté, Mon Général, quand, en Mai-68, il se débina de façon peu glorieuse en Allemagne avec Madame, fiston, mon gendre et les bijoux de famille, trouva sur place un homme énergique : **Massu**. Il put compter également, pour assurer son retour pacifique et mettre fin, somme toute sans gros problèmes, à l'émeute, sur la volonté du Parti communiste et surtout sur celle de l'Union soviétique, qui voulaient à toute force maintenir de Gaulle au pouvoir.

Les conditions sont aujourd'hui toutes différentes. L'Armée a à sa tête des généraux mis en place par les **Chevènement** et les **Joxe**, ou des gugusses à la **Morillon**, sorte de **Kouchner** à galons ; un ministre de la Défense nationale, nommé **Léotard**, ex-objecteur de conscience au Liban et déserteur après sa permission en France. Même dans les corps d'élite, il y a peu de chances pour que le niveau combattif soit le même qu'au temps de la guerre d'Algérie.

Quant aux unités chargées d'affronter les émeutiers, en particulier les CRS, elles obéissent aux ordres d'un **Pasqua**.

Il n'y a plus aucune raison, en cas d'un nouveau Mai-68, pour que les dirigeants du Kremlin interviennent en faveur du gouvernement français et stoppent les engagements éventuels du Parti communiste français.

Par contre, les agitateurs trotskistes ou « anars » peuvent évoluer comme des poissons dans l'eau.

D'autres facteurs sont à envisager. Quand Le Pen manifeste sa solidarité avec les pêcheurs — ce qui est logique —, il est à coup sûr épaulé par l'immense majorité des militants et des sympathisants du Front national.

Mais quand les manifestations de pêcheurs, à Rennes, sont relayées par des casseurs (dont certains sont peut-être des fils de pêcheurs qui font leurs études à l'Université) et que le Palais de Justice brûle, il y a de fortes chances qu'une large partie de l'électorat frontiste bascule du côté du rétablissement de l'ordre.

C'est-à-dire du côté de Pasqua.

Résumons les choses : c'est être lucide que de prévoir des chaos possibles. Mais la lucidité ne sert à rien si elle ne prévoit pas l'organisation de parades et de ripostes.

Roland GAUCHER

André Dufraisie, qui vient de mourir après une longue et cruelle maladie, était un militant d'une qualité exceptionnelle.

Dans sa jeunesse, il avait été formé à l'école du Parti communiste et de la CGT, puis du Parti populaire français dont les dirigeants étaient, pour la plupart, d'anciens communistes, comme Jacques Doriot. Des hommes hors pair qui s'appelaient Henri Barbé, Pierre Dutilleul, Emile Bougères, Paul Marion, Victor Arrighi, Victor Barthélémy.

Je me souviens d'André quand il dirigeait la région parisienne. Il s'efforçait d'inculquer aux cadres parisiens du Front les techniques de l'« Agit-Prop », des réunions publiques et des réunions de cellules — techniques qu'il avait apprises à l'école du PC.

Ce n'était pas toujours facile. Les militants nationalistes, qui venaient de l'Action française, du PSF ou du RPR, ou des milieux « catho-tradi », étaient souvent rétifs à ce genre de formation. Il y a parfois un tempérament, disons « d'extrême droite », qui se prête mal aux pratiques qui permettent de pénétrer les milieux populaires.

André, qui ne cherchait pas les honneurs, fut un modèle de constance et de fidélité. Rappelons que c'est lui qui créa et anima « Entreprise moderne et Libertés ».

A sa veuve, Martine Lehideux, toute l'équipe du *Crapouillot* présente ses condoléances émues.

R.G.

PUBLICITÉ

VOULOIR

Revue Culturelle Pluridisciplinaire

Directeur : Robert STEUCKERS

*Informations uniques ! Regards sur les débats politiques en Allemagne, en Italie, en Europe de l'Est. Interviews de personnalités politiques non-conformistes
Antidotes à profusion contre le prêt-à-penser !*

Dossier NATIONAL-COMMUNISME (50 FF; réponse à la campagne de presse de l'été 1993). Dossier « CELINE et ISRAEL » + Dossier « Liges Nord-Italiennes » (70 FF) Dossier JUDAICA (50 FF) - Dossier ISLAM (50 FF) Dossier BALKANS (60 FF) - Dossier JAPON (63 FF) Dossier CIORAN/GARDE de FER (50 FF) Dossier GEOPOLITIQUE (40 FF) - Dossier ECONOMIE (50 FF) Dossier POSMODERNITE (25 FF) Dossier PAYS CELTIQUES (30 FF) Dossier FUTURISME (45 FF) - Dossier ETATS-UNIS (35 FF) Dossier QUESTIONS ALLEMANDES

(35 FF) Dossier NIETZSCHE (50 FF) Robert STEUCKERS, *Discours et réponses* (brochure : 30 FF) Armin MOHLER, Thierry MUDRY, Robert STEUCKERS, *Généalogie du fascisme français* (livre : 40 FF) Charles MAURRAS, *Gaulois, Germains, Latins* (brochure : 40 FF) Julius EVOLA/Horia SIMA, *Forme et Conditions préalables de l'unité européenne* (brochure : 10 FF) Ernest SEILLIERE, *Les idées pangermanistes du Comte Keyserling* (brochures : 35 FF) François PORCHE, *Portrait de Gabriel d'Annunzio* (brochure : 10 FF).

**Notre adresse (sans autre mention) : EUROPA asbl, BP n° 55,
B-1190 FOREST 1 (Belgique)**

Paiement : chèques à l'ordre de Robert STEUCKERS,

**Pour les lecteurs du " Crapouillot " qui achèteraient l'un de
ces numéros, un numéro ancien gratuit !**

A PARAÎTRERoland GAUCHER

LES NATIONALISTES EN FRANCE

Le grand, l'immense phénomène qui succède à la dislocation du régime soviétique, c'est **l'explosion des nationalismes** : à l'Est, en Russie, en Ukraine, dans les Pays baltes, en Arménie, en Géorgie, etc. ; mais aussi en Europe occidentale (Serbes, Croates, Bosniaques, Macédoniens...) et un peu partout dans le monde, en particulier en Afrique du Sud.

Cette renaissance des nationalismes sème la panique chez les **mondialistes** et leurs alliés.

C'est pourquoi j'ai pensé que le moment était venu de reprendre et d'achever ce que je n'avais fait qu'amorcer, et que mes activités diverses ne m'avaient pas permis de poursuivre : *Les Nationalistes en France*.

Dans cette histoire mouvementée, parfois pleine de bruit et de fureur, qui va de la Libération à nos jours, m'appuyant sur les expériences que j'ai vécues, et sur une documentation accumulée depuis plus de quarante ans, je tente de montrer le rôle d'**organisations**, comme Jeune Nation, l'Action Française, l'UDCA, l'OAS, Occident, Ordre Nouveau, le PFN et, bien entendu, le Front national ; d'**écoles de pensée** comme la Nouvelle Droite ou

les catholiques traditionnalistes ; ou de **publications** comme *Rivarol* ou *Minute*...

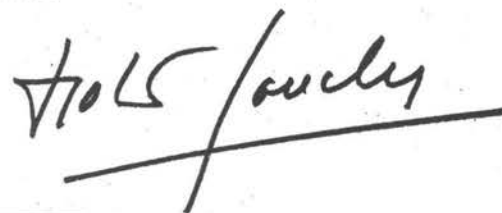
Histoire où se croisent les destins d'**hommes politiques**, comme **Le Pen**, **Sidos**, **Duprat**, **Stirbois** ; de **militaires engagés** comme **Argoud**, **Salan** ou **Sergent** ; de **chefs d'école**, comme de **Benoist**, **Bardèche** ou **Madiran** ; d'**ecclésiastiques**, comme Mgr **Lefebvre**, ou Mgr **Ducaud-Bourget** ; d'**hommes de l'ombre**, enfin, comme **Georges Albertini**.

... Et de combien d'autres !

Le premier tome de cette histoire des nationalistes en France : *La traversée du désert* (1944-1983) doit paraître en septembre prochain.

Le second tome : *La montée du Front* paraîtra courant 1995.

... D'ici là, un certain nombre d'événements seront intervenus.



BON DE COMMANDE

A remplir, ou à recopier, et adresser au : **CRAPOUILLOT, 21 rue Tronchet 75008 PARIS**

LES NATIONALISTES EN FRANCE

TOME I - La Traversée du Désert (1944 - 1983).

Un ouvrage de 350 pages à paraître en septembre 1994 - **PRIX : 160 F + port (30 F)**

Chèque bancaire ☐ chèque postal ☐

Règlement à effectuer à l'ordre de : **Roland GAUCHER**

Pour toute commande groupée des 2 tomes enregistrée avant le 1er novembre 1994
(**LE TOME II devant paraître courant 1995**) :

PRIX PROMOTIONNEL 280 F + PORT

Nationaux et Nationalistes en France

En dehors du Front national (8, rue du Général-Clergerie, 75116 Paris ; tél. : 47.27.56.66), nous donnons ici une liste (non exhaustive) des organisations et publications nationalistes françaises.

L'Œuvre française

Présidée par **Pierre Sidos**, l'Œuvre française se présente comme l'héritière de Jeune Nation. Un numéro du *Soleil*, alors organe de l'Œuvre proclamait en 1970 : « Nous continuons à travailler dans leur lumière. » En « une » on trouvait alors des portraits de **Barrès, Brasillach, Alexis Carrel, Maurras et Edouard Drumont**. Pierre Sidos est un vieux routier du nationalisme, et son mouvement s'est toujours trouvé à la pointe du combat national, social, anticapitaliste et antisioniste. L'Œuvre et son président, ont été mis récemment en cause dans une affaire « d'attentat photographique » sur la personne de **Patrick Gaubert**, le chargé de mission de **Charles Pasqua**. Depuis début 1992, l'Œuvre française et le PNF tentent un rapprochement en organisant, tant à Paris qu'en province, un grand nombre de réunions communes. L'Œuvre publie un journal d'informations : *Jeune Nation*.

L'ŒUVRE FRANÇAISE. 4 bis Rue Caillaux. 75 013 Paris

Le groupe Militant, et le Parti Nationaliste Français (PNF)

Si le PNF est un mouvement de formation récente (1983), sa revue bimensuelle *Militant*, elle, a été de tous les combats du nationalisme français et européen depuis 1967 (date de sa création). A son origine, *Militant* avait pour but de préserver l'héritage idéologique du REL et d'Europe-Action. En 1972, *Militant* contribue à la création du Front national. Ainsi, **Pierre Bousquet, Pierre Pauty et Jean Castrillo** (tous dirigeants de *Militant*) participent à la direction du mouvement de J.-M. Le Pen. Le groupe *Militant* quitte le FN en 1981. Depuis cette date il agit en marge du parti de J.-M. Le Pen. Le PNF est la seule organisation, avec « l'Œuvre française » à pouvoir prétendre représenter les nationalistes populaires français. Outre *Militant* qui soutient l'action du PNF, ce mouvement dispose d'un bulletin interne mensuel : *Fer de Lance*. Pierre Pauty, ancien dirigeant et fondateur avec Pierre Bousquet de *Militant* et du PNF, a décidé de rejoindre le FN. *Militant* et le PNF ne se situent politiquement « ni à droite ni à gauche, mais en avant ! »

MILITANT. Boîte Postale 154. 75 010 PARIS

Le Groupe Union Défense

Remuants, très remuants, ces jeunes qui, depuis 1968, font la renommée du GUD. Syndicat d'étudiants lié à « Ordre Nouveau », puis au PNF, le GUD fait aujourd'hui cavalier seul... en apportant son appui épisodique à toutes les organi-

sations nationalistes. Sous l'égide du « rat noir », le GUD apparaît toujours comme un mouvement militant, mais aussi comme une école de formation et d'action. Se définissant aujourd'hui comme un mouvement nationaliste révolutionnaire, le GUD s'est illustré par de nombreuses actions anti-sionistes et anti-américaines. Le GUD entend réaliser, à la base, une unité de la jeunesse nationaliste. Ses campagnes d'affichages tranchent par leurs slogans avant-gardistes et volontiers provocateurs (« A Paris comme à Gaza, Intifada ! »). Outre son bastion historique de la fac d'Assas, le GUD dispose de fortes implantations en province. Le syndicat étudiant diffuse un journal satirique : *Les Réprouvés*.

GUD, 92 Rue d'Assas 75 006 Paris.

LA GALAXIE ROYALISTE

L'Action Française... La maison mère

L'AF, pour les initiés, c'est la maison Maurras ! Une maison qui reste l'une des composantes essentielles du nationalisme français. Principalement engagée dans la diffusion de son hebdomadaire, *L'Action Française Hebdo* (ancien *Aspects de la France*), l'AF dispose aussi d'un mouvement politique : « La Restauration nationale », fondé en 1954 pour prendre la suite de l'AF. Fort de plusieurs sections en province et d'un hono-



***Assas, casques et manches de pioches. Abominable !...
Sauf pour les casseurs d'extrême gauche !***



La croix Celtique un symbole qu'il n'est pas facile de faire disparaître...

nable potentiel parisien, l'AF est le fer de lance du royalisme de combat.

RESTAURATION NATIONALE, 10 rue Croix des Petits Champs 75 001 Paris

Les Légitimistes...

Nébuleuse de près de 200 cercles de réflexion, les légitimistes tissent leur toile sans faire de bruit. Ils disposent d'un mensuel, *La feuille d'informations légitimistes* que dirige **Daniel Hamille**, et de plusieurs périodiques d'actualité et de doctrine dont : *Fidélis* et la *Gazette Royale*. La plupart des activités légitimistes sont relatées dans le mensuel *La feuille d'informations légitimistes* que diffuse le SICRE.

SICRE, 1 square Racan 75 016 Paris.

Les cercles...

A la périphérie du FN ou des autres formations du mouvement national, les cercles sont nombreux et leur influence tend à se développer.

CEUX QUI SONT PROCHES DU FN

Le Cercle national des combattants

Le CNC a été créé en 1985. Il est dirigé depuis sa fondation par **Roger Holeindre** (titulaire de la Médaille militaire, grand reporter, écrivain et ancien député FN de la Seine-Saint-Denis). Le CNC s'illustre principalement dans la défense matérielle et morale des anciens combattants, c'est à ce titre qu'il a pris une part active dans le combat sur le véritable visage de l'odieux **Boudarel**. Le CNC, c'est aussi et surtout une famille où se rassemblent combattants, et amis de combattants, tous unis par un même amour du drapeau. Roger Holeindre anime aussi

« les Cadets de France et d'Europe » qui se présente comme une école de l'amitié et de l'aventure destinée aux jeunes. Le Cercle diffuse un trimestriel d'informations patriotiques : *Etre et durer*.

CERCLE NATIONAL DES COMBATTANTS, 38 Rue des Entrepreneurs 75015 Paris.

Chrétienté-Solidarité

Créé par le député européen FN **Bernard Antony**, « Chrétienté-Solidarité » diffuse un mensuel de grande qualité, *Reconquête*, dans lequel s'expriment bon nombre d'élus et de personnalités du mouvement : **Yvan Blot, Jean-Claude Martinez, Jean-Marie Le Chevallier**. « Chrétienté Solidarité » tend à se développer de plus en plus à l'est de l'Europe. Le « réseau Antony » est l'organisateur des « Journées d'Amitié française ». C'est aussi le « réseau Antony » qui dirige l'AGRIF, l'association anti-raciste de la droite nationale.

CHRETIENNE-SOLIDARITE et AGRIF, 70 boulevard Saint-Germain 75005 Paris

A DROITE TRANQUILLEMENT :

Le Cercle Renaissance

Dirigé par **Michel de Rostolan**, ancien du CNI, le « Cercle Renaissance » entend participer au renouveau culturel en diffusant la pensée et les œuvres et les auteurs les plus représentatifs de la vie intellectuelle, artistique et économique de notre pays. De multiples conférences, de nombreux dîners-débats, à Paris comme en province, ont permis de mettre en relation les auteurs, les créateurs, les personnalités du monde économique et leur public, et de faire connaître ainsi les courants qui vivifient notre culture.

CERCLE RENAISSANCE, 138 rue de Tocqueville 75017 Paris

EDITIONS ET DIFFUSION PAR CORRESPONDANCE

● Diffusion de la Pensée Française (D.P.F.)

Située dans la Vienne, à une vingtaine de kilomètres de Poitiers, la Diffusion de la Pensée Française, fondée par **Jean Auguy**, se présente comme un centre d'édition et de diffusion de la pensée contre-révolutionnaire, auquel sont liées *Les éditions de Chiré*. Elles diffusent deux mensuels *Lectures Françaises* et *Lectures et Traditions*, le premier dirigé par **Henry Coston**. Idéologiquement, l'équipe de Chiré soutient tout ce qui fleurit bon la France... et le catholicisme. Un éditorial des *Cahiers de Chiré* nous éclaire en ce sens : « Unité de pensée ne signifie pas embrigadement ni autoritarisme étroit, mais laisse libre cours à la diversité des tempéraments... dès lors que le fil conducteur ne s'écarte pas de la doctrine qui doit guider nos pas en ce bas monde. » (Diffusion de la Pensée Française BP 1 86 190 Chiré-en-Montreuil)

● Difralivre

Très ancienne maison de diffusion de livres par correspondance, appartenant désormais au quotidien *Présent*. Depuis Janvier 1991, Difralivre édite un bulletin bimestriel : *Difrapresse* auquel collaborent des journalistes du quotidien nationaliste. *Difrapresse* réfléchit principalement aux conditions d'existence de la presse non conformiste.

● Pd'P-diffusion

Service de vente par correspondance, dirigé par **Guillaume Mansart** et lié au mensuel *Pas d'Panique à bord*. Pour la première fois apparaît une volonté de lier étroitement la presse et la diffusion de livres, de cassettes et d'articles divers de toutes les tendances politiques ou religieuses du milieu national. (Pd'P-diffusion BP 579-01 75027 Paris cedex 01)

● Vent du Nord-Libres Opinions

Cette maison d'éditions, liée au mensuel *Pas d'Panique à bord* et à *Pd'P-diffusion*, publie des essais et des documents sous le nom *Libres Opinions* (*La Francophobie* d'**Eric Delcroix**, *Télémafia* de **Claude Autant-Lara**, *Patton, général audace* de **Philippe Randa**) et des romans sous celui de *Vent du Nord* (*Le hussart blet* d'**Alain Sanders** et *Front de l'Est* de **Philippe Randa**) (Libres Opinions-Vent du Nord BP 579-01 75027 Paris cedex 01).

● Ogmios

Fondé en 1985 par **Bertrand Leforestier**, cette société de vente par correspondance, possédant une librairie au 146 rue Saint-Honoré (75001 Paris), s'est rapidement démarquée des formes de VPC pratiquées dans le milieu nationaliste, en imprimant des catalogues et des publicités attrayantes, mettant en valeur les ouvrages ou articles proposés, et en les diffusant régulièrement à des dizaines de milliers de correspondants dans toute la France et en Europe. Ogmios n'a jamais hésité à diffuser les ouvrages de tous les auteurs non-conformistes. La librairie a été récemment l'objet de « visites » policières à l'initiative de **Patrick Gaubert**, chargé de mission auprès de **Charles Pasqua**.

● Le Flambeau

Fondé en 1989, société d'éditions et de diffusion, dirigée par **Emmanuel Leroy**, ancien conseiller régional du Front national, qui, dès sa création, a adopté et développé des techniques de vente par correspondance identiques à celles mises au point par Ogmios, réussissant ainsi à toucher un public vaste et

divers. Spécialisé dans l'édition et la diffusion d'ouvrages attaquant le cosmopolitisme, il édite ou réédite également les livres de **Saint-Loup**, **Claude Autant-Lara**, **Philippe Gautier**, **Philippe Randa**, **Aramis**, **Pierre Monnier**, **Jean Mabire**, **Pierre Vial**, etc. (Le Flambeau 175 rue Pasteur 01400 Châtillon-sur-Chalaronne)

● Avalon

Fondée en 1985 par **Bertrand Leforestier**, cette maison d'édition est spécialisée dans les ouvrages consacrés à la Seconde Guerre mondiale, au national-socialisme et publie également l'œuvre littéraire et historique de **Léon Degrelle**. (Avalon BP 400-01 75025 Paris cedex 01)

LA PRESSE

Quotidien

● Présent

A l'origine mensuel dirigé par **Romain Marie (Bernard Antony)**, *Présent* devient quotidien le 5 janvier 1982 (il n'a alors que quatre pages). Il est actuellement dirigé par **Jean Madiran** et **Pierre Durand**. Le numéro zéro du quotidien (aujourd'hui introuvable) porte la date du 22 novembre 1981. Dès ses débuts, *Présent*, diffusé alors uniquement sur abonnement, rassemble près de 10 000 abonnés. La diffusion en kiosque du seul quotidien nationaliste depuis 1944 date de 1987. Il paraît depuis sur huit pages. *Présent* soutient le Front national, mais, en aucun cas, n'est le « quotidien du parti », bien que nombre de ses rédacteurs en soient membres. La plupart des dirigeants et élus frontistes s'expriment de façon régulière dans ses colonnes. Une édition de fin de semaine, sur 12 pages, propose un supplément littéraire. (*Présent* 5 rue D'Amboise 75 002 Paris)

Hebdomadaires

● Rivarol

Rivarol paraît chaque semaine, depuis janvier 1951, et est actuellement dirigé par **Camille-Marie Galic**. Nombre des grandes plumes nationalistes s'y sont exprimées de façon régulière : **Pierre Dominique**, **Lucien Rebatet**, **François Brigneau**, **Pierre Gripari**, **Maurice Gait**, **P.-A. Cousteau**... Bien que soutenant le Front national, *Rivarol* reste ouvert aux autres composantes de l'opposition nationale. (*Rivarol* 9 passage des Marais 75010 Paris)

● National hebdo

Proche du Front national, cet hebdomadaire a pris la suite de *Radio Le Pen hebdo*. *National hebdo* paraît en kiosque une première fois entre mai et juillet 1984, puis y retourne en septembre 1985. Il doit son essor à la direction de **Roland Gaucher** qui a pris la suite de **Michel Collinot**. Dirigé, depuis l'automne 1992, par **Jean-Claude Varanne** et **Martin Peltier**, sa ligne politique s'est rapprochée de celle du parti de **Jean-Marie Le Pen**. (*National hebdo* 7 ter cour des Petites-Ecuries 75 010 Paris)

Trimestriels - bimestriels

● Enquête sur l'Histoire

Dirigé par l'historien **Dominique Venner**, ce trimestriel s'affirme, numéro après numéro, comme une revue qui a réussi à s'imposer au-delà de la droite nationaliste... **Alain Decaux**,

Arthur Comte y ont donné leurs signatures. (*Enquête sur l'histoire* 60 bld Malesherbes 75 008 Paris).

● Revue d'histoire non conformiste

Dirigée par **André Chelain** depuis 1993, cette revue entend aborder des thèmes dont les autres revues d'histoire n'osent pas parler et accueille des signatures de professeurs d'université, de journalistes professionnels qui préfèrent signer généralement sous pseudonyme. 6 numéros par an. (RHNC 146 rue Saint-Honoré 75001 Paris)

Itinéraires

Directeur : Jean Madiran 4 rue Garencière 75006 Paris

Cahiers de François Brigneau

Publications F.B. 2 rue de l'Amiral Roussin 75015 Paris : uniquement par correspondance.

Mensuels - bimensuels

● Pas d'Panique à bord

Pas d'Panique à bord s'est affirmé dès son premier numéro comme un journal d'humeur et d'humour, mêlant impertinence et information aux dessins de presse les plus variés. Fondé par l'écrivain **Philippe Randa**, ce mensuel réunit aujourd'hui jeunes journalistes, écrivains confirmés, historiens reconnus, personnalités et dessinateurs divers de tous le milieu national. (*Pas d'Panique à Bord* BP 579-01 75 027 Paris cedex 01)

● Identité

Cette revue bimensuelle d'études nationales, dirigée par **Bruno Mégret** est patronnée par de nombreux universitaires, pour la plupart membre du conseil scientifique de Front national. (*Identité*. 8 rue du Général-Clergerie 75116 Paris)

● La lettre de Jean-Marie Le Pen

Fondée en janvier 1985, *La lettre de J.M.L.P.* est l'organe officiel du Front national. Envoyée à tous les adhérents du mouvement, cette lettre publie ses communiqués officiels et, dans chaque numéro, un éditorial de Jean-Marie Le Pen, ainsi que des articles de **Carl Lang** et de Bruno Mégret. (*La lettre de J.M.L.P.* 8 rue du Général-Clergerie 75116 Paris)

● Monde et Vie

Bimensuel catholique d'opposition nationale. Dirigé par **Claude Giraud**. Principaux collaborateurs : **Danièle Martin**, **Pierre de Place**, **Pierre de Villemarest** 14 rue Edmond Valentin 75007 PARIS.

● Les Ecrits de Paris

Créés en 1946 par **Malliavin**, les *Ecrits de Paris* sont le plus ancien périodique de l'opposition nationale. Une grande partie des rédacteurs de ce mensuel ont participé aussi à la rédaction de *Rivarol*. Ce mensuel n'est plus diffusé par les NMPP. (*Ecrits de Paris*, 9 passage des Marais 75010 Paris)

● Militant

(voir PNF. Nationaux et nationalistes en France)

● Fideliter.

Directeur : **Abbé Paul Aulagnier**. 112, route de Waldeck 57230 Egeulehrardt.

● Renaissance catholique

Revue bimestrielle dirigée par **Jean-Pierre Maugendre**. 89, rue Pierre Brossolette, 92130 Issy-les-Moulineaux.

● Le Libre Journal de la France Courtoise

Fondé et dirigé par **Serge de Beketch** en 1993, ce décadaire se veut « de civilisation française et de tradition catholique ». Uniquement disponible sur abonnement, il réunit beaucoup d'anciens collaborateurs de *Minute-La France*. (*Le Libre Journal de la France courtoise* 139 boulevard Magenta 75010 Paris)

Lettres confidentielles

● La lettre de Magazine hebdo

Cette lettre confidentielle paraît à la suite de l'échec de *Magazine Hebdo* (fondé et dirigé par **Alain Lefebvre**). Aujourd'hui dirigée par **Jean-Claude Valla**, par ailleurs actuel directeur de la rédaction de *Minute*. (*La lettre de Magazine hebdo* 56 bis rue du Louvre 75 002 Paris).

● La lettre Secrets et sociétés

Cette lettre d'information bimensuelle sur les minorités religieuses et philosophiques a été dénoncée dès sa création comme un « cheval de Troie » des nationalistes par la presse de gauche. Depuis l'hiver 1993, elle est liée au mensuel *Pas d'Panique à bord* et Serge de Beketch en assume la direction de la rédaction. (*Secrets et Sociétés* 4 rue de Vendatour 75001 Paris)

● Centre européen d'information

La Vendômière 27930 Le Cierrey. Lettre confidentielle paraissant tous les 25 jours. Directeur : **Pierre de Villemarest**. Décadaire

● Bulletin d'André Noël

23 rue Paul Vaillant couturier 94300 Maisons-Alfort - hebdomadaire

Librairies

• "La" Librairie (Tél) 42 60 30 96 (Fax) 42 60 31 78
146 rue St Honoré 75001

• Duquesne (Tél) 45 55 87 55 (Fax) 45 50 45 95
27 av. Duquesne 75007 Paris

• La Joyeuse Garde (Tél) 47 83 38 41
24 rue Amiral Roussin 75015 Paris

• Ulysse (Tél) 56 24 66 95 (Fax) 56 96 34 44
341 rue Georges-Bonnac 33000 Bordeaux

• La librairie Ancienne
13 Rue Léo-Lagrange 38 100 Grenoble.
(uniquement par correspondance)

• Les Oies Sauvages (Tél) 60 28 21 11
B.P. 16 77343 Pontault-Combault
(uniquement par correspondance)

Les nationalistes en Belgique francophone : quatre pôles



Le rexisme de Léon Degrelle, le premier mouvement de droite à recourir au Populisme

La famille nationaliste en Belgique francophone est extrêmement fragmentée. Pour aborder l'histoire de cette nébuleuse éclatée, il faut savoir que :

1) Le terme de « droite » n'a pas été utilisé au départ pour désigner des mouvements hostiles au régime en place. La droite visait en Belgique, dans les dernières décennies du 19^e siècle, à renforcer l'exécutif et la fonction royale et à accélérer le processus de décision, au-delà des discussions parlementaires, qui ne résolvait rien aux yeux de ses protagonistes.

2) Le rexisme de **Léon Degrelle** a été le premier mouvement de droite (il visait effectivement à renforcer l'exécutif et à diminuer le rôle du Parlement) à recourir au **populisme** entre 1936 et 1939 (« Nous n'allons pas au peuple, nous ne parlons pas au nom du peuple, nous sommes le peuple »). En ce sens, le rexisme a été un mouvement de transition.

3) La résistance armée non communiste, surtout dans des régions comme le Condroz et les Ardennes, a été animée par une variante de l'« extrême droite » d'avant-guerre, le *Mouvement national royaliste*. La collaboration est le fait, non de la droite ou de l'extrême droite, **mais d'un populisme national-flamand ou rexiste**, hostile au marxisme, mais non pas au socialisme spontané des masses urbaines belges, qui, pendant la guerre, et surtout dans leurs éléments jeunes, s'est très partiellement reconnu dans le style national-socialiste allemand ou dans l'« internationale SS ».

4) Les années cinquante sont marquées par une ahurissante confusion dans l'univers des droites éparpillées qui ont égayé le paysage politique belge.

Le *leitmotiv* récurrent de toutes les droites non populistes avait été le renforcement de l'exécutif et du pouvoir royal : en 1950, **Léopold III** (1900-1983) doit abdiquer en faveur de son fils **Baudouin I^{er}** (1930-1993), sur pression de la rue et des socialo-communistes wallons. Le renforcement de l'exécutif par voie légale s'avérait donc impossible.

La droite royaliste s'est résignée et a parié sur une pérennisation des coalitions entre socialistes wallons et sociaux-chrétiens flamands, comme l'a toujours souhaité Baudouin I^{er}. L'effritement récent de ces deux familles politiques au profit des libéraux, des ultra-nationalistes flamands et des écologistes a hypothéqué ce choix du roi récemment décédé, qui était effrayé par la tournure que prenaient les événements, refusant même, en janvier 1992, de nommer Premier ministre le vainqueur libéral flamand **Guy Verhofstadt**, rénovateur de son parti et pourfendeur des magouilles de la partitocratie socialiste et sociale-chrétienne. Ce refus est à l'origine de bien des malaises et contribue à éroder encore davantage les deux réseaux du pouvoir. La droite musclée ne pouvait plus être royaliste, puisque le roi lui-même s'interdisait de modifier le *statu quo*, que ce soit à son profit ou non.

■ Thiriart

5) A la suite du choc de la décolonisation et de la perte du Congo, un embryon de cohérence se manifeste dans ce microcosme droitier et de nouvelles adhésions viennent étoffer ses rangs. Autour de deux organisations circonstancielles, le CADBA (*Comité d'action et de défense des Belges d'Afrique*) et le MAC (*Mouvement d'action civique*), les éléments nationalistes et d'extrême droite francophones s'organisent pour la première fois dans une structure offensive qui lance véritablement un défi global au régime, ne cherchant plus, désormais, à le consolider par un renforcement du pouvoir exécutif.

Dans ce mouvement circonstanciel, né de l'humiliation congolaise et animé au départ par des éléments venus de la résistance, émerge une personnalité issue, elle, de la collaboration : **Jean Thiriart** (1922-1992). Celui-ci était avant-guerre un **militant de base de l'extrême gauche marxiste**, passé par la suite dans les milieux les plus « ultra » de la collaboration non rexiste, laïque et ex-socialiste. Après avoir hérité de son père une magnifique entreprise d'optique, Thiriart se relance, à 38 ans, en 1960, dans la politique, noyauté le CADBA et le MAC, puis les transforme en un mouvement national-révolutionnaire dynamique, dont on parle encore aujourd'hui : *Jeune Europe*.

Disposant d'un hebdomadaire satirique, dont les excellentes caricatures font encore les délices des collectionneurs, Thiriart, charismatique, réunit autour de lui les éléments jeunes de l'extrême droite francophone et les soumet sans cesse à des exercices d'auto-critique : engouements juvéniles, romantismes esthétiques, anachronismes, passéismes, nostalgies sont fermement expurgés des jeunes esprits militant dans cette petite phalange ultra-activiste.

Thiriart élabore une « physique de la politique », fondée sur les cours de sociologie de **Raymond Aron** (*Les grands cou-*

rants de la sociologie contemporaine), sur **Carl Schmitt** (*Théorie du Partisan*), **Julien Freund** (*L'essence du politique*), **Machiavel** (*Le Prince*), **Serge Tchakotine** (*Le viol des foules par la propagande politique*), **Gustave Le Bon** (*La psychologie des foules*), etc. En proposant ce nouveau corpus, Thiriart s'oppose à toute nouvelle exploitation et à toute répétition des références habituelles de l'extrême droite francophone, française et belge. De cette façon, il croit opérer une sortie définitive hors de l'extrême droite et crée un style nouveau, qui ne sera pas accepté par ceux qui, au contraire, souhaitent rester dans le sillage de la « post-collaboration ».

Thiriart posait d'emblée son projet final : l'Europe unie, grand espace capable de tenir tête aux « super-gros ». Dans cette optique, les « petits » nationalismes classiques étaient des obstacles ou, pire, des anachronismes manipulés par les services américains ou soviétiques. Fêré de géopolitique et convaincu que l'ère coloniale s'était définitivement achevée par une défaite de l'Europe, Thiriart proposait successivement un européisme également hostile à Washington et à Moscou, puis un jeu d'alliances tactiques avec les pays arabes et la Chine pour briser le duopole américano-soviétique, enfin, quand Washington s'est rapproché de Pékin, Thiriart suggérait une alliance euro-soviétique contre l'axe Chine-USA.

Cette appréciation purement tactique a **heurté les romantiques et les esthètes de la politique**, peu attirés par les impératifs implacables de la *Realpolitik* : les uns après les autres, ils quittent *Jeune Europe*.

L'expérience prend fin en 1969. Les critiques s'accordent généralement pour dire que *Jeune Europe* fut marginale ; sur le plan quantitatif, c'est vrai. Mais quand on analyse les grandes lignes des projets de politique internationale suggérés par **Pierre Harmel**, ministre belge des Affaires étrangères à l'époque, on est tout de même frappé par une certaine similitude. Harmel et son collaborateur **Adriaenssens** souhaitaient une « Europe totale », dégagée des blocs ; pour y parvenir, il fallait que les petits pays de l'Ouest et les petits pays de l'Est créent des passerelles entre eux, de façon à déconstruire l'antagonisme global. Harmel avait parié notamment sur la Roumanie de **Ceausescu**, dont la diplomatie était la plus souple. Or, Thiriart s'est rendu en Roumanie et prétend y avoir rencontré des proches collaborateurs du leader roumain. Une affaire qui mériterait d'être élucidée...

6) *Jeune Europe* a connu une dissidence, *Révolution européenne*, plus ou moins alignée sur les positions d'*Europe-Action* en France, un mouvement que Thiriart jugeait « passéiste » et « littéraire ». La personnalité la plus en vue de *Révolution européenne* était **Emile Lecerf**, un journaliste professionnel. Il prend ensuite la succession de feu **Aimé Blanc**, le directeur d'*Europe Magazine*, un hebdomadaire bruxellois très bien informé, nettement profilé à droite, anti-communiste et anti-gaulliste. Petit à petit, le journal s'étoffe mais devient mensuel (*Le Nouvel Europe Magazine*).

Pendant près de quinze ans, ce magazine, disponible dans tous les kiosques du royaume, joue le rôle de rassembleur, via des cercles de lecteurs, au sein desquels s'est progressivement recruté un noyau militant, qui allait devenir le *Front de la Jeunesse*, fondé en 1974 et animé par **Francis Dossogne**, **Daniel Gilson** et **Guy Gauvain**. Ce sera la structure principale de l'extrême droite francophone jusqu'en 1980-81.

A la suite de provocations tendues par de mystérieux services, une campagne de presse s'orchestre contre le mouvement, animée notamment par le politicien socialiste bruxellois **Philippe Moureaux**, futur ministre du royaume et auteur du premier projet de loi sanctionnant les actes et les déclarations, orales et écrites, qualifiables de « racistes ». Manifestement, le mouvement doit servir de bouc émissaire. Il est finalement condamné et interdit à titre de milice privée. Il s'ensuit une période de déliquescence de l'extrême droite francophone. Mais du tronc original, outre une série de groupuscules plus ou moins éphémères, quatre pôles ou mouvements différents naissent :

■ Quatre pôles

I. Le PFN, émanation directe du FJ interdit, dirigé par **Daniel Gilson**. Ce parti émaillera la chronique « nationaliste » tout au long des années 80, jusqu'en 1991, où il s'auto-dissout et demande à ses militants de rejoindre le Front national du Dr **Daniel Feret**. Requête que tous ne suivront pas, préférant rejoindre le *Vlaams Blok*, AGIR ou le PCN ou abandonnant définitivement la politique.

L'échec du PFN est dû à plusieurs raisons : mais les principales restent son absence de programme moderne et son hétérogénéité. Réactionnaires et nationaux-révolutionnaires s'y côtoyaient et s'y chamaillaient. Thiriartiens et lepénistes s'y crépaient le chignon à propos du nationalisme ou de l'Europe. Mais deux facteurs ont provoqué le départ des militants : 1) les références trop prononcées aux années 30 et 40, en général, et à Léon Degrelle en particulier, ce qui lassait les militants rationnels ; 2) la présence dans les locaux du parti, où il logeait, d'**Olivier Mathieu**, qui multipliait les provocations révisionnistes et antisémites qui faisaient les délices de la presse, couvraient le parti de ridicule et épouvantaient les gens raisonnables. Les animateurs d'AGIR ont d'ailleurs claqué la porte, arguant qu'ils refusaient les « nazisteries », soupçonnant même, sans preuves, qu'elles étaient commises pour le compte de la Sûreté belge ou des services spéciaux français.

Peu après, Olivier Mathieu était condamné au nom de la loi **Moureaux** (cf. supra), permettant ainsi de créer une jurisprudence qui n'existait pas auparavant, le seul condamné de ce chef ayant été un immigré nord-africain qui avait traité publiquement l'ancien ministre des Affaires étrangères **Henri Simonet** de « sale Belge ». Le tribunal avait jugé le propos « raciste » et sanctionné le coupable. Après les lamentables tribulations de Mathieu et de son adversaire au tribunal, le journaliste **Maurice Sarfatti** (qui emploie le pseudonyme de « **Serge Dumont** »), le PFN se vide de sa substance et Daniel Gilson décide d'abandonner la politique, en demandant à ses derniers militants de rejoindre le FN. Lui-même n'y restera pas : il le quittera sur la pointe des pieds, pour se consacrer à ses loisirs favoris : la musique de Wagner, la gastronomie et l'histoire du rexisme.

II. Les multiples initiatives de **Luc Michel**, qui souhaite revenir à la rigueur doctrinale et militante de Jean Thiriart :



Luc Michel, président et théoricien du PCN.

Occident, Front nationaliste / Nationalistisch front. La dernière formule choisie par Michel est actuellement le PCN (*Parti communiste national*), présent à Bruxelles, à Charleroi et dans plusieurs autres arrondissements wallons. Ce petit parti a peu de militants mais un bon appareil et deux revues : *Correspondance européenne* et *Nation Europe*. Il adopte une ligne « nationale-communiste », proche du nouveau parti communiste russe de **Guennadi Zouganov**, que Thiriart avait rencontré peu avant de mourir. Le PCN n'a pas connu de grands succès électoraux jusqu'ici et n'a pas d'élu. Il concentre ses efforts sur la création d'un appareil, sur la publication d'une presse régulière, sur la formation des cadres.

Nationaux-révolutionnaires, communistes, écologistes...

Pour Luc Michel, président et théoricien du Parti, les formations nationales-populistes vont avancer, mais seront incapables de faire face à la terrible crise économique et sociale qui s'abattra sur l'Europe vers 1997, et que prévoient bon nombre d'observateurs américains. C'est alors que sonnera, dit-il, l'heure du PCN qui aura misé sur la formation de cadres et ne se bornera pas à envoyer aux assemblées des hommes dépourvus d'une vision globale et cohérente de la politique. Qui plus est, la crise sera telle que la solution ne pourra être qu'hyper-sociale : les nationalistes européens, grands-continentaux, devront, sous la pression des faits, annexer les doctrines et les programmes des communistes pour leur donner une dimension nouvelle qui sera identitaire et écologique. **Michel évoque une grande alliance des nationaux-révolutionnaires, des communistes et des écologistes radicaux (Noirs-Rouges-Verts) qui abattront le capitalisme transnational américain, ennemi de tous les peuples d'Europe.**



Willy Fréson, conseiller provincial à Liège pour le "parti d'opposition Populaire Agir".

III. Le pôle liégeois du PFN qui deviendra, en 1989, le mouvement AGIR, présent à Liège, dans les Ardennes, à Tournai, à Namur et dans certains arrondissements du Hainaut. Ce parti d'« opposition populaire » allie le double héritage de Thiriart et de la Nouvelle Droite française (essentiellement celui de **Guillaume Faye**, le brillant adjoint d'**Alain de Benoist**, qui a rompu avec ce dernier en 1987, brisant du même coup la dynamique du GRECE qui, depuis, s'étiole).

Contrairement au PCN, qui refuse l'« héritage hétéroclite » de la ND, AGIR préconise une organisation de l'Europe sur base des ethnies, prône l'« ethno-pluralisme » et un « humanisme de la différence », également inspiré du théoricien communiste français (en rupture de ban) **Henri Lefebvre** (*Manifeste différentialiste*) et de la philosophe **Simone Weil**, morte à Londres en 1942. AGIR comme le PCN refusent le principe nationaliste et préconisent l'unité continentale de l'Europe.

AGIR est dirigé par un collège, présidé et animé par **Robert De Stordeur** et **Willy Fréson**, élu conseiller provincial à Liège en novembre 1991. Willy Fréson, historien spécialisé dans l'histoire de l'Empire romain, veut organiser l'Europe sur base de *civitates* ethniques et accepte par définition le principe ethniste du Vlaams Blok de **Karel Dillen**, avec lequel il entretient de bons rapports. Il est d'ailleurs le seul parti wallon qui soit aussi proche de l'ethnisme flamand, qui, sous des formulations différentes, trouve un écho en Wallonie et notamment dans certains cercles assez puissants du PS.

Sur ce point, les positions du PCN et d'AGIR sont diamétralement opposées. Comme le Vlaams Blok, le Wallon Fréson nie le fait belge et souhaite l'avènement de deux entités indépendantes, transférant une partie de leur souveraineté à une Europe unie, administrativement composée de régions à l'identité bien profilée. Fréson refuse tout rattachement à la France, la Wallonie étant, pour lui, une terre d'Empire liée à la Mitteleuropa du Saint-Empire et de l'Autriche-Hongrie des Habsbourg, comme la Lorraine et la Franche-Comté. En ce sens, il est un **légitimiste absolu**, le dernier pouvoir légitime en « Belgique » ayant été celui de l'Empereur d'Autriche, chassé par les armées de **Dumouriez** en 1792.

AGIR : militants d'extrême droite ? Inefficaces

AGIR s'est fortement implanté à Liège, à Verviers et dans les Ardennes, où il concurrence dangereusement le FN du Dr Daniel Feret. Désormais, le parti refuse de recruter des anciens militants d'extrême droite, les jugeant globalement inefficaces et incompetents. Ses nouveaux cadres proviennent surtout de transfuges du PS wallon, dégoûtés des « affaires » qui ont discrédité le parti dominant en Wallonie et valu à leur « bonne ville de Liège » le surnom de « Palerme-sur-Meuse », surtout depuis l'assassinat d'**André Cools**, ministre d'Etat et « parrain du PS », empêtré dans une sombre affaire de « pots-de-vin » pour les hélicoptères militaires de la marque Agusta, affaire qu'il voulait, paraît-il, dénoncer, tant elle le scandalisait : il n'en a pas eu le temps, plusieurs balles de 7,65 mm l'ont fait taire définitivement.

D'autres nouveaux cadres d'AGIR sont issus du parti libéral ou de groupes d'extrême gauche à coloration ethniste/wallongante, voire communiste (en novembre 91, le parti a engrangé ses meilleurs scores à Droixhe, une banlieue ouvrière qui a toujours été un bastion communiste). Le programme d'AGIR se socialise à grande vitesse, vu le déclin de la Wallonie et son appauvrissement dramatique (c'est désormais la région la plus pauvre du Nord-Ouest européen ; elle touche des subsides de la CEE pour ses arrondissements où le taux de chômage atteint jusqu'à 39 % de la population active !).

En attirant les militants socialistes dégoûtés, AGIR s'est placé dans le collimateur du régime : des procès lui sont intentés pour des caricatures relatives à l'immigration, qui sont



Robert De Stordeur, Président d'Agir.

somme toute parfaitement innocentes, ses locaux ont été attaqués à plusieurs reprises, ses meetings sont interdits et la voiture de l'un de ses secrétaires a été incendiée. AGIR est le parti qui trinque le plus aujourd'hui en Wallonie. Preuve qu'il est un challengeur redouté.

Pour la Belgique unitaire

IV. Enfin, quatrième élément de l'« extrême droite » belge contemporaine : le Front national du Dr Daniel Feret. Celui-ci, à l'instar de De Stordeur, n'est pas issu du FJ, comme Michel et Fréron, mais déclare avoir été séduit par *Jeune Europe* à la fin des années 60 ; ultérieurement, il a milité au Parti libéral belge et a été élu sur ses listes ; il a connu personnellement Emile Lecerf, décédé en 1990. Fondé en 1985, le FN belge veut une Europe des patries, comme Jean-Marie Le Pen, et considère le fait belge comme un fait acquis. **Il s'oppose par conséquent à l'éclatement du pays**, se déclare monarchiste et hostile aux séparatismes wallon et flamand (donc à AGIR et au Vlaams Blok), d'essence populiste et républicaine.

Daniel Feret représente donc le dernier parti qui prône la Belgique unitaire et se montre hostile à la fédéralisation récente du pays, comme l'attestent toutes ses prises de position et son journal *Le National*. Quand on lui démontre que la décentralisation était nécessaire pour une quantité de raisons pratiques, il répond qu'il fallait réaliser un fédéralisme sur base des neuf provinces de la Belgique unitaire (le « fédéralisme provincialiste ») et non pas un fédéralisme binaire qui ne peut conduire qu'à l'éclatement du pays. Cette option « unitariste » empêche tout dialogue avec le Vlaams Blok et, accessoirement, avec AGIR. Or, comme le Vlaams Blok est le partenaire de Le Pen au sein du « groupe technique » des droites européennes, le FN de Feret n'y a pas accès, Le Pen appuyant tout naturellement son partenaire Dillen.

Sur le plan électoral, le FN, qui compte déjà deux députés régionaux à Bruxelles, plusieurs conseillers communaux ou provinciaux et un député fédéral (**Georges Matagne**, élu en novembre 91) a beaucoup de chances dans la capitale belge, où il emportera un nombre impressionnant de strapontins.

Dans les communes flamandes en lisière de Bruxelles, il devra compter sur une solide concurrence du Vlaams Blok qui s'appuie sur un vieil électorat nationaliste flamand, déterminé, convaincu et militant. En Flandre, malgré ses espoirs, ses chances sont nulles. En Wallonie, il devra compter avec AGIR, surtout à Liège. Feret semble disposer de suffisamment d'autorité pour discipliner ses militants, plus idéologiquement diversifiés que dans les autres formations (royalistes, nationaux-révolutionnaires, poujadistes, néo-rexistes, romantiques exaltés, etc.). Cette hétérogénéité, couplée à une absence de cadres bien formés, sont une faiblesse du parti, qui saute aux yeux, mais qui sera compensée, sur le plan quantitatif, par son sigle, FN, qui rappelle trop bien celui du « grand frère », Jean-Marie Le Pen.

L'observateur français du microcosme que nous venons de décrire sera surpris et désorienté en constatant les fortes différences existant entre les « extrêmes droites » (le terme est-il vraiment correct ?) belges et françaises. En Belgique francophone, plus exactement en Wallonie, le nationalisme ou ce qui en tient lieu, puisque tous sont « européens », est nettement plus populiste et plus « gauchiste » que ses équivalents français. Il rappelle davantage **Sorel, Valois, Doriot, Déat** etc. que **Tixier-Vignancour** ou même Le Pen dans certaines de ses assertions. La proximité linguistique n'implique pas toujours identité de vue.

L'appauvrissement général de la Wallonie va encore davantage rapprocher les militants d'extrême gauche déçus des militants nationaux-européens wallons qui ont le vent en poupe. Les immigrés sont perçus par les syndicalistes, hyper-puissants en Wallonie (80 % de la classe ouvrière !), comme des « jaunes » qui brisent les acquis sociaux : les dernières déclarations du syndicaliste **Jacques Hardy**, consignées dans le moniteur de l'anti-fascisme, la revue *Celsius*, sont éloquentes à ce sujet ; l'homme exprimait ses craintes pour le PS : 50 % des affiliés au syndicat socialiste FGTB de sa région déclaraient vouloir voter pour un parti national anti-immigré ! *Celsius* ne l'a pas censuré, *Le Soir*, principal quotidien bruxellois a relayé l'information (18 mars 94). Or, ces deux publications sont radicalement hostiles à l'« extrême droite » sous toutes ses formes et ont l'habitude de censurer ce qui ne va pas « dans le sens de l'Histoire ». Celui-ci aurait-il opéré une volte-face inattendue en Wallonie ?

Didier TOURNEUR

- Francis Balace, « Le tournant des années soixante. De la droite réactionnaire à l'extrême droite révolutionnaire », in Ouvrage collectif, *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, De Boeck-Wesmael, Bruxelles, 1994.
- Etienne Verhoeven, L'extrême droite en Belgique, in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 642-643, 675-676 et 715-716 (ouvrage fouillé et objectif).
- Philippe Brewaeys, Véra Dahaut, Anaïs Tolbiac, L'extrême droite francophone face aux élections, *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1350, 1992 (les trois auteurs font partie de la cellule « délationniste » qu'ont constitué et constituent les revues *Article 31* et *Celsius*, liées, au début de leur histoire au « Réseau Curiel ». Il est proprement scandaleux qu'un office partiellement subsidié par l'Etat belge, et soucieux de donner des « informations objectives », utilise les services de personnages aussi marqués idéologiquement. Les commentaires qui sont en marge des chiffres donnés dans cette brochure doivent donc être lus avec la plus grande circonspection. Philippe Brewaeys est d'ailleurs un spécialiste, dans la presse de bas étage belge, de l'injure grossière et de la calomnie, mal emballées dans un style à la syntaxe et l'orthographe boiteuses. Le bonhomme ne tient pas compte de la déontologie la plus élémentaire.)
- Daniel Derbaudrenghien, « La droite nationale en Belgique », in *Cahiers de Jeune Nation*, n° 5, juillet 1993 (Cercle « Jeune Nation », Case postale 1501, succursale Saint-Martin, Laval, Québec, H7V 3P7, Canada).

Le Vlaams Blok : Pour une Europe des ethnies



Le Vlaams Blok dans la rue

L'histoire du mouvement flamand est très particulière : il faut être né dans son espace d'origine pour en comprendre tous les rouages, pour en saisir le **sens profond**. Le mouvement flamand est essentiellement un mouvement **protestataire** qui place toujours, en toutes circonstances, le **peuple** au-dessus de l'Etat, de la machine administrative, de l'armée ou de la magistrature, instances perçues comme des « puissances d'occupation » qui parasitent le corps populaire et l'empêchent d'irradier le meilleur de lui-même dans le monde. Il y a donc eu un **conflit permanent entre l'Etat belge, jugé « étranger »** et d'« **essence franco-jacobine** », et le mouvement flamand qui se veut l'incarnation du « peuple réel », celui des hommes de chair et de sang, avec leurs vertus et leurs défauts.

Revendiquant l'égalité des langues en Belgique au XIXe siècle (le néerlandais était et reste majoritaire mais la seule langue officielle à l'époque était le français), le relâchement des liens diplomatiques et militaires avec la France, puis l'indépendance pure et simple de la Flandre, ce mouvement s'est retrouvé partiellement (mais non entièrement) du côté allemand pendant les deux guerres mondiales, ce qui a transformé maintes fois ses militants en **réprouvés**.

Après la Seconde Guerre mondiale, sévit une épuration draconienne qui vise la décapitation définitive de ce mouvement « subversif » qui fragilisait dangereusement depuis plusieurs décennies l'édifice belge. Les visées des épurateurs ont buté contre l'entêtement des militants flamands : dès 1946, ceux qui n'avaient pas collaboré et qui étaient révoltés par la tournure que prenaient les événements, par les fusillades et les incarcérations arbitraires, relançaient la machine, notamment en éditant une revue satirique, *Rommelpot*, colportée dans les rues par de très jeunes gens. Parmi ces hommes : **Karel Dillen**, futur président du *Vlaams Blok*.

En 1949, en dépit des tentatives de récupération de l'électorat

nationaliste par les démocrates-chrétiens, un parti voit le jour : la *Vlaamse Concentratie* (VC) de l'ingénieur **Alex Donckerwolcke**. Après bien des vicissitudes, à une époque très difficile où les passions de la Seconde Guerre mondiale n'étaient pas apaisées, ce parti cède le terrain à une nouvelle formation, la *Volksunie*, fondée en 1954 dans un établissement de la superbe Grand'Place de Bruxelles. Le professeur **Walter Couvreur**, un spécialiste du droit fédéral, en devient le premier président, rapidement relayé par **Frans Van der Elst**, partisan d'une politique d'ouverture aux multiples strates sociologiques du pays flamand, ouverture que Karel Dillen contestait déjà, percevant longtemps à l'avance les risques de déliquescence que cela comportait. L'objet de la divergence de vue était le suivant : contrairement à la VC, la *Volksunie* ne se donne pas pour objectif d'obtenir l'indépendance pure et simple de la Flandre, mais souhaite un Etat fédéral belge. L'ambiguïté persistera tout au long de l'histoire de la *Volksunie*, surtout sous la présidence de **Hugo Schiltz**.

■ Nationalisme de gauche

Avec l'influence des idées de Mai-68, celles d'Allemagne, de France et des Etats-Unis, ce parti s'oriente vers une forme bizarre de nationalisme de gauche, notamment sous l'impulsion d'une militante soixante-huitarde et féministe, **Nelly Maes**, surnommée Nelly-la-Rouge au Sénat, où elle parvient à se faire élire. Nelly Maes n'avait rien d'une furie mais tout d'une sociologue qui complique tout à l'envi : elle infléchit le recrutement du parti en direction des « marginaux » (féministes, homosexuels, originaux branchés de tous genres, etc.), au grand dam des militants de la vieille garde, animés par un bon sens populaire, franc et non alambiqué.

Parallèlement à cette « soixante-huitardisation » du parti, Hugo Schiltz prône une ligne fédérale dans le cadre belge (ligne dite « belgiciste »), tout en abandonnant l'objectif indépendantiste. Cette politique culmine dans les accords du Palais d'Egmont (Bruxelles), signés en mai 1977. Ces accords prévoient une Belgique fédérale à trois entités (Flandre, Wallonie, Bruxelles), au lieu d'un éclatement du pays en deux Etats indépendants (Flandre et Wallonie), préconisé par les ultras du mouvement flamand. La *Volksunie* perd des plumes et, dès le 1er juin 1977, le sénateur **Lode Claes** de Bruxelles annonce son intention de former un nouveau parti. Ce sera le VVP (*Vlaamse Volkspartij*). De leur côté, Karel Dillen et **Mia Dujardin** fondent le VNP (*Vlaams Nationale Partij*). Un troisième parti se crée : le *Vlaamse Republikeinse Beweging* (Mouvement républicain flamand). Tous reconnaissent la nécessité de fusionner les efforts et entament des négociations.

■ Neuf ans dans le désert

Ce qui aboutit à la mise sur pied du *Vlaams Blok*, cartel entre le VVP et le VNP, qui se présente aux suffrages des électeurs en décembre 78. Karel Dillen est élu à Anvers, ce qui donne un net avantage au VNP dans la coalition. Lode Claes se retire. De 1978 à 1987, isolé, Dillen occupe le seul siège nationaliste flamand au Parlement belge. Pour le parti, commence une **marche dans le désert de neuf longues années** ; sa progression électorale est constante, mais au rythme de l'escargot rhumatisant !

En 1987, la progression passe à la vitesse supérieure : deux

nouveaux députés sont élus, Maître **Gerolf Annemans** et **Filip Dewinter** ; Dillen se maintient et passe au Sénat. Sous l'impulsion de Dewinter, animateur d'un lobby lycéen et étudiant dont l'idéologie était musclée et radicalement ancrée à droite, le parti adopte des positions nouvelles, notamment un **refus catégorique de l'immigration**, qui commence à être rejetée par une minorité de plus en plus large de la population des grandes villes. Accueillie avec une réelle sympathie dans les **zones ouvrières**, cette option permet au parti de glaner suffisamment de voix pour décrocher un siège aux Européennes de 1989 pour Karel Dillen, qui rejoint ainsi **Jean-Marie Le Pen** et **Franz Schönhuber** au sein d'une « fraction technique des droites européennes ». Selon le vœu de Dillen et des fidèles d'entre les fidèles du mouvement flamand, qui est substantiellement **ethniste et fédéraliste**, cette fraction est seulement « technique » parce que le programme du FN français n'est pas fédéraliste et régionaliste. Les maximalistes ethnistes du mouvement flamand ont émis de fortes réserves quant à la coopération entre celui qu'ils considéraient comme leur mandataire et les « nationaux-jacobins » du FN.

Mais la traversée du désert était terminée pour Dillen et ses amis. Le 24 novembre 1991, lors des élections législatives, le *Vlaams Blok* obtient 12 sièges de députés et 6 sièges de sénateurs, sans compter de nombreux conseillers provinciaux. Pour les partis traditionnels belges, c'est la consternation d'abord, la colère et le ressentiment ensuite. Depuis deux ans, une campagne de diffamation bat son plein, sans résultat apparent. Mais le VB tient bon dans les sondages.

Pour une droite de conviction

Comment ce parti, considéré à ses débuts comme un rassemblement de mécontents et d'originaux, d'extrémistes anachroniques et d'excités incompétents, a-t-il pu devenir un grand parti flamand et bouleverser le paysage politique belge ? Pour Karel Dillen, le succès du VB est essentiellement dû à une chose : à une fidélité sans failles aux principes du nationalisme flamand et de la droite de conviction. A long terme, c'est toujours la fidélité et la constance qui l'emportent, pense le leader historique du parti. Contrairement à la *Volkspartij*, il ne faut pas tenir compte des modes, il ne faut pas sacrifier l'idéal pour un strapontin. Les compromis n'aboutissent à rien, sinon à ralentir et à bloquer le déploiement des énergies du peuple dans le vaste monde.

Dans une brochure-manifeste, le parti déclare d'ailleurs qu'il entend rester fidèle inconditionnellement aux principes généraux du mouvement flamand, qu'il lutte pour l'indépendance totale de la Flandre et la liquidation de l'Etat belge avec sa monarchie, pour la défense des valeurs communes de la civilisation européenne, **pour l'avènement d'une fédération néerlandaise** (Flandre, Pays-Bas, partie néerlandophone du département du Nord), **pour la solidarité avec les Boers sud-africains descendants des colons hollandais** du XVIII^e siècle, pour une éthique solidariste, pour les principes de solidarité et de subsidiarité, pour la défense des hommes de chair et de sang, envers et contre les modèles abstraits préconisés par les gauches et les médias actuels.

Toutefois, si le VB en était resté à la seule défense de ces principes humanistes et nationaux, il n'aurait pas engrangé autant de voix. Il a adroitement fusionné cet héritage et cette fidélité à un programme de mesures concrètes, visant à déconstruire et à éliminer les tares du régime belge, comme les nominations politiques, la rigidité des appareils partitocratiques, la corruption scandaleuse et « italomorphe », la manipulation des stratégies bancaires qui ruinent les épargnants et enrichissent les holdings, etc. L'Etat belge a créé un tel désordre politique qu'aucun esprit rationnel ne peut plus justifier sa survie dans les conditions actuelles.

Le VB — et personne n'a osé le dire jusqu'à présent — a bénéficié indirectement des travaux et des analyses de plusieurs instituts universitaires, **animés par des professeurs non-conformistes**, souvent encartés au parti socialiste flamand. Le souci de poser des analyses sociologiques précises et rigoureuses est une constante du mouvement nationaliste flamand, depuis au moins cent ans. Les

sociologues engagés et les argumentations sociologiques sont légion dans son histoire. Depuis les années 60, les sociologues contestataires ne se déclarent plus « nationalistes » mais prennent la carte d'un parti du pouvoir, en guise d'« assurance ». Cela ne les empêche pas de dresser des bilans consternants pour le régime. Ainsi les études des professeurs **Luc Huyse**, **Wilfried Dewachter**, **Staf Hellemans**, **Frank Demeyere**, **Kris Deschouwer** (très hostile au *Vlaams Blok*) et des journalistes financiers **Frank Naert** et **André Lammens** constituent le point final de plus de vingt ans d'analyses critiques sur la déliquescence du régime belge. Ces travaux non partisans constituent sa condamnation définitive.

Quelles ont été les tares de ce régime aujourd'hui vacillant ?

1) La juxtaposition de trois « réseaux » idéologiques concurrents, rigides, corrompus et fermés sur eux-mêmes (catholiques, socialistes et libéraux) qui ont tiré chacun la couverture à soi, sans se soucier du bien commun.

2) La nomination systématique de fonctionnaires encartés et surtout de magistrats affiliés, au prorata des voix obtenues par leurs partis, ce qui ruinait le principe de base de toute démocratie occidentale, c'est-à-dire la séparation des trois pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif.

3) L'accumulation d'une dette publique pharamineuse, impliquant un **accroissement démesuré de la fiscalité**, reposant surtout sur les petites et moyennes entreprises pourvoyeuses de petits boulots. L'effet pervers de cet endettement a été un accroissement parallèle du chômage et des faillites, sans que l'Etat ne prenne aucune mesure pour restreindre son train de vie ; les classes moyennes et les salariés bien payés ont l'impression d'avoir été rançonnés en pure perte ; ou, pire, d'être des citoyens de seconde zone, dominés par les fonctionnaires et les apparatchiks, tous issus des partis.

4) Le flux des réfugiés, la persistance d'une population immigrée basculant de plus en plus dans le chômage, l'installation des « eurocrates » à Bruxelles et dans sa grande banlieue, ont raréfié l'espace habitable dans un pays où la densité de la population est de 350 habitants par km² ; les loyers ont augmenté vertigineusement, provoquant un mécontentement général, surtout quand les appartements sociaux sont réservés en priorité aux immigrés et aux réfugiés, au nom de l'intégration.

Référendum d'initiative populaire

Pour remédier à ces problèmes de la société belge, le VB préconise le référendum d'initiative populaire sur les grands thèmes sociologiques, ainsi que la création d'écoles et l'organisation d'exams pour le recrutement des fonctionnaires et des magistrats, afin, dit le parti de Karel Dillen, de « mettre fin au banditisme des nominations ». Et comme ces nominations sont « à vie » (!), le VB propose de nommer les fonctionnaires pour une durée déterminée, afin d'assouplir l'appareil administratif, de permettre un ressourcement des fonctionnaires dans la vie économique réelle du pays, de remettre ces derniers en contact permanent avec la « société civile ». Enfin, pour enrayer les dépenses publiques inutiles (dénoncées notamment par le journaliste wallon **Jean-Pierre Defossez**), le VB exige un contrôle strict des budgets ministériels par la Cour des Comptes et un contrôle des caisses syndicales et mutuellistes (les « mutuelles » sont des associations privées qui répartissent les remboursements de la Sécurité sociale à leur clientèle ; ces associations ont une coloration politique socialiste ou démocrate-chrétienne et sont accusées de détourner des fonds au profit des partis et de les financer clandestinement).

Ces suggestions audacieuses rendent indubitablement le VB populaire auprès de larges strates d'électeurs, qui sont finalement autant de contribuables spoliés ! Et à ceux qui reprochent au VB d'être « un danger pour la démocratie », **Filip Dewinter** et ses amis rétorquent qu'au contraire leur parti vise une restauration de la démocratie par un retour à la séparation des trois pouvoirs, à une véritable démocratie traditionnelle dans le sens ouest-européen, non violente par des partis intolérants et messianiques qui n'ont fonctionné que pour leurs seuls intérêts privés et non pour l'intérêt supérieur de la communauté nationale flamande au cours des 164



Filip Dewinter, en pleine action. « Monsieur Anti-immigration » mène de main de maître une manifestation à Anvers contre l'immigration, haut-parleur à la main, sur le toit d'une camionnette de la police (1991).

ans d'histoire de la Belgique indépendante. Les adversaires du VB sont donc ceux qui ont abusé de la démocratie pour s'enrichir ou pour poursuivre des fins privées et non pas des idéalistes hostiles au « fascisme ». L'anti-fascisme, en Flandre aujourd'hui, sert donc à camoufler et à pérenniser des pratiques politiques de type mafieux qui sont au fond radicalement anti-démocratiques.

Dans les quartiers populaires, le programme du parti, qui entend réserver les logements sociaux en priorité aux nationaux, suscite beaucoup de sympathie dans les rangs socialistes, où, à Anvers, le vieux militant PS **Staf Neel**, après 20 ans de bons et loyaux services chez les sociaux-démocrates, est passé avec armes et bagages au VB, à la demande de son électoral ! Par ailleurs, à Anvers, **plus de 20 % des syndiqués d'obédience socialiste avouent, lors des sondages, qu'ils votent nationaliste et non plus PS.**

Autre cheval de bataille du VB : la politique familiale. Autrefois, ce domaine était l'apanage du pôle catholique dans l'espace politique flamand. Mais à force de gouverner en coalition avec les socialistes, qui freinent toutes les mesures en faveur de la famille, les démocrates-chrétiens ont négligé ce secteur social, laissant les problèmes s'accumuler. Le VB a eu beau jeu de s'en emparer. Maître Gerolf Annemans, les députés **Luk Van Nieuwenhuysen** et **Marijke Dillen** (la fille de Karel Dillen) ont défini la problématique familiale d'un point de vue nationaliste, confisquant du coup la défense sans compromis de ce secteur aux démocrates-chrétiens. Pour Annemans, la famille est un facteur de civilisation qui doit obligatoirement être renforcé et protégé par le pouvoir politique. Le mariage et la fondation d'un foyer sont des actes politiques et relèvent d'un devoir social à l'égard du peuple auquel on appartient. Les enfants sont le bien le plus sacré de ce peuple et la gestion politique doit tenir compte de leur présence : le VB préconise dès lors l'octroi d'une voix supplémentaire pour les parents par enfant. Une véritable démocratie ne saurait exclure de la représentation ceux qui forgent le monde de demain : c'est là un véritable suffrage universel pur et simple, contrairement à celui réservé aux seuls adultes que préconisent les socialistes de tradition marxiste. Cette mesure doit être couplée à des allocations à la mère au foyer et à une diminution drastique de la fiscalité pour les familles nombreuses.

Monsieur « anti-immigration »

Filip Dewinter est en Flandre « Monsieur anti-immigration ». Il est l'auteur d'un manifeste en 70 points (20 de plus que **Bruno Mégret** !), prônant une solution radicale du problème de l'immigration. Jugées extrémistes par le « lobby pro-immigration », ces propositions sont pourtant excessivement modérées par rapport à ce que le peuple réclame dans la rue et dans les meetings, où la rationalité la plus

élémentaire a cédé le pas à une sourde colère qui risque d'éclater si l'on ne saisit pas rapidement le taureau par les cornes.

Dewinter et le député **Van Overmeire** estiment que le racisme éclatera et, éventuellement, tuera, si on laisse pourrir la situation. Le VB estime donc que la nationalité ne peut reposer que sur le *jus sanguinis* et que seuls peuvent détenir la nationalité belge les enfants de parents flamands ou wallons, sans qu'il soit tenu compte du lieu où ces enfants sont nés. Les doubles nationalités doivent être interdites, comme le prévoit du reste le droit allemand de la RFA actuelle, qui a inspiré véritablement Dewinter ; ses adversaires affirment sans sourciller qu'il a recopié les « lois de Nuremberg » de 1935, accusation que Mégret avait également dû essuyer... Le rapatriement doit s'opérer sur base d'une réelle coopération économique entre les pays d'origine et les pays-hôtes. L'avenir des rapatriés doit être garanti en Afrique du Nord et en Turquie. Les nouveaux candidats à l'immigration doivent être systématiquement découragés.

En matière de politique européenne et internationale, le VB milite pour une défense européenne autonome, dans un cadre plus large que celui de l'OTAN, organisation qui doit être dissoute et remplacée par une structure adaptée à la nouvelle donne. A terme, l'Europe doit former un continent uni, incluant les pays de l'ex-bloc soviétique. L'Europe doit devenir une Europe des peuples (et non une Europe des patries). La gestion bruxelloise de la CEE est jugée trop bureaucratique et centralisée. Le VB souhaite une autre Europe, plus vivante et plus charnelle, plus respectueuse de ses traditions éthiques et politiques.

Le parti restera en selle pendant longtemps, même si, au cours de cette année électorale (européennes en juin et municipales en octobre), sa progression n'est pas aussi fulgurante qu'en novembre 1991. Il lui faut désormais consolider cette victoire et propager ses nouvelles options, notamment les parties de son programme qui contestent les mécanismes corrompus de la paritocratie belge. Un nouvel électoral, spolié, menacé par la précarité de l'emploi, trouvera là le langage qui lui convient. Et votera en conséquence. Pour punir ceux qui ont été incapables de gérer correctement le pays et ont lourdement hypothéqué son avenir en laissant s'accumuler une dette de près de 10 000 milliards de FB (1 700 milliards de francs lourds !).

Robert STEUCKERS

Bibliographie :

- 1) Filip Dewinter & Karim Van Overmeire, *Een tegen allen. Opkomst van het Vlaams Blok*, Uitgeverij Tyr, Anvers, 1993.
- 2) Filip Dewinter, *Immigratie : de oplossingen. 70 voorstellen ter oplossing van het vreemdelingenprobleem*, éd. NVI, Bruxelles, s.d.
- 3) Filip Dewinter & Jan Penris, *Zwartboek werkloosheid. Het aandeel van de vreemdelingen in de werkloosheid*, éd. NVI, Bruxelles, s.d.
- 4) Gerolf Annemans & Willy Smout, *De kostprijs van België*, éd. NVI, Bruxelles, 1992.
- 5) Joris Van Hauthem & Wim Verreycken, *Onafhankelijkheid moet en kan*, éd. NVI, Bruxelles, s.d.
- 6) Karel Dillen, *Wij, Marginalen*, AMU, Anvers, 1987.
- 7) Gerolf Annemans, Filip de Man, Marijke Dillen & Willy Smout, *De Gezinspartij*, NVI, Bruxelles, s.d.
- 8) Karel Dillen, *Vlaams Blok, partij van en voor de toekomst*, Vlaams Blok, Bruxelles, s.d.
- 9) Vlaams Blok-Jongeren, *Weg met de politiek ?* (actes du congrès des jeunes du VB, 13-12-1992), VBJ, Bruxelles, 1993.
- 10) Pieter Jan Verstraete, *Karel Dillen, portret van een rebel*, Aksent, Bornem, 1992.
- 11) Filip Dewinter, *Eigen Volk eerst. Antwoord op het vreemdelingenprobleem*, De Roerdomp, Anvers, 1989.
- 12) Filip Dewinter, *Weg met ons ? Antwoord aan Paula D'Hondt*, Tyr, Anvers, 1991.
- 13) Rinke van den Brink, *De Internationale van de haat. Extreem-rechts in West-Europa*, Sua, Amsterdam, 1994.
- 14) Kris Deschouwer, *Organiseren of bewegen ? De evolutie van de Belgische partijstructuren sinds 1960*, Balans/VUB-Press, Bruxelles, 1993.
- 15) Wilfried Dewachter, *Besluitvorming in politiek België*, ACCO, Louvain, 1992.
- 16) Frank Naert, *De uitgeperste democratie. Lobby's in actie*, Davisfonds, Louvain, 1992.
- 17) Serge Govaert, « Le Vlaams Blok et ses dissidences », in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 1365, 1992, Bruxelles.

Karel Dillen : Un nationaliste pur et dur



Karel Dillen, Président du Vlaams Blok, présentant sa liste européenne lors de la fête du parti à Anvers (février 1994).

Le Crapouillot — Pendant la dernière guerre, vous avez été un jeune homme sage et studieux, qui ne s'est pas engagé, ni dans la résistance ni dans la collaboration. Les injustices et la violence de l'épuration ont fait de vous un nationaliste dur et pur. Pouvez-vous nous expliquer cette grande mutation personnelle ?

Karel Dillen — Cette mutation n'a pas été aussi dramatique que vous le laissez sous-entendre. L'athénée (équivalent du lycée) que je fréquentais baignait dans une atmosphère nationaliste flamande. Bon nombre de professeurs étaient des nationalistes convaincus et engagés. Leur enseignement s'en ressentait. N'ayant rien eu à voir avec la collaboration, après le départ des Allemands, je n'ai eu aucun ennui et j'ai conservé mes droits politiques. Autour de moi, la répression frappait cruellement certains de nos anciens professeurs, comme **Reimond Rens** ou le romancier **Oswald Everaert**. Quelques-uns de mes condisciples plus âgés, dont **Herman Pauwels**, ont été jetés en prison, battus, torturés et sont sortis brisés des cachots belges. La plupart des professeurs inquiétés ont été chassés de nos écoles et collèges, ce qui,

à long terme, a eu des conséquences sur la qualité globale de l'enseignement. Pour moi, ce fut un contraste horrible par rapport à la relative tolérance qui régnait dans l'école pendant les trois premières années de la guerre : on savait pertinemment bien qui était, parmi les professeurs et les élèves, en faveur des Alliés et qui soutenait l'« Ordre Nouveau » pro-allemand. Mais la discussion demeurait ouverte et courtoise.

En 1943, les choses ont mal tourné. Dans la région d'Anvers, des professeurs pro-Alliés ont été arrêtés et internés à Buchenwald. Seuls les communistes ont survécu à cet effroyable univers concentrationnaire et sont revenus.

Après avoir servi de traducteur dans les services annexes de l'armée britannique et effectué mon service militaire, je me suis engagé dans un mouvement de jeunesse nationaliste, le mouvement « Sint-Arnoutsvendel », même si, à 22 ans, je n'avais plus aucune prédisposition pour ce type d'activité ! J'étais fasciné par le courage de ses animateurs qui affirmaient haut et clair leur nationalisme en dépit de la tourmente. Dans ce cadre, j'ai commencé ma vie de militant, en organisant des manifestations de souvenir et d'hommage aux victimes de l'épuration. J'ai également organisé le premier meeting, à Anvers, en faveur de l'amnistie. J'ai ensuite tout naturellement participé aux premiers combats de la *Vlaamse Concentratie*, le premier parti nationaliste flamand d'après 1945.

Le nationalisme de cette époque-là se portait mal : il avait été décapité, ses principaux animateurs croupissaient dans les geôles belges, les autres étaient privés de leurs droits civils ou devaient trimer dur pour se refaire une situation. Pour sortir de l'isolement, la VC était contrainte de tenter une ouverture vers des milieux qui n'étaient pas nationalistes (indépendants et paysans). Un travers dans lequel la *Volksunie*, le parti qui devait succéder à la VC, allait tomber à son tour, surtout sous l'impulsion du « centriste » **Hugo Schiltz** et par le noyautage des éléments gauchistes, de plus en plus nombreux pendant les années 60.

— La fidélité aux principes, l'éthique de la continuité, le refus des bricolages politiques et des compromissions qui ne mènent à rien constituent les principales caractéristiques de votre vision de la politique. Nous aimerions que vous nous donniez quelques précisions...

— En effet, je refuse catégoriquement de conclure des compromis qui menacent ou ruinent les principes clairement définis, adoptés par un parti ou un mouvement prenant son envol. Sur le long terme, la succession ininterrompue des compromis et des concessions ne permet plus de mener une politique cohérente. L'électeur n'y trouve plus son compte. Rien ne peut être décidé, tranché. Rien ne peut être fait, aucun problème ne peut être résolu. C'est le règne de l'indécision.

L'histoire du mouvement flamand, dans notre après-guerre, illustre parfaitement ce type d'enlisement. Certes, il a des circonstances atténuantes, parce qu'il a été brisé par la répression. Le calcul des nationalistes prêts aux compromis s'explique tout simplement parce que ces hommes ne voulaient pas rester dans la marginalité ; sans alliances, aucune victoire électorale, même minime, n'était possible. La *Volksunie* a connu cet état d'esprit dès le

début des années 60, l'aile centriste du mouvement, celle de **Schiltz**, désirait partager ne fût-ce qu'une parcelle du pouvoir. Elle a été renforcée, avant et après 68, par des éléments gauchistes qui, auparavant, n'avaient jamais trouvé leur place dans le mouvement flamand. Nationalistes purs, centristes prêts à toutes les compromissions et gauchistes messianistes se côtoyaient ainsi dans un parti qui naviguait au pifomètre, sans suivre de ligne directrice.

Les nationalistes, pourtant, n'ont pas réagi devant les dérives centristes ou gauchistes. Moi-même, au départ, je ne voulais pas lâcher le seul parti nationaliste flamand ayant survécu aux tourments du siècle. Comme les autres, je suis resté parce que je ne voyais pas d'autres solutions. A l'époque, créer un nouveau parti aurait été suicidaire. Les accords du Palais d'Egmont (1977), où la *Volksunie* a jeté par-dessus bord les principes du mouvement flamand, pour obtenir quelques misérables strapontins, ont été la goutte qui a fait déborder le vase. J'ai franchi le pas. J'ai lancé le VNP, devenu, après quelques avatars, le *Vlaams Blok*.

■ « L'Europe de Bruxelles ? Une catastrophe... »

— Vous êtes député européen depuis cinq ans. Quel est votre jugement sur l'Europe de Bruxelles et de Strasbourg ? Quelle Europe souhaiteriez-vous voir advenir ?

— Mon jugement est facile à formuler : l'Europe de Bruxelles est une catastrophe pour les Européens. Ils risquent de tomber sous la coupe d'une eurocratie subtilement autoritaire, qui régentera leur vie, comme le *Big Brother* d'**Orwell** régenterait la vie des habitants d'Océana dans ce célèbre roman prémonitoire que fut *1984*. Les eurocrates n'ont plus que le mot de « subsidiarité » à la bouche. La « subsidiarité », en théorie, c'est donner un pouvoir de décision aux plus petits échelons de la politique. En pratique, nos bons eurocrates ne se soucient pas davantage de cette théorie qu'un poisson d'une pomme. L'eurocratie se mêle de tout, de la longueur des saucissons ou de la grosseur des petits pois. Elle parle du respect des « différences », mais ne leur laisse plus aucune place. Et quand on me parle d'une Europe fédérale, je ne vois pas de quel fédéralisme on parle ; je m'insurge contre ce faux fédéralisme qu'on cherche à nous imposer de force, car il n'est que le masque publicitaire d'une monstruosité centralisatrice, sèchement administrative, autoritaire et mondialiste. Face à ce fédéralisme malhonnête, je lutte pour une Europe confédérale qui, dans un deuxième temps, dirigera son attention sur ces faits concrets, historiques et éternels que sont les peuples. Tous les peuples d'Europe ont droit à l'autodétermination. En ce qui nous concerne, la Flandre doit encore devenir Etat.

— Comment appréciez-vous le travail de la « fraction technique des Droites européennes » que vous animez notamment avec Jean-Marie Le Pen ?

■ Le Volk et l'Etat

— Je rappellerais que nous sommes une fraction « technique » et non pas un groupe qui rassemble des partis porteurs d'une vision du monde monolithique et standardisée. Certes, nous avons tous énormément de points communs. Mais aussi des différences. **La conception française et la conception flamande du nationalisme sont très différentes.** Le *Vlaams Blok* avait plus d'affinités avec nos collègues allemands qui, comme nous, sont animés par un nationalisme qui place le peuple, le *Volk*, au-dessus de l'Etat. Allemands et Flamands ont élaboré un nationalisme ethnique, dérivé de la philosophie de **Herder**. Les Français ont développé un nationalisme d'adhésion, comme l'a théorisé **Renan**.

Les autres différences sont secondaires. Par exemple, la problématique de la peine de mort : le FN français est inconditionnellement en faveur de la peine de mort. Le *Vlaams Blok* est moins catégorique. Personnellement, je suis contre. Mais la polémique

n'est pas close au sein de notre parti. Le souvenir de l'épuration et de nos martyrs m'incline à rejeter la peine de mort. Je reste séduit par les arguments de maître **Jacques Isorni**, le défenseur de **Pétain** et de **Brasillach**.

Au sein de la « fraction technique », la coopération est bonne, même si, au départ, nos collègues français ont dû s'étonner de la nature du nationalisme flamand. Sur le plan humain, l'expérience est très positive. Les qualités intellectuelles et politiques de mes collègues français sont exceptionnelles. Leurs compétences nous apportent beaucoup. La survie de cette fraction dépendra des résultats en Allemagne. Si nos amis y dépassent la barre des 5 %, en dépit de leurs querelles intestines, nous recommencerons l'expérience sans hésiter. Flanqués sans doute par de nouveaux collègues néerlandais et danois.

— Vous êtes un lecteur attentif de la presse française de droite. Vous avez connu personnellement des hommes aussi différents que **Maurice Bardèche** et **Olier Mordrel**, auxquels vous demeurez inébranlablement fidèle. Pouvez-vous nous dire deux mots sur ces amitiés indéfectibles ?

— Mon intérêt pour la France remonte aux temps de la répression. L'avocat **Walter Bouchery**, un nationaliste d'après 1945, peu compromis dans la collaboration, très critique à son égard, s'engage tout de suite sur la brèche, dès la fin des hostilités, et publie une revue intitulée *Wit en Zwart* (Blanc et Noir) qui ne dura que trois numéros, avant d'être interdite. J'y ai découvert un article sur **Robert Brasillach**, qui a aussitôt éveillé mon intérêt. Je n'ai plus cessé, depuis lors, de m'intéresser passionnément à ce personnage tragique de l'histoire et des lettres françaises. J'ai entamé une quête, que je poursuis toujours d'ailleurs, dans les publications, revues, journaux et livres français qui évoquent ce martyr de la cause nationale. C'est ainsi que j'ai découvert les revues de droite qui s'insurgeaient contre les rigueurs de l'épuration : les *Ecrits de Paris* et *Défense de l'Occident*.

Bardèche, armé de son immense culture, comprenait bien quels étaient les ressorts du nationalisme flamand, ce qui est rare chez nos amis français. Le nationalisme ethnique était pour lui une valeur positive, y compris celui des Bretons. Finalement, j'ai appris à le connaître personnellement, je lui ai posé des tas de questions sur **Brasillach**, il m'a prêté sa collection de *Je suis partout*, pour que je le consulte. Plus tard, il est venu prononcer une conférence à Anvers sur « L'Europe entre Washington et Moscou ».

J'ai connu **Olier Mordrel** quand il était encore interdit de séjour en France. Mordrel a fait ainsi la navette entre tous les pays voisins de la France. C'est ainsi qu'un jour il est venu loger chez moi. Le lendemain, il s'est adressé, à Bruxelles, à un auditoire d'une quarantaine de Bretons qui souhaitaient rencontrer leur célèbre exilé. Mordrel était proche, depuis longtemps, du mouvement flamand, qui lui a toujours manifesté un indéfectible attachement et s'est montré solidaire de ses initiatives. Avant guerre, il avait connu **Hector de Bruyne** de la *Volksunie*, un nationaliste de pure eau devenu par la suite ministre du Commerce extérieur de l'Etat belge.

Mais je voudrais aussi évoquer la figure de **Robert Poulet**, que les nationalistes français connaissent bien pour ses chroniques dans *Rivarol* et *Ecrits de Paris*. Le contact s'est établi à la suite d'une recension de *Ce n'est pas une vie*, un récit autobiographique où il évoque notamment les longs mois qu'il a passés dans sa cellule de condamné à mort à Bruxelles. J'avais écrit cette recension dans l'hebdomadaire satirique et nationaliste anversois *'t Pallieterke*, auquel j'ai collaboré pendant de très longues années. Cette recension a enchanté Poulet et a fait que nous nous sommes liés d'amitié. L'homme m'a séduit par son intégrité. Sa culture immense, ses conseils, ses souvenirs ont été pour moi un enrichissement personnel inestimable. L'année de sa mort, en 1989, le journaliste flamand **Manu Ruys** a lancé une initiative visant sa réhabilitation et a adressé une missive au Palais de Laeken. La première réaction du Palais a donné un faible espoir au nonagénaire. La deuxième réaction a été un refus, poli mais froid. Poulet a été terriblement déçu. Il est mort quelques mois plus tard, après m'avoir légué les documents relatifs à cette affaire. Je les ai publiés dans *'t Pallieterke*. Cette affaire a conforté mon républicanisme.



Nationalistes flamands et israéliites

— Le directeur du *Belgisch Israelitisch Weekblad* (hebdomadaire israélite belge) d'Anvers, monsieur Louis Davids, a pris votre défense contre les « progressistes anti-fascistes » qui sévissent en dedans et en dehors de la communauté juive d'Anvers, de Bruxelles et de Belgique. Expliquez-nous donc cet état de choses à peine croyable pour les Français d'aujourd'hui...

— C'est simple. J'ai derrière moi 45 années d'activisme politique. J'ai écrit des milliers de pages. J'ai prononcé des centaines de discours. Pas un mot, pas une ligne dans tout cela qui soit qualifiable d'antisémite. Les rapports entre les nationalistes flamands et la communauté israélite à Anvers et en Belgique ne sont pas conflictuels, hormis le petit incident que vous signalez et qui émane de marginaux qui veulent singer les modes de Paris.

Ces rapports varient entre la sympathie et la neutralité. Qui plus est, le mouvement nationaliste flamand a eu ses héros, ses martyrs et ses militants juifs. Je pense surtout à cette figure sublime fut **Marten Rudelsheim**, mort dans une prison belge en 1920. Cet intellectuel brillant, issu des milieux nationaux-libéraux, avait milité dès son plus jeune âge pour la séparation administrative et pour la flamandisation de l'Université de Gand, dans une Belgique qui ne connaissait aucune université flamande, alors que nous formions la majorité de la population. En 1914-18, les autorités allemandes avaient appuyé et concrétisé ce projet par solidarité intergermanique. Rudelsheim a été condamné pour collaboration et interné, ses juges n'étant sans doute pas exempts de réflexes antisémites plus ou moins conscients. Rudelsheim est mort en héros, pour notre cause. Notre reconnaissance sera éternelle.

Je pense aussi au dévouement du professeur **Wenger**, qui a multiplié les initiatives culturelles à Anvers et n'a jamais cessé de soutenir l'Université de notre ville. Je pense aussi au docteur **Schaap**, israélite hollandais, dont les convictions sont très ancrées à droite, qui mène un combat pour la sauvegarde de l'identité de la Flandre méridionale, qui fait partie aujourd'hui du département du Nord (France).



Le dessinateur et caricaturiste flamand Korbo, auteur du dessin ci-dessus traduit en français pour les lecteurs du Crapouillot.

Louis Davids, que vous mentionnez, est le rédacteur en chef du principal hebdomadaire israélite d'Anvers, la ville qui compte la plus forte communauté juive de Belgique, une communauté solidement ancrée dans notre passé et notre tissu industriel, notamment dans le secteur de la taille du diamant. Louis Davids et son équipe n'ont jamais participé aux attaques habituellement lancées contre le mouvement flamand par quelques cénacles minoritaires de la communauté juive de Bruxelles, fortement influencés par l'idéologie anti-identitaire que distillent certains philosophes juifs de la place de Paris, qui ne se souviennent pas des leçons sublimes de **Simone Weil**, la jeune et poignante philosophe décédée à Londres en 1942, et dont l'ouvrage principal s'intitule *L'enracinement*.

Pour ces « penseurs » à la mode, toute affirmation d'une identité est suspecte d'antisémitisme. Généralisation qui est évidemment fausse. Il fallait remettre les pendules à l'heure. Ensuite, ce journal ne participe pas à la campagne hostile à l'amnistie que mènent les mêmes cénacles bruxellois. En effet, le combat pour l'amnistie a rebondi en Flandre : on pense enfin réviser le procès d'une fermière innocente, mère de plusieurs enfants, fusillée en 1945 pour une délation qu'elle n'avait jamais commise et qu'aucune preuve sérieuse n'étayait. Louis Davids est un honnête homme. Je crois donc qu'il ne voit aucun inconvénient, en tant qu'israélite, en tant que ressortissant d'une communauté qui a pourtant très injustement souffert lors de la dernière guerre, à ce que l'on réexamine le dossier de cette pauvre femme.

Le populisme néerlandais aujourd'hui : contre la Trilatérale

Avant-guerre, l'espace politique néerlandais a connu toutes les variantes possibles de « nationalisme », de « populisme » et de « fascisme ». Un « parti de la canaille », anarcho-fascisant, a même défrayé la chronique, sous l'impulsion de **L.G.A. Coremans** et d'**Erich Wichman**. Ce parti utilisait comme symbole le balai, censé nettoyer les écuries d'Augias de la politique « bourgeoise ». Un certain **Léon Degrelle** reprendra l'idée à son compte en Belgique quelques années plus tard...

Autre particularité du « fascisme » hollandais : **ses références constantes à la philosophie de Hegel et à celle de son interprète italien, membre du parti fasciste, Giovanni Gentile**. Ce qui a conduit à l'éclosion d'un mouvement très original, celui des « actualistes », où s'illustrèrent **Alfred Haighton** et **Hugo Sinclair de Rochemont**. Cette effervescence des années 20 a surtout profité au mouvement de l'ingénieur **Antoon Mussert**, le *Nationaal-Socialistische Beweging* (NSB), qui s'est engagé à fond dans la collaboration. En mai 1946, Mussert est fusillé. Le pouvoir procède ensuite à l'éradication de toute forme de nationalisme aux Pays-Bas, en ôtant les droits civils à tous les anciens du NSB. Les Pays-Bas veulent devenir **le modèle d'une démocratie absolue où règne une tolérance sans limite, y compris pour la drogue et les perversions sexuelles que punissent habituellement les codes pénaux classiques**.

Dans un tel contexte, le populisme nationaliste ou identitaire avait du mal à se déployer dans la société. Comme les militants du NSB et la police néerlandaise avaient procédé eux-mêmes à la persécution et l'arrestation des juifs pendant l'Occupation, sans que les autorités nazies n'aient eu à insister pour qu'ils fassent du zèle dans ce sens, les Néerlandais cultivent, au fond de leur cœur, un sentiment de culpabilité indéracinable, qui a suscité un anti-germanisme à la limite de l'hystérie (la germanophilie exacerbée ayant fait place à la germanophobie hystérique) et une volonté de réparer les crimes commis à l'encontre de la communauté israélite.

De là, une vigilance à l'encontre de tout mouvement qui pourrait ressusciter partiellement ou entièrement le nationalisme d'avant-guerre. L'antisémitisme ou le racisme plus généralisé ne trouvent pas leur place dans la société néerlandaise actuelle, où, au contraire, on applique officiellement la « discrimination inversée » dans le recrutement du personnel : **le ressortissant d'une minorité a toujours priorité par rapport à l'autochtone**.

Comme l'écrit l'universitaire **Henk Raijer**, engagé officiellement dans cette entreprise de vigilance permanente, la Hollande est tolérante par tradition, le citoyen a un droit absolu à être ce qu'il souhaite être et à faire valoir sa « différence » ; ainsi, nous explique Raijer, les partisans de l'euthanasie ou de l'avortement, les homosexuels, les pédophiles, les pacifistes hostiles aux armes nucléaires, les adeptes des sectes les plus originales, et les étrangers ont droit à une forme de représentation et à des subsides des pouvoirs publics.

Toute évocation de l'enracinement du peuple néerlandais dans son pays, toute réflexion sur l'identité nationale, toute tentative d'opérer une simple distinction entre nationaux et étrangers risquait, dans l'immédiat après-guerre, d'être assimilées à une tentative de reconstituer le NSB, ce qui aurait évidemment été intolérable au pays de la tolérance. Les vétérans des armées néerlandaises (surtout ceux qui avaient combattu les Japonais et les indépendantistes indonésiens de 1941 à 1949) formaient un lobby de la droite

musclée, accepté dans le paysage politique néerlandais : l'*Oud Strijders Legioen* (OSL = Légion des Anciens Combattants), qui noyait les libéraux et les démocrates-chrétiens pour renforcer l'armée et faire voter des budgets envers et contre les menées du puissant lobby des antimilitaristes.

La première manifestation politique radicale fut le *Boerenpartij* (Parti des Paysans) de **Hendrik Koekoek**, qui a siégé de manière ininterrompue au Parlement de 1963 à 1981. En 1971, **Joop Glimmerveen** fonde la *Nederlandse Volksunie* (NVU = Union du peuple néerlandais), qui participe sans succès aux élections de 1974 et est exclue de toute participation aux scrutins de 1978 par décision judiciaire. Celle-ci est toutefois annulée par le Tribunal Suprême en 1979. Le parti s'était nettement profilé comme « fasciste » et « raciste », à la limite du carnavalesque, ce qui, forcément, n'a pas séduit l'électeur.

■ Janmaat

Pourtant les problèmes s'accumulaient. La Hollande, terre traditionnelle d'émigration, pays exigu où s'entassaient 14,5 millions d'habitants qui grappillent du terrain sur la mer en construisant sans arrêt digues et barrages, ne peut plus accueillir personne, surtout quand les courbes du chômage montent comme partout ailleurs en Europe. En 1980, **Hans Janmaat** fonde le *Centrumpartij* (Parti du Centre) qui lui permet d'entrer au conseil municipal de La Haye en 1982. Janmaat se distancie de toutes les excentricités passées de la NVU. Immédiatement, son parti connaît le succès dans les grandes agglomérations (Rotterdam : 4 %, Amsterdam : 2,8 %, La Haye : 2,2 %). Mais, en 1986, le parti éclate : Janmaat fonde les *Centrumdemokraten* (Démocrates du Centre), regroupant les hommes les plus modérés de son parti, tandis que les éléments plus militants et plus nationaux-révolutionnaires lancent le *Centrumpartij* '86 (Parti du Centre 86). Les deux formations seront concurrentes pendant trois ans, sans que l'on puisse prévoir laquelle des deux allait prendre le dessus, d'autant plus que de nouveaux groupuscules activistes commençaient à occuper le terrain : l'Alternative démocratique néerlandaise, les Réalistes néerlandais et le Bloc néerlandais.

En 1989, Janmaat retourne au Parlement avec 0,9 % des voix. La proportionnelle absolue lui permet d'obtenir un siège (il faut 0,5 % pour en obtenir un, le Parlement comptant 200 sièges). En 1989, son électorat reste concentré dans les grandes villes : les scores y varient de 6 à 7 %. Mais le CP'86 tient bon également dans ces mêmes zones urbaines où il fait élire **Wim Beaux**, **Theo Termijn** et le militant national-révolutionnaire **Stewart Mordaunt**. Ces succès ont placé le CP'86 dans le collimateur du pouvoir judiciaire, ce qui a contribué à anémier le parti au profit de la formation de Janmaat. Début 1994, lors des élections municipales, le parti de Janmaat quadruple ses voix, ce qui laisse supposer qu'il obtiendra de 4 à 6 sièges aux prochaines législatives et probablement un siège à Strasbourg en juin.

L'idéologue des partis « centristes » néerlandais est le docteur **W.J. Bruyn**, qui a milité dans les deux principales formations et demeure une référence pour tous. Ses arguments ne sont pas dépourvus d'originalité. Il s'attaque à la pratique de la « discrimination inversée » ou « discrimination positive », arguant qu'elle s'oppose à l'égalité de tous devant la loi : « Toute mesure légale visant à favoriser les groupes d'origine étrangère fonctionne auto-

matiquement en défaveur de la population indigène », a-t-il déclaré à **Rinke van den Brink**, correspondant du *Monde* à Amsterdam. L'idéologue des divers « centrismes » se veut réaliste : il se rend compte des problèmes que pose l'exiguïté territoriale des Pays-Bas face à l'immigration. « C'est une question d'espace. Il faut construire des logements et des routes, il faut prévoir des mesures de sécurité sociale, etc. Mais c'est au détriment des pauvres et des exclus autochtones. Toute société repose sur une structure ethno-démographique déterminée. On ne peut pas éternellement y ajouter de nouvelles populations, superposer un nouveau prolétariat à celui qui existe déjà. Et si l'on pratique en plus la "discrimination positive", les pauvres et les exclus de la population autochtone risquent d'être mis définitivement au rancart. S'il n'y avait pas autant d'étrangers, les problèmes de notre propre prolétariat n'existeraient plus, du moins sur le plan quantitatif. »

Programme en 10 points

Les programmes des CD de Janmaat et du CP'86 sont à la fois semblables et dissemblables. On perçoit chez les premiers un « conservatisme » qui entend ratisser large et, chez les seconds, des options plus radicales. Pour les législatives de 1994, Janmaat a élaboré un programme en dix points : 1) Mettre un terme aux discriminations qui frappent les citoyens néerlandais. 2) Introduire la peine de mort dans le Code pénal. 3) Diminution générale des charges locatives. 4) Promouvoir les productions néerlandaises. 5) Maintenir le prix de l'essence à 1,50 florin (environ 5 FF). 6) Mettre les demandeurs d'asile au travail dans des centres appropriés. 7) Embellir l'environnement sans augmentation des impôts. 8) Mettre un terme à l'auto-destruction de la culture néerlandaise. 9) Contrôler la circulation des personnes aux frontières du pays. 10) Affirmer officiellement que les Pays-Bas ne sont pas une terre d'immigration (ce qui implique de supprimer l'article 1 de la Constitution qui promet une égalité de traitement à toutes les personnes se trouvant sur le territoire néerlandais).

La Trilatérale

Plus radical et plus élaboré est le programme de 1993 du CP'86, notamment sur les plans de la politique européenne et de la politique étrangère. Le CP'86 s'oppose à toute forme d'unité européenne institutionnalisée, refuse les transferts de souveraineté à Bruxelles ou Strasbourg. En dépit de cette manifestation de nationalisme classique, les militants du CP'86 désignent les Etats-Unis comme l'ennemi principal de l'Europe toute entière, qui vise à transformer celle-ci, à moyen ou long terme, en « continent tiers-mondisé ». Le parti considère ensuite que les organisations internationales telles l'ONU, la CEE, le FMI, la Banque mondiale, etc. sont des instruments du grand capital, manipulés par la « Commission Trilatérale » installée aux Etats-Unis.

Enfin, le parti souhaite une solidarité active de tous les peuples néerlandophones (Néerlandais, Flamands de Belgique et de France, Boers sud-africains, émigrés néerlandais et flamands en France, aux Etats-Unis, au Brésil, en Argentine et en Australie) contre les Etats, les systèmes politiques ou les groupes privés qui voudraient attenter à leurs libertés, à leur identité culturelle et linguistique ou à l'intégrité physique de leur personne. Une Commission doit être mise sur pied, pour sanctionner immédiatement les coupables et prendre toutes mesures adéquates.

Le CP'86 soutient tous les efforts d'unité allemande et se réjouit de la « réunification partielle » de 1990. **Il faut faire pression sur l'Italie pour qu'elle rende le Tyrol à l'Autriche et sur Israël pour qu'il évacue les territoires occupés.** Les territoires d'outre-mer des Pays-Bas doivent pouvoir accéder à l'indépendance dans les meilleurs délais, le CP'86 s'opposant à toute forme de colonialisme.

Les « centristes » néerlandais regardent le Vlaams Blok flamand comme une sorte de « grand frère » ou de « cousin qui a réussi ». Le mouvement flamand bénéficie de l'héritage de deux

siècles de combat culturel et linguistique. Né sur un terreau catholique, le parti de **Karel Dillen** ne cultive pas ce sens de la « culpabilité » et du « conformisme » qui affecte très souvent les peuples protestants. Mais avec l'accumulation des problèmes aux Pays-Bas, les « centristes » risquent de rattraper rapidement leur retard.

R.S.

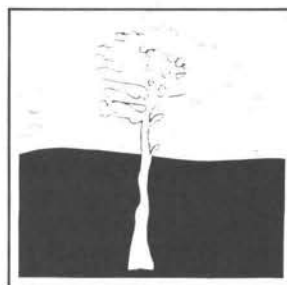
1) Pour comprendre le nationalisme néerlandais d'avant-guerre :

- Dr A.A. de Jonge, *Crisis en critiek der democratie. Anti-democratische stromingen en de daarin levende denkbeelden over de staat in Nederland tussen de wereldoorlogen*, HES Uitgevers, Utrecht, 1982 (la « révolution conservatrice » en Hollande).
- Dr L.M.H. Joosten, *Katholieken en fascisme in Nederland. 1920-1940*, HES Uitgevers, Utrecht, 1982 (les catholiques et le fascisme aux Pays-Bas).
- R. Havenaar, *De NSB tussen nationalisme en « volkse » solidariteit de vooroorlogse ideologie van de Nationaal-Socialistische Beweging in Nederland*, Staatsuitgeverij, 's-Gravenhage, 1983.
- Jan Meyers, *Mussert. Een politiek leven*, Arbeiderspers, Amsterdam, 1984.
- J.L. van der Pauw, *Coremans de rapaljaan. Opkomst en ondergang van L.G.A. Coremans en zijn Rapaille Partij*, Donker, Rotterdam, 1986.
- J.L. van der Pauw, *De Actualisten. De kinderjaren van het georganiseerde fascisme in Nederland - 1923-1924*, Sijthoff, Amsterdam, 1987.

2) Pour les partis actuels :

- Jan Rath, *Ist Holland anders ?*, in M. Kirfel u. W. Oswalt (Hrsg.), *Die Rückkehr der Führer. Modernisierter Rechtsradikalismus in Westeuropa*, Europaverlag, Wien/Zurich, 1989.
- Henk Rajer, *Historischer Überblick : Niederlande*, in M. Kirfel u. W. Oswalt (Hrsg.), op. cit.
- Rinke van den Brink, *De Internationale van de haat. Extreemrechts in West-Europa*, SUA, Amsterdam, 1994.
- Centrumdemocraten, *Partijprogramma Verkiezingen Tweede Kamer 1994*.
- Centruumpartij '86, *Partijprogramma*, 1993.

LA DOUCEUR DU BASSIN AUX PORTES DE BORDEAUX



Le bois de St-Yves

12 lots viabilisés, boisés de 890 m² à 930 m²
122 HT le m² seulement (frais de bornage et trottoir compris).

Ex : 900 m² pour 109800 F HT

Renseignements : 56.66.16.90

Populisme et « partis du progrès » en Scandinavie

Dans l'espace linguistique francophone, la Scandinavie actuelle est peu connue ; celle d'il y a mille ans, du temps des Vikings, semble davantage passionner les amateurs d'expositions, de livres et d'archéologie. Pourtant, les formes de parlementarisme, les modes de démocratie directe, les formules politiques y sont, toutes idéologies confondues, très originales et méritent pleinement l'attention du politologue ou du politiste.

Suède

La Suède a une vieille tradition nationaliste, mais cette tradition a été dès le départ « éclatée » : pas moins de 90 groupes fascistes concurrents et antagonistes ont fait l'actualité dans les années 30. De ce magma, seuls ont émergé, après 1945, la personnalité de **Per Engdahl**, d'une part, et la revue *Fria Ord* (La Libre Parole), d'autre part. Engdahl fonde le *Nysvenska Rörelsen* (Nouveau mouvement suédois), immédiatement après les hostilités. Les nationalistes suédois agissent également, sous le couvert d'un « Comité d'aide suédois aux enfants allemands ». En mai 1951, Engdahl contribue à fonder le « Mouvement social européen » qui connaîtra bon nombre de ramifications dans le continent.

Les années 60 et 70 ne produisent rien de notable dans les milieux nationaux et fascistes suédois. En 1976, apparaît un mouvement des *Centrum-Demokraten*, dirigé par **John Görnebrand**, hostile à l'immigration et au modèle socialiste suédois, en faveur de l'énergie nucléaire et revendiquant le référendum en matière d'immigration. Ses scores électoraux n'ont jamais dépassé 1 %, sauf en Scanie (province méridionale) où il obtient 14 mandats municipaux.

En 1980, un groupe d'action voit le jour ; il est baptisé *Beväre Sverige Svensk* (Gardez la Suède suédoise). Il souhaite chapeauter les activités de « tous ceux qui ont le souci de l'avenir de la Suède ». La meilleure méthode pour sauver le peuple suédois « en voie de disparition », expliquent les animateurs du groupe, c'est de rapatrier tous les immigrants. La branche politique et activiste de ce mouvement d'agitation et de propagande en faveur du rapatriement des immigrés s'appelle, à l'instar de ses homologues danois et norvégien, le « Parti du Progrès » (*Framstegspartiet*).

De ce groupe bicéphale naît en 1987 un premier parti politique, le *Sverigepartiet* (Parti de la Suède), dirigé par **Peter Pedersen**, **Stephan Herrmann** et **Leif Zeilon (Ericsson)** ; il est constitué selon le modèle du *National Front* britannique. En 1988-89, après quelques querelles, scissions et dissidences, il prend le nom de *Sverigedemokraterna* (Démocrates suédois), met un frein aux excès violents de son aile la plus turbulente et prend part aux élections. Ce nouveau mouvement prend le relais d'une très ancienne formation nationaliste et conservatrice, fondée en 1915 et toujours présente sur le terrain : le SNF (Ligue nationale suédoise) qui s'était effritée à partir de 1980, jusqu'à compter quatre SNF, brave-ment numérotés de 1 à 4 ! A l'automne 1991, les « Démocrates suédois » conquièrent deux sièges au conseil municipal de Stockholm.

Cette présence insolite dans le calme paysage politique suédois est due au fait que le modèle social-démocrate, qu'on avait décrit jadis comme une panacée, a cessé de séduire. De 1989 à 1991, plusieurs partis contestataires, allant de la droite modérée ou néo-libérale à un nationalisme plus intransigeant, ont commen-

cé à grignoter la majorité confortable des socialistes ; les « démocrates-chrétiens », le mouvement mi-poujadiste, mi-néo-libéral « Nouvelle Démocratie » et la mouvance protestataire, anti-fiscale et anti-bureaucratique du comte **Jan Wachtmeister**. Cette multiplication d'initiatives, de refondations et de scissions atteste d'un malaise et de la difficulté de dépasser plusieurs décennies de socialisme paternaliste. Par ailleurs, les partis conservateurs modérés, actuellement au pouvoir, ont pu absorber une partie du mécontentement, empêchant l'envol des « progressistes », comme en Norvège et au Danemark.

A côté de ces mouvements nationaux « centralistes », un « Parti scanien » (de la Scanie, la province la plus méridionale de la Suède), autonomiste, voire séparatiste, mobilise également les citoyens contre le phénomène de l'immigration et des demandeurs d'asile. Il est dirigé par **Carl Herslow**.

Cette formation régionaliste peut compter sur l'appui des petits commerçants, des artisans et des paysans, menacés par l'étatisme sévère du socialisme suédois. En plus, cette province, jadis prospère et fortement industrialisée, connaît un ressac et une augmentation alarmante du chômage. A Malmö, où le parti obtient 7,2 %, les branches traditionnelles de l'industrie se sont effondrées : les chantiers navals ferment, et le chômage monte à 8 %, alors que la moyenne nationale est de 2 %. Certes, sur le plan matériel, le système suédois a pu compenser et dédommager les victimes des « restructurations » ; cela n'a pourtant pas été possible sur le plan psychologique. Très durement ressentis ont été :

- les séparations des équipes de travailleurs, autonomes selon le modèle dit de « Kalmar » (les équipes décident chaque matin du plan de travail à suivre ; c'est l'introduction de cette pratique que souhaitent les Verts en France, notamment **Lipietz**, un de leurs principaux idéologues) ;

- la multiplication des petits boulots à temps partiel et peu motivants ;

- les déménagements provoquant des ruptures psychologiques difficilement surmontables.

Autant de facteurs qui ont entraîné le refus du socialisme, fût-il suédois, et engendré un mécontentement à relents nationalistes.

Enfin, la Suède compte aussi plusieurs groupuscules « éco-fascistes », parallèlement à des sectes plus ou moins religieuses, ultra-protestantes ou néo-païennes, comme *Livets Ord* (Le Verbe de la Vie) qui s'aligne sur les positions fondamentalistes de la *Moral Majority* américaine.

Norvège

Après les premiers succès du « Parti du Progrès » danois, **Anders Lange** crée en Norvège un parti de même nom (*Fremskrittspartiet*). Cette formation rebelle et contestatrice engage le combat pour une importante diminution des impôts et des dépenses publiques, et pour que soient limitées les interventions

étatiques dans la vie privée des Norvégiens. A partir de 1978, le nouveau président **Carl Ivar Hagen** entame une lutte contre l'immigration (la « mahommedanisation », est-il écrit dans les pamphlets et les tracts du parti).

Ses débuts sont modestes, les scores ne dépassant jamais 5 %. Mais les propositions de Hagen se précisent : restriction du droit des étrangers, augmentation des budgets pour la police, renforcement du droit pénal et privatisation de larges pans des services publics. Entre-temps, les sondages dévoilent que 44 % des Norvégiens veulent l'expulsion pure et simple de tous les étrangers résidant sur le territoire du royaume. Hagen joue sur cette vague de xénophobie. Lors des élections législatives de 1985, il envoie deux premiers parlementaires à l'Assemblée nationale d'Oslo, avec 3,7 % des suffrages. Ces deux mandats ont permis un habile travail politique : les deux députés « progressistes » arbitraient purement et simplement le jeu parlementaire. En effet, le bloc socialiste (deux partis) avait 77 sièges. Le bloc des droites (démocrates-chrétiens et centristes) en avait 78.

Très intelligemment, les deux députés du parti de Hagen ont soutenu les gauches et ont fait tomber la coalition conservatrice de **Willoch**, permettant à Mme **Gro Harlem-Brundtland** de gouverner le pays. Ce qui n'a pas empêché les deux maîtres du jeu de voter avec l'opposition conservatrice, dans certains cas, contrôlant ainsi à leur profit le jeu politique norvégien et montrant que leur petit nombre leur conférait une puissance redoutable. En agissant adroitement, ils ont suggéré au peuple norvégien une politique alternative, synthèse entre les programmes socialiste et conservateur. Parmi les slogans de la campagne électorale : « Chacun est l'artisan de son propre bonheur » ; « Pas d'argent pour les réfugiés mais plutôt pour les vieux Norvégiens malades ».

Les populistes-progressistes ont obligé le gouvernement à restreindre le droit d'asile et à imposer à tout foyer norvégien recevant chez lui des étrangers, de quelque nationalité que ce soit, de le signaler à la police. Cette politique sévère a séduit l'électorat et les jeunes, souvent contraints à l'émigration vers les Etats-Unis, dans ce pays au sol ingrat. En septembre 1989, Hagen obtient 13 % et envoie 22 députés au *Storting* (Parlement). Il a mordu ainsi non seulement dans l'électorat conservateur, mais aussi dans celui des socialistes. Ce qui a surtout frappé les observateurs, c'est l'extrême jeunesse de ses électeurs, encadrés par 5 000 militants d'un mouvement de jeunesse politisé. Dans les lycées, où siègent des « parlements d'élèves », les populistes sont très largement majoritaires. Le nouveau Premier ministre conservateur issu de ce scrutin, **Syde**, a été contraint de tenir compte de cette fraction de l'opinion, même s'il a refusé de prendre des populistes dans son gouvernement.

Mais le « Parti du Progrès » est plus « libéral » que « national », dans le sens où il milite pour l'adhésion à la CEE, ce que lui reprochent les « nationalistes purs », qui animent la revue *Norsk Blad* (PB 6, N-2056 Algarheim). En effet, les acquis des « progressistes » seraient ruinés, estiment les « nationaux-maximalistes », si la Norvège entrait dans la CEE et adoptait les positions « laxistes » préconisées par le Parlement européen. Ce hiatus entre nationaux-libéraux et nationaux-maximalistes a conduit à la fondation d'un nouveau parti, celui des *Nasjonaldemokratene* ou « nationaux-démocrates », conduit par la séduisante **Hege Söfteland**. Cette nouvelle formation est flanquée de groupes encore plus activistes, comme le *Partiet Stopp Innvandringen* (Parti pour l'arrêt de l'immigration) et le *Folkebevegelsen Mot Innvandring* (Mouvement populaire contre l'immigration). Toutes ces formations sont hostiles à la CEE. Fin 90, un nouveau parti voit le jour, sous la houlette du professeur **Harald Trefall**, le *Fedrelandspartiet* (Parti de la Patrie).

Cette concurrence plus nationaliste et plus populaire a fait que Hagen a mis son programme anti-immigration en sourdine. Son député, **John I. Alveim**, a été rappelé à l'ordre pour avoir prononcé un discours virulent contre la politique d'accueil du gouvernement. Mais, à la veille des municipales de l'automne 91, les nationalistes radicaux qui avaient quitté le « Parti du Progrès », le jugeant trop modéré, se divisent en plusieurs formations, à l'instar de leurs homologues allemands. L'électorat a sanctionné cette division et, ensemble, les trois dissidences n'ont pas fait 1 % des voix.

Si les dissidences nationalistes pures n'ont pas donné de résultats, la politique hybride de Hagen (Oui à la CEE, non à l'immigration et aux réfugiés) lui a coûté 11 sièges aux élections de 1993, soit la moitié de ses élus ; en voix, il est passé de 13 % à 6,4 %.

Danemark

Face à une xénophobie grandissante au Danemark, où 47 % des citoyens déclarent dans les sondages que les étrangers « constituent un danger pour les Danois » et « veulent exterminer la "danité" », le « Parti du Progrès » de **Mogens Glistrup**, actif depuis près de vingt ans sur le plan anti-fiscal, joue à fond la carte de cette peur. Le langage du parti a toujours été éloquent en ce domaine et n'a jamais fait dans la dentelle : le « flot des Mahométans » est régulièrement comparé à une « invasion de rats » ou à « une goutte d'arsenic qui contamine des millions de litres d'eau ». Le harcèlement des « progressistes » de Glistrup a été tel que le Premier ministre social-démocrate **Poul Schlüter** a dû promettre, en septembre 1986, de mettre fin pendant un an à l'accueil des réfugiés, et le Parlement a entériné, en octobre, un renforcement de la loi réglementant le séjour et l'installation des étrangers sur le territoire. Ces mesures ont permis de freiner la progression de Glistrup qui obtient, en mai 1988, 9 % des voix, alors que les sondages lui prévoyaient 15 %.

Aux Européennes de 89, le score tombe à 5 %. **Pia Kjaersgaard** prend la présidence du « Parti du Progrès » et redresse la barre aux municipales de l'automne : 7 %. Un an plus tard, Glistrup quitte son propre parti et fonde le « Parti du bien-être », allié à des « poujadistes de gauche ». Les sociaux-démocrates sont désormais plus enclins à former des coalitions avec les « progressistes » : au Danemark, la gauche de l'établissement veut conserver sa politique fiscale et budgétaire, quitte à faire toutes les concessions sur le plan de l'immigration. L'électorat « progressiste » et xénophobe demeure socialiste, dans le sens où il veut une redistribution juste, qui ne cadre pas avec les projets anarcho-capitalistes de Glistrup.

Finlande

Les thématiques populistes sont reprises en Finlande par le « Parti du Pays » (*Suomen Maaseudun Puolue*), fondé en 1959 par **Veikko Vennamo**, qui entendait défendre les intérêts des petits paysans. Au départ, ce parti protestataire ultra-conservateur s'est insurgé contre la politique d'urbanisation forcée du gouvernement, obligeant les ruraux à quitter leurs villages pour prendre des métiers urbains, ce qui ruinait les ressorts pluriséculaires de l'identité finnoise. Par la suite, ce mouvement s'est opposé à la politique fiscale et aux corruptions de la classe politique. Plus récemment, **Sulo Aittoniemi** et **Tina Mäkelä** ont dirigé l'essentiel de leur critique contre la politique d'accueil des réfugiés. Elle était pourtant bien modeste : en 1988, 49 personnes ont tenté de trouver asile en Finlande ; 4 ont été acceptées, ce qui a suffi à redonner une vigoureuse impulsion au « Parti du Pays ». Mais les scores de ce parti minoritaire n'ont jamais été négligeables : 10,5 % en 1970 ; 3,6 % en 1975 ; 9,7 % en 1983 et participation à un gouvernement de coalition ; 1987, 5,3 %.

Robert STEUCKERS

- 1) Reinhard Wolff : *Fortschrittsparteien gegen den Fortschritt*, Lisbeth Lindenberg : *Historischer Überblick : Skandinavien*, in : Martina Kirlé & Walter Oswalt (éd.), *Die Rückkehr der Führer. Modernisierter Rechtsradikalismus in Westeuropa*, Europaverlag, Vienne/Zurich, 1991 (2e éd.).
- 2) Chronique *Eurorechte im Blickpunkt* dans le mensuel *Nation Europa*, Coburg (adresse : Nation Europa Verlag, Postfach 2554, D-96.414 Coburg).
- 3) Article anonyme : *Une grande victoire populiste en Norvège* in *Forces Nouvelles* (Bruxelles), n° 65 mai/juin 1988.
- 4) Hans-Jürgen Schulz : *Sie sind wieder da ! Faschismus und Reaktion in Europa*, isp-Verlag, Francfort s.M., 1990.

Autriche Jörg Haider ou « le capitaine du pays »



" Nous devons offrir une alternative à tous les jeunes qui ne veulent plus avoir affaire aux vieux partis".

Au début des années 80, le parti libéral autrichien (FPÖ) survivait misérablement, coincé entre les deux puissants partis qui se partageaient le pouvoir : les démocrates-chrétiens conservateurs (*Österreichische Volkspartei* ; ÖVP) et les socialistes (SPÖ). Le programme des libéraux n'avait rien de séduisant ; il semblait n'être ni chair ni poisson. Certes, dans l'histoire du « libéralisme autrichien », le filon « nationaliste » est bien présent, de même que la volonté de se dire « allemand » contre le conservatisme « danubien » et multiethnique des **Habsbourg** et l'internationalisme des socialistes. Mais, dans le sillage de 68, au cours des années 70, cette tendance ne s'exprimait plus. Bon nombre de candidats tentaient leur chance à titre d'indépendant, lors des élections, ne cherchant même plus à se ménager l'appui du bureau central du parti qui siégeait à Vienne.

■ 58 % des voix !

Jörg Haider choisit pourtant la carte de la fidélité au parti et à son étiquette. Il se fait élire président des libéraux de Carinthie (Kärnten) en 1983. Il réorganise le parti, recrute de nouveaux membres et de nouveaux cadres. Dans son fief carinthien, en automne 1984, il bouscule les partis en place et se taille une solide minorité de 16 %. **Du jamais vu dans la logique binaire de l'après-guerre autrichien.** Il devient automatiquement l'homme de la situation, mais provoque la colère de la vieille garde modérée du parti, conduite par **Norbert Steger**, ministre et vice-chancelier, partisan des coalitions

entre libéraux et socialistes. Le 13 septembre 1986, Haider obtient 58 % des voix parmi les délégués du parti et accède ainsi à la présidence, battant ses adversaires partisans de la vieille logique qui n'avait prouvé que son inefficacité. Haider avait réussi son coup de force, **il avait les mains libres pour réformer le parti de fond en comble. Du coup, il n'avait pas de traversée du désert à accomplir, de structure à créer de toutes pièces car il s'était appuyé sur quelque chose qui existait déjà.**

Malgré les cris hystériques des médias contrôlés par l'ÖVP et la SPÖ, qui traitaient allègrement le jeune président de « populiste écervelé » et d'« extrémiste de droite » (la rengaine habituelle !), une autonomie politique et intellectuelle venait de s'affirmer en Autriche. La campagne médiatique s'est avérée dès le départ contre-productive : le public apprenait qui était Haider et une fraction toujours plus importante de celui-ci décidait de voter pour le nouveau venu. Le message de Haider s'adressait clairement aux jeunes électeurs : « Nous devons offrir une alternative à tous ces jeunes qui ne veulent plus avoir affaire aux vieux partis [...]. Nous devons gagner à nous les abstentionnistes et ceux qui votent nul, en refusant de nous poser comme une filiale des grands partis et en nous présentant aux électeurs comme quelque chose de véritablement nouveau. » Après le coup de force de Haider, le parti a perdu 50 de ses 37 000 adhérents, mais en a gagné immédiatement 1 200 nouveaux !

Deux mois plus tard, en novembre 86, Haider remporte 10 % des voix sur l'ensemble du territoire et oblige les deux partis traditionnels autrichiens à former une coalition et à abandonner les gouvernements monopartites qu'avait connus la

« Deuxième République autrichienne » depuis 1945. Mais les coalitions, comme en Italie ou en Belgique, impliquent une répartition des postes à pourvoir, selon une arithmétique bien dosée. Les Italiens appellent cette méthode la *lottizzazione*, les Belges, l'*amigocratie* et les Autrichiens la *Parteienproporz*. Il s'agit tout simplement de répartir les postes au prorata des voix obtenues dans chaque *Land* ou chaque municipalité. Les marchés publics et les adjudications fonctionnent sur présentation de la carte du parti (en Autriche, cela se nomme la *Parteibuchwirtschaft*). Quand l'alternance était claire et qu'un seul parti dominait toute la machine étatique après chaque élection, ce commerce des postes et cette pratique du piston s'étaient forcément estompés. Le retour de la *Proporz* était une aubaine pour Haider : son parti pouvait se positionner comme le seul barrage contre la corruption politique et devenir ainsi le « parti de la juste mesure », la *Mittelpartei*.

■ « Capitaine du pays »

Tel était bien le vœu d'une large fraction du peuple autrichien. Les victoires électorales de Haider se sont succédé sans discontinuité, y compris dans les régions où les libéraux n'avaient plus d'élus depuis belle lurette. Le 12 mars 1989, l'avancée est même spectaculaire, surtout en Carinthie où ils conquièrent 30 % des voix et deviennent le deuxième parti du *Land*, ce qui permet à Haider de devenir *Landeshauptmann* (littéralement : « Capitaine du pays »). Cette véritable prise du pouvoir dans le *Land* de Carinthie a permis de transformer celui-ci en modèle pour toute l'Autriche. Le recrutement des fonctionnaires sur base de la carte d'un parti est supprimé, au profit de critères objectifs (examens, diplômes, compétences avérées). Cette mesure a été très populaire, et a prouvé aussi que les libéraux étaient capables de rénover complètement l'édifice politique autrichien. En l'espace d'une seule et unique législature, Haider réussit, en 1989, à réoccuper toutes les diètes régionales ou à y renforcer ses effectifs.

Traditionnellement, l'ancien FPÖ avait été un parti des classes moyennes. En devenant ce parti « du juste milieu », l'instrument rénovateur de l'Autriche pétrifiée par les vieux partis, il attire de nouvelles strates d'électeurs : **notamment les jeunes**, condamnés à l'exclusion ou à des boulots précaires et peu satisfaisants, du moins si la *Proporz* ou l'unipartisme perdurait. Dans les zones rurales, Haider a récupéré l'électorat paysan, de tempérament plus conservateur. En insistant sur la nécessité de préserver l'identité nationale autrichienne et de **mettre un terme à l'immigration et au flot des réfugiés**, il s'annexe tout l'électorat « national » et bon nombre de voix ouvrières qui se portaient plutôt sur la SPÖ. Cette politique d'ouverture raisonnable et d'intégration rationnelle de nouvelles strates d'électeurs conduit à la retentissante victoire d'octobre 1990, où la FPÖ obtient 17 % à l'Assemblée nationale. Dans les *Länder*, les scores varient entre 31 % (Carinthie) et 11 % (Burgenland). Victoire qui scelle la fin définitive du système bipartite qui sévissait depuis 1945.

■ Mölzer : « guerre civile permanente... »

Les perdants ont tout tenté pour désarçonner Haider et lui faire perdre son poste de « Capitaine » de la Carinthie. Par un chantage odieux au « nazisme » (qui l'eut cru ?), l'ÖVP parvient à prendre cette place, tant convoitée en juin 1991. Mais ce croc-en-jambe a scandalisé la population carinthienne. En septembre, Haider se venge brillamment en quadruplant le score de la FPÖ en Styrie (16 %). « Le chantage au "nazisme" ne paie plus », devaient constater les observateurs. Et ce n'était pas fini : en octobre, 18 % en Haute-Autriche ; mieux : en novembre, 23 % à Vienne.

Après cette volée de bois vert, les perdants tentent de lancer un nouveau scandale : **Andreas Mölzer**, directeur du comité des universitaires de la FPÖ, avait utilisé le terme « *Umvolkung* » (Mutation substantielle du peuple en tant qu'ethnie) pour désigner le flot de réfugiés et d'immigrés qui frappaient à la porte de la Maison Autriche. Mölzer avait fait usage de ce terme scientifique en référence aux ouvrages scientifiques d'**Irenäus Eibl-Eibesfeldt**, spécialiste mondialement reconnu de l'éthologie humaine. Mais ce terme, très simple et très riche du point de vue sémantique, très accessible car non jargonant, aurait été jadis utilisé par un obscur théoricien national-socialiste (qui était tout simplement germanophone comme Eibl-Eibesfeldt, Haider, Mölzer, etc.), et utilisait donc le même vocabulaire, par la force des choses...). Les perdants, qui n'en étaient pas à un simplisme près, en profitèrent pour accuser Mölzer et Haider de « réchauffer l'idéologie nazie ».

Cette nouvelle attaque crée quelques remous au sein du parti, mais Haider ne cède pas au chantage, couvre Mölzer et refuse de battre sa coulpe, estimant que c'est la seule politique qui paie. Les positions de Mölzer étaient pourtant indiscutablement humanistes : « La société multiculturelle est en réalité une société divisée en castes sur des bases ethniques, culturelles et sociales, avec pour conséquences la formation de ghettos, le déclenchement de guerres constantes entre races différentes, le déclenchement d'une guerre civile permanente dans les zones urbaines. » Dans son discours de Nouvel An (1992), Haider déclare : « Nous veillerons à ce qu'en Autriche, ce soient désormais les citoyens qui aient la parole, au lieu des partis. En nombre toujours croissant, les gens déclarent ne plus être prêts à se soumettre à l'arbitraire politique des Rouges (SPÖ) et des Noirs (ÖVP), et c'est la raison pour laquelle ils nous soutiennent. »

Pendant toute l'année 1992, la campagne contre Haider bat son plein. Sans le moindre succès. La tentative de fonder un « parti libéral de gauche » sur le modèle allemand (*Freie Demokratische Partei*, FDP), se solde par un échec, malgré le charisme de **Mario Ferrari-Brunnenfeld**, une figure de proue de l'ancienne FPÖ qui avait pourtant affiché un nationalisme assez radical du temps de la coalition avec la SPÖ. Ce qui permet aux nationaux-libéraux, dès l'été, de préciser leur politique anti-immigration. Le conseiller municipal de Vienne, **Hilmar Kabas**, propose de réduire le taux d'accueil des étrangers (immigrés et réfugiés) à zéro pendant dix ans, et de prendre les mesures adéquates pour régler le problème des 100 000 illégaux qui circulent dans Vienne. Par sa voix, le FPÖ suggérait également de supprimer le « fonds d'intégration des étrangers », et de dégager ainsi 30 millions de schillings (environ 14 millions de francs lourds) pour un projet de rapatriement progressif des immigrés.

■ Référendum sur l'immigration

Fin 1992, Haider défie le gouvernement en proposant un référendum sur l'immigration. Le peuple est appelé à se prononcer sur un programme simple en douze points, réclamant notamment le renvoi des illégaux, un contrôle plus strict des frontières et un enseignement adapté aux capacités linguistiques des enfants allophones. Pour obliger les pouvoirs exécutif et législatif à tenir compte des douze points du programme de Haider, la loi prévoit que 100 000 citoyens doivent se présenter à l'hôtel municipal de leur lieu de résidence et y signer publiquement une fiche de soutien. Cette démarche a intimidé beaucoup de gens, néanmoins 417 000 Autrichiens se sont dérangés et ont signé, au vu et au su des fonctionnaires municipaux. Le Parlement a dû mettre les douze points du programme de Haider à l'ordre du jour. Résultat concret : une politique plus restrictive de l'immigration, un examen plus attentif des dossiers des candidats réfugiés, un contrôle plus sévère aux frontières, toutes mesures qui ont contribué à diminuer les illé-

gaux de 10 %... Les partis traditionnels ne mettent pas trop de zèle à appliquer ce programme, ce qui a fait dire à **Rainer Pawkowics**, du bureau politique de la FPÖ : « Entrer en Autriche en noir, y travailler en noir, y habiter "en noir" et puis se faire naturaliser et voter rouge : telle a été pendant longtemps la politique des socialistes ; mais les citoyens ont compris. »

L'année 93 a été fructueuse en rebondissements : **Haider a été reçu avec sa famille en audience privée par le pape Jean-Paul II**, qui lui a déclaré que tout homme « avait droit à une patrie charnelle (*Heimat*) et que cette patrie devait demeurer vivante, animée de valeurs propres et organisée selon les vœux de ses habitants ». Un soutien à peine voilé à l'œuvre politique de Haider ! **Et un affront pour les évêques** qui avaient bruyamment participé à la campagne de diffamation contre le leader de la FPÖ !

Ensuite, Haider essuie un léger revers : **Heide Schmidt**, qui avait été sa candidate au poste de présidente de la République, quitte le parti pour fonder une dissidence (*Liberale Forum*, Forum libéral) qui ne lui avait fait perdre aucune voix mais, au contraire, en prend à la SPÖ, à l'ÖVP et aux Verts ! Enfin, lors du congrès international des partis libéraux à Tallinn en Estonie le 10 juillet 1993, le délégué de la FPÖ, **Holger Bauer**, déclare que son parti quitte cette internationale, avec laquelle il n'a plus grand-chose en commun. L'Internationale libérale, en effet, emprunte le chemin de l'intolérance, se mêle des affaires intérieures autrichiennes au détriment de la FPÖ, refuse de prendre les problèmes réels des sociétés en compte et fait trop de concessions aux gauches. Les Autrichiens mettent d'eux-mêmes un terme à une campagne hostile, et quelque peu hystérique menée par les libéraux hollandais du VVD, sous la direction de **Tom Struick van Bemmelen**, **Jan-Dirk Blaauw** et **W.J. van den Berg**, qui avaient entraîné dans leur sillage les libéraux britanniques, suisses et scandinaves.

■ Contacts avec le R.P.R.

Dans ses discours, Haider ne cache pas ses intentions : il veut occuper tout le terrain de la droite et des nationaux-libéraux. Son projet prend forme car son parti progresse inexorablement à chaque élection. Le 13 mars 1994, il passe de 29 % à 33,5 % dans son fief de Carinthie. Ailleurs, le parti enregistre également de nettes avancées.

En vue de l'entrée de l'Autriche dans la CEE, le RPR français a envoyé un délégué, **Léonard**, à Vienne pour rencontrer Haider et lui proposer une coopération au sein de la fraction « Rassemblement des démocrates européens » au Parlement de Strasbourg. Cette fraction compte aujourd'hui des représentants français (RPR), irlandais (Fianna Fáil) et écossais (Scottish National Party), et souhaite s'adjoindre des parlementaires européens grecs, espagnols (Alianza Popular ?) et portugais (PDS ?). Le programme minimum de ce rassemblement serait de s'opposer aux velléités trop centralisatrices de la CEE, au poids trop important que prend la Commission et aux tendances socialisantes. Haider n'a pas encore donné sa réponse définitive. Il semble hostile à la volonté de réduire la CEE aux « Douze » et plaide en faveur d'une intégration rapide des Etats est-européens, comme la Hongrie et la République tchèque. Haider entretient des rapports avec d'autres partis en Europe : le nouveau parti de **Manfred Brunner** en Allemagne (*Bund Freier Bürger*, Ligue des libres citoyens), un FPÖ sud-tyrolien, et souhaite une alliance avec la *Lega Nord* d'**Umberto Bossi**, avec certains libéraux italiens, les *Freisinnige* suisses et les Libéraux tchèques de **Havel** et **Klaus**. Dans son dernier livre (*Die Freiheit die ich meine*, Ullstein, Berlin, 1993), Haider rejette les travers de la CEE, qu'il juge « trop bureaucratique, anti-démocratique et américanisée ». Il estime aussi que l'Etat national n'est pas mort et qu'il préfère « de Gaulle à Delors ».

La FPÖ veut donc renforcer les structures fédérales et le

Parlement contre la Commission. En cas d'entrée de l'Autriche dans la CEE, elle entend obtenir des compensations pour les petites entreprises agricoles autrichiennes, qui forment un réservoir démographique et incarnent l'autonomie de nombreuses familles. La FPÖ défend ainsi son électorat paysan. Ensuite, elle souhaite que l'Europe de Bruxelles accepte les normes écologiques autrichiennes, plus strictes que partout ailleurs dans la CEE. Clin d'œil aux électeurs verts et à la frange non négligeable de l'électorat nationaliste alpin, très motivé par les questions d'environnement.

■ Troisième République

Les objectifs de la FPÖ ne sont pas de prendre le pouvoir et de s'y installer seule, comme tentent de le faire accroître ses adversaires, mais de transformer radicalement les mécanismes du pouvoir, de desserrer les étau administratifs, mis en place par les socialistes et les conservateurs catholiques, au cours de plusieurs décennies de pouvoir partagé en alternance. Ensuite, pour assurer le bon fonctionnement de cette « nouvelle société », il faut maintenir, telle quelle, l'identité nationale autrichienne et en conserver la germanité. Le meilleur moyen pour préserver l'identité des populations est de leur accorder la subsidiarité, de gérer le pays sur un mode régional et d'encourager toutes les tendances à la régionalisation et à l'autonomie qui se manifestent en Europe. Dans le cadre de la CEE, il faut que la subsidiarité promise puisse réellement fonctionner, et que les peuples puissent se dégager d'une trop forte centralisation. La FPÖ souhaite un paysage politique à trois composantes égales, sans que des majorités absolues puissent régner et tout régenter dans les *Länder* comme dans l'ensemble du pays. Le vœu le plus cher de Haider et de son équipe : accéder au poste de Chancelier pour parfaire sa réforme administrative, politique et constitutionnelle puis proclamer une « Troisième République autrichienne ».

Cette « Troisième République » doit répondre au vœu initial du jeune Haider, qui explique à Rinke van den Brink les motivations de son engagement en politique, dès l'âge de seize ans : « Je suis devenu un activiste politique pour la simple raison qu'il y avait un tas de choses qui ne tournaient pas rond en Autriche. Cela me tapait littéralement sur les nerfs. Pour commencer, il y avait ce partage du pouvoir entre les deux grands partis. Il n'existe pas un pays au monde où ce partage est aussi parfaitement organisé entre socialistes et conservateurs-catholiques. Tout le pays est divisé en deux. Chacun des vieux partis a sa « chambre des travailleurs » (sorte de corporation où l'on doit obligatoirement s'affilier, ndt), ses écoles, ses caisses de Sécurité sociale, ses organisations d'automobilistes ; toute chose ici est dédoublée, en une version rouge (SPÖ) et une version noire (ÖVP). Du berceau au tombeau, vous devez afficher votre couleur politique et, si vous refusez, vous ne pouvez même pas adhérer à un club d'automobilistes. Vous pouvez aller vous faire voir. C'est grotesque [...]. Les deux partis ont divisé l'Etat et en ont pris possession. Pour moi qui suis un constitutionnaliste et un homme qui pense en termes de liberté, c'est là une situation qu'il faut corriger. »

R.S.

Bibliographie

- Rinke van den Brink, *De Internationale van de haat. Extreem-rechts in West-Europa*, SUA, Amsterdam, 1994.
- Peter Meier-Bergfeld, « Hinter dem Zerrbild » (recension du livre de Jörg Haider, *Die Freiheit die ich meine*, Ullstein, Berlin, 1993), in *Criticon*, Munich, n° 141, janvier-mars 1994.
- Chronique « Eurorechte im Blickpunkt », revue *Nation Europa*, années 1989-1994, Coburg.
- *Perspektive Freiheit. Beitrag des Dritten Lagers und der FPÖ zur Geschichte Österreichs*, Freiheitliches Bildungswerk, Politische Akademie der Freiheitlichen Partei Österreichs, 2. Aufl., 1992.
- Walter Oswald, « Die FPÖ - ein Modell für Europa ? », in *Modernisierter Rechtsextremismus in Westeuropa*, Europaverlag, Wien, 1991.

Le nationalisme zulu

Deux nationalismes noirs s'affrontent actuellement en Afrique du Sud. Celui des Xhosa, incarné par l'ANC, a l'ambition de dominer l'ensemble de l'ex-RSA. Les Zulu, assemblés dans l>Inkhata du chef Buthelezi et du roi Goodwill Zwelethini, militent au contraire pour l'autonomie du royaume zulu dans ses limites pré-coloniales. L'opposition de ces deux nationalismes est à l'origine des actuelles et des futures tensions sud-africaines.

ANC : la Xhosa nostra

Tout était clair pour les faiseurs d'opinion : les blocages de l'Afrique du Sud avaient une double origine, le régime d'apartheid, véritable « poison » du XXe siècle et l'emprisonnement de Nelson Mandela, tout à la fois « Ghandi » noir et père de la nation.

Il suffisait donc d'abolir le premier et de libérer le second pour que les fontaines de la démocratie laissent couler le lait et le miel de la fraternité et de l'amour retrouvés. Or, jamais les Noirs n'ont autant massacré d'autres Noirs que depuis que Nelson Mandela est libre (11 février 1990) et que les lois d'apartheid ont été supprimées.

En Afrique du Sud, les victimes de la guerre tribale noire se comptent en effet par milliers. Du Natal au Transvaal, partout où les Zulu sont en contact avec les Xhosa, les lances, les couteaux, les machettes et les pneus arrosés d'essence participent à l'orgie sanglante, devant laquelle les idées reçues tiers-mondistes fondent comme neige au soleil.

La clé de l'imbroglio sud-africain est ethnique. Les Noirs sont divisés en Zulu (7 millions), Xhosa (un peu plus de 6 millions), Sotho (un peu plus de 9 millions, divisés en trois groupes), Venda (600 000), Swazi (600 000), Shangaan-Tsonga (un million) et Ndebele (300 000).

Les Zulu sont donc rassemblés dans un mouvement politico-tribal, l>Inkhata. Les Xhosa se retrouvent dans l'ANC dont Nelson Mandela est le leader. Les chefs importants de l'ANC sont tous xhosa. L'ANC est avant tout une « xhosa nostra » ; les urnes devraient lui donner une « légitimité » fin avril 1994.

Organisation marxiste, l'ANC nie la réalité ethnique sud-africaine. Pour elle, il n'y a pas de tribus en Afrique du Sud, mais un seul peuple, une seule nation noire dont les idéaux et les revendications sont incarnés par l'ANC. Toute division entre les Noirs est, selon elle artificielle et introduite par les Blancs dont la politique a consisté à créer de toutes pièces, ou à exacerber un fait ethnique inexistant, ou tout à fait marginal.

La réalité est évidemment bien différente.



Deux ennemis
au dessus :
le souverain Zulu Zwelthini
au dessous :
Nelson Mandela, leader
de l'A.N.C.

Naissance du royaume zulu

Le groupe linguistique nguni, dont le territoire d'origine est la bande côtière fertile et arrosée s'étendant du Swaziland au Nord à la rivière Fish au Sud, rassemble 55 % des Noirs de la RSA. Il est fractionné en Zulu, Ndebele, Xhosa et Swazi. Au début du XIXe siècle, la constitution de la nation zulu a provoqué un gigantesque bouleversement politique et ethnique dont les conséquences se font sentir aujourd'hui encore.

A la fin du XVIIIe siècle, les Zulu ont pour chef **Senzangakona** qui règne sur un territoire de faibles dimensions adossé à la rivière Umfolozi ; son peuple dépasse à peine un millier d'âmes.

En 1787, il chasse une épouse qui vient de lui donner un fils illégitime, **Shaka**, lequel est recueilli par les Mtetwa. Dans cette puissante tribu commandée par **Dingiswayo**, l'enfant reçoit une éducation guerrière et, se distinguant au combat, devient un des chefs de l'armée. En 1816, il profite de son prestige militaire pour s'emparer de la succession de son père à la tête des Zulu. En 1818, lorsque Dingiswayo meurt, l'empire qu'il laisse s'étend du nord au sud des rivières Umfolozi à Tugela, et sur 100 à 130 kilomètres de profondeur vers l'intérieur. Shaka en prend la tête et développe une politique de conquêtes, qui bouleversera toute l'Afrique australe, et qui est connue sous le nom de Mfecane (broyage, bouleversement) (voir carte n° 1).

Pour cela, il transforme en une redoutable force offensive l'outil légué par Dingiswayo. Des régiments, les *impi*, sont constitués par classe d'âge, et leur mobilisation est effective une partie de l'année ; les guerriers ne reçoivent du roi l'autorisation de se marier qu'après quinze années de service. Durant deux à trois années, les futurs soldats apprennent à se soumettre à une discipline implacable ; puis l'entraînement forme les corps et les âmes à l'offensive, la seule manœuvre utilisée. Les recrues se familiarisent avec la formation en croissant, ou en « corne », qui permet d'encercler

l'ennemi puis de l'écraser par des assauts au corps à corps.

Lors de chaque bataille, déployée en quasi demi-cercle, l'armée se divise en quatre groupes : le centre, chargé de fixer l'adversaire ; en avant, les éclaireurs répartis sur deux lignes dont la plus avancée composée de conscrits ; les ailes, formées des combattants les plus rapides à la course, ont pour tâche d'envelopper les défenses adverses ; à l'arrière enfin, les vétérans, tournant le dos aux combats, constituent la réserve. Des unités d'égorgeurs achèvent les blessés ennemis, car le but de la guerre n'est plus, comme au temps de Dingiswayo, de mettre l'adversaire en fuite, mais de le massacrer jusqu'au dernier.

L'armement individuel est d'ailleurs adapté à ce but exterminateur. Le javelot, peu meurtrier et dont le lancer laissait le guerrier désarmé, est abandonné. Le combattant zulu est désormais doté d'un glaive à manche court et à la lourde lame, pratique pour le corps à corps ; comme protection, il dispose d'un bouclier tressé lui couvrant le buste et les cuisses.

Chaque régiment, fort d'environ un millier de combattants, se distingue sur le champ de bataille par les couleurs de sa coiffure ou de ses boucliers. Tous ont le même uniforme : un bandeau à plumes ceignant le chef, des peaux de singe ou de petits félins autour de la taille, des bracelets aux bras et aux jambes, etc.

Les déplacements de l'armée zulu sont rapides. Elle est capable de faire des étapes quotidiennes de plus de 60 kilomètres, précédée d'un service de renseignement particulièrement efficace. Quant au ravitaillement, il est assuré par des adolescents, à raison d'un pour trois hommes. A la fin de son règne, Shaka dispose d'une force sans rivale parmi les peuples de l'Afrique australe.

Les débuts de l'expansion zulu furent pourtant modestes. Cinq à six cents guerriers attaquent leurs voisins et ils les massacrent. Les rescapés, paniqués, se précipitent sur les territoires limitrophes et, devenus eux-mêmes des envahisseurs, ils répandent la terreur de proche en proche et dépossèdent de leurs terres les populations qu'ils rencontrent.

Ce rapide mouvement est favorisé par la dissociation politique et le tribalisme qui ne permettent pas d'offrir une résistance massive à la tourmente et, bientôt, à chaque menace zulu, les villages sont abandonnés.

La panique s'explique facilement : les Zulu massacrent toujours les hommes, n'épargnant que les jeunes garçons qui sont enrôlés comme suppléants. Les femmes et les troupeaux sont partagés entre les vainqueurs.

Une fois constitué, le royaume zulu affronta deux nouveaux ennemis : les Boers et les Britanniques. Les premiers remportèrent une importante victoire à Blood River le 16 décembre 1838 (voir l'article consacré au nationalisme afrikaner). Les seconds, après avoir échoué lors d'une première tentative d'invasion du Zululand, réussirent à l'emporter en 1879.

Dominés par les Britanniques, les Zulu réussirent à conserver leurs traditions et leur puissante personnalité. Le chef Buthelezi leur a donné un nouveau souffle en les modernisant.

Un nationalisme moderne

Mangusuthu Gatsha Buthelezi est né le 27 août 1928 à Mahlabathini, dans le nord du Natal. Il est le fils de **Mathole Buthelezi**, petit-fils du grand chef **Munyama Buthelezi**, Premier ministre du roi **Cetshwayo**, le redoutable adversaire des Britanniques durant la guerre anglo-zouloue de 1879.

Par sa mère, la princesse **Constance Magogo Zulu**, il descend directement du roi Cetshwayo, dont il est l'arrière-petit-fils. Il est également chef de la tribu des Buthelezi. C'est donc un chef historique de la nation zulu.

De même que Nelson Mandela, issu du clan royal de la tribu des Tembo, est un chef historique de la nation xhosa.

Buthelezi est anglican et père de sept enfants. A vingt ans, en 1948, alors qu'il était étudiant à l'université de Fort Hare, pépinière des cadres révolutionnaires de l'Afrique australe, il fréquenta **Robert Mugabe**, l'actuel dirigeant marxiste du Zimbabwe, et adhéra au Mouvement de jeunesse de l'ANC. Il n'eut pas le temps d'y

être endoctriné. Dès 1951, il lui fallut rentrer au Zululand, afin de succéder à son père à la tête de la tribu des Buthelezi.

Buthelezi n'était pas alors hostile à l'ANC ; un de ses oncles en avait été le fondateur, en 1912. Mais il s'en éloigna à partir des années soixante lorsque les Xhosa, et plus particulièrement les Xhosa marxistes, prirent le contrôle du mouvement.

L'outil politique de Buthelezi est l'Inkhata, qui revendique 1,3 million de membres. Créé en 1920, celui-ci se définissait à l'origine comme « Mouvement culturel national de libération ». Le chef Buthelezi le transforma en parti politique en 1975. Alors allié de l'ANC, il rompit avec lui quatre ans plus tard.

Dès sa création, en 1970, il avait accepté de devenir le « Chief Executive Officer » du territoire destiné à regrouper les Zulu, le Kwazulu. En janvier 1977, il avait pris la présidence de ce bantoustan, devenu territoire autonome, et regroupant quatre des sept millions de Zulu.

Il devint bientôt la « bête noire » des partisans de la lutte armée. En 1985, les militants de l'Inkhata furent attaqués au Natal par les commandos de l'ANC. Organisés en véritables unités guerrières (les impis), les Zulu leur livreront une guerre de trois ans, jusqu'en 1988. Ils resteront maîtres du terrain.

Depuis la libération de Nelson Mandela, la guerre entre l'Inkhata et l'ANC a repris et elle s'est étendue à la région du Rand (Johannesburg) où vivent plus de 600 000 Zulu.

Le nationalisme zulu est bien une réalité et jamais les Zulu n'accepteront de devoir se soumettre aux Xhosa de l'ANC. Un conflit majeur se prépare donc dans la région ; le souverain zulu a été très clair à ce sujet (voir encadré).

Bernard LUGAN

Pour en savoir plus, on pourra se procurer le n° 1 de la revue *L'Afrique réelle* (n° spécial Afrique du Sud). BP 6-03140 Charroux, contre un chèque de 100 francs franco.

Sur la guerre anglo-zulu, on consultera de Bernard Lugan : *Histoire de l'Afrique du Sud*, éditions Perrin 1990, pp 123-134.

Discours de Goodwill Zwelethini, roi des Zulu, le 16 décembre 1993

● « J'ai convoqué cette assemblée de la nation zulu à cause de la crise historique que traverse notre peuple. Depuis des siècles et des générations, nous n'avons été qu'une seule fois envahis par une force étrangère, en 1879, lorsque l'armée britannique, sous commandement de Lord Chelmsford, franchit nos frontières. Le peuple zulu se leva et affronta, avec pour seules armes des bâtons et des sagaies, les troupes de l'armée la plus moderne du monde. Ici, sur ces plaines d'Isandhlwana, les régiments zoulous de l'époque repoussèrent l'ennemi et vainquirent l'armée de la reine Victoria. Vous devez prier le Tout-Puissant, peuple de mon père, pour qu'il vous donne force et sagesse, car une deuxième invasion est sur le point de commencer. Je vous parle en tant que roi. Je dois vous informer que le gouvernement sud-africain et l'ANC ont totalement rayé le nom du Kwazulu de la nouvelle constitution, ce qui signifie que notre Etat est effacé de la carte. Puis-je, en tant que roi, me taire dans le pays de mes ancêtres, quand notre nation est en passe d'être partagée par des politiciens qui ont rejeté notre participation dans les négociations ? Je préfère mourir que d'insulter la mémoire de mes ancêtres en abandonnant la terre de notre peuple à nos ennemis. Puis-je accepter que les Zulu soient forcés par des politiciens de Pretoria d'abandonner leur Histoire, leur culture et leur âme ? Dois-je faire semblant d'ignorer que l'on veut détruire le Kwazulu, notre royaume souverain respecté à travers toute l'Afrique ? Dois-je accepter l'assassinat systématique et quotidien de nos chefs qui constitue une véritable épuration ethnique ? Non ! Résistez, je vous le commande. »

Le nationalisme afrikaner

De 1652 à 1815, la nation boer ou afrikaner s'est forgée dans les immensités du veld sud-africain par la fusion de colons hollandais et de Huguenots français. En 1815, cette tribu africaine blanche fut placée sous autorité britannique sans avoir été consultée.

Dès cette époque, une opposition se manifesta entre les Boers et les nouveaux venus. Les premiers voulaient continuer à vivre libres chez eux selon leurs lois traditionnelles. Les seconds, persuadés de la supériorité de l'« *homo britannicus* », cherchaient à « civiliser » ces paysans rustaude dont l'univers ne laissait aucune place aux idées libérales, qu'elles fussent économiques ou religieuses.

Bientôt, la tension fut telle entre les Britanniques et les Boers que les plus décidés parmi ces derniers décidèrent d'abandonner leurs terres et leurs maisons pour se lancer dans un moderne exode vers les immensités inconnues de l'Afrique australe, où ils pourraient vivre loin de leurs nouveaux maîtres.

Ce fut le « Grand Trek », ou grand voyage, véritable épopée fondatrice de la nation afrikaner.

Le Grand Trek (1835-1854)

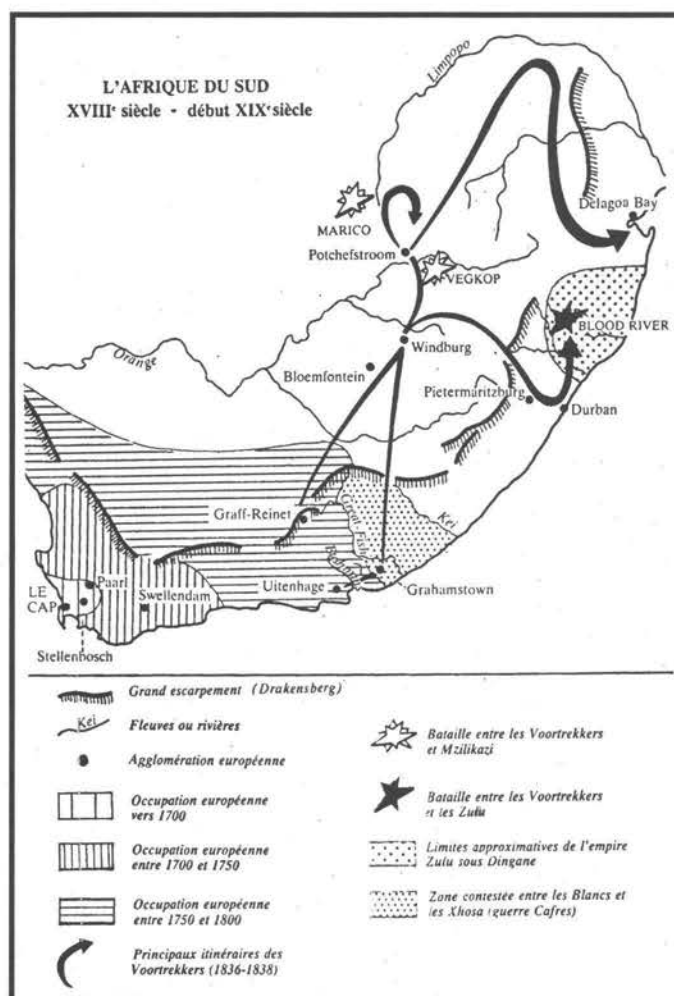
De 1837 à 1839, les plus intransigeants des Boers chargent leurs quelques biens sur de lourds chariots à bœufs. Ils quittent ensuite leurs fermes pour s'enfoncer dans l'inconnu à la recherche de terres libres sur lesquelles, en hommes libres, ils pourront élever leurs enfants selon les principes hérités de leurs ancêtres.

Les départs sont précédés de reconnaissances menées dans plusieurs directions.

Au Nord-Est, les régions retenues sont les futures républiques du Transvaal, de l'Orange et le Natal. Parmi toutes les descriptions faites par les éclaireurs, celles se rapportant au Natal sont les plus enthousiastes. L'on partira donc pour le Natal. Mais, un problème de taille se pose car, entre la colonie du Cap et le Natal, se trouve le territoire xhosa. Il sera nécessaire de le contourner.

En 1836 et en 1837, une dizaine de convois s'ébranlent à Graaf-Reinet, à Port Elizabeth et à East London. Ils regroupent quelques milliers d'individus, partant pour un exil sans esprit de retour. Ce « Grand Trek » concernera au total 20 000 personnes, et il aboutira à la création de l'Etat libre d'Orange et de la République du Transvaal.

Chaque colonne est commandée par un chef élu. Les plus célèbres d'entre eux sont **Piet Retief**, **Andries Hendrik**, **Gert Maritz** ou encore **Potgieter** ou **Pretorius**. Ils sont considérés comme les fondateurs de la nation afrikaner.



Les pionniers prennent la direction du Nord. Les lourds chariots bâchés s'étirent en convois sur les pistes poussiéreuses. Au même moment, à des milliers de kilomètres du veld, sur le continent américain, d'autres pionniers, eux aussi juchés sur des chariots, se lancent à la conquête de l'Ouest. Les uns et les autres sculptèrent une épopée. L'américaine est davantage connue, alors que les Voortrekkers durent affronter des périls autrement plus sérieux que leurs cousins du Nouveau Monde, les Matabele et surtout les Zulu étant infiniment plus nombreux et plus redoutables que les quelques centaines de Sioux, Comanches ou Apaches qui tentèrent de ralentir le flot ininterrompu des émigrants. Les Boers, quant à eux, ne furent jamais plus de 2 à 3 000 rassemblés, femmes, vieillards, enfants et domestiques khoïsan compris. L'unité de combat des Boers, le *kommando*, était composée de 60 hommes lesquels devaient, sous peine de périr eux et leurs familles, contenir les régiments, les fameux *impi* qui faisaient la force des Zulu.

Durant les longs mois, et parfois les années que dure le voyage, la famille boer vit dans son charriot, abritée des intempéries par la bâche peinte ou huilée. La place est réduite, car le véhicule-habitat est à peine large de plus d'un mètre pour une longueur de

cinq environ. L'ensemble est construit en planches ajustées, facilement démontables, ce qui lui donne une grande souplesse. Un double toit, protégeant de la pluie et de la chaleur, est fixé à la caisse par une série de cerceaux.

Chaque famille disposant d'un chariot, les femmes et les enfants s'y entassent au milieu des ustensiles et du maigre déménagement, rappelant les foyers abandonnés. Les hommes sont à cheval, carabine dans les fontes, soit en mission d'éclaireurs, soit en garde des nombreux troupeaux qui accompagnent les *Trekkers*.

Les attelages sont composés de 4 à 8 paires de bœufs guidés par deux conducteurs, l'un juché sur l'avant du timon, et l'autre assis sur une caisse de bois servant de siège.

En terrain plat, les convois se déplacent à la vitesse d'un homme au pas, et chaque étape compte 7 à 8 heures de route. Chaque jour, les *Trekkers* s'éloignent ainsi de 20 à 30 kilomètres de la terre qui les a vus naître, et leurs parents avant eux. Ils se rapprochent d'autant de la « Terre Promise » que le « Créateur » leur réserve, puisqu'ils sont le « Peuple élu ».

La lecture quotidienne de la *Bible* les persuade qu'ils vivent un moderne « Exode », au terme duquel ils trouveront enfin la « Terre de Canaan ». Leur vocabulaire est profondément imprégné par les Saintes Ecritures. Ainsi, pour eux, le roi d'Angleterre est-il « Pharaon », et la colonie du Cap une nouvelle Egypte qu'ils doivent fuir. Désignés par Dieu pour conquérir l'Afrique et y apporter les lumières de la Révélation chrétienne, ils sont confiants en leurs certitudes. Elles expliquent largement qu'ils aient pu mener à son terme ce terrible voyage.

■ La « Terre Promise »

Bien vite ils croient d'ailleurs avoir atteint la « Terre Promise », car les pays qu'ils traversent semblent vides d'hommes ou peu habités. Pourtant, en 1836, les guerriers Ndebele du chef **Mzilikazi** attaquent le convoi commandé par Potgieter.

Celui-ci a pris la précaution de se retrancher au sommet d'une colline — elle sera plus tard désignée sous le nom de « Vegkop », ou colline du combat — et, trois heures durant, les attaques furieusement lancées par les Ndebele se brisent sur les défenseurs organisés en *laager*.

Une fois formé, un *laager* était d'ailleurs à peu près imprenable, avec ses véhicules solidement arrimés les uns aux autres et disposés en double cercle ou carré, dont chaque espace était bouché par des arbustes d'épineux. Les femmes et les enfants prenaient place dans l'enceinte centrale avec les réserves de munitions. Entre les deux rangées de chariots, le bétail et les chevaux entravés formaient un bouclier compact. Les Boers étaient prêts. L'assaut pouvait être commandé par les chefs noirs, il serait repoussé avec l'aide de Dieu et grâce à la précision du tir des longues carabines. Toute la famille participait donc à la construction d'un *laager* et, lors de l'assaut, la cohésion du groupe était encore plus nécessaire, car chaque homme en âge de combattre utilisait trois fusils, et le rôle des femmes, épouses ou sœurs était de les recharger le plus rapidement possible afin que le feu roulant des défenseurs ne ralentisse à aucun moment.

Les pionniers n'étaient vulnérables qu'en cas d'attaque surprise en rase campagne, avant d'avoir pu organiser un *laager*. Le 16 octobre 1836, les Ndebele ou Matabele étaient attendus. Ils abandonnèrent plus de 400 cadavres autour du fortin de chariots. A l'abri de leurs remparts de bois, les Boers ne subirent que des pertes légères : 2 morts et 14 blessés.

Le *laager*, qui est avant tout défensif, n'est formé qu'en cas de péril extrême car, s'il protège les vies humaines, ses faibles dimensions ne permettent pas qu'y soient abrités les grands troupeaux qui constituent la richesse des éleveurs blancs. Ainsi, en se retranchant sur la colline de Vegkop, les *Voortrekkers* durent-ils — la mort dans l'âme — abandonner aux assaillants plusieurs dizaines de chevaux, cinq mille bovins et plusieurs dizaines de milliers de moutons. Au lendemain de leur victoire, en vie mais ruinés et épuisés, les compagnons de Potgieter et de **Cilliers** sont dans une position critique.

Au début de l'année 1837, l'arrivée du convoi commandé par

Gert Maritz les tire de cette situation périlleuse. Ses 700 membres, dont 200 hommes, allaient permettre une victoire définitive sur les Ndebele ou Matabele.

Puis il fallut choisir la direction dans laquelle continuera le *Trek*, à travers les espaces vierges, sur lesquels sera fondée la « Libre Province de Nouvelle-Hollande en Afrique du Sud-Est », et où les sociétés missionnaires britanniques seront interdites.

Les avis divergent et les responsables de la communauté ne parviennent pas à se mettre d'accord sur la direction à prendre. Les plus nombreux décident de s'établir sur place. D'autres, avec Potgieter, désirent marcher vers le Nord afin de mettre le plus de distance possible entre eux et les autorités britanniques.

Maritz, Retief et **Uys** emportent la décision. Le *Trek* ira vers l'Est, à travers les massifs montagneux, pour s'établir dans les riches terres du Natal.

Le départ a lieu en septembre 1837. En tête de la colonne, Piet Retief chevauche avec un groupe de quinze éclaireurs. Plusieurs dizaines de chariots et des milliers de bovins et d'ovins les suivent. La chaîne du Drakensberg est franchie, au prix d'efforts inouïs. Les chariots sont démontés et remontés ; certains dévalent des précipices et vont s'éclater plusieurs centaines de mètres en contrebas. Quelques semaines plus tard, en octobre 1837, les éléments de tête arrivent à Port Natal, rebaptisé Durban en 1835.

Désireux de s'installer dans la région, les *Voortrekkers* ne peuvent que difficilement se passer du consentement des Zulus dont le territoire est situé à moins de 100 kilomètres de Durban.

Depuis 1828, le royaume zulu avait changé de chef. **Dingane**, un demi-frère de **Shaka**, s'était en effet emparé du pouvoir.

Piet Retief est reçu en audience par le nouveau roi des Zulu qui lui donne l'autorisation de s'installer dans la région.

En février 1838, Retief et 60 de ses hommes retournent auprès de Dingane. L'accueil est plus que cordial et les démonstrations d'amitié sont nombreuses. Elles n'avaient qu'un seul but : endormir la méfiance naturelle des rudes pionniers. Effectivement, au moment de l'audience royale, les 60 Blancs se présentent, ainsi que le veut le cérémonial zulu, sans armes devant le souverain. Ils sont alors massacrés et leurs corps jetés en pâture aux vautours.

Une période sombre débute alors pour les *Voortrekkers*. Les guerriers zulu se lancent à la recherche des familles désormais sans défense. Nombreuses sont celles qui succombent dans d'épouvantables conditions.

Et puis, un jour, une rumeur se répand : le *Trek* continue ; convoi après convoi, les *Voortrekkers* traversent le fleuve Orange et les renforts sont sur le point d'arriver. De fait, le 22 novembre 1838, **Andries Pretorius**, un riche propriétaire de Graaf-Reinet atteint le Natal, et sa venue galvanise les rescapés qui l'élisent commandant.

Le 28 novembre, c'est un chef respecté pour sa droiture et admiré pour son allure que suivent les 470 hommes de l'expédition punitive qu'il a eu juste le temps d'organiser. Pretorius n'étant pas homme à se laisser surprendre, chaque soir, au risque de ralentir la marche de sa colonne, il ordonne de former un *laager* et, le 14 décembre 1838, le camp est dressé dans le méandre d'un affluent de la rivière Buffalo et à l'abri d'un profond fossé naturel.

Le choix de ce site s'avère vite exceptionnel, car la position retranchée ne peut être attaquée que d'un seul côté, et les 4 obusiers constituant l'artillerie du *kommando* pourront y être placés afin de faucher les vagues d'assaut sous la grenaille de plomb, les maillons de chaîne et même les cailloux dont ils seront chargés jusqu'à la gueule.

Le 15 décembre, les éclaireurs annoncent que le contact est établi avec les Zulu. Les combats s'engagent bientôt, furieux. Le jour se lève ; il est environ 5 heures du matin. 10 à 15 000 guerriers s'élancent à l'assaut par vagues successives. Elles sont fauchées les unes après les autres. Vers 8 heures, la masse zulu hésite. Pretorius fait alors une sortie avec ses cavaliers. Surpris, les Zulu lâchent pied, puis se débandent. La victoire est totale. Rougie du sang des guerriers, la rivière Buffalo entre dans l'histoire sous le nom de Blood River.

En 1839, après la bataille de Blood River, 6000 *Voortrekkers* fondent la « République indépendante du Natal », avec Durban comme accès à la mer. Leur capitale est Pietermaritzburg, un villa-

ge ainsi baptisé en l'honneur de Piet Retief et de Gerrit Maritz. Atteint au prix d'immenses sacrifices, le Natal ne demeurera pas longtemps la « Terre Promise » à laquelle ils avaient tous tant rêvé.

Pour les Anglais, le fait d'avoir franchi le fleuve Orange et d'avoir émigré loin de la colonie du Cap n'avait pas fait perdre aux *Trekkers* leur qualité de sujets britanniques. En 1836, le *Cap of Good Hope Punishment Act* stipulait que tout Britannique restait soumis à la loi anglaise et ce, où qu'il se trouve.

La Grande-Bretagne est bien décidée à annexer le Natal, et le haut-commissaire qu'elle y installe négocie avec les Boers, qui cèdent contre la promesse d'une large autonomie. En 1845, les promesses sont oubliées et Londres procède à l'annexion pure et simple de la République qui devient un district de la colonie du Cap.

Pretorius, suivi de la majorité des Boers du Natal, reprend alors le *trek* et, franchissant le massif du Drakensberg, rejoint ceux de ses compatriotes déjà installés entre les fleuves Orange et Limpopo.

Après avoir obtenu, en 1852-1854, l'indépendance de la République sud-africaine et de l'Etat libre d'Orange, les Boers peuvent enfin s'administrer librement.

Le nouveau nationalisme

Leur répit est de courte durée puisque, en 1877, prenant prétexte de la menace zulu, les Britanniques annexent le Transvaal. En 1879, une fois l'armée zulu vaincue, les Boers demandent à la Grande-Bretagne de rendre son indépendance au Transvaal ; mais, à la fin de l'année 1880, le gouvernement anglais, **Gladstone** étant Premier ministre, n'a toujours pas pris de décision.

Le 16 décembre 1880, les Boers se rassemblent ; ils proclament la République, hissent le drapeau du Transvaal et élisent un triumvirat dirigé par **Paul Kruger**. Désormais, tout ira en s'accéléralant, car le comité insurrectionnel lance un appel aux armes. Il sera largement entendu.

Piet Joubert reçoit le commandement en chef des troupes et il fait assiéger les garnisons britanniques du Transvaal.

Le premier combat opposant Boers et Britanniques — 20 décembre — tourne à l'avantage des premiers. Rapidement, les petites garnisons anglaises du Transvaal sont isolées. Voulant les dégager, sir **George Pomeroy Colley**, commandant en chef britannique, tente une première fois de franchir de vive force la frontière entre le Natal et le Transvaal. Piet Joubert et ses 800 hommes le repoussent. Colley veut alors déborder les Boers en s'emparant de la position stratégique d'Amajuba Hill. Il y parvient le 26 février 1881 mais, le lendemain, un *kommando* de 150 Boers l'en déloge. Les pertes anglaises sont élevées, et, en plus de leur général, 2 officiers et 82 soldats trouvent la mort dans ce combat qui a rapidement un retentissement mondial. En trois mois les Boers sont vainqueurs, la victoire d'Amajuba Hill que Joubert remporte en personne ayant sonné le glas des espoirs anglais.

Les Britanniques obtiennent leur revanche en 1902, à l'issue de la seconde guerre des Boers (1899-1902). Les Républiques boers étaient vaincues et occupées mais le nationalisme afrikaner toujours aussi fort.

Repliés sur eux-mêmes, en butte

aux appétits de l'impérialisme britannique, confrontés à des populations noires qui menaçaient de les submerger sous leur nombre, les Boers se crurent prédestinés et eurent bientôt la conviction d'appartenir à la race élue par le Seigneur pour apporter la civilisation à cette partie de l'Afrique. Dès lors, il n'était pas concevable que le peuple élu puisse se voir contester la propriété de la terre « promise » et qu'il envisage de se mélanger aux autres peuples. Non pas d'ailleurs parce que ces derniers seraient inférieurs, car pour les Afrikaners la Bible rejette l'idée d'une inégalité inhérente aux races et aux êtres, mais parce qu'ils n'avaient point été désignés par le Seigneur.

C'est sur cette idée de prédestination que reposa toute la politique d'apartheid menée par le Parti national.

Religion, culture et langue étant associées, la population afrikaner s'est lancée, vers les années 1930, dans une renaissance militante. Le vecteur en fut la langue. Ceci est compréhensible car, après la défaite de 1902 face aux Britanniques, l'afrikaans demeurait le seul héritage que conservaient les Boers. Ils allaient en faire le catalyseur de leur nationalisme et des aspirations culturelles et philosophiques qu'il recouvrait.

Après avoir sculpté leur épopée, la Bible dans une main et le fusil dans l'autre, les Boers prirent pacifiquement leur revanche. Leur fécondité leur permit en effet de triompher électoralement des Britanniques, en 1948, quand le Parti national arriva au pouvoir, porteur des aspirations de la nation afrikaner. Le même parti vient de remettre l'Afrique du Sud à l'ANC, trahissant ces mêmes idéaux...

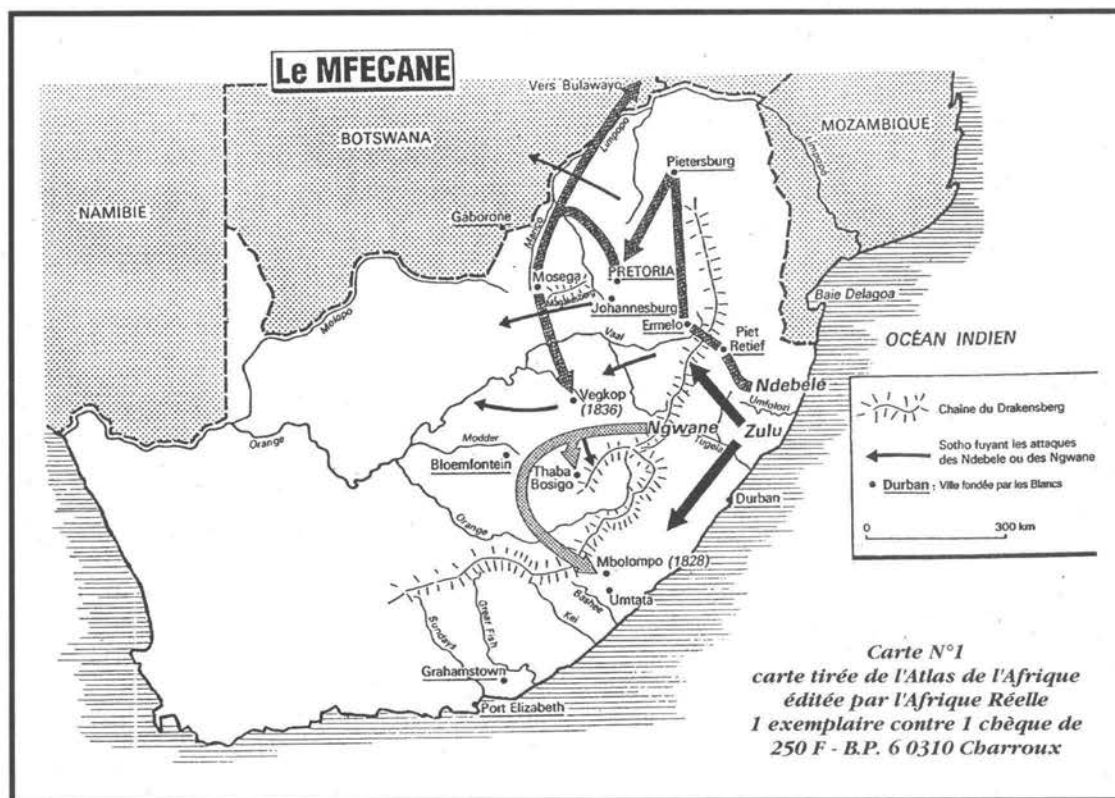
Aujourd'hui, les nationalistes afrikaners, qui se désignent par le nom de Boers-Afrikaners, par opposition au parti afrikaner de la région du Cap qui fut, avant 1948, un allié des Britanniques, se battent une nouvelle fois le dos au mur. Ils n'ont qu'une seule revendication : que le Volk afrikaner dispose sur 15 à 17 % du territoire de l'actuelle Afrique du Sud de son Volkstat.

Seuls contre la totalité de l'opinion mondiale, ils n'ont qu'un seul allié : le royaume zulu. Etrange clin d'œil de l'Histoire. (1)

(1) Pour en savoir plus :

— Lugan B. : *Histoire de l'Afrique du Sud*. Editions Perrin, 1990, 289 p., 130 francs.

— *L'Afrique réelle*, n° spécial Afrique du Sud. BP 6, 03140 Charroux, contre un chèque de 100 francs franco.



Symboles du passé... Modèles pour demain ?

■ Peron, Evita et les « descamisados »

Comment consacrer un numéro aux nationalistes et ne pas évoquer ici, fût-ce brièvement, deux grandes figures du passé : le colonel argentin **Juan Peron**, et son épouse **Eva**, dite **Evita** ?

Avec ce couple, pour une brève période, le nationalisme, le nationalisme populaire, étroitement lié aux masses, triompha et parvint à s'imposer en Amérique du Sud face à la coalition des possédants argentins et des capitalistes américains.

Ce caractère essentiellement populaire est reconnu par un homme qui n'est certes pas un admirateur de Peron, **Pierre Milza**. Dans son livre *Les Fascismes*, on lit en effet :

« Les dictatures militaires qui, depuis le début des années 30, ont fleuri un peu partout en Amérique latine sont fréquemment qualifiées de fascistes. Or, on peut en distinguer deux types principaux, fondamentalement opposés. Le premier, d'inspiration progressiste, reproduit en gros le modèle *kémaliste*. Le second s'apparente aux régimes réactionnaires de l'Europe centrale et orientale. L'un et l'autre ont du fascisme certains de ses caractères, mais, par ses objectifs et par son esprit, le premier type en est beaucoup plus proche, au point que pour le définir on a pu parler de « fascisme de gauche ».

« Le gétulisme brésilien et le régime intronisé en Argentine par le colonel Peron appartiennent à la première catégorie. D'une part, la tradition latino-américaine du « Caudillismo » (c'est vrai également pour les régimes réactionnaires), très antérieure à l'éclosion des fascismes européens, et qui repose sur l'institution du parti unique, sur la dictature d'un chef tout puissant, et sur la mise en place d'un Etat militaro-policière. En second lieu, l'influence exercée dans des pays à forte proportion d'immigrés italiens et allemands, par les idéologies fasciste, nazie... Troisième fait, et il est capital, car c'est là que va s'opérer le clivage entre tendances progressistes et tendances réactionnaires, c'est l'existence d'une bourgeoisie nationale anti-impérialiste dont les jeunes forces reposent sur le développement industriel.

« Les intérêts de cette catégorie sociale se trouvent en général diamétralement opposés à ceux de la classe dirigeante traditionnelle... Pour imposer ses vues et faire triompher ses intérêts, la jeune bourgeoisie industrielle va rechercher l'appui des masses urbaines, notamment celui du prolétariat d'usine, depuis peu arraché aux activités rurales. » (1)

On trouve là une analyse typiquement marxiste. On peut, certes, en discuter les orientations. Mais elle contient, à notre avis, au moins cette appréciation juste : la coexistence relativement pacifique entre une jeune industrie nationale et la classe ouvrière. Ajoutons que cette alliance n'a été rendue possible que par l'intervention d'un groupe de jeunes officiers, le GOU (Grupo de Oficiales Unidos) auquel appartenait le colonel Peron.

Un groupe peut-être assez semblable à celui des colonels de l'OAS à la fin de la guerre d'Algérie. Mais celui-ci se révéla incapable d'engendrer un Peron français.

Ce sont ces officiers qui, en 1943, vont renverser le régime **Castillo**. Peron devient ministre du Travail, et, grâce à ses dons charismatiques, trouve immédiatement le contact avec les masses ouvrières, les « descamisados », sobriquet donné aux ouvriers par les forces réactionnaires et que ceux-ci vont relever comme un défi. Ce sont ces « descamisados », ces gueux, qui, au terme de puissantes manifestations de rues, libéreront Juan Peron, destitué et emprisonné, à la suite à une conjuration des forces réactionnaires.

En février 1946, Peron sera élu président avec 56 % des voix, contre une coalition impérialiste soutenue par les forces conservatrices et communistes.

Peron nationalise les Chemins de fer, met en place un complexe industriel qui dépend de l'Armée de l'Air, mais, surtout, il développe la législation sociale. Les ouvriers, les employés et les travailleurs agricoles obtiendront, grâce à lui, un statut social qui faisait, jusqu'alors, défaut.

Dans cette entreprise de contact avec les « descamisados », Juan Peron va trouver une auxiliaire irremplaçable en sa femme Evita. Née dans une famille très misérable de cinq enfants, ayant quand même réussi, à force d'énergie et d'intelligence, à entrer à la Radio, où elle rencontrera Peron, elle va devenir son interlocuteur privilégié auprès des masses. Elle multiplie les contacts avec les « descamisados » ; elle dirige un journal ; elle reçoit et écoute tout le monde ; elle est sans cesse présente sur le terrain.

Et elle est belle.

Les militaires s'opposent néanmoins à ce qu'elle devienne vice-présidente. Il est, à ce propos, curieux que les féministes n'évoquent jamais la figure d'Evita, victime du « machisme » militariste.

Elle meurt, prématurément, le 26 juillet 1953. Des foules énormes déferlent sur Buenos Aires pour assister à ses obsèques.

Peron sera renversé en juin 1955 par une coalition regroupant les conservateurs pro-impérialistes, certains milieux industriels, l'Eglise et une partie de l'Armée.

Peron restera dix-huit ans en exil, dont treize à Madrid, avant de revenir au pouvoir, de nouveau acclamé par des foules considérables. Il s'est remarié avec une jeune femme, **Isabelita**, qui a, elle aussi, des activités politiques et qui lui succédera au pouvoir, après sa mort.

Mais Isabelita n'est pas Evita. Quelque temps encore, et l'heure de la chute sonnera.

Et le peronisme sera balayé.

Michel ROLAND

EVITA

« Ils aboient. C'est donc la preuve que nous sommes dans la bonne voie. »

Eva Peron - *La raison de ma vie*, pp. 220 et 221

« Plus les quartiers où j'allais étaient pauvres, plus les portes s'ouvraient généreusement et cordialement devant moi. »

o.c. p. 46 (cet épisode se situe après l'arrestation de Peron)

Bibliographie

— Pierre Duquenne et Pierre Biondini - *L'Argentine de Peron*. Ouvrage publié à compte d'auteur. Bordeaux 1954.

— Eva Peron - *La Raison de ma vie*. Raoul Salazed, 1952.

— Pierre Milza - *Les Fascismes*.

Collection « Notre Siècle ». Imprimerie nationale, 1985.

— *Le Crapouillot* - Les Fascistes, numéro 77, septembre/octobre 1984, réalisé sous la direction de **Christian Grisey**, article sur Peron pp. 75-78.

NON CONFORME...

Qu'est-ce qu'il était gentil ce Pompidou ! Et d'ailleurs tout le monde l'adorait ! Voilà, en substance, ce que l'on peut lire dans les articles parus à l'occasion du vingtième anniversaire de sa mort et dans les extraits des livres qui lui ont été consacrés. C'est à peine si on évoque ses différends avec certaines personnalités politiques, lors de l'affaire **Marcovik**, et des odieux truquages photographiques concernant **Madame Pompidou**.

En particulier, tout baignait dans l'huile avec **Louis Vallon**.

A ce propos, notre ami **Yves Josselin** nous adresse, documents à l'appui, la mise au point suivante :

« L'unanimité avec laquelle la famille gaulliste a salué la mémoire de Georges Pompidou à l'occasion du 20^e anniversaire de sa mort ne doit pas faire illusion : de son vivant, G. Pompidou était l'objet de l'hostilité de gaullistes éminents, une hostilité parfois inspirée par De Gaulle lui-même dans les mois qui précédèrent sa démission.

Pompidou ne restait toutefois pas passif devant les agressions dont il était l'objet, il réagissait même directement auprès de ses détracteurs. Mais il le faisait toujours avec élégance.

Ainsi Louis Vallon, vieux gaulliste que son passé socialiste permettait de classer parmi les "gaullistes de gauche", reçut-il de Georges Pompidou, alors Premier ministre, au lendemain de sa défaite aux élections législatives de 1967, une lettre datée du 15 mars et ainsi rédigée :

"Mon cher Vallon,

Bien que vous ne cessiez de m'attaquer — à l'occasion de m'insulter — je tiens à vous dire que je regrette votre échec électoral.

Je le regrette au nom de notre ancienne amitié et pour le combat qui nous a unis si longtemps.

Croyez en mes sentiments restés unilatéralement fidèles.

G. Pompidou"

Quand Pompidou ne fut plus Premier ministre, les mêmes "gaullistes de gauche", ainsi que quelques autres, redoublèrent de vilennies à son encontre, notamment lors de l'affaire Markovik. Louis Vallon ne fut pas le dernier à crier haro, mais il resta, dans ses écrits et propos publics, sur le plan de la critique politique et il tint à le faire remarquer à G. Pompidou. Celui-ci ne fut pas dupe et lui répondit le 12 mars 1969 :

"Mon cher Louis,

Je vous remercie de votre lettre qui part d'une bonne intention. Mais permettez-moi de vous dire que les critiques politiques — parfois d'ailleurs bien exagérées et fondées uniquement sur des commentaires de presse — sont bien inopportunes quand elles coïncident avec d'autres attaques que vous réprouvez, mais que vous n'avez pas condamnées publiquement..."

Le Premier Ministre

Mon cher Vallon,
bien que vous ne cessiez de m'attaquer — à l'occasion de m'insulter — je tiens à vous dire que je regrette votre échec électoral.

Je le regrette au nom de notre ancienne amitié et pour le combat qui nous a unis si longtemps.

Croyez en mes sentiments restés unilatéralement fidèles.

G. Pompidou

Georges Pompidou

Le 12 mars 1969

Mon cher Louis,

Je vous remercie de votre lettre qui part d'une bonne intention. Mais permettez-moi de vous dire que les critiques politiques — parfois d'ailleurs bien exagérées et fondées uniquement sur des commentaires de presse — sont bien inopportunes quand elles coïncident avec d'autres attaques que vous réprouvez, mais que vous n'avez pas condamnées publiquement.

Je tiens à vous dire que je regrette votre échec électoral.

Croyez en mes sentiments restés unilatéralement fidèles.

G. Pompidou

L'histoire se répète parfois : aujourd'hui, **Edouard Balladur**, comme Georges Pompidou naguère, reçoit moins d'attaques de ses adversaires déclarés que de ceux qui passent pour ses amis politiques. On ignore encore comme il leur répond.

Yves Josselin »

Fort douteux que nous lisions des révélations à ce sujet dans *Le Monde* ou dans *La Croix*.

En lisant *Le Monde* après le suicide de **De Grossouvre**, on découvre que son éminent collaborateur **Edwy Plenel** avait recueilli des confidences de l'intéressé (le dernier en date de leurs entretiens se situant le 2 février). Notamment sur (contre) **Tonton**, et sur les « magouilles » de son fils, **Jean-Christophe**.

Même diminué par l'âge, de Grossouvre restait une source exceptionnelle de renseignements. Que croyez-vous que fit Plenel ? Vérifier les dires de son informateur, et publier le résultat de ses enquêtes ?

Vous n'y pensez pas. Il dit lui-même qu'il était « fort gêné » de ses confidences.

Un grand enquêteur du *Monde* !

— Toujours le même Plenel, fort lié à **Pierre Joxe**, dans le même article, évoque l'« anticommunisme maladif » de certains.

C'est l'évidence : **Boris Souvarine, Koestler, Raymond Aron, George Orwell, Victor Serge**, etc. étaient de dangereux mabouls. Et **Léon Blum**, donc, qui, après la Libération, définissait le Parti communiste français comme « un parti nationaliste étranger ». Bien évidemment, il relevait du psychiatre.

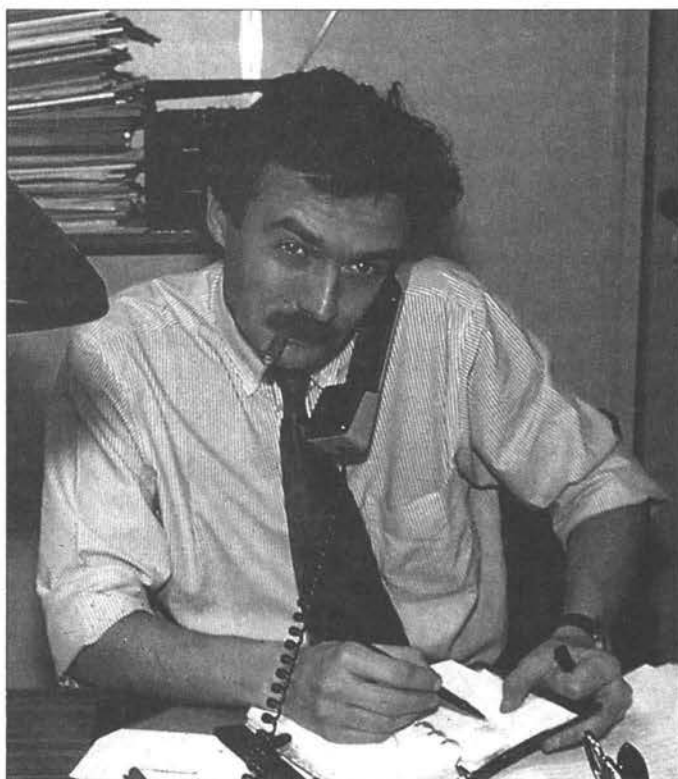
Ce doit être aujourd'hui le cas d'**Annie Kriegel**. C'est pourquoi **Giesbert** ne l'interviewe jamais à *Europe 1*, et qu'elle n'est jamais non plus convoquée à « Couillons de Culture ».

— A propos d'anticommunistes malades, ne pas oublier non plus un certain **Kravchenko**, dissident soviétique. La preuve qu'il délirait, c'est qu'il finit par se suicider. Et ceux qui penseraient que cette mort est quelque peu suspecte « débloqueraient » complètement, car cela impliquerait que le KGB serait capable de maquiller un crime en suicide ! A-t-on idée !

Et que la chute du communisme ait largement confirmé les



*Défenseur des Lettres Françaises (et de Staline)
l'avocat communiste Me Joel Nordmann,
pointe un doigt accusateur, vers Me Izard,
avocat de Kravchenko.*



Edwy Plenel : pas curieux !

révélations de Kravchenko, c'est là, on l'avouera, un détail.

C'est sans doute ce que dirait **Me Joe Nordmann**. Pourquoi Me Nordmann ? Parce que ce communiste (dont le cabinet est installé non pas à Bobigny, mais dans l'île Saint-Louis, et qui ne plaide pas souvent pour les « prolos » mais beaucoup pour les hommes d'affaires) fut contre Kravchenko, l'avocat des *Lettres Françaises* dans un procès qui défraya la chronique, au début des années 50.

Nordmann fit citer des officiers supérieurs soviétiques qui, servilement, procédèrent à l'apologie du régime stalinien et claironnèrent qu'il était en train de transformer la nature : voir aujourd'hui Tchernobyl.

Quant aux extraits des interventions et de la plaidoirie de Nordmann à ce procès, c'est un sommet dans l'art du bourrage de crânes, à la fois grotesque et odieux.

A noter : c'est ce larbin soviétique qui, le premier, en 1973, après la grâce de Pompidou, lança l'offensive contre **Touvier**. C'est lui aussi qui, en tant que doyen (il a 84 ans) prononça la première plaidoirie-réquisitoire, au nom de la partie civile, contre le même Touvier.

N'allez pas vous permettre, comme **Me Trémolet de Villiers** d'inscrire Katyn au nombre des crimes contre l'humanité. Holà ! Ça n'a rien à voir.

D'ailleurs, Nordmann a raison. On ne va tout de même pas comparer l'infâme personnel qui travaillait aux fours crématoires avec les distingués officiers du NKVD qui tirèrent une balle dans la nuque des vilains officiers polonais, tous réactionnaires. Du reste, ils avaient reçu consigne de **Staline** d'opérer avec des gants.

Avec des gants, ça fait classe !

Les journaux ont évoqué parfois l'autorité du président-**Boulard** au procès Touvier.

Une autorité qui lui a fait singulièrement défaut quand il a renoncé à convoquer Balladur, lequel avait peut-être des choses intéressantes à dire, puisqu'il avait reçu à l'Elysée l'infatigable défenseur de l'accusé, **Mgr Duquaire**.

Ce jour-là, le brave président était sans doute fatigué.

Roland GAUCHER

LES LETTRES

— Pierre-André Taguieff — *Sur la Nouvelle Droite*

— Alain Minc — *Le nouveau Moyen-Age*

— Jacques Julliard — *Ce fascisme qui vient*

● **Pierre-André Taguieff** vient de publier (1) un important ouvrage, *Sur la Nouvelle Droite*, consacré à ce mouvement idéologique et à son « gourou », **Alain de Benoist**.

Il y a une chose qu'on ne pourra certainement pas reprocher à l'auteur : c'est l'absence de références. A quelques réserves près, la documentation est remarquable.

Ainsi, Taguieff met bien en évidence le travail idéologique accompli au début des années 60 par la **Fédération des étudiants nationalistes** (**Dominique Venner**, **Schmelz**, **Alain de Benoist**, **Pierre Vial**, **François d'Orcival**, lequel, depuis, a viré sa « cuti », et court sous la casaque **Ladreit de la Charrière**) et l'importance du manifeste « Qu'est-ce que le nationalisme ? » (mai 1963). Je reviendrai sur ce sujet dans le premier tome de mon livre *Les nationalistes en France* (2).

De même on trouvera beaucoup de renseignements sur les débuts journalistiques d'Alain de Benoist, sous le pseudonyme de **Fabrice Laroche** (*L'Observateur étudiant*), qui lancera, à la fin des années 60, le « Grece », « Nouvelle Ecole », et, plus tard, « Eléments ».

Beaucoup de noms d'intellectuels ou de dirigeants nationalistes figurent dans *Sur la Nouvelle Droite*. En revanche, je n'y ai pas relevé celui d'un intellectuel communiste italien, **Gramsci**. Or celui-ci a beaucoup marqué Alain de Benoist dans le courant des années 70. Gramsci défendait la thèse (hérétique du point de vue de l'orthodoxie stalinienne) de la conquête du pouvoir **culturel**, avant la conquête **politique**. Alain de Benoist voulait adopter cette stratégie : la prise de contrôle du *Figaro-Magazine*, avec l'accord de **Pauwels**, devait être une étape importante dans cette conquête du pouvoir culturel, qui devait « contrer » celui des « intellos » de gauche.

Il fut rapidement, et brutalement, mis fin à cette opération, par une violente campagne dénonçant la collaboration entre l'ancien « collabo » **Hersant** et les « néo-nazis » de Benoist et Cie. Pauwels mit très vite bas les armes. Par la suite, la tentation de lancer un nouvel hebdomadaire, *Magazine-Hebdo* (dirigé sur le plan rédactionnel par **Jean-Claude Valla**, qui devait « mordre » à la fois sur *Minute* et sur *Le Point*, tourna court.

Aujourd'hui Taguieff, qui parle d'Alain de Benoist autrement

qu'en le désignant comme un « monstre », est l'objet d'attaques virulentes, de la part de « crapauds » comme **Monzat** et **Biffaud**.

C'est peut-être de ce côté qu'il devrait chercher des exemples de « mauvaise foi » plutôt que du mien.

Deux autres ouvrages méritent d'être signalés : *Le Nouveau Moyen-Age* d'**Alain Minc** (3) et *Ce Fascisme qui vient* de **Jacques Julliard** (4), chroniqueur au *Nouvel Observateur*. L'un et l'autre témoignent de l'inquiétude qui se fait jour dans les milieux mondialistes et cosmopolites, devant la montée du nationalisme, particulièrement en Europe.

Alain Minc affirme froidement que les phénomènes qui se déroulent en Europe centrale sont ceux du **tribalisme**. Peut-être, quand même, les tribus chrétiennes sont-elles un peu différentes de celle des Botocudos. Et les chefs-d'œuvre artistiques, culturels, religieux, architecturaux engendrés par les tribus européennes peuvent-ils être comparés avec les gris-gris des sorciers ?

Julliard semble développer dans son livre, court, clair, écrit dans une langue musclée, une autre vision des choses que celle de Minc. A ses yeux, il n'y a pas, en Europe centrale, de tribus ethniques : les Serbes, les Croates, les Bosniaques ont la même origine raciale. Ce qui les conduit à s'affronter, ce n'est pas l'ethnie mais les religions différentes. Ces différences religieuses ont été occultées par le régime titiste (communiste).

Ce seraient donc les communistes qui seraient responsables des conflits actuels. Ce n'est pas du tout le message que tentent de faire passer les médias : à les en croire, la purification ethnique, c'est l'abomination. L'abomination, pourquoi ? Parce que c'est nazi. Le régime communiste n'est pour ainsi dire jamais mis en cause.

Si l'on suit ce raisonnement, ce serait donc l'odieuse idéologie nazie qui se serait imposée à des dirigeants serbes, formés depuis un bon demi-siècle par la matrice marxiste-léniniste. Si c'est vrai, quelle extraordinaire revanche posthume !

En tout cas, qu'il s'agisse de Julliard ou de Minc, ils sont résolument interventionnistes en Bosnie. Comme **Kouchner**, comme l'**abbé Pierre** ; et comme l'ancien objecteur de conscience, et déserteur, actuellement ministre de la Défense nationale, **Léotard**.

Eh bien ! Qu'ils y aillent ! Sans nous !

R.G.

(1) Editions Descartes.

(2) A paraître en septembre 1994.

(3) Gallimard éd.

(4) Le Seuil éd.

Jean Mabire :

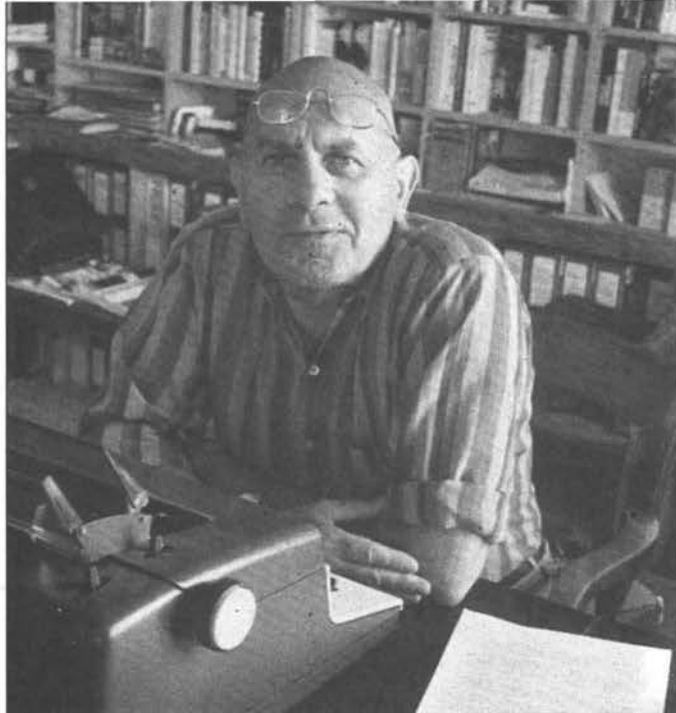
JERSEY SOUS L'OCCUPATION

● L'un des épisodes les plus insolites et, en même temps, les plus méconnus de la Seconde Guerre mondiale, est, à coup sûr, l'occupation des îles anglo-normandes — Jersey, Guernesey, Aurigny et Sercq — par les troupes allemandes. Beaucoup l'ont sans doute oublié, mais ce modeste archipel, où se réfugia **Victor Hugo**, proscrit volontaire, et qui lui inspira *Les Travailleurs de la mer*, fut le seul territoire britannique occupé par l'ennemi durant la dernière guerre. Et aussi la dernière terre étrangère à rester en possession du Reich, puisque cette occupation, quelque peu différente des autres, dura du 28 juin 1940 au 9 mai 1945 — lendemain de l'armistice sur le front de l'Ouest.

Il n'est que d'énoncer ces faits et ces dates pour voir que le sujet méritait largement l'attention. Il faut constater ensuite que s'il a inspiré nombre de livres en Grande-Bretagne, il a été

curieusement négligé — **Mabire** excepté — par les historiens français, ou ceux qui se tiennent pour tels. En fait — Mabire toujours excepté — le seul ouvrage d'intérêt inspiré par l'occupation des îles anglo-normandes de ce côté-ci de la Manche ne concerna qu'un épisode passionnant, mais bien particulier : le raid de commando, héroïque et un peu fou, exécuté par les unités de la Kriegsmarine occupant les îles sur Granville en mars 1945 — deux mois avant la capitulation de l'Allemagne et la fin des hostilités. Cette action pleine de panache fut brillamment décrite par le très regretté capitaine de vaisseau **Hervé Cras**, plus connu des historiens sous le nom de **Jacques Mordal**, dans son livre *Hold-up naval à Granville*.

Mais ce qu'a fait **Jean Mabire** est entièrement différent ; il a entrepris de nous raconter, sinon jour par jour, du moins mois par mois, ce que fut l'occupation allemande des îles anglo-nor-



LE CRAPOUILLOT

sation de l'archipel, et donné aux autorités locales l'ordre de coopérer avec l'occupant.

Apparemment, c'est là que, pour nombre d'« historiens » français, le bât blesse. Ne pourrait-on voir, dans le geste du gouvernement britannique, auquel nul gaulliste ou nul communiste n'a certes à donner de leçons d'héroïsme dans la lutte contre l'Allemagne nazie, une justification de l'attitude générale du régime de Vichy ?

La Grande-Bretagne ne traîna nullement en justice, pour « collaboration », les responsables locaux de Jersey et de Guernesey. Bien au contraire, le roi George VI fit chevaliers les deux « baillis » des îles anglo-normandes et décora un certain nombre d'autres représentants de l'autorité. Et, pourtant, l'archipel avait connu en miniature, ainsi que nous le montre Mabire de façon extraordinairement précise et détaillée, tous les problèmes inhérents à l'occupation ennemie, y compris les représailles consécutives à des actes de résistance et même la déportation de plusieurs centaines de personnes.

Quelques personnages hauts en couleurs traversent aussi le livre de Jean Mabire. Et le moins négligeable n'est certes pas la légendaire « Dame de Sercq », **Syvil Hathaway**, maîtresse traditionnelle et absolue de la petite île, qui sut traiter des Allemands, pour le moins déconcertés, avec toute la hauteur que lui commandaient son caractère et sa fonction.

Sous la plume alerte et habile de Mabire, ce récit de cinq années, à la fois douloureuses et folles, passe comme un éclair.

Jean BOURDIER

(L'ancre de Marine, 35400 Saint-Malo, 98 F)

mandes, son déroulement, son évolution et le genre de vie qu'elle entraîna pour leurs habitants, du premier au dernier jour.

Si elle n'engendra pas d'atrocités notoires, cette occupation ne fut non plus ni fraîche ni joyeuse, surtout lorsque les restrictions commencèrent à se faire sentir dans l'archipel. Mais, chose capitale, le gouvernement britannique de **Winston Churchill**, se rendant à l'évidence — l'incapacité, fin juin 1940, de défendre les îles contre une invasion allemande qui menaçait alors l'Angleterre elle-même —, avait proclamé la neutrali-

Ballade bistrotière dans Paris

La coupe du « Meilleur Pot » 1993 a été attribuée au café *Les Pipos*, 2 rue de l'Ecole Polytechnique, Paris 5e.

Le prix du Meilleur Pot est aux cafés l'équivalent du Goncourt dans le domaine littéraire. Il est décerné chaque année par le jury de l'Académie Rabelais à « un patron de café qui maintient la tradition des bons vins de comptoir, de toutes origines, en se fournissant directement chez le producteur et en mettant le plus souvent lui-même son vin en bouteilles ».

Ce prix naquit à Lyon. Lyon, capitale des Gaules qu'arrosent trois fleuves : le Rhône, la Saône et... le Beaujolais. C'est au folklore beaujolais que son créateur, l'écrivain **Marcel Grancher**, emprunta son nom de baptême. A l'époque lorsque le beaujolais était un petit vin pour joueur de boules, l'unité de base pour un gosier normal dans un « bouchon » s'appelait le pot, d'une contenance de 46 cl. A plusieurs « gônés » le beaujolais pouvait se boire au mètre. 1 mètre = 14 pots. Heureux temps où le beaujolais titrait à peine 11°. Du moins le beaujolais numérique car il n'y a pas un beaujolais, mais des beaujolais, notamment les dix crus d'où émerge l'élite de l'appellation : Fleurie et Moulin à Vent qui n'ont plus la réputation de petits vins.

En montant à Paris en 1954, le prix garda son nom, mais élargit l'éventail des terroirs.

Sur les bords de la Seine, le bouchon s'appelle bistrot, mot d'argot parisien à l'origine incertaine et contestée. Le bistrot de Paris c'est comme le gamin « tout un poème » pour qui on a de la sympathie, de l'affection, de la reconnaissance aussi, où le solitaire, volontaire ou non, n'est jamais « paumé », car il y retrouve ses copains, ses potes, pour quelques minutes ou pour une heure. Le patron le connaît. Il s'agit, bien sûr, du vrai bistrot, celui que **Robert Giraud**, pour les textes, et **Robert Doisneau**, pour les photographies, dans leurs ouvrages *Le vin des rues* (chez Denoël), ou *Les Parisiens tels qu'ils sont* (collection Huit chez Robert Delpire) nous le font découvrir. L'espèce s'en fait rare mais

enfin il en demeure encore, et c'est tout à l'honneur de l'Académie Rabelais que d'en signaler l'existence en la préservant du même coup.

Le patron, tout comme le client de bistrot à vin, et non pas de *wine bar*, nom barbare snobinardement parisien, sont différents de l'imagerie coutumière du bar tabac du coin.

Sur le zinc, il n'est pas rare de n'apercevoir aucun apéritif anisé ou non. Les verres contiennent du vin : blanc ou rouge, rarement rosé. Car, ici, le vin est Roi. Et pas n'importe quel vin. A la trilogie courante proposée au consommateur : muscadet, alsace, côtes du Rhône de négociants, le patron vous fera hésiter entre une bonne douzaine de vins de propriétaires. Dans ce cas, il vaut mieux lui demander lequel est actuellement au mieux de sa forme. Il sera ravi de vous renseigner et le dialogue s'établira naturellement, car ici on n'a pas affaire à un simple distributeur. Le vendeur est un conseiller qui connaît son produit et aime à en parler avec fierté. La plupart de ces « institutions » sont de petits établissements par la superficie. Beaucoup, outre les casse-croûtes au comptoir, font de la cuisine, évidemment traditionnelle.

Quelques adresses :

La Taverne Henry IV, 13 place du Pont-Neuf, 75001.

Ma Bourgogne, 133 boulevard Haussmann, 75008.

La Tartine, 24 rue de Rivoli, 75004.

Chez Serge, 7 boulevard Jean-Jaurès, 93400 Saint-Ouen.

Le Rallye, 267 rue du Faubourg Saint-Martin, 75010.

Au Père tranquille, 30 avenue du Maine, 75015.

Le Bouchon, 8 avenue Aristide-Briand, 92160 Antony.

La Cave Drouot, 8 rue Drouot, 75009.

A la Cloche des Halles, 28 rue Coquillière, 75001.

La Bergerie, 21 rue Galilée, 75016.

Le Vin des Rues, 21 rue Boulard, 75014.

Le Relais Beaujolais, 3 rue Milton, 75009.

Jean NOUYRIGAT

ENCORE DISPONIBLES

COCHEZ LES NUMÉROS DEMANDÉS

LE CRAPOUILLOT

Magazine non conformiste

ANCIENNE SERIE : (50 F + PORT)

- ☐ N° 52 : Folies 39
- ☐ N° 53 : Dictionnaire des Contemporains (1)
- ☐ N° 55 : Les Affaires scandaleuses
- ☐ N° 56 : La Grande Bouffe
- ☐ N° 57 : Dictionnaire des Contemporains (2)
- ☐ N° 58 : Les Homos
- ☐ N° 60 : Les Toubibs sur le grill
- ☐ N° 61 : Dictionnaire des Contemporains (3)
- ☐ N° 62 : Mitterrand : l'état de disgrâce
- ☐ N° 63 : Les Femmes fatales
- ☐ N° 65 : Esprit es-tu là ?
- ☐ N° 66 : l'argent à gauche
- ☐ N° 67 : Les meilleurs dessins de presse
- ☐ N° 68 : La bataille de Paris
- ☐ N° 69 : l'Ecole en guerre
- ☐ N° 70 : Le Pamphlet
- ☐ N° 72 : Les Supers Femmes
- ☐ N° 74 : Le choc Montand
- ☐ N° 77 : Les Fascistes
- ☐ N° 78 : Sexe et Magie
- ☐ N° 80 : Les Juifs
- ☐ N° 82 : Les Travestis
- ☐ N° 83 : La torture
- ☐ N° 84 : Les photos insolites
- ☐ N° 85 : Vrais miracles et faux prodiges
- ☐ N° 87 : Le petit Barre illustré
- ☐ N° 88 : Les Auvergnats
- ☐ N° 89 : L'or
- ☐ N° 90 : Ah ! les beaux héritages
- ☐ N° 91 : Les coups d'Etat
- ☐ N° 92 : Les musulmans et nous
- ☐ N° 93 : Les bobards de la guerre d'Algérie
- ☐ N° 94 : Les Bretons
- ☐ N° 95 : La vie amoureuse des rois de France
- ☐ N° 96 : Les anti
- ☐ N° 97 : Les mystères de Marseille

- ☐ N° 99 : Héros
- ☐ N° 100 : Les corrompus de la V^e
- ☐ N° 101 : Il était une fois la révolution
- ☐ N° 102 : Les collabos
- ☐ N° 103 : Les nouveaux monstres
- ☐ N° 104 : Qui est franc-maçon ?
- ☐ N° 105 : Les Fétichistes
- ☐ N° 106 : Les secrets des sectes
- ☐ HS3 : Le sexe
- ☐ HS4 : Les grandes gueules cassées
- ☐ HS6 : La petite histoire des maisons closes
- ☐ HS8 : Les francs-maçons
- ☐ N° 104 H : Mitterrand très secret

NOUVELLE SERIE : (36 F + port)

- ☐ N° 107 : Le diable est de retour
 - ☐ N° 108 : Les secrets des R.G.
 - ☐ N° 109 : La Guerre d'Algérie inconnue
 - ☐ N° 110 : La gauche dans la collaboration
 - ☐ N° 111 : La conspiration des sectes
 - ☐ N° 112 : Drôle de Droite
 - ☐ N° 113 : l'Histoire mutilée
 - ☐ N° 114 : Saint-Tropez Secret
 - ☐ N° 115 : Photo chocs clichés chics
 - ☐ N° 116 : Homos et Pédophiles
 - ☐ N° 117 : Mercenaires et volontaires
 - ☐ N° 118 : Les morts mystérieuses
 - ☐ HS9 : La France insolite (35 F + port)
 - ☐ H10 : Mitterrand : le grand bétisier (30F + port)
- soitnuméros

Nom :

Prénom :

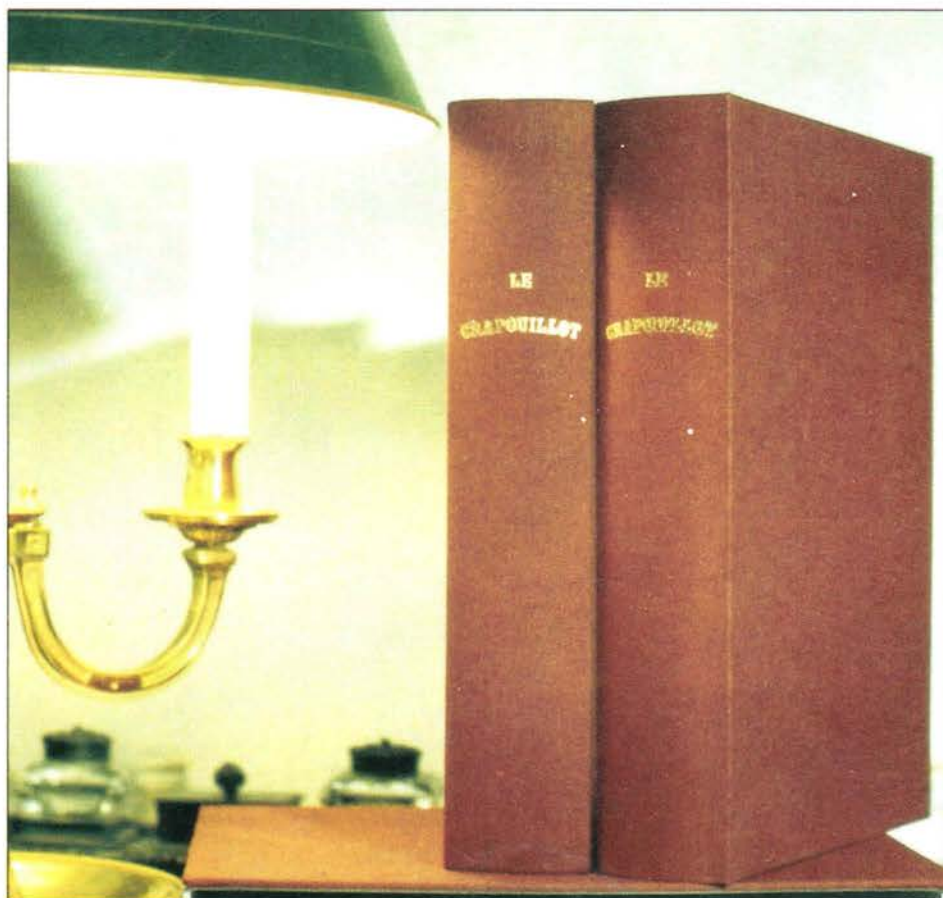
Adresse :

Code postal Ville

Ci-joint mon règlement par ☐ chèque bancaire
☐ chèque postal ☐ mandat-lettre à l'ordre du Crapouillot
 + 15 Francs de frais de port, 30 F à partir de 10 numéros
 (nous n'acceptons pas les chèques tirés sur l'étranger)

A retourner au :

CRAPOUILLOT,
21, rue Tronchet 75008 PARIS
Tél. : 47 42 21 72



Pour conserver vos numéros du CRAPOUILLOT L'écrin-reliure de bibliothèque

De nombreux lecteurs et abonnés nous ont réclamé ces écrins-reliures qu'ils tiennent, à juste titre, pour indispensables afin de conserver ces numéros précieux auxquels le lecteur soucieux d'informations piquantes a besoin de faire appel.

Dans ce but, nous avons mis au point ces luxueux écrins-reliures où vous pourrez ranger vos exemplaires et les consulter aisément.

Ce sont des boîtes cartonnées, recouvertes d'un très beau toilé de couleur bordeaux.

Chaque écrin peut contenir huit numéros.

Bulletin de commande à retourner accompagné du règlement à : Le Crapouillot, 21 rue Tronchet 75008 Paris

Nom, _____ prénom _____

Adresse _____

désire recevoir..... écrins-reliures au prix de 120 francs pièce

et joins mon règlement par ☐ chèque bancaire

☐ CCP ☐ mandat-lettre établi à l'ordre du Crapouillot

Prix : 120 francs (port compris)

**PAS
D'PANIQUE
A BORD!**

le manuel du charivari politique

**HUMEUR, HUMOUR,
BD ET INFOS**

**AVEC
LES GUIGNOLS
DE LA POLITIQUE**

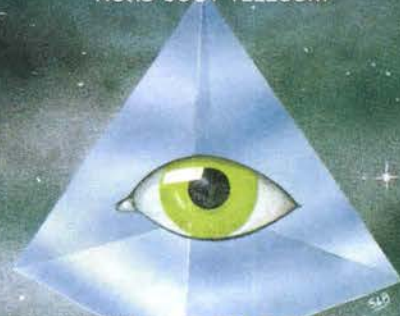
10F

Abonnement : 150 F par an (12 numéros)
en écrivant à :

Pas d'Panique BP 579-01 75027 Paris cedex 01

36 70 14 15
CONSULTATION GRATUITE

* HORS COUT TELECOM



VOYANCE EN DIRECT

INSOLITE

EDITEUR PROMOPRANCE - 1021 PARIS A 300 546 307

8,78 F / APPEL - 2,19 F / mn